« Radio-Télévision »/« Heures locales »

BERIALS DIVISION

DIMANCHE 21 - LUNDI 22 FEVRIER 1993 Jeux dangereux Pour mieux assurer leur sécurité

à Moscou

A polémique a repris de plus belle antre M. Boris Ettaine et la président du Parlement russa, M. Rouslan Khasboulstov, ce demiser qualifiant de

« médiocres » les propositions de réformes présentées par le pré-sident russe, tandis que le porte-parole de M. Eltsine jugenit, da son côté, que M. Khasboulatov

s'était « discrédité » et avait manifestement cherché à « gon-

Si les mots ont un sens -

qui n'est pas toujours in cas à Moscou, – in conflit antra les

deux hommes, qui se disputent

la pouvoir, pourrait evoir atteint un point de non-retour. M. Boris Eltsine, laisse-t-on entendre, son-garait à obtenir du Congrès un

vote négatif à l'encontre de son adversaire, hypothèse renforcée

par la grogne qui se manifeste de

plus en plus nuvertement dans les travées du Parlament à l'égard de son président, accusé

Le denouement du confirmente les deux rivaux permettrait peut-être de clarifler une situation politique abracadabrante, mais ne suffirait pas, à lui seul, pour sortir de l'impasse. Certes, dans un pays qui a subi un tel régène, le chaos n'est pas entièrement négatif puisqu'il peut permettre de briser le car-

can hérité de sobtante-dix années

Les batailles politiques n'ant ainsi pas empêché le gouverne-

ment de prendre un nombre

important de mesures qui ont.
déjà changé substantiellement le
paysage économique at social
russe: libéralisation des prix,
début de le privatisation des

début de le privatisation des entreprises... Ét jusqu'à preuve du contraire les libertés de base existent aujnurd'hul. Si Jen choses perdurent cependant, ce ne sera plus d'un trop-plein, mais d'une absence totale d'Etat dont

AiNSI, les entreprises contibon vieux temps en s'andettant mutuellement, le directeur de la

Banque centrala se soucia comme d'une guigne de la politi-que économique de son gouver-nement, des régions entières, comme la Sibéria, demandant

leur émancipation et, de toute

manière, nn respectent pas les

consignas gauvernementains.

sans oublier - car c'est cela qui choque le plus la population - la mafia et les potentats locaux qui

pillent le pays sans vergogne.

Aussi les pas de cierc auxquels sa livrent MM. Etsine et Khas-

boulatov sont-ils percus comme des jeux stériles, voire inconve-

nants, par unn population qui subit de plein fouet les consé-quences de la libéralisation de l'éconnnie. Si personne n'ima-gine, aujourd'hui, un retour à l'ancien système stalinien, l'idée, an revenche, d'une a dictature

an revenche, d'une « dictature

libérain » qui poursuivrait les

tentant de rétablir l'ordre fait son

Les tiroirs

de M. Gorbatchev

L'ancien président de

l'URSS publie en France,

coup sur coup, deux recueils de documents sur ses activi-

tés entre 1985 et son départ

du pouvoir en 1991. Ses Avant-Mémoiras, notam-

mant, jettent un éciairage

nouveau sur ses rencontres nvec les hammas d'Etet

nccidentaux at la chute du

l'article de MICHEL TATU

communisme à l'Est.

souffrira la Russie.

E dénouement du conflit

de n'en faire qu'à sa tête.

fler son importance».

Les «casques bleus» dans l'ex-Yougoslavie sont autorisés à recourir à la force

Le Conseil de sécurité des Nations unies a mais d'un mandat qui autorise le recours à la adopté, vendredi 19 février, une résolution prorogeant jusqu'au 31 mars le mandat de la Force de protection de l'ONU dans l'ex-You-goslavie (FORPRONU) dont les moyens défensifs seront accrus de façon à ce que les « casques bleus » déployés en Croetie, en Bosnie-Herzégovine et en Macédoine voient leur sécurité renforcée. Ils disposent désor-

force. La polémique sur l'aide humanitaire à la Bosnie a, d'autre part, rebondi, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, ayant affirmé publiquement sa détermination à faire revenir le haut-commissaire pour les réfugiés, Mª Sadeko Ogata, sur sa décision prise unilatéralement – de suspendre l'acheminement de cette aide.

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondente

M. Boutros Boutros-Ghali vent obtenir la reprise de l'aide huma-nitaire en Bosnie-Herzégovine et entend se faire obéir par M∝ Sadako Ogata, haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, qui evait, unilatérale-ment, décidé d'interrompre cette assistance. « C'est mol qui suis supposé être le patron de cette npération!», a déclaré, vendredi 19 février, le secrétaire général de l'ONU eux journalistes, laissant destinataire de sa remarque.

En rentrant jendi matin du Japon, le secrétaire général avait envoyé nn message à la diplo-mate japonaise, lui demandant de reprendre l'acheminement de l'aide humanitaire « aussi tôt que possible » en Bosnie-Herzégovine, passant ainsi outre à la décision

prise par le haut-commissaire il y a deux jours. Bien que se disant «chnqués» par la décision de M= Ogata, les diplomates nnt salué - rétrospectivement et officieusement - son courage. Selon un ambassadeur occidental, le hant-commissaire a vnulu envoyer un message non seulement aux parties qui ont entravé l'acheminement de l'aide huma-nitaire, mais apssi an secrétariat et au Conseil de sécnrité de l'ONU, qui, a pour être franc, n'ant pas fait grand-chose pour faciliter son travail ».

Sur le point de savnir si le geste « impertinent » – selon l'expressinn d'un diplomate du secrétariat - de Me Ogata pourrait avoir des répercussions, le diplomete rappelle que le secrétaire général « vient à peine de quitter l'avion en provenance de Tokyo, où il avait espéré obtenir la parti-cipation des militaires japonais dans les npérations de maintien

de la paix de l'ONU». Per ailleurs, dans une lettre adressée au président du Conseil de sécurité, M. Ahmed Snoussi (marocain), le secrétaire général accuse l'armée bosniaque du président Alija lzetbegovic d'avnir « délibérément » attaqué les «casques bleus» français, le 11 février, faisant un mort et trois hlessés parmi les léginnnaires. Selnn M. Boutros-Ghali, un examen attentif par un expert de la FOR-PRONU fait apparaître « sans l'ombre d'un doute » que les tirs provenaient d'une position située dans la zone de Butmir, tenue

Cette nonvelle information a fait l'abjet de consultations à huis elos au sein du Conseil de sécurité. L'ambassadeur bosniaque sera convoqué par le président du Conseil

AFSANÉ BASSIR POUR Lire la suite page 3

M. Mitterrand met en avant son action contre l'affairisme



Lire page 6 l'article de THOMAS FERENCZI

Les enquêtes sur la corruption en Italie

Après la démission du ministre de le justice, celles das ministres des finances et de la santé risquent de faire chuter le gouvernement Amato et de précipiter le paye dans une crise politique sans précédent. Lire page 3 l'article de MARIE-CLAUDE DECAMPS

LOIN DES CAPITALES

A Dharmsala, avec les Tibétains de l'exil

M. Léotard invité du «Grand Jury RTL-le Monde»

M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicein, invité de l'émission hebdnmadaire «La grand jury RTL-le Monde» dimanche 21 février à 18 h 30.

La course de Jack Lang

Malgré dix ans de pouvoir, le ministre a gardé la fougue des premiers jours

par Emmanuel de Roux

Le 3 février, le ministre de Péducation nationale planche sur 'enseignement en milieu rural; le O, le ministre des grands travaux dévoile le plan audiovisuel de la future Bibliothèque de France, avaut de teuter, avec Martine Aubry, sa collègue da travail, de régler le problème des intermittents du spectacle; le 16, le ministre de la culture donne une conféreuce de presse à la Cité de la Musique et annonce qu'il faudra construire une nouvelle salle de concerts: le 24, le ministre de la culture et de l'éducation nationale doit présenter devant le conseil des ministres trois projets de loi - sur le patri-maine, la chaîue de télévision éducative et l'Institut internatio nal d'histoire des arts - et, le · 1 mars, livrer les grandes lignes de son plan d'éducation artisti-

que à l'école. Quand tant de ministres socialistes, effondrés par les sondages, semblent à la veille des élections frappés de paralysie, Jack Lang, dont la cote-est toujours eu plus haut, conti-nue de partager son temps entre la rue de Valnis et la rue de

Il trouve le temps de ferrailler sur un pinteau de télévision, inaugure bâtiments scolaires et expositions, et surtout lance pro-jets sur projets, nvant de filer dans sa ville de Blnis, nu il se représente devant le suffrage uni-versel. Bref, il agit quotidienne-ment comme s'il était ministre à

Lorsqu'on hii demande si toute cette agitation n'est pas un pen vaine à quelques semaines d'une échéance qu'il sait perdue, il répond qu'en très peu de temps, on peut faire beaucoup de choses.

de stabilité monétaire défendue contre vents et marées Par Pierre-Angel Gay et Michel Noblecourt

Le «franc fort»... Il y a ceux qui, par dérision, le surnomment «Francfort». Et il y a ceux pour qui dévaluation rime avec capitulation. Il v a ceux pour qui «la monnale n'a aucune importance» et qui compareut sa désense à une « nouvelle ligne Maginot ». Et il y a ceux pour qui renoncer à la stabilité des changes s'apparente à un « euphorisant », une « drogue douce», une « piqure de morphine ».

Il y n le Conseil national du patronat français (CNPF) qui se dit, mardi 16 février, « toujours partisan de la stabilité du franc, meilleure politique pour les entreprises » et il y a ceux qui se félicitent de la grogne montante chez les patrons de PME. Et pas seule-Lire la suite page 11 ment dans leurs rangs. Pierre

angulaire de l'action du premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, défendue contre vents et marées depuis la crise mnnétaire de septembre, réaffirmée encore par le ministre de l'éconnmie et des finances, M. Michel Sapin, au conseil éconnmique et financier franco-allemand du 17 février, la politique da «franc fort» et ses couséquences - l'argent cher divise les patrons, comme elle divise les politiques («le Mnnde de l'économie» du 16 février).

Les patrons divisés par le «franc fort»

Certains chefs d'entreprise contestent le coût de la politique

Au fil des dévaluations de la lire, de la livre, des monnaies ibérique et scandinaves, les opi-nins se font plus tranchées, les avis plus inconciliables. Au point, désormais, de voir s'affronter les forces du bien et du mal, triom-pher le maniehéisme et s'échanger les propos sans même argumenter. Au point encore de désarçonner l'observateur, à qui l'nn lance : «Le franc fort? Fort

par rapport à quoi?» First par rapport au mark, bien sûr, dont le cours tourne autour de 3,38 F depuis 1987. Mais fort, nussi, face à des monnairs américaine et japonaise très sous-évaluées.
«Si le dallar avait conservé sa valeur de 1971, à l'époque des taux de change fixes, il vaudrait, toutes choses égales par ailleurs, 7,98 F aujourd'hui, remarque M. François Blandot, PDG du groupe papetier La Rochette. Sans doute, serait-il alors surévalué. Sa véritable parité - celle qui autorise une réelle comparaison des pouvoirs d'achats des Français et des Américains - est proba ment de 6,50 F. Alors, pensez si, au cours actuel de 5,50 F, nous sommes loin du compte!»

Rares, pourtaut, sont les patrous à juger injustifiée la parité actuelle du franc face nux principales devises occidentales.

Lire la suite page 13

page 15

Donungue Fernandez des Tropiques 📑 romenades dans le Portugal et le Brésil baroques. Promenades Portugal **DOMINIQUE FERNANDEZ** L'OR DES TROPIQUES Photographies de Ferrante Ferranti broade / Grasset

DATES

il y a cinquante ans, lee premiers français errivaient à

HEURES LOCALES

 Toulouse en son miroir = Nîmes pour l'example = Les emplois da l'Amérique : Périgueux : l'evenir sans détour Pages 17 à 24

GRANDS MARCHES

■ Devises et or ■ Marché monétaire et obligataire ■ Marché international des capitaux ■ Matières premières

Le sommire complet se trouve page 16

A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,50 DA; Marco, 9 DH; Turnisia, 750 m; Alemagne, 2,50 DM; Auriche, 25 ATS: Seigique, 40 FB; Conside, 2,25 \$ CAN; Antiles/Réunion, 9 F; Conscientivoire, 465 F CFA; Denement, 14 KRO; Espagne, 190 PTA; G.-B., 85 p.
Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Paya-Bas, 2,75 FL; Portugel, 170 ESC; Génégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

Tél. : (1) 40-65-25-26 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION :

ADMINISTRATION:
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: 41/ 40-65-25-25
Télécopleur: (1) 49-80-30-10
Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social: 620 000 F

Principany associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde ».
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourue, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Président directeur général : Jacques Lesourne Directeur général : Michel Cros

Membres du comité de direction : Jacques Guiu, Philippe Dupuis Isabelle Tsaïdi 15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria

75902 PARIS CEDEX 15 Tél : (1) 46-62-72-72 Télex MONDPUB 634 128 f

Téléfax : 46-62-98-73. - Société filiale de la SARL le Monde et de Médias et Régies Europe Se

Imprimerie
du « Monde »
12 r. M. Gunsboars
94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux el publications, n° 57 437 ISSN: 0395-2037 PRINTED IN FRANCE

enseignements sur les microfilms « index du Monde au (1) 40-65-29-33 Reproduction interdite de tout article, seuf accord avec l'administration

TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Benve-Mery, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tel.: (1) 49-60-32-90

572 F

1 123 F

2 086 F

ETRANCER:
par voie sériente tarif sur demande,
pour vois abonner returque e bulletin
accompand de voire réglement
à l'adresse et-desson
un par MINTEL, 3-15 LEMONDE

code d'accès ABO E MONDE » (USPS = peading) is public 92 per year by « LE MONDE » L, place i

cage pant at Champtein R.Y. US, and additional marking offices. PCSTPASTER: Seed address clamptes to BMS of RY – Box 1518, Compution R.Y. 12919 – 1518, Proof les abouttements souscrite agri USA INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 22451 – 2913 USA

Changements d'adresse définitifs ou

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISTE

l an

6 mois

Le Monde

Edité per la SARL Le Monde Comité de direction : Jacques Lesourne : gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédection Jacques Gullu directeur de la respon

directeur de la gestir Manuel Lucbert secrétaire général

Deniel Vernet

labert Beuve-Méry (1944-1869) Jecques Feuver (1969-1982) André Leurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

Nom:

Prénom :

Adresse :

Code postal:

Localité : __

Pays:

ires : nos abonnés sont invités provisores : nos abonites som invites à formuler leur démande deux semaines avant leur départ, en indi-quant leur numéro d'abonné.

CEE

790 F

1 560 F

TARIF FRANCE SELGROUE LUXEMB.

536 F

_ J 838 F

1 590 F

Les premiers Français arrivent à Buchenwald

par Maurice Braun

BUCHENWALD... « forêt de hêtres ». Un nnm qui évo-que une épaisse forêt où l'on s'enfoncerait sans espoir de retour. Un nom qui tend à petdre sa majuscule et à devenir adjectif. majuscule et à devenir adjectif.

Les Français qui arrivaient là, dans les prémiers mois de 1943, n'avaient jamais entendu parler de ce lieu. Toutefois, ceux qui avaient réussi à se repérer au cours du voyage et à réaliser qu'ils étaient en Thuringe, aux portes de Weimar, tentaient de s'abriter derrière des évocatinns rassurantes: Weimar, patrie de Goetbe! berceau de la culture allemande! Ce n'allait donc pas être si terrible.

Les chiens-loups grondaient, prêts

Les chiens-loups grondaient, prêts à mordre, prêts à tuer. Sur la grille a morate, preis a tuer. Sur la grute d'accès au camp, l'aigle germanique enserrait une syastika surmontée d'une immense inscriptinn «Jedem das Seine» — Qu'est-ce que ça veut-dire? demandaient ceux qui ne par-laient pas allemand.

- « Chacun le sien» ou bien «à chacun son dû».

Chacun son du ».

Chacun le sien? quel docteur Gnebbels, ayant mai digéré Nietzsche ou Gobineau, avait bien pu placarder ce logographe inquiétant? Le camp était entouré tout entier d'une enceinte infranchissable de barbelés électrifiés avec, de place en place, des miradors sur lesquels montaient la garde des sentesquels iesquels montaient la garde des sen-tinelles armées de mitrailleuses. Pla-que contre le poteau de la porte d'entrée, un athlétique policier allemand, grossièrement représenté, empoignait un prêtre, un juif et un communiste. On est la, se disait-on, devant la porte de l'Enfer de

Dante!

Le camp, tel qu'on le découvrait, était constitué par des rangées de blocks (les uns en ciment, les autres simples baraquements en bois) entourant une immense place de rassemblement où grouillaient des hommes hâves, déguenillés, parvenus, pour certains d'entre eux, au dernier degré de misère physinlogique. Non, Le spectacle n'était comparable ni à la cour des miracles, ni à un bagne; plutôt à une sorte de théâtre lantasmagorique où des personnages de Gnya et de James Ensor seraient descendus de leur cadre pour occuper la scène.

Abandonné mais jamais seul

Tout s'y jouait d'ailleurs, de manière parfaitement absurde : appels interminables sans raison, orchestre de cirque dont les musi-ciens étaient costumés comme pour un carnaval, incessant va-et-vient d'une charrette à bras trainant son lot de çadavres empilés à la vacomme-je-te-pousse, corvées sans autre objet que d'exténuer ceux qui les accomplissaient, Lauskontrol enfin, sacro-sainte cérémouie de la chasse aux poux, alors que le typhus régnait ici à l'état endémi-que. En fait tout avait été organisé dans un dessein scientifique. Il s'agissait d'avilir avant d'anéanti, de détruire le corps petit à petit pour rédnire l'ame, d'assaillir l'homme dans sa dignité avant d'at-teindre son être proprement dit.

Certes il est été plus expéditif pour le Grand Reich de tuer tout de suite les déportés, puisqu'ils étaient programmés pour ne pas sortir vivants du camp de concentratinn: mais ils travaillaient! Peu et mal, bien sûr; ils faurnissaient néanmains un certain rendement. Tout était donc calculé, à Buchen-paul celle cuit du duite margant par les du duite margant pour certain rendement. Tout était donc calculé, à Buchen-wald, pour que la durée mnyenne de vie d'un prisonnier n'excède pas une année. Une année de travaux forcés et la mort après. Comme le constatait le professeur Charles Richet, rare médecin en fonction à l'infirmerie (le Revier comme on l'appelait): « Ici il n'y a pas de malades, mais seulement des morts et des vivants en sursis. »

et des vivants en sursis. s

Le premier choc après l'arrivée se produisait dans le hall surréaliste où, dans un hruit d'usine, des détenus polonais brandissaient, au bout d'un flexible, une tondeuse électrique à chien et, assis, procédaient à la suppression intégrale de tout le système pileux des malheureux juchés devant eux sur une caisse renversée. Regarder les autres était pire encore que de se voir en pareil état. Plus aucune différence sociale nu autre entre ces étres nus, au crâne lisse comme les mannequins de Ginrgin de Chirico. Dans le train (chevaux en lnng: 8, hommes: 40) où l'nn avait suffoqué à 110, emboîtés les uns dans les autres, on était encore des hommes, ayant chacun une personnalité, un nom.

Désormais chacun n'était plus qu'un matricule, un numéro que l'un venait de se voir attribuer et qu'il importait impérativement de coudre sur les loques rayées bleu et blanc, dont on nous avait affublés. C'est par ce matricule exclusive-ment qu'on serait désigné pour tra-vailler à tel kommando, loger à tel block, accomplir telle corvée... voire



Favier fait au camp de Buchenwald le 6 décembre 1943, représentant l'arrivée du convoi des résistants

finalement se rendre au bunker nù avaient lieu les exécutions capitales.

Inalement se rendre au bunker nu avaient lieu les exécutions capitales. Ainsi le déporté, devenu un Hafiling, devait-il faire table rase de tout ce que la civilisation lui avait appris. Au mépris des plus élémentaires obligations de la vie courante, il lui fallait s'habituer à l'épuisement physique, à la saleté, à la faim, au manque de sommeil et, par-dessus tout, à l'intimité la plus contraignante avec les autres. Abandonné mais jamais scul l'Jamais la minute de recueillement qui lui efit permis d'évoquer sa vie passée et les êtres chers. Toujours en contact, quand ce n'était pas en lutte avec ses voisins. Car il se trouvait plongé dans une société bien étrange: Espagnols, Russes, Belges, Serbes, Français, Hongrois... quinze nationalités où fusinnnaient des résistants, des condamnés de droit commun, des fondamentalistes religieux, des bomosexuels, des prisonniers de gnerre déchus, des otages, des officiers ailemands dégradés, tous mélangés dans un melting-pot abominable.

Tous les jours, sur l'Appellplatz,

Tous les jours, sur l'Appellplatz, les kommandos, en ordre immua-ble, venaient s'aligner sous la direc-tion de leurs kapos. L'appel pouvait durer deux heures, quatre heures, quelquefois plus, suivant le caprice du commandant du camp. 55 000 bommes! alignés, en rectan-tes rémiliers cons la luridire avengles réguliers sous la lumière aveuges regulers sous la lumere aveu-glante des projecteurs de la Tor (la tour, comme les Français la dési-gnaient). An loin, la cheminée du crématoire rejetait, avec sa fumée, d'immenses gerbes d'étincelles, dans une véritable nuit de Walpurgis où se répandait une écœurante ndeur de chair grillée de chair grillée.

Peu à peu, le froid engourdissait les corps, la neige élevait des cônes blancs sur les épaules. Parfois, quel-qu'un s'écroulait, sa dépouille devant rester la jusqu'à la fin de

l'appel, car, vivant nu mort, chacun était et demeurait un Stilck. Quand des Français parvenaient à se grouper, ils s'efforçaient d'oublier leurs mains et leurs pieds gelés en engageant d'insolites conversatinns. En effet, la faim créant une obsession boulimique, nn discutait du quota probable de pommes de terre ou de la longueur du bâton de margarine à espérer pour le lendemain. Il arrivait aussi, comme ab absurdo, que

saient verser des larmes dans l'assis-tance à des pauvres yeux agrandis par l'épuisement...

A Buebenwald, la mnrt perdait tout respect. Près de la fosse aux excréments, nn voyait des déportés courir pour se vider, puis s'affaler. Lorsqu'ils auraient rendu le dernier soupir, leurs enrps décharaés

seraient traînés à terre, puis jetés seraient traines à terre, puis jetes sur la charrette comme ceux d'animaux crevés. Ils étaient ensuite alignés comme des stères de bois dans la cour du crématoire, ou bien, si le four était surchargé, ils étaient lancés au fund d'un des gigantesques charniers, creusés derrière le Revier.

Les chances de survie dépen-daient de bien des facteurs, mais le plus grand péril était d'être expédié dans un des kommandos d'extermi-

Dans le kommando du chemin de fer, ou dans ceux des maçons, qu'il pleuve ou qu'il neige, personne ne pouvait quitter le chantier, sous peine de mort, car il n'y avait rien carre s'abriter. Et pourtant, dans de pour s'abritet. Et pourtant, dans de numbreux cas, des actes de généro-sité, d'entraide et d'altruisme admi-rables se produisaient entre les résistants. La corvée la plus exécra-ble était cependant le Strafkommando, commando disciplinaire dit aussi Scheiszkommando qui nbli-geait à râcler les fosses d'aisance et à en étendre le produit sur les plan-tations des casernes SS.

Après le travail, et le ventre toujnurs creux, recommençait l'inter-minable défilé, par rangs de ciuq, de l'ensemble des Hifiling pour l'appel du soir. Combien de miliers d'entre eux ne connaîtraient jamais la joie de retrouver leur patrie, leur famille? Vaine question en vérité, aucun chiffre, aucune statistique ne pouvant exprimer rien qui vaille par rapport au drame essentiel que nous évoquons : la mesure d'un problème ne change rien à son

Dépassant le concevable

et l'inimaginable

Enfin arriva ce jour de la victoire pour lequel les résistants avaient tant lutté et tout risqué. Le 11 avril 1945, vers 14 heures, un détachement de blindés, appartenant à la VIII Armée du général Patton, investissait le camp et, après une investissait le camp et, après une bréve canonnade, les SS s'en-fuyaient, se rendaient ou tentaient de se fondre parmi les déportés en s'affublant de vestes rayées.

Ce que les soldats américains découvraient dépassait en horreur le concevable et même l'inimaginable. Aussi, le soir même, les radios du monde entier transmettaientelles le récit de nos libérateurs où, pour la première fois, le mot Bucbenwald résonnait sinistrement Bucbenwald résonnait sinistrement dans maints foyers anxieux. Aletté par ses officiers et les médecins majnrs, le général Pattnn vint, en personne, le lendemain, dans le camp. Il fut tellement épouvanté par ce qu'il découvrit qu'il ordonna de rafler sans distinction tnute la population du centre de Weimar et il l'obligea à défiler à travers tout Buehenwald. Hnmmes, femmes, civils, fonctionnaires, policiers, tous plus pâles les uns que les autres, la plus pâles les uns que les autres, tous plus pâles les uns que les autres, la plupart les yeux baissés, passèrent à travers les baraques où, trop faibles pour se relever, des déportés mori-bonds s'effunçaient de faire entrer dans leurs yeux éteints les images de l'étrange cortège qui défilait dans un silence pesant.

i : . . .

1 4 N .

A 40 7

140 No. 110

C.rts

80.00

24:3 30 kg

the early

Dila:

th_{tura} .

Cle 1945 1945 1930

, ALIMAN =

the post ties

MICHA!

PH TATE

 $\Phi_{A, \gamma_{2} \beta_{1}}$

3C(3). :

MODEL OF

BG: 757-5 ... Pare : Contraction of the Contraction o

765€ (2. · · ; . .

un silence pesant.

Tous les Français connaissaient, près de l'Effektenkammer. l'arbre de Goethe, le chêne gigantesque que les Allemands n'avaient pas osé abattre quand Himmler fit procéder à la construction du camp, en 1937. Aux beaux temps du duc de Saxe-Weimar Charles-Auguste, il était le roi de la forêt. Goethe venait souvent s'y adosser, et l'on prétendait que c'est sous son nmbrage qu'il avait composé l'Hymne à la paix. Les Haftling allemands affirmaient qu'il avait grandi en même temps que la puissance de l'Allemagne et qu'il mourrait quand le Reich s'effinndrerait. Or, lurs du bombardement des usines et installations SS, le 23 août 1944 par l'aviatinn angiaise, une bombe n'en laissa subsister que le trone. Estimant la prédiction réalisée, des déportés survivants emportèrent — précieuses reliques — des mnreeaux de ses branches estimées reliques - des mnrceaux de ses branches calcinées.

* A lire: le Kapo. de Dominique Gaussen, France Empire, Paris, 1985; la Simple Vèrité, t. 1 et 11, de Christian Pineau, Presses Pocket, Paris, 1969; l'Enfer arganisé, d'Eugène Kogon, La Jeune Parque, Paris, 1947: l'Arbre de Goethe, de Pierre Julitte, préface de Joseph Kessel, France Empire, Paris, 1984; Trois Bagnes, de Charles Richet, Ferenczi, Paris, 1945.

M. Maurice Braun est un ancien chef de réseeu dea Forces françaises combettantes.

"GRAND JURY" RTL-Le Monde

à espèrer pour le lendemain. Il arrivait aussi, comme ab absurdo, que deux camarades se surprennent à diseuter de la poétique de Paul Claudel, l'un vantant sa romanité, l'autre préférant ne s'attacher qu'à la qualité de son verbe. Inlassablement on interrogeait nos camarades hauts gradés militaires sur les différentes tactiques que pouvaient employer les alliés, à l'Est comme à l'Ouest, pour parvenir à nous rejoindre. nation dépendant de Bucbenwald, tels Ellrich ou Dora. A Obrdruf, dit aussi S. DREI, quand l'armée américaine y pénétra, elle ne trouva aucun survivant. La catégorie du block nù l'nn était affecté comptait beaucoup; ceux à majorité polo-naise étaient les plus redoutés des Français, avnir la malchance d'y être en voyé conduisait à rennncer aux règles les plus courantes de la morale, à se créer de neuveaux tro-Sans cesse pismes, à rester sans cesse aux aux abois La survie dépendait aussi du kommando où l'on travaillait. Celui Car la grande espérance, celle que Car la grande esperance, celle que chacun gardait tout au fond de son cœur et qui l'aidait à survivre, c'était celle de la libération. Mais tout cela pendant que l'orchestre continuait à jouer, imperturbablement, son insolente musique joyeuse : elle accompagnait, jusqu'à ses deruiers soubresauts, un déporté pendu devant l'ensemble des prisonniers et de tout le corres de de la carrière de pierres, que les Français appelaient «la terrasse», était un travail particulièrement pénible. Il fallait, douze heures par jour, porter des pierres sur l'épaule ou bien simuler un travail impossible en piociant le sol dur et gelé où les outils n'arrivaient pas à pénétrer: et les coups de Gumni sonniers et de tout le corps de garde SS. Alors, ce n'était pas seule-ment le courant d'air glacé soufflant sur le plateau de l'Ettersberg, ni la neige chassée par le vent, qui fai-saient verset des lagres dans l'assistrer; et les coups de Gummi (matraques de caoutchoue durci) pleuvaient sur les prisonniers que lépuisement pétrifiait un instant. Dans le kommando du chemin de

le ministre des ont a leur te

HALL supis

parti like The second of who seems er er gett au ber mit fill f the contract and ... Sec. 44.

The same of the sa

CAR HARRING THE

PERMITA THE

2 14

and library

- margressel

The same property

11 2 20 20 PROPERTY OF THE PERTY OF THE PERT

1) a de # 1000 multimi ing e financija, pašarada I have I

> arm in a 1000 1 - 14 F 46 The second at th in the course of the 10 10 14 X-12 15 Secretary of Secretary --- igns 1981

Torriskrit (male) ja Norden greg (Ministra) ووههم اقترفات داله

Le ministre des finances et celui de la santé ont à leur tour donné leur démission

Le gouvernement de M. Giuliano Amato (socialiste) epparaît fragilisé eprès le démission, vendredi 19 février, de deux ministres, MM. Giovanni Goria. (finences) et Francesco De Lorenzo (santé), respectivement démocrate-chrétien et libéral. Ces démissions, comme celle de M. Cleudio Martelli, ministre socialiste de la justice, le semaine dernière (le Monde du 12 février), sont liées eux enquêtes en cours sur le profonde corruption du système

à Buchenwald

de notre correspondante

Cette fois, irait-on à la crise de gouvernement? C'est la question que se posaient samedi à Rome les milioux politiques, au lendemain d'uoe journée particulièrement éprouvante. Conp sur coup, deux des priocipaux ministres, celui des finances, M. Giovanoi Goria, et celui de la santé, M. Francesco De Lorenzo, donnaient leur démission, suivis par le chef du groupe socialiste à la Chambre, M. Giusi La Ganga, taodis qu'était arrêté à Milea pour faux témoignese Espa Milan pour faux témoignage Enzo Carra, ancien porte-parolo de M. Arnaldo Forlani, persoonage symbole de la Démocratic ebrétienne de ces dernières années.

Le 10 février, le socialiste Claudio Martelli avait inauguré la série en

Les restes du crâne de Hitler se trouvent aux Archives russes

dans les Archives pationale russes & Moscou, a déclaré, vendredi 19 févriar, leur diracteur, M. Serguel Mironenko, mettant fin à plusieurs décannies d'incertitudes.

1.200

Le directeur das Archives a confirmé las révélations d'uno journaliste des Izvestia, Ella Maximova. « Je tiens dans mes mains las restas du crâne de Hitler», écrivaitalla jeudi dans le quotidian; cos osaamants étaiant consarvéa « dans le plus grand secret, depuis Dieu sait combien d'années, dans une boîte en carton étiquetée «encre bleua pour atylo» en compagnie de fragments. tachés de sang, d'un divan qui se trouvait dans le bunkar » où Hitler at sa famma Eva Braun ae sont donné la mort au moment où loa troupoa aoviétiquae avancaient dans Berlin.

La journaliste affirma aussi evoir épluché six épaie volumes sur la sort de Hitler, rédigés par les services de sécurité de Staline, le NKVD. rer et Eva Braun se sont suicidés dans l'oprès-midi du 30 avril 1945. Leura corps ont été arrosés d'essenca ot brûlés dans les jardins de la ehancallaria à Barlin. Ils ont anauite été jatés dans una fossa et recouverts de terre et da débris. Les restes ont été découvarta la 4 mei 1945 par un aoldet rusaa, Ivan Tchourkov. Las anquêtaure du NKVO ont notammant interrogé le maître d'hôtel de Hitler, Hans Linge, un des seuls à avoir vu le corps inanimé du dictateur. - (Reuter.)

☐ ALLEMAGNE : peines de prison ferme pour des auteurs d'atteatats racistes. - Un tribunal de Berlio o condamné, vendredi 19 février, à trois ans et demi de prison ferme un Allemand de vingt-quatre ans qui avait commis l'an dernier plusieurs attentors racistes, a-t-on indiqué de source judiciaire. Six outres jeunes gens ont été condamnés à des peines de un à deux ans de prison avec sursis. A Dresde, dans l'ex-RDA, un tribunal a condamné deux adolescents de dix-sept et dix-huit ans, qui avaient attaque et incendie un foyer d'étrangers, à sept ans et demi et quatre ans de détention dans une prison pour mineurs. - (:1FP.)

démissioonant, à la surprise généraie, pour se consacrer à sa propre défense. Celui qui fut le rival ou PSI de M. Bettino Craxi est l'objet d'une enquête judiciaire sur certains finan-cements illicites du parti. La justice o'est pas étrangère noo plus au départ de ces deux nouveaux minis-

Dans le cas de M. Goria, qui o'avait jusqo'à présent reçu aocun «avis d'ouverture d'enquête judiciaire», il s'agit plotôt, eo fait, de rumeurs; mais de rumeurs persistantes, l'impliquant dans deux histoires acceptantes un afficie acceptantes de la completa del completa de la completa del completa de la co toires assez troubles; une affaire de malversations dans uoc caisse d'épargne, remontant aux années 70; et, plus récemment, uoc domande do pot-de-vin pour la coostruction do nouvei bôpital d'Asti, au Piémont.

> Une atmosphère de «lynchage»

Le cas de M. De Lorenzo est plus complexe encore. Le ministre de la santé, député libéral, a bien reçu un « avis d'ouverture d'enquêto» en bonne et doe forme. Il ini est repro-ché d'ovoir recommandé certaioes personnes qui cherchaient du travail, en échange de votes favorables aux élections. Consultée, la commission de la Chambre des députés a émis un avis favorable à la levée de l'im-munité parlemootaire de M. De Lorenzo (1), ce qui a immédiate-ment suscité une levée de boucliers chez les libéraux qui menaçaient de sortir de la déjà moribonde coalition gouvernementale si M. Amato, le

pas ouvertement «leur» ministre. Tache des plus délicates dont le président du conseil s'est plotôt bien sorti vendredi au cours do débat consacré au Sénat à la «question morale» qu'affronte le pays.

Fustigeant ceux qui accusent sans preuve dans une atmosphère de «lynchage général», M. Amato avait confirmé sa volonté de rester eu pouvoir et de mener à bien les « ouvertures» et les réformes nécessoires pour renouveler le système politique. Ce qui devait lui valoir de nombreuses déclarations de soutien, des libéraux notamment, qui s'esti-maient satisfaits de l'appui indirect reçu par M. De Lorenzo à travers les déclarations du présideot du

Quelques beures plus tard, ce bel édifice s'écroulait. M. Goria se considérant, lni, «lâché» par le gouvernement, envoyait une lettre de démission protestant do son innocence. Quant au ministre de la santé, dont le père, M. Ferrucio De Lorenzo, 'âgé de quatre-vingt-oeuf ans et président d'un organisme d'assistance aux médecins, vensit d'assistance aux médecins, venait d'être arrêté à Naples et consigné à son domicile pour une nouvelle affaire de pot-de-vin portant sur la vente surévaluée d'un immeuble, il donnait finalement sa démission, mais « pour raisons personnelles et

Sooteno à bout de bras par le président de la République, M. Oscar Luigi Scalfaro, mais frappé par les retombées de l'enqoête «mains propres» à Milan qui a mis

au jour les pratiques affairistes de certains milieux politiques, le gou-vernement du socialiste Giuliano vernement du socialiste Giuliano Amato se voit done, à son tour, bien près d'être englouti dans la tourmente générale. Avec une majorité en trompe-l'œil qui oe reflète déjà plus la réalité électorale du pays, le gouvernement, qui a fait, en vain jusqu'ici, des appels d'offres au PDS (ex-PCI) pour s'élargir un peu, va devoir agir vite. Mais peut-ou simplement remplacer les deux ministres en more cell a été fait la

tres enmme cela a été

semaine dernière pour M. Martelli? Le climat est détestable. La lire a Le climat est détestable. La lire a accusé le coup vendredi tandis que l'opposition réclamait avec une force inattendue «un renouvellement total du gouvernement». Enfin, au Sénat, des banderoles proclamaient, lors du débat : « Voleurs, rentrez chez vous!»; tandis qu'au cours d'une importante réunion syndicale, des applandissements ont salué la opuapplaodissements ont salué la oou-vello des démissions. Les deux vello des démissions. Les deux ministres, en première ligne lors des réformes prévues par le plan d'austérité de M. Amato il y a quelques mois, s'étaient aussi, il est vrai, rendus particulièrement impopulaires pour avoir compliqué à plaisir la vic des contribuables en les obligeant à faire d'interminables queues pour se pour se procurer d'intropuebles formulaires. procurer d'introuvables formulaires' exigés par les nouvelles mesures.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

parlementaire – et con, nainrellement, 75 000 comme une erreur de transmission pous l'a fait écrire dans le Monde du 19 février – ont déjà été déposées.

Ex-Yougoslavie : les «casques bleus» autorisés à recourir à la force

Quolifiont cette affoire d'«extrêmement sérieuse», le représenteot de la France, M. Jean-Bernard Mérimée, a attiré l'attention do Conseil sur le attire l'attention do Conseil sur le foit que les militaires fraoçais avaicot été visés, jeodi, par six obus. M. Mérimée n'a pas accusé l'armée bosoiaque mois o demandé ou secrétaire général d'ouvrir « oussi tôt que possible » une enquête à ce sujet.

De son côté, l'ambassadeur de Bosnic-Herzégovioc à l'ONU. M. Muhamed Sacirby, qui partici-pait à uoe conférence de presse à l'ONU sur l'aide humanitaire à son poys, a roppelé que, le 13 août 1992, le Conseil de sécurité avoit adopté, au titre du cha-pitre 7, la résolution 770 autori-sant « tous les moyens nècessoires » pour permettre l'acbeminement de l'aide buma oitaire en Bosoio-Herzégovioc ; « Nous demondons que tous les moyens, y compris lo force militaire, soient utilisés pour que lo population civile de Bosnie-lierzégovine puisse ou moins manger ». Il a suggéré qu'il soit procédé à des largages par hélicoptères.

D'outre part, le Conseil de sécurité a adopté à l'unaoimité une résolution prorogeant le mondot do la FORPRONU (Force de protection des Natioos unies) jusqu'au 31 mars. Ce texte, qui se réfère au chapitre 7 de la Charte des Nations unies, permet aux « casques bleus» stationnés daos l'ex-Yougoslavie d'avoir dos l'ex-Yougoslavie d'avoir dos moyens défeosifs plus puissants pour assurer leur sécurité. Avec cette nouvelle résolution, les vingt-trois mille hommes de la FORPRONU déployés en Croa-tie, en Bosnie-Herzégovine et en

Mocédoine, disposent d'un maodat qui autorise le recours à la

Pour obtenir le vote fovorable de la Chine - qui s'est systémati-quement abstenue sur tous ecux se référent au ebopitre 7, - le texte précise que cette nouvelle mesure vise uniquement and meilleure protection des « casques bleus » el n'eutorise pas des actions militoires préventives, La résolution 807 demande au secré-taire géoéral de prendre « toutes les mesures propres it renforcer lu securité » des « casques bleus » eo les dotant notamment » des ormes defensives appropries ». Elle « exige », par ailleurs, que les par-ties en confin » s'abstiennent » de positionner leurs forces à proximité des unités de la FOR-PRONU, dons les zones protégées par les Nations unies.

Faisant allusion aux douze sol dats français tués dans l'ex-Yougoslavie, M. Mérimée a souligné
que la sécurité des forces de
l'ONU étoit uoc « considération
prioritoire pour les outorités françaises ». C'est, en esset, à la
demande explicite des militaires
française que Basia e insisté ares français que Paris o insiste, mal-gré les réticences chinoises, pour que la résolution soit adoptée en vertu du chapitre 7. Pour opaisei la délégation chiooise, le repré-sentant français a même souligné que le chopitre 7 ne changeait pas la oature de la force, autrement dit que la FORPRONU ne passait pas du maiotien à l'imposition de la paix.

Prenant également la parole au Conseil, le représentant de la Russie, M. Yuli Vorontsov, a fait allusion à la résolution 802, qui exige le retrait des forces croales de la Krajina (enclave serbe en Croalie). Selon M. Vorontsov, si la Croatie ne se conforme pas aux dispositions du plan de paix de la conférence interpationale, « le la force ».

Enfio, à la suite de plusieurs jours de débats à huis clos, les membres du Conseil ont décide demorts du Consen on decide que serait adoptée, lundi 22 février, une résolution établis-sant, pour la première fols, un tribonal international pour juger les criminels de guerre dans l'ex-Yougoslavie. Selon des diplo-mates, cette résolution sera adop-lée à l'uoanimité, mais le tribunal ne sera concretement établi ou'a près le rapport du secrétaire général sur sa mise en œuvre.

AFSANÉ BASSIR POUR

Agressioos contre les centres culturels américaie et ollemand o Belgrade. - Trois jounes gens ont brisé icudi 18 février, les vitrines des centres culturels américain et allemand à Belgrade en y lancant des pierres enveloppées dans du papier portant des inscriptions iojurieuses pour les Américains et les Allemands, a indiqué vendredi le quotidico de Belgrade Borba. L'un d'entre eux a été arrèté et les deux autres sont en fuite. Les Etats-Unis et l'Allemagne sont quotidiennement dénonces par la télévision et une partie de la presse en Scrbic comme les principaux acteurs d'une conspiration interna-tionale visant à « sataniser » Belgrade. - (.1FP.)

in Le ebef de l'extrême droito croate înculpé de « terrorisme ». -Le chef de l'extrème droite croate, M. Dobroslav Paraga, a été inculpé, jeudi 18 février, de « terrorisme » par la Cour militaire de Zagreb. a annonçé vendredi l'agence Hina. Trois autres responsables de sa formatiço, le Parti croate du droit (HSP), MM. Ante Dzapie, Mile Dedekovie et Ante Prkacin, soot accusés d'activités contre l'Etot croate. Il leur est reproché d'avoir créé une « armée » - le HOS, qui est la milice du HSP ·· el d'avoir, ce faisaot, « mis en péril l'ordre constitutionnel » dans le but de « prendre le pouvoir civil et militaire en Croatie » - (AFP.)

□ TURQUIE : an journaliste kurde ssassinė. – Un journaliste kurde, Kemal Kilic, agé de vingt-huit ans, qui travaillait pour le joornal pro-kurde Yeni Ulke et faisait partie de l'Association turque des droits de l'bomme, a été assassioé jeudi 18 février par des inconnus, à Sanliurfa, dans le Sud-Est. Il s'agit du quatorzième journaliste tué en Turquie en un an. Par ailleurs, dix-huit militants d'extrême gauehc, ainsi que des Kurdes, ont réussi à s'éva-der, mardi, d'une prison de haute sécurité en Cappadoce en creusant uo tunnel. Six des évadés, dont le carveau de l'organisation de guérilla urbaine Dev-Sol, étaient condamnés à la peine de mort. - (Reuter.)

Russie: les tiroirs de M. Gorbatchev

Dans deux livres récemment parus en français, l'ancien chef du PC soviétique exhume plusieurs documents inédits ou mal connus sur ses activités

La prolixité littéraire des bounass politiques russes d'aujour-d'hui o'est plus à démontrer. Des dizaines de livres ont été publics le plus souvent à l'étranger avant de voir le jour en russe — sur la perestoika, sur le potsch de 1991, sur l'éclatement de l'URSS, etc. Parmi ces auteurs, le moins actif o'est pas M. Gorbatchev, qui livre enup sur coup deux ouvrages au

Ce n'est d'ailleurs pas fioi, puis-que le premier de ces livres (i) en annonce un troisième : « Je tra-vaille octuellement à mes Mémoires », écrit dans soo avant-propos l'ancien chef du PC soviétique. Et cette activité l'amène à sor-tir de ses tiroirs divers documents que ces Avant-Mémoires présentent des maiotenant aux lecteurs. A ce rytome, on peut s'atteodre à d'au-tres publications encore, puisque ce recueil ne porte que sur la période 1985-1991. A quand un récit eir-constancié de l'enfance, de la carrière daos les komsomols, puis dans le parti brejnévien, avec d'au-tres documents à l'appui?

Cette première moisson nous fait tout de même décoovir la siogu-lière évolutioo suivic en sept ans par le militant devenu réformateur, puis fossoyeur du régime. Ainsi, le compte rendu en principe iotégral d'un premier sommet avec Margaret Thatcher eo mars 1987 oous montre coenre un propagandiste agressif, polémiquant dans la plus pure langue de bois sur les avantages du «socialisme». Aujour-d'hui, notre auteur reconnaît qu'il est devenu «plus sage», qu'il s'est « débarrassé des ilhisions du réformateur débutant » et que « l'antino-mie socialisme-capitalisme » lui apparaît maintenant « cadaque ».

Dans le Cancase avec le chancelier Kohl

Le ton a déjà changé en 1988. lorsque le père de la perestroïka s'entreficot à Moscou avec Francois Mitterrand, mais il reste très diplomatique (et la conversation apporte d'autant moins de révéla-tions que les propos du président français sont sculement résumés). Il devient plus chalcureux avec le pape, le 1ª décembre 1989, lorsque le numéro uo communiste rivalisc avec son hôte pour eélébrer « les valeurs universelles et éternelles comme lo bonte, lo chorité, l'en-

Curieusement, l'atmosphère est à

Mais le partenaire le plus proche reste le chancelier Kohl. Uo des documents les plus éclairants est le eompte-reodu très complet de la conversation que M. Gorbatchev a avec le chancelier allemand le avec le chantener allemato le 15 juillet 1990 dans le Coucase. C'est là que le dirigeant soviétique accepte définitivement la réunification de l'Allemagne, avec one concession capitale, à savoir que cette Allemagne restera dans l'allemagne atlantique il chée sur ce liance etlantique. Il cède sur ce hance etlantique. Il cede sur ce point en deux temps, en précisant d'abord que la partic orientale de l'Allemagne demeurera « dans la sphère d'intervention du pacte de Varsovie», puis, plus anodinement, qu'elle « ne doit pas de faeto, et tant que s'y trouveront des troupes soviétiques, entrer dans lo sphère d'Intervention de l'OTAN».

Avant même cette concession, M. Kohl est de plain-pied avec son interlocuteur, domnant son avis sur les divers congrès du PC soviétique, posant des questions sur Boris Eltsioe et e'interrogeant à house voix sur ses relations avec les Francaix au con est posant un ortain çais, qui « se posent un certain nombre d'interrogations sur la pos-session de l'arme atomique». Le tout pour souhaiter « des relations nouvelles avec la grande Russie». Une véritable complicité s'installe entre les deux bommes, qui s'entendent pour tenir leurs mioistres des offaires étrangères (MM. Gen-scher et Cbevardnadze) hors de leurs tractations.

Un autre document très révélateur est le compte-rendu de l'entre-tico qoc M. Gorbatehev a le 5 décembre 1989 avec le Bulgare Petar Mladenov. Ce dernier vient tont juste de supplaoter le vicux brejnévien Todor Jivkov a la tête du parti et son premier souci, selon un usage anjourd'bui disparu, est de faire allégeance au « grand frère» du Kremlin. D'emblée, le chef du PC soviétique salue le *courage » de celui qui a déclenché à Sosia l'a étincelle » do chango-ment nécessaire. Se félicitant au passage des autres révolutions qui vicocent d'avoir lieu en RDA et en nouveau un peu plus tendue avec George Bush à Malte quelques jours plus tard. Nous sommes pourtant dans l'euphorie de la Tebecoslovaquie, il révèle qu'il a « décliné lo demande de Jivkov de venir o Moscou pour consultotion ».

car ce dernier en aurait tiré argu-

cbute du mur de Berllo et des révolutions à l'Est. Mais M. Gor-chev le soutient ». Suit un cours batchev, étiré deux marebandages sur les armemeots stratégiques. révolutions à l'Est. Mais M. Gorbatchev, entré deux marehandages sur les armemeots stratégiques, s'inquiète précisément de voir célébrées les « valeurs fondamentales de l'Occident» par des gens soucieux de « hâter les processus en cours (...) ou profit d'une seule partie». Autre loterrogatioo de cotre outeur : « Pourquoi le Congrès américain s'occupe-t-il des pays baltes, alors qu'il n'aide pas les Canadiens à résoudre le problème du Québre d'a conseille aussi à son hôte de recoooaître au plus tôt les « organisations informelles» et de s'engager plus vite qu'il ce l'a fait lui-même dans lo voie du pluralisme.

> L'« affaire Andreeva »

Un autre épisode encore plus « kremlinologique » est éclairé dans le recueil. Il s'agit de l' « offaire Aodreeva», du nom de cette idéo-logue de Leningrad qui écrivit dans uo journal de Moscou, co mars 1988, un article violemment bostile à la perestroïka (l'auteur est aujourd'hui à la tête d'un des groupuscules «bolcheviques» qui veu-ient restaorer l'béritage stalinien). A quelques mois d'une conférence do PC qui s'auoooçait décisive, cette publication avait fait d'autant plus scandalc que des zélateurs en avaient recommaodé la plus large diffusion dans les cellules du parti, de l'armée, etc. Uo de ces zelateurs éteit Egor Ligatehev, lc oumérn deux du parti, et M. Gorbatehev avait profité d'une absence de ce dernier pour imposer au politouro de l'époque oo grand débat à ce sujet. C'est la seconde journée de ce débat qui est reproduite ici.

Oo y voit un secrétaire général plus agressif que de coutume, insis-tant non seulement pour que eha-cun prenne position sur le texte (en fait, le politburo est tout sauf unanime, avec d'un côté Alexandre lakoviev – celui qui rédigera une réponse à Andreeva, publiée quelques joors plus tard, - Vadim Medvedev et quelques autres hos-tiles à la dissidente, de l'autre Andreī Gromyko, le futur put-schiste Baklanov, le chef du KGB Tebebrikov et bico d'autres, qui approuvent plus oo moins son arti-ele), mais oussi pour dénoncer à plusieurs reprises ses « inspiraleurs » jamais nommés, mais dans lesquels tont le monde pouvoit reconoaître Egor Ligatehev. Au passage, M. Gorbatchev fait son autocritique: bien que secrétaire général, dit-il, eje n'ai pas assisté une seule fois oux réunions du secrétoriot et je n'en ai dirigé aucune, C'est certoinement une mouvaise chose. » On sait que le

secrétariat sera profondémeot remanié à l'automne 1988, et Egor Ligatchev dépouillé do ses priocipales prérogatives.

Bien que le second livre couvre une période encore plus réduite – les derniers mois de 1991 seule-meot, avec l'éclatement de l'URSS (2), – il revient beaucoup lui aussi sur les démêlés du hèros avec soo oppositioo conservatrice pendaot toutes ces anoées. Là cacore, il s'agit d'un recueil de textes (notamment d'innombrables cotretiena ovec des journalistes colretiena ovec des journalistes russes ou étrangers) particiliement reproduits, répétitifs jusqu'à la nausée, mais qui mootreot encore aujourd'hui les fluctuations du personnage. Tantôt, par exemple, l'auteur fait soo autocritique en reconoaissant qu'il aurait dû « prendre carsant du l'aurant du « prenare une position plus précise afin de consolider les forces démocrati-ques » face à uo « front conservateur qui se consolidait », tantôt il affirme que la société n'était pas prête à un « offrontement de sisovec l'opposition » et qu'il a bieo fait, dans ces conditions, de « cher-

> **Variations** protocolaires

Très répétitif est également le récit de ses innombrables entre-tieos, conversations téléphoniques et messages échangés avec ses homologues etrangers. La liste per-met surtout d'établir une «échelle de familiarité», allant de l'emploi du prénom et du tutoiement pour Ciulio Aodreotti (de loin le plus «intime»), Halmut Kohl, Felipe «intime»), Holmut Kohl, Felipe Goozalez et John Major, au «vouvoiement atténué» pour Mª Thatcher et pour le couple royal espagnol («Chère Margaret», «chère reine Sophie, cher Juan Carlos»), au «protocole allégé» pour le président français, traité avec une grande déférence («Cher Monsieur le Président», mais tout de même «nos meilleurs vœux à Danielle»), enfin au «protocole lourd» réserve à Lech Waless et à Vaclay Havel. Il en allait toul autrement avec les communistes des ex-pays frères. communistes des ex-pays frères, notamment ovec Peiar Miadeoov, familièrement rutoyé, comme d'ail-leurs tous les camorades subalternes de Moscou, et qui tous répondaient par «vous».

MICHEL TATU

1) Arani-Wémoires, de Mikhall Gorbat-chev. Editions Odile Jacob, 430 p., 140 F. 2) Mikhsīl Gorbatchev, *Décembre* 1991, Editions Copart, 238 p., 100 F.

La tournée du secrétaire d'Etat américain au Proche-Orient

Recherche d'un nouveau compromis pour les Palestiniens expulsés par Israël

Le secrétaire d'Etat américain, M. Warren Christopher, attendu, lundi 22 février, en Israēl, après des étapes en Jordanie et en Syrie, a commencé en Egypte sa première tournée au Proche-Orient. Au mêma moment, Jerusalem et l'OLP ont évoquá la possibilité d'un nauveau compromis eu sujet des Palestiniens expulsés au Liban, afin de permettre la reprise des négociations de peix isreéloerabes. Le premier ministre israélien. M. Itzhak Rabin, e promis de déplayer « tous les afforts nécessaires pour rester sur la route » de la paix.

LE CAIRE

de notre correspondant

La visite de M. Christopher au Caire n'a pas dépassé la simple prise de contact. Le dernier voyage au Proebe-Oriant du secrétaire d'Etat remnntait à 1979. Il faisait alors partie de l'administratinn Carter, et l'Egypte du président Sadate était le seul pays arabe à négocies avec Israel.

« Nous sommes d'accord pour intensifier nos efforts afin de réacti-

ver le processus de paix et de reprendre au plus vite les négocia-tions », a déclaré, vendredi 19 février, M. Christopher, an cours d'une conférence da presse, réunie au terme de ses entretiens avec le président Hosni Mnubarak et le ministre des affaires étran-gères, M. Amr Moussa.

M. Mnubarak a déclaré que l'Egypte u'avait pas transmis de uouvelles propositions pour résou-dre le problème des Palestiniens expulsés vers le sud du Liban. Il a souligné que Le Caire et œuvrait pour mettre pleinement en applica-tion la résolution 799 du Conseil de sécurité» qui appelle au retour sans délai de trus les bannis. Manière de rejeter implicitement le récent accurd américano-israélien pré-voyant le retuur immédiat d'une centaine seulement de ces Palesti-

Malgré ce différend, les respon-sables égyptiens unt clairement exprimé leur satisfaction de voir la nnuvelle administration américaine a faire preuve de la même détermi-nation que l'administration sortante en ce qui concerne la relance du processus de paix nu Proche-

Interrogé sur l'éventuelle recon-naissance par les États-Unis de Jérusalem comme capitale d'Israël, évoquée par MM. Bill Clintna et Al Gore pendant la campagne pré sidentielle, M. Christopher a refuse de se prononcer. « Cette question est extremement sensible, a-t-il dit, et je ne compte pas l'abarder aujourd'hui, mais je peux dire que la situation définitive de Jérusalem sera négociée entre les parties.»

O Jersel condemné par la commis-

ALEXANDRE BUCCIANTI

sion des droits de l'homme de PONU. - Israël a été condamné, vendredi 19 février, à Genève, par la Commissinn des droits de l'homme de l'ONU, pour sa politique dans les territoires occupés. Européens, Russes et Japonais ont, comme les Américains, voté contre la première partie de la résolution qui justifie « l« droit du peuple palestinien à résister, par tous les moyens». Mais seuls les Etats-Unis se sont opposés à la seconde partie qui condamne les «tortures dans les camps de concentration israéliens » et déplore l'expulsion vers le Liban de quelque 400 Palestiniens. Pour la première fnis, les Etats-Unis ont voté contre un texte, présenté par la CEE, demandant à Israël de ne plus installer de colons

dans les territnires occupés. -

La fin de la visite en France de M. Abdesslam

Alger et Paris plaident pour une «coopération exemplaire»

Le premier ministre algérien a echevé, samedi 20 février, une visite de deux jours à Peria au cours de laquelle il a été reçu par la président Mitterrand. M. Beleid Abdesslem e aussi rencontré son homologue français ainsi que plusieurs personnatités de la vie politique et éconamique, eu nombre desquelles MM. Edouard Balladur, Laurent Febius et Georges Mercheis, ainsi que M. Serge Tchuruk, PDG da Total.

Si cela n'avait tenu qu'à lui, M. Abdesslam se serait probable-ment bien passé de cette visite offi-cielle à Paris. Depuis sa nomination, le 8 juillet 1992, à la tête du gouver-nement, cet homme de dossiers plus que de contaet n'était jamais sorti d'Alger. Il n'empêche qu'il ne lui a pas fallu plus d'un mois pour répon-dre à l'invitation de son homologue français et qu'il n'a pas hésité à choisir l'ancienne métropole comme destination de sa première sortie.

Pourtant, tout avait été dit, les 8 et 9 janvier, à Alger, par le chef de la diplumatie française, M. Ruland Dumas, qui avait apporté la cantion politique qu'at-tendait impatiemment de Paris le

mois de janvier 1992, après la démission-déposition du président Chadli et l'interruption du processus électoral. Trut avait été fait, un mnis plus tard, par M. Micbel Sapin, ministre de l'économie et des finances, pour accompagner, sous forme d'une aide de quelque 6 milliards de francs, le programme de redressement économique du gou-

Les autorités locales ont jugé qu'il fallait, en quelque sorte, solenniser, par un voyage «éminemment politique» à Paris, cette double démarche, que» à Paris, cette double démarche, engager la France, interlocuteur naturel et privilégié de l'Algérie, malgré les vicissitudes du passé, sur le chemin d'un véritable partenariat, d'une « coopérathan exemplaire». M. Abdesslam u ainsi souligné que M. Mitterrand lui avait fait part de « la volonté de la France de se tenir auprès de l'Algérie dans tous les cas où elle peut lui être utile».

Des sacrifices

Plutôt qu'à négocier, M. Abdesslam s'est donc employé, pendant son séjour parisien, à défendre, auprès de ses divers interlocuteurs une très riche palette de notabilités politiques et économiques - une certaine idée de l'Algérie, la sienne. Il s'est efforcé de convaincre ses hôtes que, malgré les actions menées par

nouveau pouvoir mis en place, au les eterroristes », islamistes ou non (la plus spectaculaire étant l'attentat manqué à la voiture piégée contre le général Khaled Nezzar, ministre de général Khaled Nezzar, ministre de la défense, le 13 février), «l'Etat retrouve, chaque jour, davantage son autorité». Et de souligner aussi que, maigré les apparences, l'intention de l'équipe au pouvoir est bel et bien, en l'espace de cinq ans, ed asseoir, sur des bases saines, une société démocratique». « Une tâche qui, a-t-il avoué, exigera beaucoup de

Le souhait de M. Abdesslam et des siens est, au fund, de vuir la France se poser en chef de file d'une sorte de «club des pays amis de l'Algérie», qui, à son exemple, les aideraient à conjurer, par des remèdes économiques, le péril intégriste. La récente nominatinn de M. Redha Malek à la tête de la diplumatia algérienne, le voyage, samedi, à Tunis de M. Ali Kafi, président du Haut Cumité d'Etat (HCE), la visite à Paris du premier ministre et le prochain envai d'un émissaire à Rabat (le Mande du 16 février) muntrent le souei de l'équipe au pouvoir de sortir de son isolement, d'apparaître, aux yeux de isolement, d'apparaître, aux yeux de tous - ses voisins et les autres comme un Etat fréquentable, à la pointe du combat contre l'obscuran-tisme et le fanatisme religieux.

JACQUES DE BARRIN

OCÉANIE

Australie : dix ans de socialisme pragmatique

Usés par le pouvoir et la crise, les travaillistes font pourtant meilleure figure que leurs camarades français

CANBERRA

de notre envoyé spécial

Alors que les socialistes français s'en vont aux élections comme des mnutuns vers l'abattnir, leurs camarades des antipodes - les travaillistes australiens - s'apprêtent, eux aussi, à se soumettre au verdiet des urnes le 13 mars prochain. Au gnuvernement depuis dix ans (le 5 mars 1983), usé de la même manière par le pouvnir, le contre-coup social de la libéralisation brutale d'une écounmie trop corsetée la crise ecountique et le chôn parcillement seconé par une révo-lution de palais qui a remplacé un premier ministre par un autre il y a un an (1), confronté à une opposition vorace de revanche, le Labor n'a pourtant pes perdu la moral, il faut dire que la «coalitinn» libérale-natinnale n'est guère enthauiasmante pour l'électeur.

Donné bon perdant par les sondages il y a un au avec à peine 25 % des voix, le Labor caracolait en tete à la fin de 1992 devant une coalitinn déboussolée. L'avance du premier ministre, M. Paul Keating, sur son rival liberal, M. John Hewson, était encore plus spectaculaire alors que, paradoxalement, la plu-part des indicateurs économiques étaient au rouge. Le fléau de la balance s'est redressé depuis. Les chances semblaient égales entre « gauche » et « droite », comme le recunnaissait le ministre des affaires étrangères, M. Gareth Evans, au début de l'année. Depuis lors, la com du Labor s'est dégra-déc, mais sans commune mesure avec celle du PS.

Quei est dane ce «miracle» australien? Il y a sans doute d'abord ce «fighting spirit» si connu chez les rugbymen au trèfle (1/4 des immigrants anglo-celtiques sont d'nrigne irlandaisc), dont M. Keating et le meilleur expende ting est le meilleur exemple.

Pugnace, teigneux, rendant coup pour coup - et souvent plus - l'in-vective, l'ironie voire l'injure calculée aux lèvres, néanmains char-meur selnn ses amis et même certains de ses ennemis, cet homme au visage en lame de cou-teau, entré dans la politique par la porte étroite du syndicalisme dans les rudes banlieues nuvrières de Sydney avant de devenir grand argentier du pays, est un redouta-ble tacticien et un fin stratège, passé maître dans l'utilisation de tnutes les ficelles, même les plus

Il a redynamisé un Labor dont il a éliminé son principal rival et, enmme un dynamiteur, s'est efforce de détruire, l'un après l'autre, les points forts de l'apposition et son chef, cet idéologue falot de «docteur» Hewson. Les élections montreront s'il y a téussi. Du

moins se sera-t-il efforcé de « sauver les meubles » et l'avenir de son

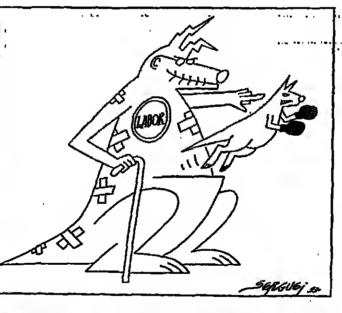
Mais, derrière les hommes, il y a aussi le système et les mœurs. Société longtemps machiste, l'Aus-tralie accepterait mal que des hauts functinuaires reconvertis dans la politique se « défilent » sans com-battre face à une défaite probable; ce scrait la fin de leur carrière publique. Là-bas, la politique est un métier, fortement enraciné dans un Etat et une circonscription que l'on travaille au carps, où les « paracbutages » ne sont pas la règle, enfin un pays où l'on ne peut entrer au gouvernement que si l'nn est un élu national, et donc soumis à la sanction populaire. Et, même si le poids des technocrates, en Australie comme ailleurs, se fait de plus en plus sentir, les bnmmes politiques - travaillistes comme libéraux - restent les maîtres du jeu. D'où l'ascendant d'un Keating. principal atout du Labor, face à un Hewson dont le dogmatisme a failli un temps couler son parti.

Paul contre John

Paradoxalement, la firce du Labor et de M. Keating a été un pragmatisme – un apportunisme disent ses adversaires – à mus crins face au tibéral-dogmatisme du catéchisme de l'opposition, intitulé « Fightback » (contre-attaque). L'économiste – que certains de ses « amis » traitent de « Reagan de second rayon», voire de « Delors», ultime insulte ehez un Anglo-Saxnn! – qu'est M. Hewson s'était braqué sur l'imposition de la GST (taxe générale sur les biens et services, équivalent australien de la TVA), censée être la panacée à trus les maux du pays et contre laquelle l'unanimité s'est faite. Tnut le munde avait nublié la vacuité du programme électoral de M. Keating – «One Nation» (une nation) – qu'il avait été le premier à parier de TVA dans les années 80 avant de ranger, par réalisme, ce projet au fond d'un tiroir, nu qu'après avoir été le chantre de la dérégulation il est redevenu celui d'un gouvernement fort.

La farce de M. Keating a été de séduire des classes moyennes effrayées par l'extrémisme conservateur, d'avnir senti que, selon l'éditurialiste de The Australian, Paddy McGuinness, «les 88 % de nnn-chāmeurs se fautent du chamage » des autres, abanbilés qu'ils sant par la préservation de leur emplai, et préférent la certi-tude du présent à l'incertitude de

ll a enfin, avec une habileté consommée, su utiliser la fibre



nationaliste alors que le Labor a langtemps été accusé de manquer de patriotisme. Face à un homme toujours à la recherche de la jugu-laire de son adversaire, les conservateurs ont longtemps para comme tétanisés. « Fightback » e'est mer-veilleux pour le Labor », a dit le chef du parti pour l'Etat de Nou-velle-Galles du Sud, Bob Carr. De fait e'est au moment et les ions veile-Galles du Sud, Bob Carr. De fait, e'est an moment où les jour-naux ont annoncé que le chômage approchait les 12 %, que la dette atteignait 163 milliards de dollars australiens (2), le dollar son taux le plus bas et que trois des plus grosses banques unt publié leurs pires résultats depuis des décennies que la cote de M. Keating a frôlé les 50 %

« Nous avois un problème de crè-dibilité, le message de la GST paser mal », reconnaît le sénateur Robert Hill, ministre des affaires étrangères du cabinet fantôme. Il admet le dilemme d'une opposition prise entre les critiques contre son inflexibilité et l'impossibilité de se débarrasser de M. Hewson, même impopulaire : «Les années 80 ont été pour nous une période d'occa-sions perdues. C'étoit de notre faute, nous avons manqué de cha-risme et le parti étali caupé en deux. Nous avons eu du mal à nous refaire une crédibilité et ce serait un suicide politique que de changer

de chefs. C'est ainsi que les caciques de la droite ont finalement contraint, mi-décembre, M. Hewsou à une humiliante volte-face. Celui qui déclarait encore la veille qu'il ne changerait pas un inta à «Fighiback admettait soudain que des aménasements étaient indispensables, qu'il ne savait pas encore lesquels, qu'il allait en discuter avec ses collègues et les annoncer avant Noël i Brocardé par M. Keating, il a toutefois réussi à regagner le terrain perdu Encore lui faudra-t-il expliquer

aux électeurs de quel type de libé-ralisme il se réclamerait, une fuis élu : le modéré comme à Sydney, nu le « modere comme a sydney, nu le « modèle radical » (selnn M. Hill) que le nouvean gouverne-ment du Victoria, élu à l'automne, u commencé à appliquer par l'an-unnce de 15 000 licenciements dans les services publics d'ici juin? « Nous sommes contre une politique de confrontalinn », réagissait le patron d'une emese entrensies vinipatron d'une grosse entreprise vini-cole. « C'est un miracle politique pour nous », renchérissait M. Carr, tont heureux de l'Impact négatif d'une telle politique sur les classes

Couper le cordon ombilical

Et pour cause. Cela a permis au Labor de faire nublier les fautes accumulées en dix années. Tout d'abord les auffaires» qui hai ont faire de la labora les auffaires qui hai ont fait perdre le pouvoir au Victoria et en Australie-Occidentale. Au Victoria et en Australie-Méridionale où s'accordent deux hommes aussi npposés que MM. Carr et Hill, les travaillistes locaux nnt présidé, par leur inenmpétence, à d'énurmes krachs financiers et bonrsiers qu'il fandra des lustres

Après avoir surfé sur la vague de la spéculation financière, ils ont été emportés par le même bouillon que des capitaines d'industrie aussi flambants qu'Alan Bond ou Robert

Hnlmes à Court, ces tycoons australiens partis à l'assant du monde dans les années 70 et 80, avec d'ailleurs la bénédiction du travail-iste Bob Hawke. Coup de fouet en retour, des pans entiers de l'industrie natinnale sont aujnurd'hui rachetés par des étrangers.

En Australie-Occidentale, a reconnu le chef du gonvernement travailliste de Perth, M. Carmen Lawrence, quelques secusines avant de perdre les élections, a'il y a eu manque de discernement, mais aussi certains ont même touché de l'argent ». C'est ce que l'on appelle le scandale de la « WA Inc. » (Australie-Occidentale SA), dans lequel a été compromis l'ancien premier, M. Burke (3). Même si Mª Lawrence s'est efforcée de « dissocier le parti des individus», le Labor a été souillé par la spéculation frénétique qui a acoquiné des responsa-bles locaux avec des hommes d'af-faires qui se sont révélés douteux.

Et, comme partout, ceux qui ont touché n'ant pas tont gardé pour eux, la manne salissant au passage certains réseaux financiers au plan local comme natinnal. Paddy O'Brien, journaliste-universitaire de Perth, a dénoncé sans nuances la ecorruption traditionnelle des travaillistes à tous les niveaux» et «l'utmosphère de la Florence des Médieis, sans les Médicis». Ce dont se défend, bien entendu, le

Mais le joker de M. Keating c'est la carte du républicanisme dans un pays où, en dépit de son apparte-nance au Commonwealth, l'un des nance au Commonwealth, l'un des sports nationaux est le « pommy bashing » (brocardage des Anglais). « Paul » avait profité de la visite en août dernier de la reine Eliza-beth II, traitée d' « agréable grand-mère anglaise», devant laquelle sa femme avait refusé de faire la révé-rence, pour affirmer la spécificité de son pays et sa rupture du con-don ombilical avec un passé colo-nial. Nous ue voulons plus être un «bureau réginnal» de Londres, disait-il, annonçant son désir que l'Australie devienne une république à l'an 2000.

Ce geste spectaculaire, délibéré, u frappé une curde sensible à moins d'un an des élections. D'autant qu'il s'accompagnait de la dénonciatinn de conservateurs « qui n'arrivent pas à séparer nos intérêts, notre Histolre, notre avenir de ceux de in Grande-Bretagne » devant laquelle ils « s'abaissent » elors qu'on ne neut plus qu'ès par le le contra de la contra del contra de la con alors qu'on ue peut plus guère compter sur elle.

Depuis, la crise de la monarchie britannique – la transcription de la conversation téléphonique entre le prince Charles et M⁴⁰ Camilla Parker-Bowies a d'abord été publiée en Australie – aura été pour lui pain béni ; pour la première fois, le pourcentage d'Australiens favora-bles à une république a franchi la

depuis la brève expérience Whit-lam, mais surtout depuis dix ans, l'Australie a fondamentalement change, «La fin des certitude», a tirre le journaliste Paul Kelly dans un livre sur les années 80 (4).

« Destruction créatrice »

242 (**)

Mer i

his milions in the

Malent memory

de famine

• • •

P 15 -

E ...

office (

9101 - - -

Sec. 5

Cette décennie, qui coıncide avec la décennie du Labor, a été selon lui, celle de l'a effondrement des vieilles idées», de la «tentativ de reconstruire une tradition politi-que s trop longtemps blanche, protectinnuiste, réglementée par un Etat paternaliste dans le giron de l'empire britannique. Brof, eune décennie de destruction créatrice » nù le elivage traditinnuel entre libéraux et travaillistes a cédé la place à une apposition entre réalistes et sentimentaux, où l'Austra-lie regarde plus vers son précarré Asie-Pacifique que vers la vieille

Or il se trauve que - si l'nn excepte la «gauche» d'un mouve-ment syndical dont M. Keating a largement contribué à briser les reins - les sentimentaux se trouvent surtout parmi les libéraux à l'ancieune, comme l'ex-premier ministre Malcolm Fraser. Ce qui a contribué à diviser une droite dirigée par des idéologues de la libre entreprise. Face à eux, M. Keating a choisi la voie médiane, la plus logique, mais surtnut la plus payante.

Les prochaines élections permettront de voir si ces « années de révolution travailliste », selon Paul Kelly, n'auront été qu'une aberratinn de l'bistoire nu bien si elles auront constitué une rupture brutale avec la passé, propulsant le Labor à la place – naguère déteuue par les libéraux – de « parti naturel de gouvernement », faisant oublier « les grandes erreurs et les grands excès » de dix années de socialisme à Panstralienne.

PATRICE DE BEER

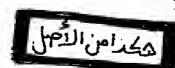
(1) Premier ministre depais 1983, M. Bob Hawke a été rassassiné politiquement a par son ancien ministre des finances M. Paul Keating le 19 décembre 1991, quatre mois avant le remplacement de M. Edith Cresson par M. Pierre Bandanaux (2) Un dollar australien (AS) vaut

The Executive State, WA Inc. & the Constitution, de Paddy O'Brien et Mar-tyn Webb, Constitutional Press, Perth, 1991.

(4) The end of certainty, The story of he 80s, de Paul Kelly, Allen & Unwin ustralia, 758 p., AS 29,95.

1

Le Monde , r.econoviii



2410mm minds A COMMITTEE OF THE PARTY OF THE Committee and -ter, # least -# 1# -ALIENS OF

> and the second Las iconye PER PROPERTY A RACH SHIPM --Albert Die CHANGE BANK CHANGE BANKS CHANGE BANKS 山田田 神教者 THE PERSON NAMED IN

A CHICAN M

EN BREF Ine beta -3 m 1 ti tara 🐠 🗸 🖚

hand de The state of the state of 111 de 4 ert : Be bie publi ंके अन्दर्भ धेरू**वार्थ्य** ilayani **iy**ang pay that ethics

10 tel: 41 tel: 776 * 635 1240 Laple & notes

ais bur bing

Paris plaident

seration exemplaire

ragmatique

.411.53

AFRIQUE

RWANDA

L'armée accuse les maquisards d'avoir massacré cina cents réfugiés

Selon des sources proches de l'armée rwandaise, les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) eursient ettaqué, mercredi 17 février, un camp de réfugiés, situé à Rebero (Nord-Est), où ils auraient massacré einq cents per-soones. Ces accusations n'ont pas pu être confirmées par des sources indépendantes, et octamment par le Comité internetional de le Croix-Rouge (CICR, Genève), qui s'occupe pourtant, prioritairement, des personnes déplacées.

A Paris, le porte-parole edjoint du ministère français des affsires du ministère français des affisires étrangères, M. Maurice Gourdault-Montagne, n'eo a pas moios déclaré, jeudi, que, selon des «indi-cations» doot il o'a pas précisé l'origine, « des massacres sont per-pétrés dans les zones actuellement contrôlées par le FPR». Jeudi, les megnisards out poursuivi leurs mequisards ont poursuivi leurs offeosives dans les régions de offeosives dans les régions de Kirambo, Ruheogeri et Byumba (Nord). Le commandant du groupe d'observateurs militaires neutres (GOMN), le général nigérian Ekundayo Opayele, a indiqué qu'il « ne pouvait ni infirmer ni confirmer » la présence d'èléments de l'ermée operadaire, dans les combets » ougandaise daos les combets thèse défendue, de concert, par l'armée rwandaise et les services de renseignement militaire français. — (AFP.)

SOMALUE

Préparatifs de la relève de l'opération « Rendre l'espoir »

Le général Cevik Bir, un Turc, Somalie (ONUSOM-2), est attendu, lundi 22 février, à Mogadiscio. Il sera assisté par un Américain, le général Thomas Montgomery, et par un Caoedien, le général James Cox. Près de 20 000 soldats — door 3 000 à 5 000 «marines» américains – devraient être déployés dans l'ensemble de la Somalie, dans le cadre d'ONU-SOM-2, appelée à succèder, d'ici le mois d'evril, à l'opération « Rendre l'espoir», dont le majorité des effectifs et le commandement soot

L'ONU a iovité les fections somaliennes à se réunir dès le lendemain, eu siège de l'ONUSOM, pour préparer le cooférence de réconciliation nationale, prévue le 15 mars à Addis-Abeba. Deux tentatives pour réunir ce comité, com-posé de sept membres, ont échoné au cours du dernier mois. - (AFP.)

ANGOLA

Trois millions de civils seraient menacés de famine

Ravagé par la guerre civile, l'An-gola est « au bord de l'effondrement», la famine et la maladie menaçant plus de trois millions de personnes (sur une population de 10 millions d'habitants), out indiqué, vendredi 19 février, à Harare (Zimbabwe), des responsables du Programme alimentaire mondial (PAM), organisme dépendant de l'ONU. La situation à Huambo, coupée du reste du pays, est parti-culièrement dremetique : « Huambo a une population de 400 000 personnes, et nous ne savons tout simplement pas combien survivent et comment», oot-ils

A Malange, l'arrivée de quelque 120 000 personnes déplacées e fait quasiment doubler la population de la ville - menacée par les troupes de l'UNITA. Un avion, apportant des vivres aux civils assiégés, a été pris sous le feu de l'UNITA, le 17 février. Les ponts aériens, maintenus par le PAM deos certaioes villes comme Lobito, Bengucia, Uige, Lucna ou Lubengo, se révèlent de plus en plus dangereux. La guerre a également perturbé les cultures traditionnelles (maïs, riz, manioc), et les récoltes d'evril, seront, seloo le PAM, tout à fait insuffisantes pour nourne la population. - (AFP.)

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO Le Monde L'ÉCONOMIE

JAPON: pour des meurtres commis il y a vingt ans

La Cour suprême confirme la condamnation à mort de deux terroristes de l'Armée rouge unifiée

de notre correspondant

Le rejet par la Cour suprême, vendredi 19 février, de l'appel con-tre la condamnation à mort de deux membres du groupe terroriste Armée rouge unifiée (Rengo Sekigun) pour une série de meurtres remontant à une vingaine d'années a suscité une containe function cher les lanouse une vingiame d'années à siscité une certaine émotion chez les Japonais. Cet arrêt – qui ne manquera pas de relancer le débat sur la peine de mort, toujours en vigneur dans l'archipel (1), – trouble inopinément la quiétude d'une société geographiquement éloignée des turbulences du monde et repliée sur ses bonheurs programmés.

programmes.

A la société conflictuelle des années 50 (syndicalisme combatif et luttes populaires contre le traité de sécurité nippo-américain), evaient socédé les grandes luttes étudiantes qui o'entent rien à envier en termes de violence à celles que connut l'Occident. C'est dans ce creuset que naquit, en 1969, la Fraction armée rouge (Sekigun-ha), qui se rendit tristement célèbre par l'attentat à

LOIN DES CAPITALES

là où on ne les attend (

et de son entourage.

DHARMSALA

de notre envoyé spécial

que Dharmsala, le fief des Tibétains en exil,

dans le vallée de Kangra, « la vellée des dieux » dans l'Himachal Pradesh, est en train de eubir des modifications comme la bour-

gade n'en avait pas connues depuis l'installa-

tion, au début des années 60, du dalai-lama

A-l'époque, il avait fallu la détermination d'un marchand parsi désespéré de voir dépé-rir le hameau de McLeod-Ganj pour attirer

l'attention du gouvernement. Il avait proposé

d'y installer les réfugiés, espérant du même coup relancer ses affaires.

Dharmsala avait eu son heure de gloire,

quand, eu siècle passé, les Britanniques en avaient fait le cantonnement d'été d'une divi-

sion de l'armée des Indes. Une micro-société

snob s'y donneit rendez-vous, attirée par la fraîcheur des forêts peuplées de léopards, de

singes, de renarde et eutres ours bruns.

McLeod-Ganj ee dotait alors de cottages et

de bungalows; s'offrant même le luxe d'une perite chapelle placée sous la protection de

saint Jean du désert. Pourtant, en 1905, un

tremblement de terre, compromettant irrémé-diablement un bel evenir, Dharmsala est qua-

L'arrivée des Tibétaine transformera la

bourgade assouple en « petit Lhasee de l'exil». Cela ne signifie pas pour autant une

réanimation à grande vitesse, car ces nou-veaux venus repartent de zéro, et e ils inves-

rissent la place a près de 2 000 mètres d'alti-

tude, il leur faudra des années pour y refaire une vie. Le dalai-lama n'attire pas les foules.

et l'accès à son univers, à une vingtaine

d'heuree de route de la capitale indienne.

petit avion s'est posé pour la première foia il

y e deux ans sur l'aéroport de Gaggal, à une quinzaine de kilomètres de Dharmsale.

qui jurent dans un paysage montagneux jus-qu'ici préservé, et les visiteurs se multiplient depuis que le Cachemire et le Pendjab sont

secoués par des convulsions intercommunau-taires. Quelques boutiquiers cachemiris ont

même fait des incursions dens le bazar, au

grand déplaisir des marchands tibétains, et du

vieux monsieur Nowroyee. Le commerçant parsi, qui s'était eccommodé pourtant sans

mal d'une présence tibétaine qu'il avait appe-

De nouveaux hôtels sont en construction,

siment abandonnée au profit de Simla.

USQUE dans ses coins les plus reculés,

l'Inda change, et l'ouverture préconisée par New-Delhi e parfois des retombées

l'aéroport de Lod à Tel-Aviv en mai 1972 (vingt morts et quatre-vingts

Aux grandes manifestations qui dur apparaissaient vaines, certains militants de la Ligue communiste, de tendance trotskiste, avaient cher-ché à substituer l'action directe. A la ché à substituer l'action directe. A la suite d'un premier détournement d'avion sur ln Corée du Nord en evril 1970, pourchassés par la police, des membres de l'Armée rouge, sous la direction d'une jeune femme, Fusako Shigenobu, se réfugièrent eu Proche-Orient, où ils se trouvent encore. Un autre noyau resta an Japon. En faisaient partie une autre femme, Hiroko Nagata qui venait d'un antre groupuscule terroriste, Keihin Ampo Kyoto, — et Hiroshi Salaguchi, dont les condamoations à mort viennent d'être confirmées.

Ce groupe d'noe vingtaine de membres s'enfuit dans les mon-tagnes du centre du Japon, errant de camp en camp, se livrant (on l'ap-prendra plus tard) à l'une des plus meutrières luttes ioternes que le mouvemeot radical oippoo eit connues. En deux mois, quatorze

A Dharmsala

avec les Tibétains de l'exil

d'entre eux, soupçonnés de « tiédenr» ou de «déviationnisme». devait retrouver leurs cadavres mutilés dans les montagnes.

ASIE

En février 1972, eprès un siège d'une semaine, les cinq survivants furent arrêtés dans un complexe touristique du moot Asama, où ils avaient pris en otage la femme d'un gardien. La révélation des parges sanglantes choqua l'opinion publique. Accusés, dans le cas de Nagata, de trente-sept crimes et, dans cehu de Sakagachi, de cinquante-cinq, les deux chefs de l'Armée rouge unifiée furent condamnés à mort en 1982. Le leader, Tsuneo Mori, s'était suicidé dans sa cellule en 1973. Nagata cidé dans sa cellule en 1973. Nagata et Sakaguehi ont exprimé leurs remords dens des livres et des

PHILIPPE PONS

(1] Légalement toujours en vigueur, elle n'a pas été appliquée depuis 1989. Il y a actuellement cinquante-six condamés à mort dont le jugement a été confirmé en deraière instance, et trente-

BIRMANIE: pour protester contre la détention de M™ Aung San Sou Kyi

Plusieurs Prix Nobel de la paix demandent que Rangoun soit mis à l'écart des Nations unies

BANGKOK

de notre correspondant

Des lauréats du prix Nobel de la paix ont demandé, vendredi 19 février, aux Netioos unies, de suspendre la Birmanie de son sière au sein de l'organisation. Au cours d'une confèrence de presse donnée à Chiang-Mai, dans le nord de la Thailande, ils se sont egalement prononcés pour un embargo « immédiat et effectif » des livraisons d'armes au régime de Ran-goun, qui aurait reçu, l'an dernier, des armes chinoises pour un montant de 1,2 milliard de dollars.

Les Nobel, parmi lesquels figu-rent Mgr Desmond Tutu et M. Oscar Arias, foot campagne M. Oscar Arias, toot campagne pour la libération «immédiate et sans conditions» de M∝ Aung San Suu Kyi, en résidence surveillée dans la capitale birmane depuis juillet 1989 (le Monde des 19 et 20 février). En Thaïlande, ils ont rencontré, jeudi, des réfugiés birmans, ont été reçus longuement,

l'exode de 1959, ils n'ont pas connu le Tibet entérieur, ils ont été formés sous le nouveau

régime et prennent conscience d'une discrimination qu'ils supportent de plus en plus mal.

lis préfèrent affronter les aléae d'un voyage

aventureux et payer le prix fort en échange

un minimum de liberté. Certeins n'arriven

jamais, les gardes frontières chinois n'hési-

tant pas à tirer, et les douaniers népelais à

remettre des fuyards entre leurs mains. L'ad-ministration tibétaine en exil se demande e'il

ne e'egit pas là d'une volonté délibérée de

pousser les jeunes au départ afin de priver

une résistance potentielle de ses forces vives.

le centre nerveux de la diaspora tibéteine s'est eeneiblement étoffé ces dernières

ennées, en particulier depuis 1989, quand le

dalar-lama a reçu le prix Nobel de la paix. Le

naliates, militanta des droits de l'homme...

rennent roujoure plus nombreux le chemin

Un peu en retrait de l'agitation quotidienne,

le village d'enfante flanqué de bannières et

d'oriflammes bruit toujours d'autant de joie de vivre malgré la discipline et le eimplicité

des conditions où sont élevés dane le tra-

dition tibétaine plus de deux mille enfents. Les enseignants laics ont appris aux généra-

tione de l'exil les valeurs de la civilisation

menacée tandis que lee moines tranamet-taient le savoir qui fonde la singularité de la

Au côté de l'Institut médico-astrologique

qui perpétue le tradition médicale, quelque

monustères continuent de former moines et

monasteres communit de former montes et nonnes. A Gangchen-Kyishong, en dessous de la résidence du delat-lama, se trouve le centre administratif du gouvernement en exil. Devant le bêtiment austère du Parlement, élu

per les quelque cent mille Tibétains réfugiés en Inde et eilleurs, flotte le drapeau frappé de deux lions blancs sur fond de soleil levant.

Pour compléter les archives qui ont recueilli les bribes éparses d'une civilisation soudain

éclatée, un centre culturel est en voie d'achè-vement. S'il est nécessaire pour aesurer la

pérennité des traditions, d'aucuns préfére-

raient donner le priorité à la survie de ceux

Le va-et-vient entre la capitale indienne et

samedi, un entretien privé avec le premier ministre, M. Chuan Leckpai. Lundi, certains d'entre eux doivent deposer devant la commission des droits de l'homme de l'ONU, dont la 49 session se tient actuellement à Genève.

En autorisant ce groupe de laureats, auxquels le dalai-lema a prêté main forte pendant vingtquatre heures, à sétourner dans le royaume, le gouvernement issu des élections de septembre 1992 o'a pas tenu compte de l'hostilité manifestée publiquement par les chefs de l'armée, Rangoun et Pékin, deux alliés traditionnels de Bangkok, ont exprimé leur meconteotement. Les Nobel ont également demandé que le junte birmane accepte les résultats des élections de mai 1990 - emportées haut la majo par le parti de Mes Suu Kyi - et engage un « dialogue immédiat » avec elle.

JEAN-CLAUDE POMONTI

CHINE:

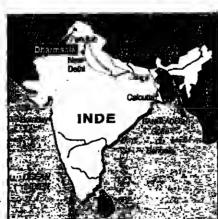
selon Amnesty International

Des centaines de dissidents sont toujours emprisonnés

Réagissant aux informations officielles venues de Pékin et selon lesquelles, depuis la libération de M. Wang Dao (le Monde du 19 février), plus aucun étudiant impliqué dans le «printemps de Pékin» ne se trouvait désormais en prices. prison, Amnesty International a sonniers de conscience, y compris des setudiants, sont toujours détenus en Chine pour avoir pris part au moute-ment démocratique de 1989». «Seuls des changements limités dans le trai-tement des dissidents ont été notés», ajoute l'organisation humanitaire, selon laquelle, « en plus des activistes democrates, des centaines de mem-bres de groupes catholiques et protes-tants non autorisés sont toujours en prison. Des centaines de Tibétains, de Ouigours, de Kazakhs et de Mongols sont aussi emprisonnés dans diverses «règions autonomes» pour avoir rèclame l'indépendance politique ou l'autonomie culturelle».

Checun a une histoire à raconter et, même al ces vies au cours interrompu se ressemblant parfois, elles sont toutes marquées par la souffrance, la torture souvent, l'errachement d'un départ forcé. Ainsi, ce moine pré-maturément vieilli et à jamais marqué par son calvaire, arrivé du Tibet après trente-trois ens dans le goulag chinois; libéré en août dernier, il a traversé clandestinement l'Himalaya pour rejoindre le delat-lama. Ou encore ce jeune instituteur qui a fui son Amdo natal, dans l nord du Tibet, parce qu'il se sentait de plus

tains e'inquiètent de voir arriver de jeunes adultes de plus en plus nombreux. Nés après



Etrangers dans leur propre pays

lée de ses vœux, s'élève maintenant contre la

dégradation' systématique, sous prétexte de

développement, d'un patrimoine qu'il estime

Les Tibétains, eux, s'efforcent de préserver

le petit monde qu'ils ont reconstruit. En fin d'après-midi, laics et moines déambulent le

long de la rue Devant ou de la rue Demère,

des cafés minuscules offrent thé et amuse

gueules; l'air fraichit à l'approche de la nuit et

les groupes se séparent rapidement. Au centre d'eccueil des nouveaux réfugiés, l'activité

continue tard dans la soirée. D'autant que

l'exode n'e cessé de grossir, avec plus de 3 000 arrivées en 1992.

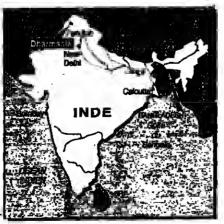


de Dharmsala.

société tibétaine.

en plus étranger dans son propre pays.

Outre des moyene matériels limités pour assurer les premiers jours des réfugiés avant de les répartir dans les diverses communautés éteblies en Inde, les responsables tibé-



bureau de liaison établi par le gouvernement de New-Delhi n'a jamais eu autant à faire, tant il doit e'activer pour assurer les déplacements du chef spirituel tibétein qui se multiplient. C'est eussi que politiciene, représentants d'organisations humanitaires, artistes et jour-

EN BREF

D PHILIPPINES: reddition d'un chef militaire commu d'un groupe de rebelles armés com-munistes s'est rendu eux autorites, vendredi 19 février, à Manille. Le commandant Leopoldo Mabilangan, qui dirigeait le groupe Banahaw Commaod, dont les 500 hommes opéraient au sud de la capitale, s'est rendu au palais présidentiel en com-pagnie du président de la Chambre. a le suis venu parce que je pense que cette odministration o de la place oour nous. Je continuerat à dider tres compariotes, non plus par la lutte armée, mais par des moyens légaux afin d'attirer l'ouention de nos dirigeants sur les besoins du peuple », a-t-il déclaré . - (UPL)

U VIETNAM: un programme d'étu-diants de Sciences-Po pour la franco-phonie. – Des étudiants de l'Ecole phone. — Des étudiants de l'ecole des sciences politiques de Paris ont lancé un programme d'aide à la langue française au Vietnam. Le « Projet l'ancophone Vietnam. 1993 » de l'association Asie-Extrême e pour objet d'envoyer une trentaine d'étudiants de Sciences-Po et d'autres grandes deples et universités faire un stage écoles et universités faire un stage d'été au Vietnam. Les uns y assisterent à l'enscignement du français et de la gestion, les autres recenseront les clubs françophones locaux dans le Sud afin de les aider à développer leurs activités. Pour ce faire, le groupe Péninsule indochinoise recherche le patronage d'cotreprises et d'institutions publiques; il a déjà obtenu celui du conseil régional d'îlede-France. Ses prétentions sont modestes, puisque le budget pour cette année est fixé à 350000 francs. ► Asie-Extrêma, groupe Pénin-sule indochinoise, 27, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris.

Le Monde BARRE, CHIRAC, GISCARD Opposints aujourd huic demain gouvernants ? Retrainet-les hier an pouveir. L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

en bref

n Les pays d'Amérique centrale creent un organisme commun pour intter contre le trafic de drogue. -Les chefs d'Etat et de gouvernemeat de cinq pays d'Amérique ceotrale (Salvador, Nicaragua, Honduras, Panama et Belize) réunis, vendredi 19 février, à Belize ont décidé de créer une commission permanente pour lutter contre le trafic de drogue. Cet organisme devra présenter, dans les six mois, des programmes pour l'élimination de la production de la drogue, la lutte cootre le blanchiment de l'argent provenant du trafic, amsi que des plans de prévention et de coopération jodicaire. - (APP,

□ COLOMBIE : les cofants de Pablo Escobar empêchés de se ren-dre aux Etats-Unis. - La police a

interdit, vendredi 19 février, aux deux enfaots du chef du Cartel de Medellin, Pablo Escobar, d'effectuer un voyage à Miami, mais les a finalement laisses co liberte. Selon la police, les enfaots du narco-trafiquant oe disposaient pas de l'autorisation pateroelle oécessaire pour quitter le territoire, bien que leurs visas eméricains aient été parfeitement en règle. Pablo Escobar souhaitait que ses enfants quittent la Colombie où leur sécurité n'est plus assurée depuis son évasion de prison, en juillet dernier. - (AFP, AP.)

□ MAROC : visite de M. Jacques Delors, - Le président de le Commission européenne se reodra co visite officielle au Meroc, du 25 eo 28 février, à l'invitation du roi Hassan II. M. Jacques Delors aura

aussi des entretiens avec des membres du gonvernement et des représentants des milieux écono-

miques et sociaux. - (AFP.) D Grève de la faim de plusieurs detenus politiques. - Dans la pri-son civile de Kenitra, plusieurs détenus politiques ont entamé. vendredi 19 février, une « grève de la faim illimitée » pour protester contre des emesures abusives » de l'administration pécitectaire. Dans un communiqué, un groupe de treize déteous islamistes déclare que leur jeune vise à met-tre un terme à la « dégradation sérieuse » de leurs conditions de détention à la suite de *« la nomi*nation d'un nouveau directeur général à la tête de l'administra-

tion pénitentiaire ». – (AFP.) U NIGER: plnaienrs partis députés auraient été élus. - (AFP.)

dénonceot des «fraudes massives» enx élections législatives. - Trois partis de l'opposition, eppartenant à l'Alliance des forces du changemeot (AFC), oni dénoncé, vendredi 19 février, les « fraudes massives a commises, selon cux, lors des élections législatives du 14 février, dans la circonscription spéciale de N'Gourti, située è plus de I 000 kilomètres à l'est de Niemey, où l'ancien parti unique, le Mouvement national pour la société de développement (MNSD), a remporté plus de la moitié des suffrages. De son côté, pour «fraudes massives» oussi, le MNSD a demaodé a l'annulation pure et simple » du scrutin dans six circonscriptions, où 51 des 82

JEAN-CLAUDE BUHRER

M. François Mittarrand a répondu, vendredi 19 février, au cours de la deuxième émission spéciale organisée par France 3. aux questions des táláspactateurs de six régions qui l'ont interrogé notamment sur les « effaires », l'Europe, l'écologie et l'action humanitaire.

Le président de la République commente d'abord son intervention de la veille. «J'ai éprouvé une sorte de manque, dit-il, il y a beaucoup de questions, certaines d'entre elles sont questions, certaines à erure euce som tres importantes, et on ne peut pas les traiter à fond; donc, j'ai l'impression de rester un peu sur ma faim, » Le chef de l'Etat revient en particulier sur la question du chômage. « J'aurais aimé pouvoir dire, indique-t-il, rais aime pouvoir aire, indique-i-i, que, puisque la première cause du chomage, c'est l'évolution extraordinairement rapide des sciences et des techniques, il faut, plutôt que de se mettre en arrière de l'évolution, se mettre en avant. Donc, il faut pousser la recherche française (...) et aussi la formation. (...) Puisque la deuxième cause, c'est la concurrence internationale, cherchons des appuis internatio-naux; nous avons la Communauté: organisons-nous en Europe et faisons avec l'Europe une protection de nos productions, organisons la croissance.

» Troisième point : pulsque la cause n'est pas française, mais occidentale, essayons quand moine d'avoir des réponses françaises pour ne pas atten-dre le commandement américain ou la décision allemande. Il y a des solutions qui peuvent être prises rapide-ment, qui ont commence de l'être : « partage du travail », « partage du temps ». Pourquoi pas trente-cinq heures, ce qui supposerait des aména-gements débattus entre employeurs et salariés? Ils décideront ensemble [sl ce sera avec une baisse des salaires). romme ils ont commence de le faire dans plusieurs entreprises.

Il faut absolument faire une poli-tique de grands travaux. l'al décidé avec M™ Thatcher le percement du lunnel sous la Manche, ça a trans-formé la région Nord-Pas-de-Calais, ça va être une affaire formidable qui crèera des milliers d'emplois. Les autoroutes, ce n'est pas moi qui les ai commencées, les TGV non plus, mais j'ai continué, j'ai développé. Bref j'au-rais voulu pouvoir dire ça et bien

rand repond: « C'est dommage en tout cas, et si ce monde politique français s'y est expose, c'est coupable. Maintenant, je crois aussi à une évolution des mœurs dans les deux sens. Il y a un besoin de transparence. Et des moyens de transparence ont été donnés qui n'existaient pas auparavant. Est-ce qu'il y a une plus forte proportion de gens malhonnêtes sous la IV- ou sous la V- République? Moi. je ne peux pas trancher, on n'en sait nen, c'est peu probable, ca doit être

**Par exemple, il y a – j'ai fait vérifier, jo m'attendais à cette question, bien entenduy – cinquante-huit parlementaires qui sont mèlès, incriminés – je ne dis pas coupables – dans des affaires judiciaires. Là-dessix, il y en a trente qui appariement de gens en étaines d'affaires indiscriber parlement, au capital de centaines d'affaires que l'es intervier de gue j'entends beaucoup plus parler des derniers que des derniers que des ministre actuel Bernard des derniers que des derniers que des derniers que des ministre actuel Bernard des derniers que des derniers que des containes d'affaires qui necèvent des derniers que des derniers que des derniers que des premiers. Mais je ne dirnis pas qu'on est plus mathenniète ici et plus hornéte là.

**Renanche [des juges]? Je ne veux pas substant des grand caracière, aussibl. Sont libres de le faire parce qu'ils ant les moyens de le faire parce qu'ils ant les moyens de le faire parce qu'ils sont libres de le faire que le faire parce qu'ils sont libres de le faire que le faire parce qu'ils sont libres de le faire que le faire qu'il qu'ils parce qu'ils parc inalhonnête ici et plus honnête là.

» Renanche [des juges]? Je ne veux pas dire revanche, ce serait préjuger. Je dis simplement qu'ils ant les moyens de le faire parce qu'ils sont libres de le faire, et s'ils sont libres de le faire c'est parce que la République est plus démocratique qu'elle ne l'énoit numerount.

«Si j'avais été ministre de la santé en 1985»

E La Hante Cour et le sang conta-miné. - A propos de l'affaire du sang contaminé, comme on lui demande contaminé, comme on lui demande s'il est envisageable que les ministres soient responsables de leurs décisions devant la justice, il déclare: « Comme vous le voyez, ils le sont de plus en plus, puisque, à propos de cette atroce affaire du sang contaminé, deux ministres et le premier ministre de l'époque doivent rendre connte - justement ou l'injustement. ministre de l'époque doivent rendre compte – justement ou Injustement, c'est un autre problème – devant la Haute Cour de justice. En vérité, si moi j'avais été ministre de la santé en 1985, ignorant que je suis des problèmes de thérapeutique, de blologie, comment aurais-je pu décider, si les principaux responsables, connais-seurs, spécialistes de la recherche, de la biologie et de la médecine, ne me le disaient pas? De telle sorte que je trouve que, par exemple. Laurent le disaient pas? De telle sorte que je trouve que, par exemple, Laurent Fabius a été remarquable de décision d'ailleurs on s'est moqué de lui à l'époque – en décidant, le troisième dans le monde dans l'ordre des chefs de gouvernement, le dépistage du sida et, peu de temps après, le chauffage des produits sanguins. Je trouve très injuste qu'on le mette en cause de la manière dont on le fait. Mais je trouve sain, en revanche, que l'on recherche la responsabilité.

» Ce n'est pas du taut les minis-

» Ce n'est pas du taut les minis-tères, c'est l'état de la science et de la recherche. (...) Le ministère de la santé doit comprendre, j'imagine, beaucoup de médecins. Est-ce qu'ils étaient en mesure d'être en avance d'autres choses.»

Le président de la République aborde ensuite les thèmes suivants:

Les «affaires». — Comme on lui demande si le fait que les Français interrogés placent cette question au deuxième rang de leurs préoccupations n'est pas inquiétant pour le monde politique français, M. Mitterand répond : « C'est donnage en contrate les autres, ce sont des parlementaires, les autres, ce sont des parlementaires en avance et s'ils n'ont rien dit, ils sont coupables. S'ils ne savaient pas plus que les autres, comment de la co qui vont juger, ça peut être des adve saires en majorité. Est-on sur de leur impartialité? Les ministres en question ont toujours demande d'être jugės, comme on l'est par des magis-trats ou par des jurys populaires.»

M. Bernard Tapie et le rachat d'Adidas. - A propos de la partici-pation de sociétés nationales au rachat d'Adidas, M. Mitterrand souligne: « Les entreprises nationales publiques qui ont pris une participa-tion accrue dans cette affaire d'Adi-

Répondant à M. Rocard

M. Fabius se dit prêt à assurer la «mutation du PS»

L'onde de choc déclenchée par le «big bang» de M. Michel Rocard a continué, vendredi 19 février, à se propager au sein de la galaxie socia-liste. « J'ai dans l'idée pas seulement un big bang mais si possible un big success», a commenté, sur France Inter, M. Laureat Fabius, qui a ajouté: « Je pense que la rénoration doit être assurée par tous ceux qui ont capacité à le faire, et je suis un de ceux-lu. » « Nous avons besain d'opèrer une mutution de la gauche et des forces de progrès parce que, c'est vrai, e unonde a changé », a souligné le progries englisse de PS souligné le premier secrétaire du PS, précisant que « cette mutation de la gauche est inséparable de la muta-tion du PS qui doit se transformer profondément dans ses structures. profondément dans ses structures, dans ses hommes et dans son lan-

Réagissant à l'avis formulé par M. Mitterrand lors de sa première intervention télévisée sur France 3. jeudi soir, M. Michel Rocard a déclaré pour sa part : «Je n'ai pas à etre décu. Je constate sunplement que nous avons une approche un peu différente.» Invité du serveur Minitel «Minitel 3617 politiq», l'ancien premier ministre a précisé que son initiative s'adresse e aux électeurs et usme républicain. Et de cela, aux militants, (...) pas forcèment aux Rocard comme François Mit partis et que son projet est de sont également comptables.

e redessiner les frontières entre la droite et la gauche afin qu'elles soient conformes aux réalités », « Jo n'ai pas l'intention de nous laisser dépouiller par nos concurrents actuels, les éculogistes », a-t-il ajouté.

Mª Ségoiène Royal e qualifié le ebig bang » de M. Rocard de «bonne initiative» qui «devrait nous permettre de constituer un pôle social-democrate, une pôle de gauche, favorisant une opposition forte au comp conservateur en cas d'alternance». Du côté écologiste, Mª Marie-Christine Biandin, prési-dente du conseil régional Nord Pasde-Calais, a estimé que la proposition de M. Rocard continue à s'inscrire dans le « clivage droite-gauche ». « Ce n'est pas là-dessus que l'on doit travailler », e-t-elle affirmé.

Dans un entretien au Figuro daté du 20 février, M. Jean-Pierre Chevenement déclare que « le parti d'Epinay a vecus. «Le malheur du parti d'Epinay, explique le député PS du Territoire de Belfort, c'est qu'il s'est confondu trop vite avec l'ordre établi. Il n'a pas su mettre l'Etat au service d'un projet réconciliant l'esprit progressiste et le patrio-tisme républicain. Et de cela, Michel Rocard comine François Mitterrand

Un homme d'affaires qui accède su pouvoir ne devrait-il pas renoncer à ses forctions économiques? « C'est ce qu'a fait Bernard Tapie, qui s'est dégagé de toutes ses afaires, répond M. Mitterrand. Je crois que c'était raisonnable, puisqu'il était constamment attaqué, mais c'est également de bonne déontologie. (...) De toute façon, puisque vous avez posé cela en principe moral, vous avez raison. El tout membre du gouvernement devrait se défaire de cela. C'est une règle absolue. On ne peut pas mélanger les choses. Il ne les a pas mélanger les choses. Il ne les a pas mélanger. Et vous voyez que ça a prêté à confusion. C'est dommage en effet pour la République qu'on puisse soupçonner. En Un homme d'affaires qui accède blique qu'on puisse soupçonner. En l'occurrence, Bernard Tapie, à mon avis, n'était pas soupçonnable, car cette affaire a été régulière.»

> «Un délit d'amitié »

E Les scrivités de Roger-Patrice Petat. – Interrogé sur le risque de métange entre les affaires, les amitiés et la politique à propos de son ami Roger-Patrice Pelet, aujourd'hui décédé, mis en cause dans l'affaire Perhineu ainsi que rout un contret. Pechiney ainsi que pour un contrat evec la Corée du Nord et pour le prêt sans intérêts qu'il e consenti à M. Bérégovoy, le président de la République répond : «En somme, vous me demandez si je n'ai pas commis un délit d'amitié. Pourquoi me posez-vous la question à moi? Qu'ai-je à voir dans tout cela? (...) L'affaire Pechiney, c'est l'affaire du juge d'instruction, qui vient de ren-voyer devant le tribunal neuf inculpés, ce qui ne veut pas dire qu'ils sora; ce qui ne veut pas dire qu'ils sora; coupables. Ce n'est pas mon affaire à moi. Ce que je peux vous dire - je l'ai déjà dit, ça m'envute de me répéter, de toujours dire la même chose, -- Roger-Patrice Pelat, je l'al consu penkoger-ratrice Peias, jes (al consus pen-dant la guerre, les prisonniers de guerre et la Résistance, un homme admirable. Ensuite, il a suivi sa voie, moi j'al suivi la mienne, nous avons garde des liens d'amitié, et je n'ai pas à rendre compte de ses actes – il est mort il y a quatre ans. (...) C'est facile de se défausser sur lui, mais je ne peux pas juser le fond, le n'en sais

» L'affaire de Corte, elle est peut-» L'affaire de Corée, elle est peut-être régulière, le n'en sais rien, je pense qu'elle l'est, d'ailleurs Fierre Bérégovoy l'a refusée. On essaie de faire l'amalgame [evec] ce prét qui date de 1986 – il n'était plus rien, c'est dire qu'il ne pouvait pas obuser de su fonction, – (...) un prêt déclaré chez un notaire, enregistré. Un minis-tre des finances qui est depuis plu-sieurs années au eouvernment et qui seus années au gouvernement et qui, pour acheter un appartement, a besoin d'emprunter, ce n'est pas si mal que ça, croyez-moi, j'en connais d'autres qui ont de quoi.

d'autres qui ont de quoi.

"Quand il s'agit d'un homme intègre comme lui, moi, j'éprouve comme une sorte de souffrance à le voir mis en cause, surtout pour une affaire légale, du début à la fin. On dit : il aurait peut-être pu payer des intérêts. Eh bien, ils se sant arrangés, puisqu'ils étaient amis! Pour un homme qui n'a pas de moyens, qui n'a pas de trésorerie, qui n'a pas d'épargne, qui a suivi un cursus tout à fait simple dans sa vie – ouvrier, employé, puis la politique l'a propulsé là où il se troure, grâce à ses qualités, – moi je suis très indigné de la manière dont on le met en cause, parce qu'on altère sa réputation. Si j'y mets de l'animation, cela aussi c'est peut-être un délit d'amitié.

"Je suis le vingt et unième prési-

• Je suis le vingt et unième prési-dent de la République depuis cent quarante à cent cinquante ans. Il y en a donc eu vingt avant moi. On va oublier le premier, qui était Louis-Naoublier le premier, qui était Louis-Napoléon Bonaparte, qui ne devait pas
être très préoccupé par ces choses. On
va donc dire : dix-neuf présidents
républicains de la République. Il n'y
en a pas un qui ait pensé à organiser
la lutte contre l'affairisme, il n'y en a
pas un qui ait pris des mesures pour
que les pariementaires puissent être
contrôlés, que leurs agissements scient
publics, soient transparents. Qui est-ce
qui a décidé le financement public des
partis pour éviter que chacun coure
avec des valises? Car les plus mains
sont ceux qui ont des valises et de sont ceux qui ont des valises et de l'argent. Les œures, un peu stupides, commettent, cela est déplorable, une somme de petites indélicatesses et de grosses malhonnétetés. C'est intoléra-ble. J'en al beaucoup souffert, parce que j'aime la République et je n'aime pas ca. Mais qu'est-ce qu'ils ont fait,

je le hi avais demandè.

» Comment faisait-on sous la IV, la III République et pendant les longues années de la V qui ont précidé cette disposition que moi j'ai prise. Il n'y avait pas de spéculation en Bourse? Il n'y avait pas de sanction, puisqu'il n'y avait pas de COB. Il n'y a jamais eu de spéculation? Il n'y a jamais eu de spéculation? Il n'y a jamais eu de fortunes soudaines? Vous savez bien que l'immoralité n'est pas née d'hier. Au demeurant, le milleu politique n'est pas corrompu plus qu'un autre. Sur les cinquante-huit parlementaires aujourd'hui mêlés à des affaires judiciaires que j'ai cités tout à l'heure, il n'y en a que quatre ou cinq qui pourraient être mis en cause pour enrichissement personnel. Les autres, c'est pour le compte de leur formation politique, c'est completement différent.»

Le journaliste de FR 3-Dijon syant

tement différent.»

Le journaliste de FR 3-Dijon ayant souligné, dans sa présentation, que les habitants de la Bourgogne sont a particulièrement sensibles à tout ce qui peut être susceptible d'altérer [l'] images du président de la région, celui-ci déclare alors: «Je n'al pas du tout aimé cette allusion, je tiens à le dire.»

u Un industriel premier ministre? Comme on lui demande si nn - Comme on lui demande si un industriel peut être premier ministre, M. Mitterrand répond: c Naturellement. En général il y a quand même quelques industriels qui se font élire député ou sénateur. (...) Un certain nombre de chefs d'entreprise, industriels ou pas, sont au Parlement. C'est vrai que la fraction active ar le plan économique s'est un peu effacée, s'éloignant de la politique, exerçant une influence réelle, mais par d'autres moyens. (...) Si on peut réparer cela, je le voudrais bien. Pourquoi pas un premier ministre industriel? Mais supposez qu'au mois de mars: au cas qu'est-ce qu'on ne dira pas!»

Socialistes et écologistes sont « capables de s'entendre »

Le TGV Paris-Strasbourg. e J'al fait beaucoup d'efforts pour qu'enfin Strasbourg füt reconnue comme stège du Pariement européen, ce qui hui était contesté depuis de longues années. On l'a obtenu (...) et on a décidé un tracé de TCV qui l'ait. à Strasbourg, mais aussi beaucoup plus loin. » Comme son interlocatrice lui fait remarquer que le projet retenu par le gouvernement s'arrête aux portes de l'Alsace, il répond : and portes de l'Alsace, in tepono : «Avant d'arriver à Strasbourg, quand on part de Paris, il faut passer ail-leurs, et on ne peut pas faire le TGV en un an; donc on le fait par étapes. (...) Mais il est évident que le TGV est fait pour aller jusqu'à

I La concurrence des pays asiati-ques. — « La Communauté euro-péenne s'organise, et si elle ne le fait pas assez elle doit s'organiser davan-tage pour se protéger. Le terme e pro-tèger » est toujours difficile à pronon-cer, car ça donné « protectionnisme », et le proteccionnisme est plutôt mal vu, même si tous les grands pays le pratiquent. De quelle manière les Etats-Unis d'Amérique, par exemple, financen: ils la recherche de leurs grandes entreuries d'aviation? () Il m La concurrence des pays asiatigrandes entreprises d'aviation? (...) Il faut protèger la Communauté. (...) Ca faid protèger la Communauté. (...) Ca ne présente pas de dangers, ca ne présente que des avantages. (...) La Communauté doit aider la France à supporter le choc de l'importation de milliers d'objets qui viennent d'Asle du Sud-Est qui sont fabriqués à bas prix parce qu'on ne paye pas les tra-vailleurs qui les fabriquent.

In lutte contre le sida. — « La France dispose d'un ensemble de centres de recherche contre le sida qui est le deuxième au monde, après les Etats-Unis d'Amérique. (...) Le professeur Montagnier est celui qui a découvert le virus du sida. Malgré une polémique terrible avec certains chercheurs américains, il est tout à fait évident que c'est le chercheur français qui a raison. (...) Cet effort existe, qu'on puisse l'accroftre, surtout par la prévention, par la protection, le développement des préservatifs, toutes les mesures que connaissent les mèdecins, oni il faut le faire, bien évidemment. » M. Mitterrand dit ue pas être au courant de l'interdiction par M. Pierre Bérégovoy d'une campagne. E La lutte contre le sida. - «La M. Pierre Bérégovoy d'une campagne de publicité pour la prévention. eSi la forme première n'était pas au point, ajoute-t-il, elle a peut-être été simplement retardée.»

E La situatioa des hopitaux. -«Fen connais qui sont remarquables et j'en connais qui sont lamentables. Fen connais qui sont très modernes,

mier ordre, d'autant plus qu'ayant été pendant trois ans au gouvernement à mes côtés [NDLR: en fait M. Lalonde fut chargé de l'environnement au gouvernement pendant quatre ans] il a pu constater que les socialistes et les écologistes étaient capables de s'entendre pour essayer de servir les intérêus de la France. » Interrogé sur le risque que les exigences écologistes déséquilibrent la situation des entreprises et donc aggravant le situation de l'emploi. le situation des entreprises et done aggravent le situation de l'emploi, le président de la République répond:
« Il faut trouver le point d'équilibre. (...) Des dispositions ont été prises, et cela il y u déjà long-temps, afin que les inclustriels paient une large partie du dégât que provoquait leur industrie. Cela une paruît assez normal. Mais on ne peut pas non alus les accolder au point de les assez normal. Mais on no peut pas non plus les accabler au point de les forcer à fermer leur usine, sans quoi, alors, il y a peut-être moins de pollu-tion, mais il n'y a plus de choinque. C'est une question de bon sens et de sagesse. Il y a quand même assez de gens sages et raisonnables en France pour trouver le point d'équilibre. région par région, département par département.»

département. »

**E Industrie agro-chimique et écologie. — « Ce sont des besoins contraires, il faut les harmoniser. Pour ça il faut des responsables qui sachent servir les intérêts nationaux de l'industrie tout en préservant le paysage français. (...) Notre civilisation est formée par la tradition rurale. (...) Il faut que nos représentants nous défendent bien dans les instances internationales de la Communaué. »

La reprise des essais nucléaires serzit; « na pen choquante)»

pe le voudrais bien. Pourquoi pas un premier ministre industriel? Mais tout le temps que les autres puissances supposez qu'au mois de mars: au cas où le temps que les autres puissances nucléaires ne fabriqueraient pas des armements nouveaux plus sophisticher en industriel, comme ça qués, ce qui déséguilibricail les phubl que de chercher un député ou un sénateur dans la nouvelle majorité, qu'est-ce qu'on ne dira pas la décision de la decision de la deci w Les essais mucléaires. - «J'ai Or, peu après que la décision a été prise, les Américains on fait comme moi, ils ont arrêté leurs essais, les Russes aussi, la Grande-Bretagne éga-

Comme on lui demande ce qu'il fere si une nouvelle majorité souhaire cette reprise, M. Mitterrand répond: «Si elle dit : « Reprenons tout de suite», eh bien, on discutera! Il faudra qu'elle prenne la responsabilité de poser le problème de la politation nucléaire, alors que les autres pays n'y participeraient pas, et ce serait peut-être un peu choquant pour la réputation de la France. Mais nous avons une difficulté supplémentaire, c'est qu'il faut quand même entretenir, mettre en état de continuer toute une cohorte de remarquables ingénieurs et de techniciens, qui, bien contendu, restent là dans l'attente et qui ne doivent pas perdre la connaissance même des secrets nucléaires, »

.m I.a situation en Bosnie. - e Je ne ... I a situation en Bosale. — « Je ne peux pas, nous ne pouvons pas, quelle que soit la peine que nous en éprouvients, disperser les moyens de la Frunce et croyer des soldats faire la guerre et rétablir le droit partont par le monde. Il faut donc choisir selon l'urgence le lieu où il convient de le faire. (...) En Indk il y uvait un dictateur qui venuit de x'emparer d'un pays reconnu par les Nations unics, il diait en mesure, dans la semaine qui suivait de x'emparer de l'irabie sunt suivait, de s'emparer de l'Arabie sant-dite, dans les deux mois de la Syrie, d'affirmer sa puissance juste à côté d'Israel. La conflueration ett ôté certuine. C'était une menuce de guerre généralisée, c'était une progression à la Hitler.

» Pour ce qui concerne la Yougos-lavie, tautes les initiatives, je crois toutes, presque toutes ou va dire, sont venues de la France. Ce sont nos soldats qui sont les plus nombreux à l'heure actuelle dans les différentes l'heure actuelle dans les différentes Républiques de l'ex-Youguslavie. (...) Nous avons déjà eu douze tués en tant que soldats des Nations unies, et une centaine de blessés, Les Français sont partolet... Gest selvé qui entre eu l'initative (...) de crèer une cammis-sion de contrôle et disabitrage, entre les nondations de l'unione Youges. les populations de l'uncienne Yongos-lavle pour définir le cus échéun les conflits de frontières, et surtout pour définir le druit qui sauvegardera les

Impuissance

oar Thamas Ferenczi

FRANÇOIS MILITARIA QUI evait donné l'Impression, jeudi, de s'eccommoder comme d'une fatalité historique de la progression du châmage, e tenté, vendredi, de dissiper cet effet en pleidant, avec vingt-quatre heures de retard, pour le partage du travail, mettant son «oubli» de la veille sur le compte de la trop grand brièveté des séquences de l'émission. Le résident de la République a évoqué l'instauration de le eemeine de trente-cinq heures par cdes aménagements débattus entre employeurs et salariés». Il n'en e pas dit plus, choisissant epparamment de réparer une omission jugée fâcheuse par ses conseillers plutôt que de développer un projet qui lui tiendreit à

Sur la deuxième grand sujet qui, à sur le deuxierne grand sujet qui, a en croire les sondages, préoccupe les Français, c'eet-à-dire lee «effaires», M. Mitterrand e été plus explicite, mais il eura sans doute, le aussi, laissé peraître un certain sen-tament d'impulssance. Certes, il a rappelé evec vigueur l'œuvre eccomplie par ses gouvernements successifs pour lutter contre l'affai-risme, alors que, a-t-il dit, aucun de ses prédécesseurs ne s'était atta-qué à ce problème. Certes, il e pris la défense de ses trois ministres ou anciens ministres mis en ceuse, M. Febius pour l'effaire du sang contaminé, M. Bénégovoy pour celle du prêt sans intérêts reçu de Roger-Patrice Pelat et M. Tepie pour la participation de sociétés publiques su rachet d'Adides. Certes encore, il la défense de ses trois ministres ou a rendu un nouvel hommage à son ami Roger-Patrice Pelat, cun homme admirable». Enfin, il e jugé edéplo-rable» et même cintolérable» la somme « de petites indélicatesses ou de grosses malhonnétetés » commises par des élus.

Pourtant, en soulignant que le nombre de parlementaires de droite mêlés à des affaires est à peu près égal à celui des parlementaires de gauche - trente contre vingt-huit, en faisant observer que el immoreité n'est pas née d'hiers et que e la milieu politique n'est pas plus corrompu qu'un autre», en opposant

les emalins», que personne ne voit perce qu'ils ont des velises, eux estupides a qui se font prendre, le chef de l'Etat n'e pas vraiment donné de la politique une image exaltente. Par lucidité sur les mœurs de le vie publique en France ou par conviction personnelle, il s'est refusé à faire l'éloge de la vertu, s'indignant même qu'on lui demande de rendre compte des actes de Roger-Petrice Pelat et disant se esoulfrance » de voir M. Pierra Bérégovoy mis en cause.

Sans doute M. Mitterrend e-t-il. une fois de plus, fait la preuve de sa fidélité envers ses proches, n'hésitant pas à s'exposor, a-t-il dit, au cdélit d'aminé». Il reste qu'en n'exprimant pas la moindra réserve sur des pratiques qui choquent sincère-ment une partie de l'opinion, il e accepté de n'être pas en phase evec une sensibilité qu'il incamait neguara par ses grandes tirades contre l'argent corrupteur et les compromissions entre le pouvoir et

Le chef de l'Etat n'e pas été beaucoup plus inspiré per les questions qui lui étaient posées eur l'écologie. Il a noté, essez plate-ment, que les socialistes et les éco-logistes sont écapables de l'enten-dre pour essayer de servir les intérêts de la France » et s'en est remie eu con sene » et à le essegges » pour trouver le rése esagesse » pour trouver le nécessalra c point d'équilibre » entre le préservation de l'emploi et celle de l'environnement. Cele ne va pas bien loin et, en dépit d'un bref hom-mage à M. Brice Lalonde, qualifié d'« expert de premier ordre », ne paraît pas de nature à satisfaire ceux qu'attirent les propositions des écologistes.

Les déclarations du chef de l'Etat ont suecité peu de réactione dans les milieux politiques, d'ordinaire plus prompts à commenter les propos présidentiele. Tout ee passe comme si, à leurs yeux, l'événement important avait eu tieu mer-credi soir à Montiouis, où e'exprimait M. Rocard, et non pas jeudi et vendredi sur France 3.

WRES POLITIQUES

lutte contre l'a

A proposed with the second Type (1981) A Comment

the married promite to the

IS 10550 YEURS

the . et. URANCE SUR LE DIVAN Tr.

Ma Si Tiles Ma Semantio

16:00

deman Auro

palmon,

Getard of Estate

State de mar :

de que l'accompany

en une práteza

brancher ser, cher

par beamph : 1

FERRIS SON 13

solune act

Que Ch per

to be transplant

Deac sest ...

* . .

STATE OF THE PERSON NAMED IN THE RESIDENCE OF

. - core short its

· STATEMENT AND THE STATE OF the s

le nadien . S beid · s 3. s. se graffe

Printe die promitent arting if he was been

la lutte contre l'affairisme»

» l. envoi de l'armée à Sarajevo?

De l'armée française? En conscience j'y ai beaucoup réfléchi. Je ne peux pas dire que je n'ai pas été tenté de le faire. Pour certaines opérations ponctuelles, par exemple pour occompagner les convois humanitaires, oui, j'en suis partisan. Mais j'estime que l'opération de sauvegarde, de sauvetage des nouvelles Républiques de l'ancienne Yougoslavie, doit être décidée par les Nations unies, et pas par tel ou tel pays, sans quoi tel ou tel pays se verra opposer aux interêts d'un autre, et n'oubliex pas que c'est là, précisément à Sarajevo, qu'a commencé la guerre de 1914-1918. C'est donc aux Nations unies de décider. Si elles le décident, nous nous mettrons à leur disposition. »

Un successeur qui s'inspire de mes choix politiques

■ Action humanitaire et politique. — « [Il faut] dire tout ce que l'on doit aux mèdecins volontaires des quelques associations de médeces queiques associations le mende à leurs risques et périls, qui encourent d'immenses dangers et qui le font admirablement, J'essaie de les soutenir de mon mieux. Il ne s'aglt pas de contester cette action, et plus les humanitaires, comme on dit, sollici-teront les politiques pour leur repro-cher soit une inertie, soit une cher soit une inertie, soit une paresse, soit une ignorance, soit une inattention, ils feront blen. Simplement (...) il y a aussi ces fameux près de cinq mille soldais français qui se trouvent dans ce lieu de combai, qui en supportent le poids. Est-ce qu'ils ne rendent pas aussi service humanitaire actuellement à beaucoup de gens? Bernard Kouchner, aul est un ami que l'apprécie chner, qui est un ami que j'apprécie beaucoup par ses grandes qualités, était encore à Sarajevo et en Bosnie il y a quelques jours pour faire des èchanges de prisonniers.»

m Le mandat présidentiel. - « Le comité consultat doyen Vedel m'a été remis il y a doyen vestet m'a ete remis it y a quelques jours. Je vais le faire transformer en projet de loi. [III] sera déposé au Sénat (...) afin qu'il puisse être discuté par la future législature. (...) Sur le mandat présidentle, la majorité des membres du comité ont rejeté les cinq ans, en priserant les seras des la comité ont rejeté les cinq ans, en estimant que cela serait un change-ment de régime. C'est oussi mon avis. L'identification entre lo durée du mandat des députés et la durée du mandat du président de la Répu-blique avait déjà été rejetée par le général de Gaulle. (...) Je pense que là-dessus il avait raison.

» J'ai pendant un temps, à l'époque de M. Pompidou puis de M. Giscard d'Estaing, un peu par manque de réflexion, soutenu moi aussi les cinq ans. Trols ans avant d'être élu moi-même président de la République, j'ai pensé que celo, n'était pas convenable, qu'on mélangeait tout, et j'ai pris position pour les sept ans. Renouvelables, pas renouvelables, ça se discute. Je vais voir. Je vous ferai connaître nos conclusions d'îci peu. (...) J'entends rester fidèle à l'engagement que j'ai pris dans la lettre que j'avois ècrite aux Français en 1988. (...) J'avais dit: «Je laisserai les grandes formations politiserai les grandes formations politi-ques représentées au Parlement rechercher un consensus sur la durée du mandat présidentiel. » C'est en ce sens que je me déciderai lorsqu'il s'agira de traduire les pro-positions du comité Vedel. »

■ Le choix de son successeur. - «Je préférerais, bien entendu, ça tombe sous le sens, que ce soit un homme, ou une semme, qui s'ins-pire de l'idéal et des choix politiques qui sont les miens. Mais c'est aux Français qu'il appartient de choisir, et de toute façon, quand je serai parvenu au terme, en bien, ça dépendra un peu des candidats, je ne cacherai pas ma préférence! Je respecterai mon successeur quelqu'il

ce que j'avais à dire. J'ai subi une opération, j'ai une maladle dont on connaît la nature — ce n'est pas le plus agréable. l'ai l'impression que grâce à lo médecine je la supporte le mieux possible. Par-dessus le marché, je n'en souffre pas vrai-

E L'outre-mer. – Constatant que, parmi les représentants des régions qui l'avaient interrogé deux jours de suite, il n'y evait pas d'habitants d'untre-mer. M. Mitterrand annonce qu'il va « s'adresser, dans quelque temps, à RFO pour procè-der pendant quelques quarts d'heure à une émission du même type, afin de ne pas nègliger nos compatriotes de ces régionalà,

Mandat présidentiel : sept ans plutôt que cinq ans

son choix : il est favorable à un mandat présidentiel de sept ans, la possibilité qu'il soit renouvelable restant en discussion. Ce choix, cela fait même longtemps qu'il l'e fait, puisqu'il e effirmé, vendredi solr, qu'après avoir été favorable au quinquennat il avait changé d'evis « trois ens » avant d'entrar à l'Elysée, ce qui fait remonter à 1978 la moment de

nant, écrit en 1980, il déclare : e Je me demande maintenant si l'on ne devrait pas plutôt décider la non-rééligibilité (du prési-dent de la République) au terme de sept ans ou une seule rééligibilità possible au terme de cinq ens. » Cette elternative figure encore dans les #110 propositions » du candidet Mitterrand de 1981. La 45º indique en effet : e Le mandat présidentiel sera ramené à cinq ans renouvelable une fois ou limité à sept ana sans possibilité d'être renouvelé. » Dès le le lendemain de son élection, le président de

M. François Mitterrand e fait la République est, il est vrel, plus précis. Dans un entratien publié dans le Monde du 2 juillet 1981, il affirme : e J'ai déjà dit me préférence pour un mandat de sept ans non renouvelable et

je compte agir en ce sens. »

Avec le temps, M. Mitterrand se fait moins directif. Dans le «Lettre à tous les Français» du candidat Mitterrand de 1988, il écrit : « Un projet de loi de 1973 prévoit de ramener de sept à cinq ene la durée du mandet présidentiel. Or M. Pompidou, qui l'évait proposé, ne l'a soumis ni au vote populaire ni eu Congrès. Il est. donc resté letire morte. Pour ne pas être eccusé de considérations personnellea, je ne pren-drai pas l'initiative. Mais si une le gouvernement s'occordent sur une mesure de ce type, j'y souscrirai. A la seule condition que le mandet ainsi réduit ne soit renouvelable qu'une fois. » C'est cet engagement que M. Mitterrand, vendredi sur FR3, e répété.

La préparation des élections législatives

de M. Longuet sont en voie d'être résolus. M. Alain Juppé, dans une lettre adressée à M. Longuet, avait

attiré son attention sur quatre cas de «primaires» sauvages. Deux d'entre

eux ont été réglés par le retrait des candidats, en particulier M. Didier Linotte face à M. Christian Estrosi

dans les Alpes-Maritimes (2°). Dans l'Aube, le président départemental du PR, M. Alain Deroin-Thévenin, qui

candidat contre M. Gérard Chasse-

guet, député sortant qui se représente dans la 1= première circonscription,

de démissionner sous peine d'être

Toutefois, le PR, dans sa réponse à M. Juppé, fait valoir qu'il attend

de son partenaire le règlement d'au-tres litiges dans lesqueis ses candidars investis par l'UPF se trouvent contestés par des candidats RPR. Cette situation est celle de la troi-

sième circonscription des Alpes-Mari-

Séguin, mais que le RPR ne reconnaît pas comme étant l'un de

ses membres, de la dixième de l'Essonne, evec la candidature, contre M. Antoine Charrin, de M. Bertry, dont le RPR dit qu'il n'est pas adhérent) et de la la du Val-d'Oise, où M. Espica. Santone la B.P.

M. Fabrice Saussez, que le RPR devrait dissuader, a annoncé sa can-

Les statuts de l'UDF prévoient

que les sanctions disciplinaires relè-vent de la responsabilité de ses com-posantes, lesquelles sont tenues d'ex-

clure ceux de leurs adhérents qui ne

respectent pas les décisions de la confédération. L'application de ces dispositions vient de jouer contre

M. Nicolas About (PSD), qui est candidet contre Ma Jonine Cayet (UDF-PR, investie par l'UPF) dans

la onzième circonscription des Yve-

ANNE CHAUSSEBOURG

Le RPR demande au CDS d'exclure ses candidats dissidents

Depais la publication de la liste de leurs candidats (le Monde du 22 janvier), le RPR et l'UDF ne sont pas parvenus à règler tous les cas de dissidence constatés dans leur rang. Le RPR a, vendredi 19 février, exprimé ses regrets de constater que « plusieurs candidats oppartenant au CDS, proches de cette formation ou qui s'en sont réclamés dons un passé récent, ont annoncé leur candidature contre des candidats investis par l'Union pour la Prance». Il dénonce l'auteinte très grave à l'union de l'oppositions que représentent ces candidatures quand elles se produisent contre des députés sortants.

Le RPR cite six cas concernant e accepté d'être le suppléant du cen-triste M. Copel, n'est plus au PR et ce parti e envoyé une lettre de sou-tien au candidst officiellement investi, M. Robert Galley, député sortant RPR. Enfin, dans la Sarthe, le PR demande à M. Pierre Hellier,

Le RPR cite six cas concernant des députés sortants : la candidature de M. Jean-Claude Guibal face à M. Emmanuel Aubert dans la qua-trième circonscription des Alpes-Matrième circonscription des Alpes-Maritimes; celle de M. Dominique Chambon face à M. Henri-Jean Arnaud dans la deuxième circonscription de l'Ardèche; celle de M. Etienne Copel (qui n'est pas membre de l'UDF, selon la confédération) face à M. Robert Galley dans la deuxième eirconscription de l'Aube; celle de M. Pierre Guichard face à M. Jean Charroppin dans la deuxième circonscription du Jura; celle de M. Jean-Paul Aldny face à M. Claude Barate dans la le circonscription des Pyrénées-Orientales; et celle de M. Michel Thiers face à M. Jean Bessou dans la dixième circonscription du Rhône.

Des litiges avec le Parti républicain

Pour le RPR, ces candidatures jet-tent le trouble dans l'électorat de l'opposition, et ce d'autant plus « que plusieurs d'entre elles ne semblent avoir d'autre objectif que de faire bat-tre les candidats investis par l'UPF».

Le RPR dénonce l'ettitude des dirigeants centristes qui ese sont juspuement des candidatures dissidentes» alors que lui-même «o pris des mesures d'exclusion pour confor-ter lo légitimité de députés ou de candidats du CDS (...) confrontés à des dissidences. Le mouvement chiraquien rappelle quelques-unes des sanctions prises contre ceux des siens qui se présentaient contre MM. Mar-cel Roques (Héreult, 5°), Francis Geng (Orne, 2°), François Bayrou (Pyrénées-Atlantiques, 2°) et Jean Madrenas (Pyrénées-Orientales, 4°).

Le RPR e demandé au CDS qu'il e honore ses engagements à l'égard de l'UPF avant la date limite du dépôt des candidatures». Mettant en paral-lèle l'attitude des centristes et celle du Parti républicain, il souligne que

PROPOS DE CAMPAGNE

M. BALLADUR

Un projet contre un bilan

M. Edouard Balledur a déclaré vendredi 19 février, à Beaune (Côre-d'Or), qu'il na vovait pas el'intérêr qu'a le président à s'impliquer comme il le fait dans la campagne électorale ». e Si son objectif est de faire en sorte que la défaite du PS soit aussi la sienne, a sans doute eu raison de faire miniatre de l'économie et des finances. M. Balladur s'est également étonné de l'absence de propositions du PS, relevant «l'originalité » de la campagne électorale eoù ne s'opposent pas deux projets, mais un projet, le nôtre, et un bilan, qui est un très mauvais bilan et qui n'est assorti d'aucune pro-position».

M. BARRE La plate-forme de l'opposition est «raisonnable»

sième circonscription des Alpes-Maritimes, où M. Bernard Asso – que le RPR se refuse à désavouer si l'UDF ne règle pas la dissidence de M. Guibal, CDS, à Menton, voire celle de M. Jean Icart, réputé proche du PR à Nice – se présente contre M. Rudy Salles, député sortant, de la huitième de Seine-et-Marne, où M. Gérard Burlet conteste le candidat unique, M. Gérard Geffray, de la quatrième des Vosges, où M. Jean-Pierre Thomas se voit opposer M. Jacky Cablé, soutenu localement par M. Philippe Séguin, mais que le RPR ne M. Raymond Barre affirme, dans un entretien eu Point du 20 février, que «la situation de la France est difficile» mais qu'il ne faut pas ela présenter d'une manière catastrophique ». L'encien premier ministre juge que la plate-forme de l'oppo-sition est eraisonnable » et qu'elle a « le grand mérite de ne pas se perdre dans les détails » et « le mérite encore plus grand de ne 'point se lencer dans des chiffrages, toujours hasardeux ou aléa-toires ». Estimant qu' cil ne faut pas entrer dans le jeu de ceux qui prix les acquis sociaux», M. Barre souligne que ele problème majeur de la France aujourd'hui, e'est l'investissement : l'investissement humain (formetion des hommes), l'investissement immetériel (le recherche), l'investissement maté-riel (les équipements) ». Il se dit partisan de e*casser le ministère de* l'éducation nationale ». Enfin, tout en approuvant certaines propositione du comité consultatif constitutionnel, l'ancien premier ministre exprime son désaccord avec l'obligetion pour le gouvemement de demander un vote de confiance et evee l'Interdietion du racours à l'article 11 pour réformer le Constitution. . Ce sont, dit-il, deux des pouvoirs dans la Constitution de la V. République qui se trouvent

M. CHIRAC

La police et la justice

M. Jacques Chirac déclare dans

une entretien à Valeurs actuelles

du 22 février que ce qui sépare le

plus l'opposition des socialistea

dans la domeine de la sécurité,

e c'est la détermination », e les

forces de police, dit-il, ont besoin

d'une volonté politique claire. Ellea

sont « sinistrées »

ANDRÉ LAURENS

, Th. B.

LES FOSSOYEURS de Jean-Jacques Servan-Schreiber Fixot, 318 pages, 119 F. LA FRANCE SUR LE DIVAN d'André Balland. Plon. 236 pages, 98 F.

LIVRES POLITIQUES

A son habitude, Jean-Jacques Servan-Schreiber a réussi à faire parler de lui avant même que l'on sache ce qu'il avait à dire. Il lui e suffi d'évoquer, en présentant son dernier (lvre, ce pessaga dens lequel il reconte comment Jacques Chirac s'est invité chez lui, peu avant l'élection présidentielle de 1981, pour obtenir son concours dans une manœuvre qui visait à torpiller la réélection de Valéry Giscard d'Estaing en assurant le succès de François Mitterrand. Le maire de Paris démentait le soitmême les affirmations de celui qu'il evait qualifié de « Turlupin» en une précédente occasion, tandis que l'ancien directeur et fondateur de L'Express maintenait sans bronchet ses dires et ses écrits. (voir le Monde des 28 et 29 Jan-

Ce n'est pas la première fois que Jean-Jacques Servan-Schreiber perturbe le chronique politique. On peut même dire que cela reste son talent et eon travers. «Emporté par ma passion, qui ma jouera bien des tours, je vais plus foin », reconneît-il au fil d'un récit, qui prolonge celui de sa « première vies, telatée dans un précédent volume publié en 1991. Cette eutobiographie politique commence peu eprès 1968 : jusqu'alors, c'est le journaliste – même s'il était très engagé, notamment France, contre les guerres colo-

Passions publiques et discrètes

lisme - qui evait pris le dessua. I gremme communi), soutient Lorsque la auccession du général de Gaulle paraît se dessiner, de nouvelles perspectives s'offrent à lui. On epprend que Georges Pompidou, dauphin autoproclamé, lui a fait des offres de service, qu'il a refusées.

Le 27 avril 1969, son ami et excondisciple de l'Ecole polytechnique, Valéry Giscard d'Estaing lui aurait confié l'aversion qua lui inspirait Georgea Pompidou I La petite histoire prétend que ce sentiment était réciproque : le conditionnel n'en est pas moins de mise s'agissant du témoignage de JUSS, car un démenti est toujours possible . Si tout cela est vrai, la suite à montré qua le successeur du général de Geulle et celui qui lui e succédé, en 1974, avaient surmonté leur mutuelle allergie.

L'aventure prend vraiment tournure avec le conquête du Parti radical, la publication du Manifeste, programme de réformes audacieux pour l'époque et qui le reste à certaine égards, l'élection Inattendue et triomphale à Nancy, comme député, puis à la présidence de la région de Lorraine. Encore une fois, JJSS va pius loin et, faute d'eutre candidat de poids, défie Jacques Chaban-Delmas sur son terroir bordelais. Il se lance dans une croisade contre l'atmement nucléeire qui le conduit jusque dans le Pacifique, s'entend offrir, en 1974; par le candidet François Mitterrand le eux côtés de Pierre Mendàs | poste de premier ministre (impossible d'accepter evec des minis-

Veléry Giscard d'Estaing et devient ministre de Jacques Chirae pendant quelques jours, le temps de désavouer la reprise des essais nucléaires et d'avoir à se démettre.

Ce récit, qui ne s'arrête pas là, Jean-Jacques Servan-Schreiber le mène à sa façon, égocentrique et familiale, et de son point de vue, qui n'est pas, à proprement parier, celui d'un mémorielista. S'il témoigne, e'est d'abord pour dira ee qu'il e cherché à faire, en matière de réformes, contre eeux qui ne les voulaient pas trop, pas assez, ou pas assez tôt. Il se présente comme cun éveilleur convaincus, ou total pau doué pour la pratique politique qui suppose la souplesse et le négociation, mais toujours porté à combattre ceux qu'il eppelle « les fossoyeurs a, e'est-à-dire ceux qui, pat eveuglement, par calcul personnel, par manque d'audace, maintiennent la France dane des carcans néfastes ou l'engagent dans des choix désastreux.

C'est peu dire que Jean-Jacques Servan-Schreiber, croisé de la réforme, à cheval sur la gauche et droite, einattelable » disait Mendès France, e souvent agacé son monde, parfois décu ses partisans ou dérouté ses smis. Il ne semble pas s'être calmé et sa propension à se mettre en avant, à se donner un rôle messianique, à mêler les siens à son ection publique reste entière. Non, il n'est vraiment pas possible de faire sérieusement de niales et dans l'opposition au gaut- tres communistes et le Pro- la politique evec de pareils

gêneurs (car il v en s d'autres). Est il possible d'en faire sans eux. sans déranger personne, sens bousculer les habitudes, sans se laneer dans des combats incertains et des réformes toujours intempestives? On e essayé et ce n'est pas probant.

JJSS s'intéresse à la France des décideurs, même et surtout quand ils ne décident pas à temps ou qu'ils la font mal à propos. À l'opposé, André Bellend privilégie les discrats, e ceux pour lesquels on décide», lorsqu'il fait parler La France sur le divan. C'est plus une introspection publique qu'une psychanalyse: la personne France d'André Balland e plutôt e la tête dévissée vers l'arrière » et un brin de nostalgie. Elle parle de tout ce qui la tracasse, dans son passé récent, comme dans ce qu'elle vit. Elle regrette que l'épuration des collaborateurs, à la Libération, n'ait pas été plus complète, ce qui ne signifie pas plus sangiante car il suffisait de recourir devantage au bennissement. Elle souhaita qu'une intégration réelle conduise tous les siens à «la prise de conscience d'une identité commune » afin de tordre le cou « aux poussées racistes ». Elle s'indigne de ela bouillie de sous-culture » OUR l'on sert à ses enfants et au reste, ne saisit pae très bien ce qui émeut les Français, e ce qui les rend gais puis, tout à coup, singulièrement absents ».

Cette faussa confidence reste très subjective dans la mesure où l'auteur à toujours eu, pour plagier une formule célèbra, un certain amour de la France, qu'une longue liaison n'a pas épuisé en lui conférant plus de lucidité et de 58985S6.

Un candidat du FN incarcéré en Belgique

M. Erie Barouillet, qui était le candidat du Front national dans la deuxième eirconscription des Landes, a été récemment ineulpé de faillite frauduleuse et incarcéré à Louvain (Belgique) à la suite de la banqueroute de la société Dagmarsson, basée à Haacht (Belgique), dont il était administrateur.

Cette société exportait des voitures neuves de Belgique vers la France à des prix avantageux. Plusieurs acheteurs, pour la plupart français, n'ont jemais été livrés, alors que des garagistes belges ont été payés avec des chèques non provisionnés.

provisionnes.

Le préjudice de ces opérations est évalué pour le moment à environ 3,3 millions de francs. L'entreprise qu'il dirigeait à Dax, la société Osnaland, était spécialisée dans l'import-export de voilures; elle est en redressement judiciaire depuis le 10 février.

M. Barouillet a annoncé, vendredi 19 février, qu'il renonçait à se présenter aux législatives, et qu'il avait demandé à la direction de son parti de le a relever de ses responsabilités ». Il est actuellement secrétaire départemental du FN, conseiller régional d'Aquitaine et conseiller municipal de Day Baye conseiller municipal de Dax, Pour l'instant, M. Barouillet est remplacé pour les législatives par M∝ France Prenat, qui devait être sa suppléante.

campagne électorale : M. Man-delkera présidera la commission de contrôle. - M. Dieudonné Mandelkern, conseiller d'Etat, vient d'être nommé président de la commission chargée de cootrôier le déroulement de la campagne officielle des élections législatives à la radio et à la télévision. Le Journel officiel du 19 février précise que MM. Chris-tian Phéline, chef du service juridique et technique de l'information (SJTI), dépendant du premier commission présidée par M. Manministre, et Bernard Boucault, delkern, qui siègera an ministère directeur de l'administration terri- de l'intérieur.

ont besoin de se sentir commandées, elles ont besoin de se sentir soutenues, elles ont besoin de se sentir estimées. » Le président du RPR affirme que els police et la justice sont aujourd'hui des institutions sinistrées ». Selun lui, «la première est minée per une organisation inadeptée et par une démotivation profonde, qui trouve notamment sa source dans des circuits parallèles d'autorité encouragés par le pouvoir ; la justice, elle, en est au etade ultime de la paupérisation ». M. Chirac conclut que es'il y e eu pandant ces douze tre l'insécurité, force est de constater qu'elle a échoué». Il souligne qu'*« il s'agit moi*ns d'abroger ou de corriger des textes que de modifier des com-Dortements s.

toriale et des affaires politiques su ministère de l'intérieur, ont éténommés membres de cette commission. Le Journal officiel publie également un avis du premier ministre précisant que les partis ou groupes ne disposant pas d'un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale, et qui souhaiteraient participer à cette campagne radiotélévisée, devront le demander, avant le le mers à minuil, à la

when the state of a

200

200

Le juge Jean-Pierre participe à un débat organisé par un candidat de l'opposition

« Rabaisser la polémique d'un cran... »

Le juge Thierry Jean-Pierre s participé, vendredl 19 février à Port-de-Boue (Bouches-du-Rhône), à un débat sur le thème «Justica at sécurité : demeln, que faire?», organisé par M. Olivier Darreson, candidet (UDF) dans la 13- eirconsetition dea Rouches-du-Rhône (Istres-Martigues), dans le cadre de sa campagne électorale contre la député sortant communiste M. Paul Lnmbard. «Ja revendique ta polémique avec le garde des sceaux, Michel Vauzelle, car il e une conception de l'action publique qui haurte len principes généraux du droit et qui heurte en tout cas la conception que 95 % des magintrats ont de la justice et de leur métier, a-t-il axpliqué. L'interventinn de M. Nellet, son prédécesseur,

dens l'affaire Urba est scanda- à la suite de la décision du parleuse, de même que l'intervention de gardes des sceaux de vant. »

Interrogé aur se présence à une réunion politique en pleine campagne électorale, M. Jenn-Pierre a précisé que son combat n'était « pas un combat politique, sinon nu nens pramiar du terme». «C'est un combat d'institution et un combat judiciaire, a-t-il conclu. Le placer sur le seul terrain politique, e est le rabaisser d'un cran et rabaisser la polémique d'un cren. »

Quelques heures auparavant. le pramisr président de la cour d'appel d'Angera (Maine-et-Loira), M. Alein Lorieux, avait rejeté la demande en récusation présentée par la juge Jean-Pierre

quet du Mans de ne pas engager de poutsultes judiciaires dans l'affaire du prêt de 1 million de francs accordé par Roger-Patrice Pelat à Pierre Bérégovoy. Dans una lettre de cinq peges adres-sée le 15 février à M. Lorieux, le juge d'Instruction manceau, qui estimait que le ministre de la justice na pouvait cen aucun cas ordonner à quiconque de ne pas angager des pnursuitea, demandait à être déchargé du dossier. Interrogé sur le rejet de sa demande du récusation à Port-de-Bouc, le juge Jean-Pierre s'est refusé à tout commentaire en raison du « secret de l'instruction». eL'ordonnance qui ne me récuse pas est jointe au dossier, et si je parle de l'ordonnence, je parle du dossier», a-t-il conclu.

Les suites de l'affaire Botton

Le commissaire aux comptes de la société Vivien SA a été inculpé par le juge Courroye

de notre bureau régional

M. Albert Chausse, soixante-dix ans, commissaire aux comptes co retraite, a été inculpè, vendredi 19 février, de « non révélotion de faits délictueux » par le jnge d'ins truetion de Lyon ehargé de l'af-faire Botton, M. Philippe Cour-roye. M. Chausse a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire assorti d'une caution.

M. Chausse a été, durant deux ans, le commissaire aux comptes de Vivien SA, la société mère du groupe spécialisée dans l'agencement de pharmaeics que le père de Pierre Botton avait rachetée au début des années 60. C'est dans les comptes de cette entreprise longtemps seine et bénéficiaire même si elle affichait un passif de 1,3 million de francs à la fin de l'année 1989, que Pierre Botton puisait généreusement pour offrir voyages en avion ou en hèlicop-tère, week-ends, séjours à la mer ou à la montagne et cadeaux divers à ses « amis des médias ». L'inculpation de M. Chausse n'est pas une surprise, même si elle intervient à un moment où le juge Courroye, qui depuis plusicurs semaines procède à une série de

eonfrontations, entre les prineipaux inculpes, souhaitait prioritairement entendre le maire de Cannes, M. Michel Mouillot, toujours « indisponible » pour raisons de santé (le Monde du 19 février).

M. Mouillot porte plainte en diffamation costre France 2. -M. Michel Mouillot, maire (UDF-PR) de Cannès, a annoncé, dans un communiqué, vendredi 19 février, sa décision de porter plainte en diffamatinn contre le PDG de France 2, M. Mouillot s'élève contre la diffusion d'un reportege, daos le journal de 20 heures de la chaîne, vendredi, relatant la participation d'une dizaine d'agents municipaux de Cannes à la campagne de l'homme d'affaires lyonnais Pierre Botton, lors d'une élection législative partielle, à Lyon, en janvier 1991. Le maire de Cannes estime qu'il e été « ouss! gravement qu'injustement mis en cause pour des faits qui lui sant totalement étrangers » et « déplore, notamment, les propos diffamatoires tenus par M. Hervé Claude ». - (Corresp.)

« La Tentation de Venise » aux Champs-Elysées

La Commission des comptes de campagne avait invité M. Juppé «à la prudence»

A la suite de la publication dans le Monde du 19 février d'un article sur l'affichage du livre de M. Alain Juppé sur les Champs-Elysées inti-tulé « Les libéralités dn « système Decaux», la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques nous a apporté quelques précisions.

La Commission n'a pas donné de «feu vert» au RPR, mais, en réponse à une lettre de M. Alain Juppé, le président de la Commis-sion, M. Renè Vacquier, avait en fait invité M. Juppé e à lo plus grande prudence quant aux modali-tés de la promotion de son ouvrage dans la presse ou par voie d'affi-chage». D'autre part, il attirait l'at-tention de l'auteur de la Tentation de Venise sur l'éventuelle confusion a avec un affichoge commerciol à des fins électarales susceptible d'exercer un effet sensible sur l'èlec-torat de [sa] circonscriptian parisienne», et lui rappelait les termes de la loi en matière d'intégration de différentes dépenses dans les comptes de campagne. Ces conseils ne lui étalent donnés que « sous réserve de l'appréciation des juridic-

Ouverture d'ane information judiciaire pour violation du secret de l'instruction dans l'affaire Pechiney. - Une information judiciaire pour violation du secret de l'instruction n étè ouverte vendredi 19 février par le parquet du tribunal de grande instance de Paris à la suite de la publication dans la presse d'extraits du réquisitoire du par-quet dans l'affaire Pechiney. Ce réquisitoire définitif de près de deux cents pages, transmis le

12 février au juge d'instruction M= Edith Boizette, demandait le renvoi en correctionnelle de neuf des onze inculpés (le Monde du Alain Guilleminot condamné à vingt aus de réclusion criminelle.

La eour d'assises de l'Oroe a condamné, vendredi 19 février, Alain Guilleminot à une peine de vingt ans de réclusion criminelle assortie d'une peine de sûreté de treize ans pour vol avec armes et tentatives de meurtre sur agents de la force publique. L'aneien complice de Jean-Charles Willoquet comparaissait pour avoir griève-ment blessé un policier à l'occasion d'une tentative de cambriolage, le 9 décembre 1990 à Alençon, qui s'était terminée par une fusillade au conrs de laquelle Jean-Chnries Willoquet avait trouvé la mort. -

(Соттевр.) O Tanuel du Somport : un appo-sant en prison. – La Cour de cassa-tion a rejeté le pourvoi formé par M. Eric Pététin, animateur de l'opposition au tunnel du Somport (Pyrénées-Atlantiques), contre la condamnation infligée par la cour d'appel pour «entrave à lo circula-tion et rébellion». Erie Pététin, qui a déià effectué pour cette affaire quatre séjours en prisnn (quatrevingt-dix jours au total), va donc devoir purger une peine de quinze jours ferme, alors même que le tri-bunal administratif de Pau a jugé illégal le projet de tunnel du Som-port.

Créé auprès du ministre de l'intérieur

Un Conseil supérieur de l'activité de la police pourra être saisi par les associations de défense des droits de l'homme

Par décret publié au Journal offi-ciel du 17 février, le Conseil supérieur de l'activité de la police nationale (CSAPN) a été eréé auprès du ministre de l'intérieur et de la sécurité publique. Ce nouvei organisme «émet, à partir des cas qui lui sont soumis, des avis sur le fonctionnement des services de la police nationale dans ses relations avec le public », édicte le décret signé par le premier ministre Pierre Bérégovoy. « Il ne procède pas à l'appréciation des comportements individuels des fonctionnaires, ajoute le texte, et exerce ses compétences sans préjudice de celles du pouvoir htérarchique et de l'autorité judiciaire».

Reprenant l'essentiel des dispositions prévues dans le projet trans-mis an Conseil d'Etat par le minis-

tre de l'intérieur Pnul Quilès (le Monde du 11 novembre 1992), le décret apporte toutefois quelques modifications à la composition initialement envisagée : le CSAPN sera présidé par un consciller d'Etat, épaulé par un conseiller et un avocat général à la Cour de cassation, deux maires da communes à police étatisée, un avocat, trois personnalités reconnues pour leur action en faveur des droits de l'homme et des libertés publiques, un inspecteur général de l'adminis-tration, un inspecteur de l'Inspection générale de la police nationale, un haut fonctionnaire honoraire de la police nationale, et six fonctionnaires en activité des services actifs de la police natinnale. Les mem-bres du CSAPN ne sont pas encore

Le conseil pourra être saisi par le ministre de l'intérieur ou son collègue de la justice, par un parlementaire, par un syndicat de fonctionnaires de la police natio-nale, ou encore par une associatinn déclerée depuis au moins einq nns et « dont l'objet est en relation avec l'activité de la police nationale ou les droits des personnes ».

Le CSAPN pourra, « à propos des offotres dont il est saisi, demander à entendre les fonctionnaires concernés » ainsi que, à leur demande, « des syndicats de policiers au des persannes qui s'estiment lésées ». Ses avis seront transmis au ministre de l'intérieur, nu ministre de ln jus-tice, et à la personne qui l'aura saisi.

Les propositions de réforme des avocats de la capitale

Le barreau de Paris demande une loi-programme marquant une «volonté politique»

Le barreau de Paris, qui limite en règle générale ses prises de posi-tionE publiques aux problèmes MISEENFORM le profession MISEENFURM le profession d'avocat, a présenté récemment un vaste programme de réforme de la justice française. Défendues par le bâtonnier de Paris, Mª Georges Flécheux, ces propositions touchent à tous les domaines de la vie judiciaire, qu'il s'agisse do budget, des compétences du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) ou du recrutement des magistrats. «La justice traverse une crise sans précédent, constate M. Flécheux. Nous avions envie de poursuivre lo réflexion engagée à l'automne, lors du colloque que nous avions organisé à Paris, et nous ovons donc mis en place au mois d'octobre un groupe de travail composé de deux processes de la compose de la compose de la compose de la compose de de la compose de la compose de de la compose de mogistrats, quatre ovocats, deux hauts fonctionnaires et deux univer-sitaires. Ce groupe, qui a audi-tionné plus d'une trentaine d'hommes politiques de tout bord, a ensuite rédigé des propositions.»

Dans son texte, le barreau de Paris, qui estime que la réfirme du CSM est a indispensable», propose d'introduire dans cette instance trois nouvelles personnalités exté-rieures à la magistrature. Les com-pétences du CSM seraient revues : le Conseil continuerait à gérer les carrières des magistrats du siège mais les pouvoirs disciplinaires dont il dispose actuellement seraient confiés à des juridictions composées de magistrats élus par leurs pairs. Le CSM se verrait en revanche reconnaître deux nouvelles attributions; celle de donner au gouvernement son avis sur les problèmes de fonctionnement de l'institution judiciaire et celle de codifier les règles déontologiques de la profession.

Revaloriser les traitements

Le barreau, qui estime que la rémnnération actuelle des magistrats « n'est pas digne de la haute fanction qui est celle de juger », plaide en faveur d'une revalorisation de traitment de la contraction de la con tion des traitements de la magistra-ture et d'une amélioration des conditions de travail dans les juri-dictions. Permi les e mesures urgentes», il demande d'ailleurs le urgenters, it demande d'aniens de recrutement immédiat de 200 magistrats professionnels et l'alignement des primes des magistrats de l'ordre judiciaire sur celles des magistrats administratifs. Face à la « paralysie» de l'institution, le paralysie de l'institution barreau propose d'assouplir les

la gestion des juridictions et de l'administration pénitentiaire. Dénonçant enfin les e anomalies » de la carte judiciaire française, les avocats parisiens demandent le regroupement, voire la suppression, de certaines juridictions, et la création, à l'échelon du canton, de « juges de paix».

En formulant ses propositions alors que la campagne électorale bat son plein, le barreau de Paris ne cache pas sa volonté de se situer sur un terrain politique. La lettre qui accompagne le texte est d'ail-leurs très claire : elle estime que ces propositions devront s'inscrire dans le cadre d'une loi-programme «marquant une volanté politique d'engager une octian à mayen terme » soumise au Parlement des le mois d'avril 1993, «Il faut que les élus se rendent compte que le monde judiciaire est à bout, conclut Me Flécheux. La gauche et la droite peuvent trouver un terrain d'en-tente. La cohabitation ne dolt pas empêcher le prochain gouvernement de choisir un garde des sceaux bénéficiant d'un consensus politique et de prendre des mesures d'ur-

ANNE CHEMIN

Selon le rapport d'expertise remis à la justice

Les docteurs Rossignol et Léandri n'auraient pas traité six de leurs malades « de façon adaptée »

Quatre professeurs de méde-cine ont remis leur rapport à la justice, dans le cadre de l'instruction qui met en cause les docteurs Georges Rossignoi et Pierre Léendri, deux urologuea toulousains eccusés d'evoir opéré inutilement des patients (le Monde du 18 décembre 1991 et du 18 juin 1992). Les experts estiment que les deux praticiens n'ont pas traité six de laurs malades « de façon adap-

TOULOUSE de notre correspondant

Dans l'affaire des professeurs toulousains Georges Rossignol et Pierre Léandri inculpés de « coups et blessures volontaires avec premé-ditation ayant entraîne des mutilations v, une expertise avait été confiée aux docteurs Jacques Aubert (Pnitiers), Français Eschwege (Villejuif), Jean-Michel Bigot (le Kremlin-Bicêtre), et Gilbert Chtanzano (Limoges), profes-seurs en médecine. Ils viennent de rendre leur rapport à la justice. Certaines conclusions de ce document, qui constitue une des pièces du dossier d'instruction dans l'af-faire des urologues toulousains, sont déjà sur la place publique. C'est une des parties civiles dans cette affaire qui semble en avoir

Le document des experts affirmerait que six des patients soignés pour des cancers par les deux médecins ne l'ont pas été « de

façon adaptée». L'un d'entre eux, âgé de quarante ans, aurait subi une cystectomie radicale (ablation de la vessie) qui l'aurait rendu incontinent et impuissant. Ce trai-temeot a été jugé « totalement ina-dapté. » Les quatre spécialistes semblent donc confirmer les accu-sations de certains malades, et les soupçons de la justice. Reste à apprécier in gravité de la faute. Contacté à la clinique de Lavelanct (Ariège), où il exerce désormais, le professeur Rossignol a estimé que le rapport des experts « jugeait a posteriori et non sur le moment », mais que, désormais, il sera «à même de s'expliquer sur ces actes médicaux». Ses avocats - il a ehangé plusieurs fois de défenseurs – ne font aucun commentaire. Ils se retranchent, comme le juge, der-rière le secret de l'instruction.

Faux document

Les deux urologues sont poursui-vis pour avoir pratiqué, à la climi-que Saint-Jean-Languedoc de Tou-louse (Haute-Garonne), des opérations inutiles sur des malades atteints de tronbles urinaires. Le docteur Rossignol a été condamné le 17 décembre 1992 par la cour d'appel de Toulouse à deux ans de prison ferme pour avoir fait confectionner par sa secrétaire un faux document d'analyses qui lais-sait eroire à l'un de ses patients que son état nécessitait une ablation totale de la vessie. Cet arrêt

GERARD VALLÈS

FAITS DIVERS

Le naufrage du «Neptune»

Les gardes-côtes renoncent à rechercher des rescapés du ferry haïtien

Trois jours après le nanfrage du ferry hnîtien Neptune (le Monde du 20 février), les sauve-teurs nynient repêché les corps de 179 personnes, et une tren-taine d'autres cadavres auraient été rejetés par la mer à Léogane (30 km eu sud-ouest de Port-au-Prince).

La Croix-Rouge haîtienne a dénombré 285 survivants. Les gardes-côtes américains, oui nvnient patrouillé toute la jnur-née à l'aide de quatre vedettes et d'un avion sans trouver de rescapés, ont cessé leurs recherches vendredi 19 février en fin d'après-midi.

Le nombre exact des victimes de cette catastrophe ne sera probablement jamnis connu. Le capitaine du Neptune, un navire vétuste dépourvu de matériel de sauvetage et de radio, affirme que 750 billets avnient été ven-dus, et estime à 150 le nombre de passagers supplémentaires, nnn enregistrés. Mais, selon la radio hallienne et les garde-côtes américains, 1 000 à 2 000 per-

sonnes se trouvaient à bord. Le gouvernement haîtien a décrété samedi 20 février jour de deuil national. Le carnaval, qui devait débuter dimanche, a été annulé. Le président Aristide, exilé aux Etats-Unis depuis le coup d'Etat de septembre 1991, a dénoncé e l'absence tatale de sécarité dans les transparts publics » due à « l'état d'anarchie » qui regne dans le pays. -

ENVIRONNEMENT

M. Brice Lalonde n'aime toujours pas le nucléaire

Même a'il n mis de l'eau dans son vin, M. Brice Lalonde ne renie pas son long combat contre le nucléaire. Invité à parler de la prolifération nucléaire par Jean Ellenstein et son centre d'études et de réflexion, mardi 16 février, l'ancien ministre da l'anvironnement e préféré traiter le sujet de l'énergie nucléaire en général. « L'industrie civile et l'armement, c'est tout un. L'expertise ast commune », e-t-il martelé devant aas interlocuteurs, parmi lesquels le général Georges Buia et M. Georges La Gualte, adjoint au directeur des relations internationales du Commissariat à l'énergie atomi-

M. Brice Lalonde n'oublie pas que sa premiàra expédition au long cours était justement pour s'nppnser aux assais français, en 1973 à Mururoa, lorsqu'il avait accompagné Jean-Jacques Servan-Schreiber, le général de Bollardière et l'abbé Toulet. « Mururos avait été choisi pour lea assain aériens, précise t-il. Mais le site n'est pas approprié pour des essais souterrains. On e fait craquer les parois du volcan sous-marin. » S'il se félicite que les essais soient aujourd'hui arrêtés, par la France comme par les Etats-Unis et dans l'ex-URSS, il regrette que l'AIEA (l'agence internationale da Vienne) n'ait pas d'experts militaires capables d'opérer un véritable contrôle dana des pays comme l'Iran ou l'Irak. Il préfère

en tout cas des armes atomi-

ques stockées et gardéas en l'état plutôt qu'un démantèlement prévu par les négociations START.

Quent eu aurgénérateur Superphénix, Il le dénonce comme « un rêve d'ingénieur qui croyalt à la magie du réacteur produizant plus qu'it ne consomme». Il n'en veut pan non plus pour détruire des déchets nucléairas, « car ce n'est pas la même technique et il faudrait trois ans pour modifier le réacteur». Et il ironise sur « le plutonium, salué naguère comme la découverte énergétique du siècle, alors que c'est un poison dont on ne sait que faire eujourd'hui ».

Comme ses alliés des Verts. M. Brice Lalonde veut, de toute façon, en finir avec l'énergie nucléaire. « Nous sommes d'accord pour l'éliminer, dit-it. Nous ne divergeons que sur les délais». La président de Génération Ecologie pense que les réacteura nucléairan actueln, voire d'autres plus sûrs, seront utilisés encore pour une génération, « car je ne suis pas certain qu'on puisse passer instantanément d'une technologie à une autre». Mais l'ancien animateur des Amia de la Terre a une conviction : «La question du nucléaire, aujourd'hui, ce n'est pas de produire de l'électricité, c'est de ee débarraaser des

ROGER CANS

down t

E.

Service Name

Tree.

SPORTS

sement du special a

la per ca

Mace au cub

tine de roçios

Breat a or con-

respon du sa

ton and and Ri

pend coc.

diode at real 1 h property

HOLES DOM

Reque to \$130; 15

41

MEDEC

Trois D

.. 1755 MA M

4 M-100

Rickly: le Tout

du rugby monden. place de nouvelles la l'as i. m serait en partin reassuras the du ressertement das radours dans le der mietret # dag nations, of Collar matters 2011年8月 神田 esta tidawa 🎉

in a considerable of Allen de de

with the 1 total On out 🚧

L'UNAPEI (1) a organisé, jeudi 18 février à Paris, un forum intitulé « Législatives 1993 : quelles guerre propres à chacune des trois armées et à la gendarmerie, le collège interarmées de conseil de défense (CID) ouvrira ses portes officiellement le 1^e septembre à l'Ecole militaire, à Paris, Cette création constitue a la plus grande et forme de l'enseguement militaire. politiques pour le handicap?». Tous les partis politiques avaient été conviés, mais seuls l'UDF, le RPR et le PS ont répondu présent. Si le consensus semble acquis sur la nécessité d'apporter des améliorations à la loi d'orientation du 30 juin 1975 en faveur des personnes handicapées, les priorités diffèrent qualque peu.

Tous sont d'accord. MM. Jean-Pierre Fourcade, sénateur (UDF) des Hauts-de-Seine et président de la commission des affaires sociales du Sénat, François Hollande, député (PS) de la Corrèze et président du conseil national consultatif des personnes handicapées, Jenn Laurain, député (PS) de la Moselle et rapporteur du budget des personnes handicapées à l'Assemblée nationale, et Jacques Toubon, député (RPR) de Paris et président du haut comité Hommes et Sociétés du RPR, tous estiment nécessaire d'améliorer la loi du 30 juin 1975 en faveur des han-dicapés. Tous souhaitent aussi disposer de définitions plus précises dans le domaine du handicap.

guerres récentes ou en cours (ex-Yougoslavie, Irak). Dispensé par A cet égard, le problème des personnes âgées a été longuement évoqué. «Il n'est pas souhaitable d'assimiler personnes handicapées âgées et personnes âgées, handicapées âgées et personnes âgées, handicapées du fait de la vivillesse», a déclaré Mª Bernadette Wahl, présidente de l'UNAPEL Au nom du Parti socialiste, M. Hollande a plaidé pour la création d'un «système d'allocations dépendance, sèpuré de l'allocations dépendance, sèpuré de l'allocations dépendance, sèpuré de l'allocations de nombreux intervenants civils, l'enseignement comprend, pour la première fois, un cours sur la communication, et les cours d'anglais seront intensifiés. Outre un équipement informatique, le directeur du CIO escompte la construction à l'École militaire d'un amphithéatre de six cents places. Il prévoit l'achat d'un haiel dans Paris, pour dépendance, séparé de l'allocation loger décemment les stagiaires, et compensatrice» (le Monde du 22 décembre 1992), et au nom du un centre de simulation, avec des

RPR M. Toubon a souhaité «sortir le dossier des personnes âgées des COTOREP» (2), ces commissions qui déterminent le degré d'invalidité ouvrant droit aux allocations, et qui entretiennent aujourd'hui la confusion. Le maire du XIII arrondissement a aussi souhaité que les associatians soient désormais représentées dans les comités régionaux de l'organisation sanitaire et sociale (CROSS), ainsi qu'au comité national.

Autre point de convergence : la responsabilité de l'Etat, chargé d'entretenir et d'encourager e la solidarité » face aux handicaps, le rôle capital des collectivités territoriales en la matière et la nécessaire articu-lation des deux niveaux de compé-

Cent vingt mille signatures

M. Tonbon souhaite e renforcer la M. Touban souhaite «renforcer la concertation au niveau local» dans un cadre qui pourrait être le conseil général, tandis que le conseil régional serait plus spécifiquement chargé de gérer la question de l'emploi des travailleurs handicapés. Uo «souci majeur» pour M. Hollande, qui souligne qu'en matière d'intégration professionnelle «la fonction publique a faillt à sa vocation et que les entre-prises se sont trop souvent déchargées» du problème, en versant leur gers du problème, en versant leur obole à l'AGEFIPH (3) phuôt qu'en embauchant des personnes dont elles ont parfois assuré la formation.

En outre, même si le budget 1993 leur alloue 180 millions de francs supplémentaires, a fait remarquer M. Laurain, les centres d'aide par le travail (CAT) souffrent d'un « déficit chronique». Dans sa pétition pour la dignité des personoes handicapées mentales, qui a reenellli 120000 signatures à ce jour, l'UNA-

PEI demande la création de t0000 places supplémentaires en CAT, un chiffre qui, selon l'association, correspond à peine à la demande, et de 5000 autres places dans les maisons d'accueil spécialisées (MAS) et les foyers dits « à double tarification ».

L'adaptation des structures de L'adaptation des structures de prise en charge est plus que jamais à l'ordre du jour. L'UNAPEI propose la création d'une structure intermé-diaire, qu'elle appelle « service d'acti-vité de jour», comportant éventnelle-ment un bébergement et destinée à accueillir de jeunes adultes sortant d'interior de leunes adultes sortant d'instituts médico-professionnels sans qualification suffisante, des travailleurs handicapés vieillissants, ou certains handicapés mentaux.

Uoc antre revendication de l'UNAPEI fait l'unanimité: la for-mation des personnels éducatifs, médicaux et paramédicaux aux pro-blèmes spécifiques générés par le handicap. La scolarisation des enfants handicapés en milieu ordi-naire on adapté est entravée par le manque d'instituteurs spécialisés, se plaignent les responsables associatifs. M. Toubon a appelé de ses vœux la mise en place, au nivean régional, de «véritables cursus scolaires» et une formation des médecins, des infirmiers et des aides soignants à « la psychologie des familles » des persoanes handicapées.

Dernier point du consensus : la réforme des financements, L'UNA-PEI affirme que étoute personne handicapec qui exerce une activité professionnelle doit percevoir au moins le SMIC», et les responsables politiques s'accordent pour dire que le système d'indexation des allocations doit être revu. Finalement, la proposition de l'UNAPEI d'instaurer aminima», qui permette aux adultes handicapés qui ne travaillent pas a de se vêtir, de se déplacer et d'aveir des loinima a fet oir des loisirs », a été reprise par M. Laurain, qui s'est déclaré en faveur d'un arevenu minimum han-dicapés indexé sur le SMIC. Après he RMI, he «RMII» corrigeratif un jour les effets d'une autre forme d'exclusion?

LAURENCE FOLLEA

(1) Union rationale des associations de parents et amis de personnes handicapées mentales, 15, rue Coysevox, 75876 Paris Cédex 18; tél. 42-63-84-33. Créé en avril 1960, FUNAPEI fédère aujourd'hui six cent cinquante associations à travers la France.

(2) Commission technique d'orienta-tion et de reclassement professionnel. (3) Association nationale de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des handicapés. COMMUNICATION

«J'étais venu à Sarajevo filmer la vie...»

Le Monde ● Dimanche 21 - Lundi 22 février 1993 9

A la suite du récit et du commen-A la suite du rècit et du commen-taire que nous avons consacrès, dans nos éditions du 18 fèrrier, à la mort d'un adolescent, abattu, à Sarajevo, par un tireur embusque, au cours d'un reportage destiné à la télévi-sion, Pascal Manoukian, rédacteur en chef de l'agence Capa, qui tenait la camèra en ces circonstances, nous a adresse, vendredi 19 février, la let-tre suivante: tre suivante:

CORRESPONDANCE

Je rentre ce matin de Sarajevo et je découvre votre article concernant la mort de Sead avec qui j'ai passé la journée du samedi 13 février du

matin jusqu'à sa mort. Comme vous je suis journaliste. Comme vous j'ai nne carte de presse, une déontologie, une

l'étais venu à Sarajevo filmer la vie de Sead, pas sa mort. Comme vous, avant de traverser cette rue dans la ligne de tir du tireur d'élite qui venait tout juste d'atteindre un homme en pleine tête, je me suis posé les questions que vous posez dans votre article.

C'est Sead qui a décidé de pren-dre ce risque insensé. A Sarajevo, tout le monde sait que les tireurs embusqués font d'abord une première victime pour attirer d'éveniniere victime pour attirer d'even-tuels sauveteurs et les abattre à leur tour. Il l'a fait pour les mêmes rai-sons que celles qui l'ont poussé à s'engager dans l'armée. Parce qu'il aimait sa ville et son pays. Parce qu'il avait une mère et une sœur qui chaque jour risquaient de se refrouver blessées au milieu d'un carrefour et d'attendre une aide. Parce qu'il avait du courage. Parce Parce qu'il avait du courage. Parce que dans l'enfer de Sarajevo aban-lonnée, il ne reste plus aux assiégés

13 Grande-Bretagae : EMAP rattrape progressivement le leader de la presse spécialisée, Reed Interna-Honal. – Le groupe britannique de presse magazine EMAP, associé en France à Bayard-Presse dans le hussi ur français, vient de racheter 14 publications et 3 an cialisés au groupe canadien Thomson. Ce dernier avait annoncé au début de cette semaine que la baisse de ses résultats le contraignait à fermer les 70 journaux gratuits qu'il possède en Grande-Bretagne et à vendre ou à cesser la parution de 30 des 217 ritres qu'il contrôle en Amérique du Nord. L'achat comptant – pour 165,6 millions de francs – de 14 de ces magazines, comme Broadcast, Screen International, etc., porte le portefeuille de publications d'EMAP à 65. Ce qui le place der-rière le premier groupe de presse magazine britannique, Reed Inter-national (300 titres en Grande-Bre-tagne et aux Etats-Unis). que la solidarité. Ne pas prendre le risque de suivre Sead vers cet homme blessé, comme il me l'avait expressément demandé, aurait été pour moi une lâcheté. Un abandon, Si j'ai pensé très fort à ma propre

mort, pas une seconde je n'ai envi-sagé la sienne. Sa vie l'amenait à porter secours à un homme mou-rant et j'étais venu filmer sa vie. Done je devais l'accompagner,

Si le tireur m'avait visé à ce moment-là, on aurait sans doute évoqué le lourd tribut payé par les 38 journalistes déjà morts à Sara-

Mais e'est Sead qui est mort et vous ètes en droit de vous poser tontes les questions que vons vou-lez. J'aurais simplement aimé que vous attendiez mon retour avant de vous les poser. Qu'ensemble nous regardions ces images si chèrement payées. En d'autres mots que vous fassicz votre travail de journaliste, comme j'ai l'impression d'avoir fait le mien en allant sur le terrain et iusqu'au bout.

J'aimerais qu'en réponse à votre article, cette lettre soil publice dans les colonnes du Monde.

[En vérillant les faits rapportés par l'AFP, en recnelitant le témoignage et les explications du président de l'agence CAPA qui dirigenit sur place ce reportage, en nous posant les questions que instifialent, à non yenx, les circonstances de ce tourunge tragique, nous avons en, nous aussi, l'impression de faire notre travail de journaliste. Nous l'avons fait en nous gardant nous-même, au-delt de l'émotion du mouseut et des interrogations fightimes sur le rôte des médies, de formuses le moindre jupement sur tel on tel comportement individuel. A. R.]

o Allemague : élargissement do secteur de la presse hebdomadaire d'informations générales. - Un nouvel hebdomadaire, Die Woche («la Semaine») devait paraître jeudi 18 février en Allemagne. Publié par les éditions Hoffmann und Campe. Die Woche veul concurrencer Die Zeit, hebdomadaire d'informations et de débats lancé en 1946 à Hambourg et qui est diffusé à 495 000 exemplaires. Un autre hebdomadaire, Wochen-post («Courrier hebdomadaire»), vendu jusqu'à présent dans l'est du pays par Gruner und Jahr (filiale presse du groupe de communica-tion Bertelsmann), est diffusé à tion Bertelsmann), est diffusé à partir de jeudi 18 dans toute l'Allemagne. Ces deux nouvelles parutions ont lieu un mois après celle de Focus (éditions Burda), diffusé à plus de 500 000 exemplaires, et qui veut rivaliser avec une autre institution de la presse hebdomadaire allemande, Der Spiegel (le Monde dn 19 janvier).

O Nouveau stationnement poer la le division blindée française en Alle-magne. Dans le cadre de la consti-tution du corps d'armée franco-alle-mand, dont le général Helmut

MÉDECINE

Décès de Jean Choay, fondateur et président de l'Institut pharmaceutique Choay

M. Jean Choay, fondateur et pré- cialisé dans la recherche chimique et sident de l'institut pharmaceutique qui porte son nom, est mort mer-credi 17 fevrier à Paris à l'âge de soixante-nenf ans (le Monde du 20 février), ont annoucé vendredi 19 février les laboratoires Elf-Sanofi, qui avaient racheté son entreprise en 1984.

[Né à Paris le 15 novembre 1923, Jean Choay avait obteuu son diptôme de pharmacien en 1947. Employé à cette fonction au laboratoire Choay jusqu'en 1953, il en deviat ensuite le directeur contribute de la companya en 1970 il scientifique et technique. En 1970, il fonde l'institut qui porte son nom. Spépharmaceutique fondamentale appliquée, il en devient à la fois le président-directeur général et le directeur scientifique. Primé en 1984 par la faculté de médo-cine de l'université Loyola de Chicago (Etais-Unis) pour ses travaux de recherche sur l'héparine, un andcoagu-lant d'action immédiate, il fut laurêst du prix Galica de la recherche pharma que en 1986. Jean Choay était aussi un inventeni, qui avait déposé pas moins de soixante-douze brevets. Il était vice-président du Comité national de biochimie et membre de sept antres sociétés scientifi-

SPORTS

DÉFENSE

e de les extres de la marche de

is does the line holonogn

and the politique.

100

• 0 40₁₂

-. /:

.

En septembre

Un collège interarmées

de défense

succèdera aux écoles

de guerre Succédant aux actuelles écoles de

réforme de l'enseignement militaire supérieur », a souligné le directeur

du CID, le vice-amiral Marc

Merlo, qui accueillera chaque

année deux cent quatre-vingts sta-giaires, dont cent dix étrangers.

ainsi que des ingénieurs de l'arme-

ment. L'enseignement s'adresse à

des officiers supérieurs âgés de

A l'exception des militaires de

l'armée de terre et de ceux de la gendarmerie, qui conserveront une

formation préalable respectivement

d'un an et de quatre mois, les sta-

giaires recevrent une formation

commune d'un ao, sanf pour les

cours dits «sensibles» (nucléaire, renseignement et forces spéciales), qui seront réservés aux seuls offi-ciers français. Le contenu des cours

a été revu pour tenir compte des

bouleversements stratégiques et des

icux de eucrre électroniques.

Willmann doit prendre le comman-

willmann dont prendre le comman-dement en octobre prochain à Stras-bourg, la 1^{et} division blindée (DB) française, dont le PC était à Trèves, va transférer son état-major à Baden-

va transferer son etal-major a bauenBaden. Déjà, la brigade franco-allemande, qui participe aussi à l'Eurocorps, a déplacé son siège de Böblingen à Müllheim. Outre ces deux
formations, la France s'est engagée à
affecter à l'Eurocorps son régiment

de transmissions de Rastatt. L'Alle-

magne participe au projet avec la 10^e Panzerdivision dont le PC est à Sig-

Panerdivision dont le PC est à sig-maringen. Le général Willmann com-mandait la 7º Panzerdivision qui vient d'être jumelée avec la 2º DB française (à Versailles) et qui était l'anité commandée par le maréchal Erwin Rommel lors des combats

dans les Ardennes pendant la seconde guerre mondiale.

trente-cinq à quarante ans.

RUGBY: le Tournoi des cinq nations

Nouvelles règles, vieux débats

du rugby mondial, la mise en piece de nouvelles règles du ieu serait en partie responsable du resserrement das valeurs dans le Tournoi des cinq nations, et de l'appauvrissement du spectacle.

Le jeu de rugby est une mécanique si fragile qu'il nécessite de temps en temps une révision. Lorsque l'International Board, le gouvernement de l'ovale, a mis en place au début de la saison, une série de règles expérimentales, il pensait avoir remis en valeur le jeu d'attaque, et favorisé le spectacle. Les, il a également révellé les vielles polémiques entre la lettre et l'esprit du sport, entre bonnes intentions et arrière pensées. Ainsi la directeur technique de la fédéra-tion anglaise (RFU), e-t-il récem-ment déclaré au Times qu'il ne faudrait pas compter sur lui pour défendre certaines de ces nouvesutés lors de la réunion du Board chargée de les adopter défivernent, en avril prochain. Pour Don Rutherford, les ensaignements des premières journées du Tournoi des cinq nations sont clairs : «Tout le bénéfice des innovations est allé aux défenses, dit-il. Et le rugby se rapproche de plus en plus d'une loterie, où tout se

La principale loi qui suscite l'ire

Selon plusieurs observateurs
u rugby mondial, la mise en
u rugby mondial, la mise en
less de nouvelles règles du

de Don Rutherford porte le numérofigurent en effet parmi les premières victimes de l'innovation.

celle part d'une très bonne interLeur défaite de Cardiff s'explique tion, explique René Hourquet, pré-sidant de la commission cantrale des arbitres au sein de la fédéra-tion française. Tout le monde avait remarqué que, depuis quelques années, les équipes enterralent volontiers le ballon dans des regroupements; meuls ou mêlées spontanées. Pour éviter ces arrêts du jeu et ces luttes obscures, il a donc été décidé de retournar l'usage. Dens la mélés qui suit un regroupement stérile, l'introduction ne revient plus à l'équipe qui avenne revrent plus à l'equape qui avan-çait mais à celle qui défend. La formation qui attaque doit ainsi montrer qu'elle ne cherche pas à tuer le bellon, sous peine de le perdre, mais qu'elle est en mesure de l'extraire repidement pour conti-que l'extraire.

> Avantage à la défense

Las défenseurs ont désormeis la pert belle. Il leur suffit de bloquer astucieusement le ballon dans les regroupements pour le récupérer dans la mêlée sulvante. De le à penser que la règle 21 favorisa les équipes brouillonnes au détriment des formations dominatrices at misux structurées, en contribuent à niveler le Tournoi par le bas, il n'y a qu'un pas, que les Anglais ae sont empressés de franchir. Ils

per une défense achamée des Sal-lois, arc-boués sur leur ligne pour se dégager cheque fois in extremis (le Monde du 9 février).

La règle 21 doit-elle pour autant mourir de cette maladie infamille? «Les équipes qui se plaignant n'ant qu'à s'adapter, dit Pierre VII-lepreux. Cette loi donne l'aventage à l'intelligence au détriment de la seule force physique. Dans l'hémisphère Sud, où on la maîtrise bien, elle a encore emélioré la quelité du jeu. La nouvelle réglementation sur les pénelités me gêne davantage. » En offrant à l'équipe qui bénéficie de la pénalité la possibilité de dégager en touche et d'obtenir la remise en jeu, le Board a involon-tairement nui à la qualité du spectacle. Conscients de l'importance d'una touche situéa prèa de l'enbut adverse, avec lancer favorable, les arbitres hésitent déaormais à laisser jouer la règle de l'avantage. Et les joueurs rechignent à s'aventurer dans des relences hasardeuses quand ils peuvent gagnar quarante mètres au pied, sans efforts. Malheureusement, à l'inverse de la 21 qui doit encore être confirmée, cette règle-là est défini-

JÉRÔME FENOGLIO

22 febbrain 199 CON IL PATROCINIO DI

Ambasciata di Francia in Italia · Ministero del Turismo e dello Spettacolo Regione Piemonte · Comune di Torina IN COLLABORAZIONE CON

Accademia di Francia, Roma - Centre Culturel Français di Tarino Associazione Dimore Storiche Italiane sezione Piemonte e Valle d' Aosta

<u>.A NUOVA ARCA</u>

Renzo l'Orchestra Italiana

Serata Napolitana





LA STAMPA Le Monde

CONNICRE DELLA SERA

TORO

THÉATRE

AKTÉON-THÉATRE (43-39-74-62). Ouelles nouvellae de Maupassant? : 18 h. Sane titre : 20 h 30. Lettre d'une IS n. Sane stra : 20 n 30, tellos a bre inconrue : 22 h, ANTOINE - BIMONE-BERRIAU (42-08-77-71), L'Amour fool : 17 h et 20 h 45, dim. 15 h 30.

ARCANE (43-38-18-70). Démon eilé : 20 h 30, dim. 17 h. GATEAU-THÉATRE LA MARE AU DIABLE-RIVE GAUCHE (40-46-90-72). Lee Voisine : 19 h. Lee Voyageurs de carton: 21 h. dm. 17 h.
BATEAU-THÉATRE OURAGAN
(40-51-94-53), Grande saile. Histoires
cachées: 19 h. dim. 17 h. Deux siècles
d'amour: 21 h. Pente saile. L'entrée par

aquelle on sort : 19 h. Un monde fou : 21 n. SERRY-ZÉBRE (43-67-51-55). Mariaga: 19 h 45. Loin ou près de l'écrant: 21 h 30.Dim. Les Champètres recrant: 21 in 30.0mm, Les Grampesses de jois : 20h30. BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Les Monetres sacrée : 17 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h 30. BOUFFONS-THÉATRE DU XIXE

(42-38-35-53). Pascal Earnan : 19 h. Haute Surveillanca : 21 h. CAFÉ DE LA GARE (42-79-52-51). CARTOUCHERIE-THÉATRE OE LA TEMPÉTE (43-28-36-36). La Tempête :

20 h 30, dim. 18 h.

CAVEAU DE LA RÉPUGLIQUE
(42-79-44-45). Etats frères? Et ta
sœur...: 21 h, dim. 15 h 30.

CENTRE CULTUREL DE LA CLEF (43-31-49-27). Sand et Musset : 21 h. CENTRE MANDAPA (45-99-01-60).

1914/1919 Mémoire de femmes : 21 h. dm. 19 h 30. CDLLEGE NEERLANDAIS (43-79-81-96). On verfaire la cocotte : 20 h 30, dm. 15 h. NÉERLANDAIS COMÉCIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Didier Gustin dans Meur-

tres eu music-hall : 21 h. COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22) L'Epouse prudente ; 21 h, dim. 15 h 30. COMEOIE OE PARIS (42-81-00-11). Voltaire-Rousseau ; 19 h et 21 h 30, dim. 15 h. COMÉDIE-FRANÇAI9E (40-15-00-16).

Les Précieuses ridicules ; l'Impromptu de Versailles : 20 h 30.0im, La Serva amorose : 20h30, Antigone : 14h, CRYPTE SAINTE-AGNÉS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (46-65-98-41). Le Cantate à trole volx : 19 h, dim. 18 h 30. Les Récits d'un pèlerin russe : 21 h, dim. 16 h, OAUNOU (42-81-89-14), Le Canard à

l'orange ; 21 h, dim. 15 h 30, DEUX ANES (46-06-10-26). Tonton, DUNOIS (45-84-72-00) Dim. Au rez-dechaussée d'un petit entrepôt précieux (1~ partie) : 15h.

(1th partie): 15h.
EOUARO-VII SACHA GUITRY
(47-42-59-92), Tôe: 17 h 30 et
20 h 45, dim. 15 h.
ESPACE HERAULT (43-28-66-51). Le
Ramasseuse de sarments: 20 h 30.
ESPACE JEMMAPES (), Qui-est le véritable inspecteur Hound?: 19 h. Les
Parties du chaos: 21 h.

Portes du chaos : 21 h. ESPACE MARAIS (48-04-91-55), Le Mariage forcé : 19 h. L'ile des asclaves : 19 h, dim. 16 h. Feu le mète de medame : 20 h. dim. 18 h. La Mouette : 21 h. Dansa avec les lous : 23 h, dim. 19 h.Dim. Le Mariage de Figaro : 16h. Chair obscure : 15 h. Selle I. Kafka -Auschwitz : 20 h 30, dim. 16 h. FONOATION DEUTSCH-DE-LA-MEURTHE (90-10-55-24). Exercices de etyle: 19 h 30. Le Malade imaginaire:

20 h 30, dim. 19 h. FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves: 15 h 30 et 20 h 45. GAITE · MONTPARNASSE (43-22-18-19). Le Contrebesee : GRAND EDGAR (43-35-32-31). Une file entre noue: 19 h et 20 h 15. Tout

est en ordre : 22 h. est en order : 22 h.
GUICHET MONTPARNASSE
(43-27-99-51). Le Chute : 19 h 30.
L'Atroce Fin d'un séducteur : 20 h 30.
Faubourg passion : 22 h 15.

«Les Puces à Saint-Ouen, le plus important marché mondiel d'antiqui-tés. Conlérence déposée», 10 h 30, métro Porte-de-Clignancourt, su fanion Paris autrefois.

«Das eppertements royaux eux Nocas de Cane, de Véronèse», 10 h 30 et 14 h 30, métro Louvre

« Las salles souterraines nouvelle-ment fouillées des Termes de Clury, apécialement ouvertes », 11 heures, entrée du Musée de Clury (P.-Y. Jas-

« Hôtels et paesages pittoresques du laubourg Saint-Honoré», 11 heure», parvis de la Madeleine (M.-C. Lasnier).

«Cycle Montmartre : le quartier de la Goutte-d'Or en passent par l'hôtel das ventes de le rue Doudeavville», 11 h 15 et 15 heures, métro Château-Rouge (Connaissance d'ici et

«La mairie du treizième arrondisse-ment», 14 h 30, devant la metrie, place d'Itefie (Monuments histori-

«Un monument qui permet d'évo-quer la République et l'Empire : l'Arc de triomphe et sa place aux avenues rayonnantes » (limité à trente per-sonnes), 14 h 30, devant les guichets

«Lee nouvelles selles du Louvre : de Labrun à Wetteau», 14 h 30, sous le Pyramide, pancarte euditorium (Tourisme culturel).

«Le guartier chinois en musique», 14 h 30, métro Porte-de-Choisy, escalator (M.-C. Lasnier).

«La peinture vénitienne et l'exposi-

(Art et histoire).

LUNDI 22 FÉVRIER

PARIS EN VISITES

GYMNASE MARIE SELL (42-48-78-79). Solo : 17 h et 20 h 30. HUCHETTE (43-29-38-98). La Canta-trice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. L'Augmentation : 21 h 30. LA BRUYERE (48-74-76-99). Tramps contra temps : 20 h 30, dim. 15 h. LE CARRÉ BLANC (42-91-27-14).

Novochnie, Novochnie, Novochnie : 17 h. FUNAMBULE THÉATRE (42-23-88-83). La Horla ; Boule de suif : 20 h 30. LE PROLOGUE (46-75-33-15). L'Homme en morceaux : 19 h. Edgar et sa bonna : 20 h 45, dkm. 15 h 30, LE RELAIS OU 80IS (40-50-19-

56).Dim. Clovis : 15h30. LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petir Prince: 19 h 45. Tout ve bien, je vals bien!: 20 h. Entre l'Est et l'Ouest: 21 h 30. Théâtre rouge. Summer Lightning: 18 h 30. Les Peupliers d'Etretat: 20 h. Megdeleine Leclarc, demiler emour de Sade: 21 h 30. MARAIS (42-78-03-53). L'Ecole des ferromes: 21 h

MARIS (42-78-03-53). L'Ecole des ferrmes : 21 h. MARIE STUART (45-09-17-90). Remords vivants : 19 h. Huie cloe : 19 h 30. Le Ronde : 22 h. Oim. Marie and Bruce (en anglels) : 17h, 20h30. MARIGNY (42-59-04-41). Je ne sule pes un homme facile : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

dim. 15 h.

MARIGNY (SALLE POPE9CO)
|42-25-20-74). Suite royale: 17 h 30 et
21 h, dim. 15 h.

MATHURINS (42-85-90-00). Lee
Pelmes de M. Schutz: 20 h 30, dim.

MICHEL (42-65-35-02). 9exe & jalousie: 16 h et 21 h 15, dim. 15 h 30. MDNTPARNABSE (43-22-77-74). Mortadela: 18 h et 21 h 15, dim. MONTPARNASSE (PETIT)

MONTPARNASSE (PETIT)
(43-22-77-30). La Carpe du duc de
Brienne; 21 h, dim. 15 h 30.

MUSÉE COGNACQ-JAY
(40-27-07-21). L'ile des esclavee :
20 h 30, dim. 15 h 30.

NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARO
(43-31-11-99). Ariane ou l'Oubli;
20 h 30 20 h 30. NOUVEAUTÉS (47-70-52-78). Les Mal-heurs d'un PDG : 18 h et 21 h, dim.

heurs d'un PUG: 10 n et 21 n, com. 15 h. UVRE (48-74-42-52). Roméo et Jean-nette: 17 h et 20 h 45, dim. 15 h. OLYMPIA (47-42-25-49). Bigard inté-gral: 20 h 30, dim. 17 h. PALAIS OES GLACES (GRANOE SALLE) (42-02-27-17). C'est vous qui voyezi : 20 h 30.
PALAIS DES GLACES (PETIT SALLE) (48-03-11-36), Bud dans tu t'ee vu quand t'es nil : 21-h. PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). Une

PALAIS-ROYAL (#2-97-89-61). Une folie: 20 h 30, dlm. 15 h.
PARC DE LA VILLETTE (PAVILLON OU CHAROLAIS) (40-03-93-90). Les Filles du 5-10-15 c: 21 h, dim. 17 h.
PAS9AGE OU NORD-OUEST (40-21-66-88). The Gust of Jango: 22 h

22 h.
PETIT THÉATRE DE PARIS
(48-74-25-37), Ouatre pièces en un acte
de Sache Guitry : 20 h 30, dim.
15 h 30.
P O C H E - M O N T P A R N A S E
(45-48-92-97). Salle I. Montaigne ou
Dieu, que la femme me reste obscurei :
21 h, dim. 15 h.
P O R T E SA I N T - M A R T I N
(47-08-00-32). Koock : 17 h et 20 h 45 (42-08-00-32). Knock : 17 h et 20 h 45, dim. 16 h. POTINIÈRE (42-61-44-16). Ministrel : 17 h et 21 h, dim. 16 h 30. RANELAGH (42-88-64-44). Noir baro-que : 15 h. Le Surprise de l'amour :

19 h 30, dim. 20 h 30. Les mille et une nuits d'Alatiel : 22 h 16, d/m. 18 h. RENAISSANCE (44-63-05-00). Pétaou-ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). homme qui plantait des erbree : SAINT-GEORGES (48-79-63-47). Une aspirine pour deux : 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h. SENTIER DES HALLES (42-36-37-27).

Une borne voix pour toute : 20 h.
SPLENOID SAINT-MARTIN
(42-08-21-93). Gleèle et Robert :
20 h 30. Elle et Deudonné : 22 h.
STUDID DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-09-24). Contre-jour : 20 h 30, dim. 15 h.

tion les Noces de Cana. L'histoire de la Sérénissime République à travers ses pointres. L'apport de Venise à la civilisation européanne », 14 h 30, Musée du Louvre, porte Jaujard (P.-Y.

«Les festes de l'Opéra-Gemier. Le mystère du fantôme», 14 h 30, dans le hall, sous la ststue de Luili (Arts et

« Hôtels et jardins du Merais. Place des Vosges», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Appartements royaux du Louvre et vie quotidienne de le Cour », 14 h 30, 2, place du Pelais-Royal, devent ls Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).

«L'ert at l'argent eu Pàre-Le-chalse», 14 h 30, porte principale, boulevard Ménilmontant (V. de Lan-

«L'hôtel de Lassay, demeure du président de l'Assemblée nationale » (carte d'identité, inscription possible su 49-36-41-13), 14 h 50, métro Assamblés-Nationale, devent le

«Les Noces de Cars restaurées au Louvre». 15 heures, 2, piece du Palais-Royal (D. Bouchard).
«Le maison Opéra construits par Charles Gernier» (carte d'identité), 15 h 15, 5, rue du Doctau-Lance-

23. quai de Conti. 14 h 48 : «La naissance du sens artistique», par J. Clottes (Académie des sciences morales et politiques).

corde (C. Merle).

CONFÉRENCES

THÉATRE DE LA MAIN-D'OR SELLE.
DE-MAI (48-05-67-69). Rendez-vous
rue Watt: 19 h. Arène. L'Entreden du
solitaire: 20 h 30, dim. 17 h. Belle de
Mai. Au jour le jour: 20 h 30, dim. 17 h.
THÉATRE DE LA MAINATE
(42-08-83-33). Lee Zappeurs: 20 h 30,
dim. 18 h 30. Clowneries: 22 h, dim.
20 h 30.
THÉATRE MAUBEL-MICHEL GALABRU (40-44-64-79). Vert pomme:
19 h. Combat avec l'ombre: 20 h 30,
dim. 15 h. Didier Follenfant: 22 h.Dim.
C'est sérieux l'humour: 20k30.
THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT
(47-27-61-15). Salle Gémier. Filumena
Marturano: 20 h 30, dim. 15 h. Salle
Jean Vitar. Les Fausses Confidences:
20 h 30, dim. 15 h.
THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-90). Grande salle.
Oomaine ventre: 20 h 30, dim.
15 h 30. Petite salle. Terres mortes:
20 h, dim. 15 h. 20 h, dim. 15 h. THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (44-41-35-39). Le Livre des fultes : 20 h 30.

THÉATRE OE NESLE (46-34-61-04). Juste le temps de voue embraceer : 19 h. La Bel Indifférent : 20 h. Retour, retours; 20 h 45, THEATRE DE PARIS (48-74-25-37). Héritage: 15 h et 20 h 30, dim. 15 h 30.

THEATRE CLAVEL (42-39-22-59). La

Double Inconstance: 20 h 30, dim.

THÉATRE OE DIX-HEURES

(46-06-10-17). Les Melleures de Guy Montagné : 20 h 30. Voue ellez rire :

THÉATRE D'EDGAR (42-79-97-97). I

faut que Cláo parte : 20 h 15. Les Secrés Monstres : 22 h.

THÉATRE LUCIEN-PAYE (45-89-36-95). Amsterdam: 20 h 30. THÉATRE DE LA MAIN-D'OR SELLE.

THEATRE DU ROND-POINT RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70), Perite seite, Rachat: 19 h. dim. 15 h. THEATRE SILVIA MONFORT (45-31-10-99), Lundi, buit heures: 20 h 30, dim. 17 h. TOURTOUR (48-87-92-49), Lee Hérauts noire : 19 h. Lee Pedtee Femmes de Maupessam : 20 h 30.Dim.

Pierre Henri : 17h. TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Merc Jolivet : 21 h. VARIETES (42-33-09-92). The à le menthe ou t'es citron : 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h.

RÉGION PARISIENNE

AUBERVILLIERS (THÉATRE OE LA COMMUNE) (48-34-67-67). Mester Class: 20 h 30, dim. 15 h.

AUBERVILLIERS (THÉATRE ÉQUESTRE ZINCARO) (44-59-79-99), Opéra équestre: 20 h 30, dim. 17 h 30.

BÖBIGNY (MAISON OE LA CULTURE) (48-31-11-45). Caberet Karl Valentin: 20 h, dim. 15 h, Petire selle, Fantaisies Kafka; 22 h, dim. 17 h.

BOULOGNE-BILLANCOURT (THÉATRE) (46-03-60-44), Le Mouette: 20 h 30, dim. 15 h 30.

CHATENAY-MALABRY (THÉATRE LA

20 h 30, dim, 15 h 30.
CHATENAY-MALABRY (THÉATRE LA
PISCINE) (48-83-45-39). Le Grand
Ménage: 20 h 30, dim. 16 h 30.
CHATILLD N (THÉATRE)
(46-57-22-11). Macbeth: 20 h
CHELLES (CENTRE CULTUREL)
(42-52-29-10). Un nouveeu monde:
20 h 30, dim. 17 h 30.
EDMONT CHÉATRE DIERRE.EREE 20 h 30, dm. 17 h 30. ERMONT (THEATRE PIERRE-FRES-NAY) (34-15-09-49).Dim. Ne coupez GENNEVILLIERS (THÉATRE)

(47-83-26-30). Cache-cache avec le mort : 20 h 30, dim. 17 h. Merle : 20 h 30, dim. 17 h. JUVISY-SUR-ORGE (THÉATRE DE L'ECUPSE) (69-21-60-34). Caberet Carri: 21 h, dim, 16 h. LEVALLOIS-PERRET (LE PETIT THEATRE) (47-48-19-71). L'Epreuve du eu: 20 h 30. NANTERRE (THÉATRE OES AMAN-

OIERS) (48-14-70-00). Salle polyva-lente. Désir sous les ormes : 20 h 30, dim. 19 h. NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (46-24-03-83). Le Naufrage du Titanic : 20 h 30. SAINT-CENIS (THÉATRE GÉRARD-

PHILIPE) (42-43-17-17). Salle Le Ter-rier. Calderon: 20 h 45, dim. 17 h, SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (THÉA-TRE ALEXANDRE-OUMAS) (30-87-07-07). L'Amant de coeur: 20 h 45 SCEAUX (ORANGERIE) (46-61-36-97). L'Homme, la bête et la vertu : 20 h 30, dim. 17 h 30.

CINÉMA

LA CINÉMATHÈQUE PALAIS OF CHAILLOT (47-04-24-24) SAMEDI

Histoire permanente du cinéma : le Sexe faible (1933), de Robert Siodmack, 16 h 30 ; l'île des péchés oublés, v.l.), d'Edger G. Ulimer, 19 h ; Ariane (1956, v.o. a.t.f.), de Billy Wilder, 21 h. DIMANCHE

Histoire permanente du cinéma : Picca-dilly (1629), de Eweld André Dupont, 16 h 30 : la Volonté du mort (1927), de Peul Leni, 13 h ; J'el le droit de vivre (1937, v.o.), de Fritz Lang, 21 h. PALAIS DE TOKYO

(47-04-24-24) SAMEDI

SAMELII
La Cinémathèque da le danse présente :
Hommage à Chet Gaker, Chet'e
Romance (1988), de Bertrand Fèvre, An
Evening with Cher Baker (1980), de
Léon Terdjanian, Chet Baker, let's get
lost (1988), de 9ruce Weber, 20 h 30. DIMANCHE

Autour de Glauber Rocha et du cinéma novo: Macunaima (1999, v.o. s.i.f.), de Joaquim Pedro de Andrade, 19 h 30; O Profeta de Forne (1968, v.o. s.t.f.), de Maurice Capovilla, 18 h; O Anjo Nasceu 36-65-70-14).

THÉATRE 14 JEAN-MARIE SER-REAU (45-45-49-77). Le Repos du sep-tème jour : 20 h 30, dim. 17 h. (1968, v.o. a.t.f.), de Julio Bressane.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29) SAMEDI

SAMEDI
Lee Cinémas du Canada : lci votre
musée (1979, v.o. a.t.f.), de Lynn Smith,
le Chart des sirènes (1887, v.o. s.t.f.),
de Patricla Rozame, 14 h 30 ; Emergency Numbers (1984, v.o. a.t.f.), de
John Weldon, The Adjuster (1990, v.o.
a.t.f.), d'Atom Egoyan, 17 h 30 ; Capital
P (1991, v.o. a.t.f.), de Staphen Barnes,
Faux-Semblents (1988, v.o. a.t.f.), de
David Cronenbero, 20 h 30. David Cronenberg, 20 h 30. DIMANCHE

DIMANCHE
Les Cinémas du Canada: Pas de deux
(1968, v.o. e.t.f.), de Norman McLaren,
A Married Couple (1969, v.o. e.t.f.),
d'Alien King, 14 h 30; Métamorphoses
(1975, v.o. e.t.f.), de Barry Greenweld,
Wedding in white (1972, v.o. e.t.f.), de
William Fruet, 17 h 30; Territoire
(1992, v.o. e.t.f.), de Vincent Gauthier,
Highway 91 (1991, v.o. e.t.f.), de Bruce
McDonald, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porta Saint-Eustache Forum des Halles (40-26-34-30)

SAMEDI

Avec vue sur la acène : le théêtre à l'écran : la Vie de la troupe : Banda annonce : Paris nous appartient (1858) de Jacques Rivette, le Bende des quatre (1988) de Jacques Rivette, la Vie de la troupe : les Surprises de l'amour (1988) de Caroline Chomlenne, 19 h 30 ; la Vie de la troupe : Ecleir journal, la Fin du jour (1939) de Juften Duvivier, 18 h 30 ; la Vie de la troupe : le Voyage du capitalne Fracasse (1990) d'Ettore Scola, 20 h 30. SAMEDI Voyage du capitaine Fr d'Ettore Scola, 20 h 30.

OIMANCHE Avec vue sur la scène : le théâtre à l'écran : Théâtre et histoire ; Un specta-cle populaire ; « le Ball» (1961) de S. Roumette, le Bel (1983) d'Éttore Scole, 14 h 30 : Théâtre et histoire : Mollère (1979) d'Ariane Mnouchkine, 15 h 30 ; Théâtre : Mollère : Mollère (1976) Théâtre et histoire : Molière (1976) d'Arlane Mnouchkine, 19 h 30 ; Théâtre et histoire : Un citoyen sans importance (1988) de Guy Jorré, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS ABOUT LOVE, TOKYO (Jap., v.o.) : Epés de Bois, 5- (43-37-57-47). ABRACADABRA (Fr.-Bel.) : L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63) L'ABSENCE (Fr.-All.) : Epés de Bois. 5-

(43-37-57-47). L'ACCOMPAGNATRICE (Fr.) : Bysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).
AGANTUK LE VISITEUR (Ind., v.o.): AGANTOK LE VISITEUR (ING., V.O.):
LUCAMBRE, & (44-45.734)
L'ARBRE, LE MAIRE ET LA MÉDIATHÉQUE (Fr.): Le Saint-Gamain-desPrés, Selle G. de Beeuregard, 9(42-22-87-23); Les Trois Saizac, 8(45-61-10-60),
ARIZONA OREAM (A.-Fr., V.O.):
FORUM HOSSES, 18 (45-08-57-57)

ARIZONA ÓREAM (A.-Fr., v.o.):
Forum Horizon, 1* (45-08-57-57,
36-85-70-83); Les Trois Luxembourg,
6* (46-33-97-77, 36-85-70-43); UGC
0enton, 6* (42-25-10-30,
36-65-70-89); UGC Champs-Elysées, 8*
(45-62-20-40, 36-65-70-89); Max Linder Panorema, 9* (48-24-88-89); La
Bastille, 11* (43-07-48-60); Escuriel,
13* (47-07-29-04); Mistral, 14*
(36-65-70-41); v.f.: UGC Montparnass, 6* (45-74-94-94, 36-65-70-14).
ATTACHE-MOI L'ESD., vol.: Singio ATTACHE-MOI I (Esp., v.c.) : Studio Galande, 5: (43-54-72-71) ; Denfert, 14-

(43-21-41-01); Grand Pevols, 15-(45-54-46-85). LES AVENTURES DE ZAK ET CRYSTA OANS LA FORET TROPI-CRYSTA OANS LA FORÊT TROPI-CALE OE FERNGULLY (A., v.f.): Gau-mont Les Halles, 1" (40-26-12-12); Geurnont Ambessade, 8" (43-59-19-08, 36-95-75-06); Frençaie, 9" (47-70-33-88); Geurnont Gobelins (ex-Fauvette), 13" (47-07-55-88); Geurnont Alésia, 14" (36-65-75-14); Montper-nesse, 14" (43-20-12-06); Gaurnont Convention, 15" (48-29-42-27); Grand Pavols, 15" (45-54-46-85). BASIC INSTINCT (A. v. o.) : Studio

Pavols, 15 (43-54-40-30).

BASIC INSTINCT (A., v.o.): Studio Gelande, 6 (43-54-72-71): UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50, 36-65-70-76): v.f.: UGC Dpéra, 9 (46-74-95-40, 36-65-70-44). BEAU FIXE (Fr.): 14 Juillet Parnesse, 6-(43-26-58-00). BEIGNETS DE TOMATES VERTES

BEIGNETS DE TOMATES VERTES (A., v.o.): Cinoches, 8 (46-33-10-82); UGC Triomphe, 9 (45-74-93-50, 36-65-70-76). LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.f.): Cinoches, 6 (46-33-10-82); UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50, 35-65-70-79); Oenfert, 14 (43-21-41-01); Grand Pavols, 15-(45-54-45-65); Seint-Lambert, 15-(45-32-91-68). (45-32-91-68). SHUMIKA (Ind., v.o.) : Epée de Bois, 6-(43-37-57-47)

SHUMIKA (ind., v.o.): Epée de Bois, 6(43-37-57-47).
BLAOE RUNNER-VERSION INTÉGRALE (A., v.o.): Grand Action, 5(43-29-44-40, 36-65-70-63); Les Trols
Balzac, 6- (45-61-10-60); Bienvende
Montparnasse, 15- (36-65-70-38).
BODYGUARD (A., v.o.): Forum Orient
Express, 1-- (42-33-42-29,
35-95-70-57); George V. 8(45-62-41-46, 36-65-70-74); v.l.:
Paramount Opére, 9- (47-42-56-31,
39-65-70-16); Geurnont Gobelins (exFeuvette). 13- [47-07-55-66); Les
Montpamos, 14- (36-85-70-42); Geumont Convention, 15- (48-26-42-27);
Le Gambetta, 20- (45-39-10-98,
39-96-71-44).
BRAINDEAO (néo-zélendais, v.o.):
Forum Orient Express, 1-- (42-33-42-26,

Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26, 39-65-70-67); George V, S- (45-82-41-46, 36-65-70-74); v.f.: Rex. (45-62-41-46, 36-65-70-49); v.r.: nex., 2- (42-36-83-93, 36-65-70-23); C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS (Bel.): Forum Orient Express, 1- (42-33-42-29, 36-65-70-87); Epée de (43-37-57-47); George V, 8-(45-62-41-46, 36-65-70-74). CANDYMAN (A., v.o.): George V, 8-(45-82-41-46, 36-65-70-74); v.l.: ET LA VIE CONTINUE (iranien, v.o.) : Utople, 5- (43-26-84-65).

CERCLE DE FEU (A.) : La Géode, 19-LA CHASSE AUX PAPILLONS (Fr.)

(40-05-80-00).

LA CHASSE AUX PAPILLONS (Fr.):
Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36);
Epée de Bois, 5: (43-37-57-47);
CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE SÉBÉ (A.
v.o.): Forum Orient Express, 1*
(42-33-42-26, 36-65-70-67); UGC Normendle, 9: (45-93-19-16, 36-55-70-92); v.f.: Forum Orient Express, 1*(42-33-42-26, 36-66-70-67); Rex, 2: (42-36-83-93, 36-96-70-23); UGC Danton, 6: (42-26-10-30, 36-65-70-88); UGC Montperneese, 6: (45-74-94-94, 98-85-70-14); Geumont Marignan-Concorde, 8: (43-59-92-82); UGC Normendie, 9: (45-63-15-18, 36-65-70-82); Paramount Opéra, 9: (47-42-56-31, 38-86-70-18); UGC Lyon Gastille, 12: (43-43-01-59, 36-85-70-84); UGC Gobelline, 13: (45-61-94-95, 38-65-70-47); Mistral, 14: (38-65-70-41); Montparnasse, 14: (43-20-12-08); UGC Convention, 15-thy, 19: (38-68-20-22); Le Gambetta, 20: (46-36-10-96, 36-65-71-44).
LA CITÉ DE LA JOIE (A., v.o.): Images de colleges for (46-87-18-09): Grand

ZU (48-36-10-36, 36-65-71-7-7; LA CTTÉ DE LA JOIE (A., v.o.): images d'ailleurs, 5- (45-67-18-09); Grand Pavois, 15- (45-64-46-85). CŒUR DE TONNERRE (A., v.o.):

Lucemeirs, 6- (45-44-57-34).
LES COMMITMENTS (triandais, v.o.):
Le Berry Zèbre, 11- (43-57-51-55);
Grand Pavois, 15- (45-54-46-85). LES CONTES SAUVAGES (Fr.) : Ely-sées Lincoln, 8- (43-59-36-14) ; Sept

LES EXPERTS (A., v.o.): George V, 8-(45-82-41-46, 39-85-70-74); v.f.: Paramount Opéra, 8- (47-42-56-31, 36-65-70-18). FATALE (Fr. Brit., v.o.) : Cinoches, 6-(46-33-10-82) : Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-09, 96-65-75-08) : Les

Montparnos, 14 (36-65-70-42). FINZAN (malien, v.o.) : Utopia, 5-143-26-84 FREUO QUITTE LA MAISON (Su. v.o.) : Reflet Logos I, 5- (43-54-42-34). LES GORILLES DE MONTAGNE (A.) : La Géode, 19- (40-05-80-00).

HENRY V (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg. 3 (42-71-52-36) ; Denfert, 14-(43-21-41-01). HÉROS MALGRÉ LUI (A., v.o.) : Gau-

LES FILMS NOUVEAUX

LA BÊTE LUMINEUSE. Film cansdien de Pierre Perrsuit : Utopia, 5-(43-26-84-65).

LA BRUNE, Film français de Laurem Carcélès : Reflet Logos I, 5- (43-54-

CHAPLIN. Film américano-britannique de Richard Attenborough, v.o. : Forum Horizon, 1º (45-08-57-57, 36-66-70-83) : Impérial, 2º (47-42-72-62) : UGC Damon, 6º (42-26-10-30, 39-85-70-86); Gaumont Merignen-Concorde, 8- (43-59-92-82); UGC Blarritz, 8- (45-92-20-40, 36-65-70-81); Escurial, 18-(47-07-28-04); Sept Parnassions, 14- (43-20-32-20); v.f.: Rex, 2- (42-36-83-93, 36-65-70-23); Pera-36-83-83, 36-85-70-23); Feramount Opéra, 9- (47-42-86-31, 36-65-70-18); Lee Nation, 12- (43-43-04-67, 36-86-71-33); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58, 38-66-70-84); UGC Gobelins, 13- (45-61-

70-84; UGC Gonelins, 13* (45-61-94-95, 38-65-70-45); Gaumont Alé-sia, 14* (38-65-76-14); Miramar, 14* (38-65-70-39); Gaumont Conven-tion, 15* (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18* (36-68-20-22). HORS SAISON: Film suiese fran-cais-allement de Danie) Schmid : Publicia Saint-Germain, 6* (42-22-72-80); Elysées Lincoln, 8* (43-59-36-14); 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81) ; Sept Parmassiens, 14-(43-20-32-20).

INNOCENT BLOOD, Film américain de John Landis, v.o. : Gaumont Las Halles, 1* (40-26-12-12) ; 14 Juilet Odéon, 6* (43-25-59-83) ; Gaumont Marignen-Concorde, 9. (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11. [43-

Parnassiens, 14 (43-20-32-20), COUPABLE D'INNOCENCE (F Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49). LA CRIBE (Fr.): Gaumont Opéra, 2-(47-42-80-33); Gaumont Merignen-Concorde, 8- (43-59-92-82); UGC Biar-ritz, 8- (45-62-20-40, 36-65-70-81); ritz, 8• (45-62-20-40, 36-65-70-81); UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59, 39-85-70-84); UGC Gobellns, 13• (45-61-94-95, 39-85-70-45); Gaumont Alésia, 14• (36-95-76-14); Les Montparmoe, 14• (36-95-70-42); 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79); Geumont Convention, 16• (48-28-42-27); UGC Malliot, 17• (40-98-00-19, 39-95-70-61); Pathá Cilchy, 16• (36-69-20-22); La Gambetta, 20• (48-36-10-96, 36-65-71-44). OELICATESSEN (7-): Studio Galande, 5• (43-54-72-71); Saint-Lambert, 15•

OELICATESSEN (Fr.): Studio Galande, 5- (43-54-72-71); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68).

OES HOMMES D'HONNEUR (A., v.o.): George V. 9- (45-62-41-46, 36-65-70-74); v.f.: UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94, 36-65-70-14).

DES SOURIS ET DES HOMMES (A., v.o.): Cinoches, 6- (46-33-10-82).

LA OEUDA INTERNA (Arg., v.o.): Latina, 4- (42-78-47-86).

DRACULA (A., v.o.): Forum Horizon, 1- (45-08-57-57, 36-85-70-83); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08, 39-65-75-06); UGC Normandle, 9- (45-63-16-19, 36-65-70-82); Gaumont Grand Ecran Italie, 13- (45-80-77-00); v.f.: Rex. 2- (42-36-83-93, 36-65-70-23); UGC Montparnasse, 8- (45-74-94-94, 36-85-70-14); Paramount Opére, 9- (47-42-56-31, 39-55-70-16); UGC Gobeline, 13- (45-81-94-95, 36-65-70-45).

LES ENFANTS VOLÉS (It., v.o.):

LES ENFANTS VOLÉS (it., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86). ÉPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin.

EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin., v.o.): Ciné Gesubourg, 3-(42-71-52-35]; Lucernaire, 9-(48-44-57-34); Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68).

ET AU MILIEU COULE UNE RIVIÈRE (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1-(40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2-(47-42-60-33); UGC Odéon. 6-(42-25-10-30, 35-65-70-72); Gaumont Champe-Elysées: 8-(43-59-04-67); Gaumont Pamasse, 14-(43-35-30-40); Gaumont Grand Erran Grenefie (ex-Kinopanorama), 15-(43-06-50-50); v.f.: Gaumont Grand Ecran Granelle (ex-Kino-panorama), 15° (43-06-50-50); v.f.: Saint-Lazare-Pasquier, 8· (43-87-35-43, 36-66-71-66); Gaumont Gobelins (ex-Fauvette), 13· (47-07-55-88); Gaumont Alésie, 14· (36-55-75-14); Miramar, 14· (36-65-70-39); Pathé Wepler II, 18-(36-58-20-22); Le Gambetta, 20-(48-36-10-96, 36-55-71-44); ET LA VIE COMTONIE Francis

57-90-81) ; Geumont Parnasse, 14-(43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79) : v.f. : Francais, 9. (47-70-33-69); Gaumont Gobelins bie (ex-Fauvette bis), 13. (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14-(36-65-75-14) ; Montpamasse, 14-(43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 18-(36-68-20-22). LIOUBOV. Film russe de Velári

Todorovski, v.o. ; Impérial, 2º (47-42-72-52) ; Gaumont Hautefeuille, 8-(46-33-79-38) ; La Baetille, 11- (43-07-48-60); Bienvenue Montoarnasse, 15- (36-65-70-38). LES PARAOIS PEROUS. Film fran-

çals de Pierre Rival : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63). LES PILLEURS. Film eméricain de Walter Hill, v.o. : Ciné Beaubourg, 3.

(42-71-52-36); UGC Normandie, 8-(45-63-18-18, 36-65-70-82) ; v.f. : Rex, 2- (42-39-63-93, 39-65-70-23) ; UGC Montpernasse, 6- (45-74-94-94, 38-66-70-14) ; Peramount Opéra, 9- (47-42-66-31, 36-95-70-18) ; UGC Lyon Bastile, 12-(43-43-01-68, 36-65-70-84); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95, 36-65-70-45); Mistral, 14 (36-86-70-41); Pathé Clichy, 18 (36-68-20-22). TA OONA. Film frenco-mallen d'Adema Brabo, v.o. : Utopia, 5- (43-

UN JOUR OANS LA MORT OE SARAJEVO, Film français de Thierry Revalet, Alain Ferrari et Bernard Henri-Levy : Studio des Ursulines, 6. (43-26-19-09).

26-84-65).

(45-51-94-96, 36-65-70-45); Mistral, 14- (39-85-70-41); UGC Convendon, 15- (45-74-93-40, 36-65-70-47); Pathé Wepler II. 18 (36-68-20-22). HOOK (A., v.f.) : Cinoches, 6-(46-33-10-82). HYÈNES (sénégalais-Suis.-Fr., v.o.): 14

Trenes isengarais-ous.-fr., v.o.): 14 Juillet Parmasse, 8: (43-26-59-00); Racine Odéon, 6: (43-28-18-69); Les Trois Balzac, 8: (46-81-10-60); 14 Juil-let Bastille, 11: (43-57-90-81). IN THE SOUP (A., v.o.): Images d'all-leurs, 5: (45-87-19-09); Denfert, 14-(43-21-41-01). INOOCHINE (Fr.) : Grand Pavois, 15-(45-54-46-65) ; Seint-Lambert, 15-

L'INSTINCT OE L'ANGE (Fr.) : Gaumont Ambessade, 9. (43-59-19-09, 36-65-76-08). JEUX D'ADULTES (A., v.o.) : Gaumont

Marignan-Concords, 8 (43-59-92-82) : Sept Parnassians, 14 (43-20-32-20) ; v.f.: Français, 9 (47-70-33-88). JUSTE AVANT L'ORAGE (Fr.-Suis.) : Sept Pamaesiens, 14- (43-20-32-20). L 627 (Fr.) : Cinoches, 5- (46-33-10-82). LES LIAISONS DANGEREUSES (A. v.o.) : Ciné Beeubourg, 3-(42-71-82-36) ; Grand Pavoie, 15-(45-54-46-85).

(42-71-82-36); Grand Pavois, 15-(45-54-46-85).

LUNES DE, FIEL (Fr., v.o.); Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36); Lucernaire, 5-(45-44-67-34).

MAMAN J'AI ENCORE RATÉ L'AVION (A., v.o.); George V, 9-(45-62-41-46, 36-65-70-74); v.I.: Rex, 2-(42-36-93-93, 38-95-70-23); George V, 6-(45-62-41-48, 36-65-70-74); UGC Gobeline, 13-(45-61-94-95, 36-65-70-45); Saint-Lambert, 15-(46-32-91-68).

MANGANINNIE (Austr., v.o.); Images d'elleurs, 5-(45-87-18-09); v.f.: 14

Juillet Parnasse, 6-(43-25-68-00); Le Berry Zabre, 11-(43-57-51-55).

MARIS ET FEMMES (A., v.o.): Forum Orient Exprase, 1-(42-33-42-26, 39-85-70-67); Action Ecolee, 5-(43-25-72-07, 38-85-70-64); UGC Triomphe, 9-(45-74-93-50, 36-85-70-76); Sept Parnassians, 14-(43-20-32-20).

LES MEILLEURES INTENTIONS

LES MEILLEURES INTENTIONS (denoia, v.o.) : Epés de Bols, 5-(43-37-67-47). (43-37-67-47).

MENSONGE (Fr.): Gaumont Les Halles,
1" (40-29-12-12): Gretagne, 6*
(36-65-70-37); Gaumont Hautefeuille,
6* (48-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8* (43-59-19-08, 36-65-76-08);
Français, 6* (47-70-33-88); Gaumont
Gobellns (ex-Feuvette): 13*
(47-07-55-88): Pethé Clichy, 18*
(38-88-20-22); La Gambetts, 20*
(46-38-10-96, 36-65-71-44).

::- · !--:

10.5

5....

Service of Part Cate

2:

2 to

] 22

The state of the s

Grand Control of the Control of the

M 2.

MITECTURE

1

ve :

Deux concours

American Company of the Company enote concest. grand de Berner

k b Spree ier aid in: Ben der Gereite . . . 848 at 1.004 General de de celebrate de de celebrate de de celebrate d trinert. Tale auften See Four IS . . . latte 1 1 at a. Melamail Septiment of company to company t

the same of the same with And the second second ---att trende de l'estel point of the st A MANAGE !



procedure et l'i

And Section

tite int agete. to 🙀

of the in gooding of ne nerniftend 19 Control March y in colonial THE STATE OF THE PARTY OF া া ্লাভাগ্যাল 1: 195 fot 2000 e in felbe buit and bie and straighter M . It Aleben

a store a Pi 17 (4.44 A ## 14

The section of the section of Se 1 - 18 - 4 The way to

Un festival africain

Le propos d'Ouidah 92 était de rassembler au Bénin l'Amérique et l'Afrique autour des cultures vodun

OUIDAH

de notre envoyée spéciale

La vie s'est installée dans la elté La vie s'est installée dans la elté endormie. Ouidah, ancienne capitale du trafic négrier, hant lieu du culte rendu aux vodun ancestraux (1), est sortie de sa torpeur apparente pour s'installer dans la fête, sur une idée transcontinentale que les organisateurs franco-béninois de ces « Retrouvailles Amériques-Africana. que» n'aurout pas tout à fait réussi à faire sortir des frontières du Bénin. Mnis doit-on le regretter? Le grand raout médiatisé que devait être le festival à son origine, devait être le festival à son origine, avec ses têtes d'affiches (Fela, Gilherto Gil, James Brown, Max Roach, Bookman Exsperyans, Alpha Blondy, Spike Lee, Jorge Amado, Aimé Césaire), et ses prétentions (une foire au livre « avec trus les éditeurs des pays concernés », finalement résumée en une sympathique braderie), s'est laissé tranquillement couler vers sa version locale, originale, devralt-on dire. Et, tandis que se dégamissait l'affiche officielle, Ouidah 92 se transformait en un immense festival « off », révélateur de la richesse et de l'impact culturels de l'ancien royaume du Dahomey.

Etendu sur trois villes de la de l'ancien de la richesse et de l'impact culturels de l'ancien de l'anci

Etendu sur trois villes de la régioo côtière (Ouidah, Cotooou, Porto-Novo), ce premier festival des arts et des cultures vodun, empêtré dans ses loterlocuteurs empêtre dans ses loteriocuteurs multiples et principaux bailleurs de fonds, aura en tout cas fait les délices des danseurs, chanteurs, musiciens, adeptes du fa (le destio), sortis des quartiers et des villages avoisinants. Ouldah 92 a ouvert une fenêtre sur un Bénio serein, resté longtemps à l'abri du tourisme pour cause de régime marxiste-léniniste, et aujourd'hui ques grace à une transition démo-cratique oésociée en douceur par le président Nicephore Soglo. Ici les

tion), quatre étaient destinés à la réfection et à l'aménagement de la piste reliant la ville d'Ouidah, nn piste renant la ville d'Ouidah, nn
ensemble de maisons de terre ocre
agencées autour des forts d'antan
(français, portugais, anglais), à sa
plage, d'où partaient les navires
négriers chargées des « marchanlisees achetées aux misseaux marchandiscs» achetées aux puissants rois l'Abomey. Cette piste qui traverse agune et cocoteraies en ligne iroite est désormais jalonnée d'une entaine de statues monumentales culptées par l'artiste héninois lyprien Toukoudagba. En bord de oer, oo avait commandé à un seintre haitien, Edonard Duval-larrié, la décoration d'anciens anctuaires vodun - des paillutes



tandis que le Cubain Mendive s'attaquait aux murs de la demeure du chef spiritnel vodun, le grand «dagbo» Hounon.

Autour du temple dédié à Dan, python, dans la cour du grand Dagbo ou cotre deux cases à fétiches, oo s'amusait énormément : les transes, manifestations ostentatoires des divinités ordinaires, sont ici vécues avec naturel

> Coopération inter régionale

Il y eut dooc défilés incessants d'esprits gardiens de la noit, far-ceurs gournands cachés sous d'in-vraissemblables pyramides de raphia, de femmes-devins porteuses de clochettes et de cauris, de reve-nants altiers que nui ne doit toucher, de jennes femmes co pagne hlanc mimant la chasse au tigre, de rondes expiatoires où de vicilles dames font mine de sacrifier nn bœuf au son des tambours, des cloches et des hochets. Invités, la grande prêtresse vandoue de Tri-nidad et Tobago, « Mêre» Estella, de Salvador-de-Bahia, Pierre Ver-ger, photographe et ethnologue français, échangeaient des recettes de décoction et comparaient les rites des deux rives.

Plns loin, sous un fromager

basses renversées dans des seaux d'eau, ameute les danseurs de passage. An détour d'une allée, voici l'accordéon « bobobo» (l'African reggae du Ghana) de la troupe de marioonettistes rastas Di-Tou (un Togolais, deux Ghauéens, un Bénioois), hier iovitée en France, an festival de Charleville Médicas festival de Charleville-Méziéres, aojoord'hui réduite à l'errance, après avoir fui le Togo le mois

Dans les buvettes, les radio-cassettes diffusent do soukouss et de la rumba zalroise à haute dose. Quand ce ne sont pas les descen-dants de Francisco Felix de Souza, dit Chacha la, inctis negrier ne à Salvador-de-Bahia en 1754, mort vice-roi d'Ouidan en 1849, qui se livrent aux joies du Bourillon, ce carnaval qui ressemble si fort à son lointain cousin hrésilien. Au Bénin, où le père de Toussaint Louverture était oé, les esclaves hrésiliens affranchis sont revenus à partir de 1835, apportant avec eux des mots portugais, des plats bahianais, des patronymes et des coutumes. Nulle part ailleurs, l'échange entre l'Afrique et l'Amérique n'est si clairement défini ment défini.

Ouidah 92 devait précisément se dérouler en 1992, et constituer une sorte de pendant africain des commémorations de la découverte dn d'importance, aux pieds du fort portugais de Saint-Jean-Baptiste, où s'est installé le mnsée de la ville, des joucurs de tchingkoumé, un rythme frappé sur des cale-

aux Etats-Unis. L'échec de cette tentative de found-rising s'explique certes par le peu de familiarité des centes par le pen de familiarité des Noirs américains envers des valeurs religieuses qui nourrissent ailleurs des cultes toujours vivaces et proches de leurs origines yorubas, fon ou ewe (le candomblé au Brésil, la santeria à Cuba, le vaudou à Haïti). Mais elle témoigne aussi de la répugnance des artistes habitués aux circuits de l'industrie du spectacle à se lancer dans des entreprises jugées par eux financièrement incertaines. Echaudés (à la fin de 1991, un grand festival dédié à l'enfance africaine à Lagos avait l'ini en déronte). Alpha Blondy et Fela avait d'ailleurs placé la barre financière très haut. L'incurie d'une agence de voyage L'incurie d'une agence de voyage aura achevé de ruiner les espoirs de rencontres inter-continentales; Gilberto Gil était bloqué à Rio-de-Janeiro et le groupe Bookman Exs-peryans encalmicé à Port-au-Prince.

An Bénin même, l'idée d'une communauté de pensée et d'expres-sion héritée de la symbolique et des pratiques animistes vodan n'a pas toujours fait l'unanimité. Le festival Ouidah 92, qui s'est ouvert trois jours après la visite du pape, rois joins après la visite un pape, s'était d'abord heurté à l'opposition farouche de la hiérarchie catholique béninoise. Puis à celle du ministre de la culture et des communications, M. Paulia Hountondji, favorable à la Ronte de l'es-clave. clave, un projet similaire, mais davantage basé sur la coopératioo inter régionale.

Pour ce philosophe fils de pasteur protestant, « le vodun est un culte, pas une culture, et c'est une composante parmi d'nuires au Bénin». Qualifié de projet « folklorique », Ouidah 92 soulève également, toujours seloo M. Hountondji, la question de l'autonomic africaine eo matière de conceptioo de programmes culturels. D'une certaine manlère, les faits lui auront donné raison. Quidah 92 est rentré par la force des choses dans le panthéon des manifesta-tinns africaines. Et l'absence de stars internationales aura finale-ment permis à Onidah 92 d'éviter le piège d'une visite touristique et malsaine à travers les arcanes fondatrices des religinns du golfe du

VÉRONIQUE MORTAIGNE

(1) Le mot vodun, qui signific «esprit»
— «divinité secondaire» au Bénin – y
désigne aussi l'équivalent du calte vandon en Halti.

(2) I franc CFA équivant à 0,2 FF. (2) I franc CFA tquivant 1 0,2 FF.

➤ Album: Bénin, Rythmes et
Chants pour les vodun. Emegistrement réalisé per François Borel
en 1973 et 1974 chez les Aizo
d'Allade et les Gun dn PortoNovo. 1 CO VOE-Gallo 612.
Livre: Vodun, recuell de textes
publiés dana la revue Présence
africaine, rassemblés à l'occasion
d'Ouidah 92, Editions Présence
africaine, 308 p., 166 F.

Bernard Pivot et son orchestre

M. Jack Lang aurait pu venir seul à « Bouillon de culture » débattre avec Michel Schneider de son livre la Comédie de la culture. Mais le ministre connaît bien son ancien directeur de la musique. Il a donc demendé à Pierre Boulez, à Edmonde Charles-Roux et à M. Didier Fus jeune directeur du centre cultural Le Manège à Maubeuge, de l'accompagner. Quarre contre un?

C'était sans compter sur Bernard Pivot. Résolument dans le camp de Schneider, il n très sérieusement préparé ses quesdons et exige des uns et des autres des réponses sans ambi-guité. Ce qu'il ne pouvait imaginer - mēme s'il ku fut impossible d'équillhrer les temps de parole, - c'est le climat, auquel il fit face avec maestria, qui allait régner sur son plataau. Jack Lang, mal à l'aise, dont les anvolées cachent une connaissance vague de ce qui se passe réellement sur le terrain de l'en-seignement et de l'enimation cul-turella. Pierre Boulez, qui perd sa contenance jusqu'à manier l'in-sulte et le mépris. Curieusement, ce grand artiste, qui se dépense tant contre l'ancien directeur de la musique, e des vues très voi-einas de Schneider sur le

culture : ils rejettent tous danx la « confusionnisme des valeura » qu'nurait instauré Jeck Leng. M- Edmonde Chnries-Rnux manie la perfidie avec constance et tenta d'accréditer la thène Schneider mépriserait lna artistes. De nombreux responsables artistiques de premier plan regrettent pourtant ne plus l'avoir pour interlocuteur. Boulez se tait, comme il se tait quand l'Opéra Bastilla surgit dans le débat. Il est vrai qu'il ne cesse de dire que le gâchis artistique et humain y règne.

Schneider n la commisération du médecin psychiatre confronté à de grands malades, Mais il ne pose pas la véritable question : «Pourquoi le ministère Lang n'a pas su, en dix nns, changer la règle qui fait que, en France, le prestige d'une institution musicale est inversement proportion-nel à la présence de l'Etat dens tadite institution? > On aurait aimé avoir une télévision interactive pour modifier le cours du débat, sortir des polémiques personnelles pour aborder les véritables problèmes posés par Michel Schneider dans son livre.

ALAIN LOMPECH

La course de Jack Lang

Saite de la première page

«Cétait le sort des gouvernements de la III et de la IV République », indique le mioistre de la culture. Une autre fois il affirmera que c'est uoe question de tempéramment. Mais c'est peut-être du côté de sa formation qu'il faut chercher l'expirate. cation de cette boulimie irrépressible.

L'ancien doyen de la faculté de droit de Nancy, le juriste, spécialiste du droit maritime, était (et est touisteur forcedé de théâtre. Le festival qu'il crée puis anime en Lorraine va d'ailleurs acquérir une réputation internationale. Et la défroque des comédiens tiendra bienlôt dans sa vie une place plus impor-tante que sa robe de professeur. Amateur, Jack Lang l'est done resté. Avec les qualités et les défauts du

Toujours capable d'enthousiasme. Toujours capable d'enthousiasme, d'emballement, les carcans administratifs, comme les technocrates et les représentants de la haute administration, avec qui il s'entend toujours assez mal, le gênent. L'énarque Michel Schneider, pendant trois ans son directeur de la musique avant de devenir son critique virulenl, en saura vite queloue chose. Le soccasaura vite quelque chose. Le specia-ele vivant a toujours cu sa préfè-rence. Il a aimé l'atmosphère des troupes, et privilégié les relations per-sonnelles, ainsi que les «coups» médiatiques. Mais il s'est aussi dis-issiliat uest terret personnel les cipliné: ayant appris la gestion, il la maîtrisera mieux à partir de 1988, de retour rue de Valois.

Il est, paradoxalement, moins poli-tique qu'on ue le croit, ou qu'il ne le pense lui-même. . Jamais il n'a été

aussi malheureux que pendant la pre-mière cohabitation, lorsque son acti-visme lournait à vide, il y a fort à parier que la seconde lui sera égale-ment difficile à supporter. On le voit mal se cantonnant dans la gestion municipale: Biois est une ville paisible, moyenne, qui oe suffira pas à employer son énergie; de même que les couloirs de l'Assemblée nationale (qu'il va pourtant teoter de retrouver) o'ont pas pour lui les charmes de la colonnade de Buren, on il aper-

Amateur, nous disent les dictionnaires, celui qui cultive un art pour son seul plaisir. Le plaisir est, pour le ministre, démultiplié par le pouvoir et la capacité de réaliser une œuvre au service de sa passion. C'est un moteur autrement pulssant que le désir de sièger parmi des élus. D'autant que les élus de son œur sont ces professionnels de l'art qui l'ont toujours fasciné. Lorsqu'il évoque maladroitement, en 1981, «le passage des ténèbres à la lumière», on peut y voir une allusion inconsciente au grand théatre public où l'amateur qu'il est aussi en politique aborde enfin.

Et aujourd'hui encore cet incorrigihle dilettante reste ébloui par la nie dictiante reste ebioui par ia magie de la scène sur laquelle il faut remonter chaque soir. Après dix ans de tréteaux ministériels, Jack Lang a conservé la fougue des premiers jours. Surtout quand, dans la salle, un de ses plus fidèles spectateurs – François Mitterrand – assiste à la entation.

Leur costumier, Laurent Lamourens

EMMANUEL DE ROUX

ARCHITECTURE

Deux concours pour Berlin

Aménagement du futur quartier gouvernemental et réhabilitation du Reichstag

de notre correspondant

· Le futur quartier gouvernemental liemand de Berlin, dans la boucle e la Spree, s'articulera autour 'une structure monumentale
néaire qui épouse l'axe historique
st-ouest de développement de la
spitale allémande. Le projet de
architecte berjinois Axel Schultes, architecte berimois Axel Schules, tenu jeudi 18 février par le jury iternational parmi les 33 projets ncore en compétition, réalise un impromis entre le souhait d'éviter ne nrchitecture trop imposante ai risquait de rappeler de facheux puvenirs et celui de donner néanioins nu futur siège da pouvoir llemand une image

Lancé l'été dernier, le concours a la Boucie de la Spree portait sur aménagement des 250 000 m² de rrain situé autour du Reichstag. i s'installeroot notamment, après déménagement des institutions vuvernementales et parlemen-ires de Bonn à Berlin, le siège de chancellerie et les batiments du nodestag. Cet espace est situé itre le parc du Tiergarteo et la ree, non loin de la porte de andebourg et au sud de la future re centrale des trains à grande tesse. Il abritait autrefois le vieux sartier d'Alsen, dont il ne subsisl'onest de Berlin, et le consulat deuxième tour sur les 835 parvenus

Siège du parlement allemand après la première unificatinn de l'Allemagne, le Reichstag a été érigé par l'architecte Paul Wallot entre 1884 et 1894. Son réamensgement fait aujourd'hui l'nbjet d'un autre concours. Incendié en 1933 lors de l'arrivée ao pouvoir des nazis, fortement endommagé pendant la guerre, il n'était depuis 1945 que le symbole du parlemen-tarisme allemand. Sun amphithéatre servait surtout dans de grandes occasions officielles, comme la réunion constitutive en 1991 du premier Parlement de la nouvelle Allemagne réunifiée. Le jury a laissé le soin au parlement lui-même (ce qui a été diversement apprécié), de départager les trois premiers projets arrivés en tête. Celui de l'architecte anglais sir Norman Foster à comme caractéristique de recouvrir l'ensemble du mooument d'un immense ciel transparent qui doit symholiser le passe et l'espoir dans une nouvelle Allemagne. Les deux autres projets sont signés de l'espagnol Santiago Calavatra et du néerlandais Pi de Bruijn.

Composé de 12 membres représentant les institutions fédérales et le sénat de Berlin, et de 12 architectes internationaux, le jury de la it après la guerre que le batiment Boucle de la Spree n tenn à éviter Reichstag, qui bordait la tigne une situation identique. 33 projets démarcation entre l'est et avaient été retenus pont le

aux neganisateurs. Le débat s'est finalement concentré sur deux conceptions. Les représentants des institutions défendaient une vision minimaliste du quartier gouvernemental: une traduction de la démoeratie « sans vague» avec des bâtiments discrets fondus dans la verdure. Les architectes, appoyés par le sénateur de l'urbanisme ber-linois, M. Volker Hassemer, la présidente du Bundestag, Mes Rita Süssmuth, et le ministre de la construction. M= Irmgard Schwatzer, étaient convaincus de la nécessité de donner une image claire du quartier gouvernemental. Une partie des politiques s'est finalement ralliée à cette idée.

La balle est maintenant dans le camp des experts gouvernementaux pour décider de la configuration définitive du projet avant de lancer les concours d'architecture pour la réalisation de tous les bâtiments nécessaires à la chancellerie et au Bundestag. Le démarrage des travaux sera symbolique : il marquera déficitivement la décision de déménager les institutions de Bonn à Berlin. Sa date est cependant dif-ficile à prédire. Il va falloir auparavant réaliser d'importants travaux attraction, avant la projection du

> HENRI DE BRESSON | qu'on entend dans les films, juste-**.**

CINEMA

Le ciné qui chante

Des films des années 30 assortis de chansons, au Studio 28, restauré

Rue Tholozé, au flanc de la butte Montmartre, du côté de la rue des Abbesses, le Studio 28 (ce chiffre est celui de l'année de sa création) conserve le sonvenir d'Abel Gance, de ls bataille de l'Age d'or de Bunnel, et de grandes heures de la cinéphile. La salle vient d'être refaife à neuf, murs tendus de tissu bleo nuit, fauteuils rouges très confortables, grand écran, système Dolby stéréo et, pour l'éclairage, les grands lustres dessinés par Jean Cooteau, nvec des chapeaux de clown sur les lampes ont été restaurés.
Coctean avait baptisé le Studio 28, la salle des chefs-d'œuvre, le chefd'œuvre des salles. Oo y dooce actuellement, du jeudi au dimanche, et jusqu'au 14 mars, une douzaine de filire fernais des de films français des années 30, assortis de chansons (un film diffé-

rent tous les deux jours). Même si vous avez déjà vu Bat-tement de cœur, A nous la liberté, le Crime de Monsieur Lange, Sous les toits de Paris, l'Atalante, Ernest le rebelle, Circonstances attenuantes, les Bleus de la marine, l'Homme du jour, Paradis perdu, Quai des Orfè-wes (le seul film des années 40 au programme) et *Je chante*, il faut aller au Studio 28, pour le plaisir de les revoir, et le plaisir d'entendre, en d'infra- structures souterraines pour les transports et régler le financement des opérations.

Soir, les Zig Zinzin, duettistes qui ont composé et mis en scène Oh! cmé chantant... un récital de chansous de ces années 30, et pas celles

ment, e'est la surprise. Bertrand Rivoalen et Eric Gallet, les Zig Zinzin appartiennent à la compagnie Le Jardin des abbesses, implantée sur la Butte depuis 1984, et qui a remis co honneur, dans certains lieux privilégiés du quartier, la tradition des cafés-concerts et des spectacles musicaux. L'an dernier, Le Jardio des abbesses avait rendu hommage à Frébel avec l'avec Fréhel, avec Javas Bleues.

Sur la scène du Studio 28, un petit théâtre cinématographique avec silhouettes de spectateurs devant l'écran est installé à gauche. Uo orgue de Barbarie est posé sur un iandan d'enfant, à droite. Au centre, deux micros. Deux garçons entrent, pareillement vêtus de pactalons noirs à pinces et de chemises noires à ramages gris. Sur ces costumes, eu gré du répertoire qu'ils ont choisi, ils ajoutent des accessoires, éléments de robes à paillettes pour Y a des jours où toutes les femmes sont jolies! ou casquette des Gars de la marine.

a beaucoup d'idées et un sens aigu de l'humour qui relance le travesti fantaisiste au premier degré, cher à ce ciné d'autrefois, évoqué en chansous. La musique enregistrée semble tomber du elel de la salle, en concerdance sur la cerca de l'entre de la contraction concordance avec les cartons de l'or-gue de Barbarie que fait défiler l'un des duettistes. Tout de suite, l'am-biance est créée. A la deuxième ou troisième char

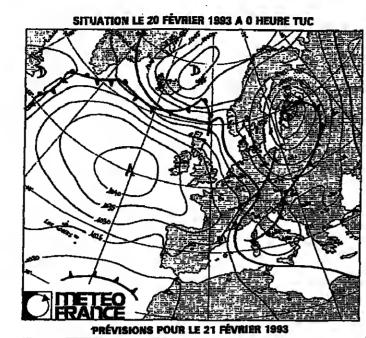
son, la salle, complice, commence à fredonner et à battre des mains en cadence. On fait un sort à C'est papa, c'est parisien ou Viens gosse de gosse. Pour le bouquet final, tout le monde chante en chœur avec les artistes. Cela de s'arrête que pour laisser place au film. D'ailleurs, on peut revenir le lendemain. Oh! ciné chantant propose deux parties. En

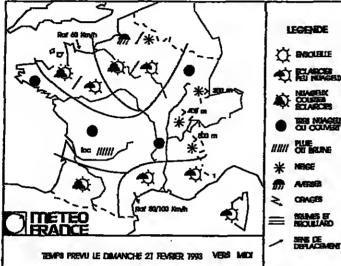
JACQUES SICLIER ► Studio 28, 10, rue Tholozé, Paris 75018, Tél.: 46-06-36-07.

EN BREF

les «Nouvelles Chines» à la Galerie intitulé « Nouvelles Chines, images

D Festival de vidéo et de films sur Pékin, Teïwan, Hongkong, New-York et Paris, ces films, sous forme da Jen de paume, à Paris. - La documentaire ou de fiction, tournent Galerie nationale do Jeu de paume antour de la question : « Que veut (place de la Concorde, 75001 Paris, dire être chinois?». Parmi les printél. 47-03-12-50) organise, jusqu'au cipaux thèmes de ce festival, la vie 14 mars, nvec le soutien de l'UAP, quotidienne, les polémiques sur un festival de libres et de vidéos l'Histoire, les problèmes de la modernité, de l'homosexualité, de de la diaspora chinoise». Produits à l'exil, du racisme et de la répression,



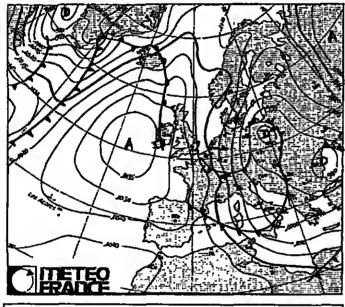


Dimanchs : pluie et neige è l'est, très nuageux à l'ouest. - La matin, le ciel eera nuageux nu nord d'une ligne Cherbourg-Paris-Strasbourg. De la Bretagne au Centre, jusqu'au Jure et aux Alpes du Nord, le ciel sere couvert avec de la pluie et des chutes de neige modérées au-dessus de 400 mètres en montagne. Les nuages seront abondants du Poitou à l'Aquitaine. Sur le pourtour méditerranéen nt les Alpes du Sud, le ciel se voilers. L'après-midi, au nord de la Loire, la lemps restera très nungeux avec quel-ques averses de pluie ou flocons de

nelge au nord de la Seine jusqu'eux régions Nord-Est, Les pluiee faibles gagneront du Sud-Oueat jusqu'au massif Central et il continuere de neiger sur les Alpes du Nord, Quelquea flocons arriveront en soirée sur lea Pyrénées, Il fara beau sur le pourtour méditerranéen at en Corse

Les températures minimales aont souvent volaines de 3 à 5 degrés dens l'intérieur, et proches de 6 degrés sur les côtes, Dans l'après-midi, les températures seront en baisse par rapport au matin

PRÉVISIONS POUR LE 22 FÉVRIER 1993 A 0 HEURE TUC



FRANCE	STRASBOURG_ 7 3 C	MADRID 15 2
	TOULOUSE 9 5 N	MARRAMECH_ 25 13
GIADDETT 9 7	TOURS 9 2 M	
BORDEAUX 10 4		MILAN 12 0
BUILDERGY IV	ÉTRANGER	MONTRÉAL -15 -27
BBCGL 0 5	ALGER 15 3 D	MOSCOU
CAPN 9 3	AMSTERDAM 8 8 N	NAIROBI
CHERROTEC 6 E	ATHÈNES 11 2 D	
	BANGKOK 33 23 N	
NUMBER 7 9	BARCELONE_ 14 4 D	
DEFOR 7 2 GREGOUELE 5 4	BELGRADE 6 -2	
LELE 8	BELIGRADE 5 -2 * BERLIN 5 0 D BRUXELLES 7 3 N	PEXIN 7 •
LOVOCES 6	BRUXELLES 7 3 N	MANAGRATIONAN 23 CC
LIMOGES 6 1 LYON 7 0	COPENELAGUE 5 6 D	14 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14 1
14 - Deliver 4 - 14 - 17		1 U(Ala
AVIOLA 4 4	GENEVE I -1 D	36(1112-21 0
CANTER 10 4	ISTANBUL 5 -2 8	SLYGAPOUR 3Z 23
AURCY 7 2 MANTES 10 4 MOSE 12 5 PARIS-MONTS 9 6 PARIS-MONTS 9 6 PARIS-MONTS 9 2 PREPERIOR 14 8	ISTANBUL 5 -2 8 JERURALEM 13 3 B	210CADULE 2 -3
PARIS MONTS 9 6	LE CAIRE 19 10 D	SYLMEY 27 19
AN 9 2	LESBONNE 18 9 D	TOXYO 12 4
PERPIGNAN 14 8	LONDRES 10 1 D	TUNIS 15 8
PORTEA PITER 31 18	LOS ANGELES _ 18 15 A	YARSOVE 1 0
ENNES 10 5	LUXEMBOURG_ 5 1 A	VENUSE 8 0
T-ETENNE 5 -1		VIENNE 7 2

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 haure en hiver.

☐ Rectificatif. - La République d'Estonie célèbrera son soixantequinzième aeniversaire le mercredi 24 février et non pas le lundi 22, comme indiqué dans notre der- M. Karessev, tél.: (1) nière rubrique « Philatélia ». Le 42-79-87-02).

burezu de poste temporaire sera donc ouvert ce même mercredi, de 9 heures à 20 heures, à le mairie du 9º arrondissement de Peris, 6, rus Drouot (renseignements

TÉLÉVISION

Samedi 20 février

TF 1 20.45 Divertissement : Toute la ville en parle. Présenté par Alexandre 22.35 Téléfilm : Dillinger. De Rupert Walnwright 0.15 Magazine : Formule sport.

FRANCE 2

20.50 Divertissement: Salut les artistes. 22,25 Magazine : Ardimat. 23.40 Journal et Météo. 23.55 Sport : Rugby.
Tournoi des Cinq Netions :
Ecosse-pays de Galles, en
differs.

FRANCE 3

20.45 ▶ Téléfilm : De père inconnu. De Pierre Joessin. 22.25 Journal et Météo. 22.50 Magazine : Vis-à-vis. Politique, que dire à non enfants?

23.45 Magazine: Musiques sans frontière. Spécial Pacifique Sud, avec des musiclene du Tahti, du Nouvelle-Calédonie et des les

Dimanche 21 février

TF 1 20.40 Cinéma ; Film français de Didier Kaminka (1990). 22.20 Magazine ;

Ciné dimanche. 22.30 Cinéme : La Fureur du juste. si Film américain d'Eric Karson (1980).

0.15 Journal et Météo. 0.20 Megazine : Le Vidéo Club.

FRANCE 2 Dimanche • 20H50

JAMES BOND Dangereusement vôtre **216/9** sur Grand Ecran - par cáble et satellite

77.50 Cinéma :

Dangereusement Film américain de John Gien (1985]. võtre. ==

23.05 Cinéme : Y a-t-il quelqu'un pour tuer ma femme? =

(1986). 0.35 Journal et Météo. 0.55 Megazine: Musiques eu coeur. L'histoire d'un petit ret de l'Opéra.

FRANCE 3

20.45 Spectacle Le Festival international

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du rendredi 19 fevrier 1993: DES DÉCRETS

 Nº 93-222 du 17 février 1993 relatif à l'organisation de la consultation des électeurs par le conseil municipal instituée par l'article L125-1 du code des communes;

 Nº 93-223 du 17 février 1993 relatif à la dévolution à des com-munautés de communes ou de villes de compétences exercées par des éta-blissements publics de coopération DES ARRÊTÉS

- Du 9 février 1993 complétant la liste des écoles d'ingénieurs aux-quelles un concours spécial de recru-tement organisé en faveur des élèves de l'enseignement technique ouvre

- Du 17 février 1993 relatif au prix de l'électricité; - Du 5 janvier 1993 fixant la liste

des substances, préparations et procé-dés cancérogènes au sees du deuxième alinéa de l'article R.231-56 du code du travail;

- Du 29 janvier 1993 portael application de l'article R.231-68 du code du travail relatif aux éléments de référence et aux autres facteurs de risque à prendre en compte pour l'évaluation préalable des risques et l'organisation des postes de travail lors des manutentions manuelles de

- Du 18 février 1993 relatif à la composition de la commission prévue à l'article le du décret nº 78-21 du 9 janvier 1978 modifié fixant les conditions de participation à la cam-pagne radiodiffusée et télévisée pour les élections législatives des partis et

CANAL PLUS 19.30 Sport: Athlétisme. Match des Six Nations, en direct de Bercy. 22.30 Divertissement:

Samedi soir avec les Nouveaux. 23.20 Flash d'informations. 23.25 Cinéms : Paper House. ##

Film britannico-emérk Semard Rose (1987). 0.55 Cinéma : Alice. ## Film américain da Woody Alien [1990] (v.o.).

20.40 Documentaire : Pour l'amour du ciel, leragl. De Jens-Uwe Scheffler. (2- pertie). 22.10 Téléfilm : Les lendemains

qui chentent. 23.45 Musique: Montreux Jazz Festival. 0.15 Série : Monty Python's Flying Circus (rediff.).

M 6 20.40 Téléfilm :

0.05 Série : L'Edié.

du cirque de Massy. 22.05 Magazine: A vos amours. Invité : Jean-Edern Hallier 22.50 Journal et Météo. 23.15 Cinéma : Drame de la jalousie. Em Film italien d'Ettore Scola (1970) (v.o.).

CANAL PLUS

20,00 Sport : Football. 22.00 Flash d'informations. 22.05 Magazine :

L'Equipe du dimanche.

ARTE

20.40 ➤ Soirée thématique : Pine Bausch for Fan's. 20.45 Documentaire : En tournée à Paris. D'Anne Linsel. 21.00 Moyen métrage :

Un jour, Pina a demandé. De Chental Akeman, 22.00 Documentaire : Répétition Sacre. De Herbert Rech.

22.45 Documentaire: Barbe-Blaue, De Herbert Rach (107 min).

20.45 Téléfilm : De Rick Wallace. 22:25 Megazine : Culture pub. Spécial Imagina.

22.55 Cînéma : Julia et les hommes. D Film allemend de Sig Rothe-mund (1975).

0.25 Magazine : Nouba

XII. Chandelle engleise. Une empoi-sonneuse. Forme d'avoir. Permet-

tait de souscrire. — XIII. Va jusqu'eu reviesement. Bruit. Passé «Cavoir». — XIV. Sur l'étendard de

le Grande Armée. Evoquant une vole. Plus à jaun. - XV. Dagré.

Donne eu chef un air crane. Sortie

de l'ombre.

0.15 Informations: Six minutes première heure.

Ida ZAJAC.

CARNET DU Monde

Naissances

Georges MAMAN, néc Drai,
Jelle MAMAN, sont heureux d'annoncer la naissance quarante-six ens, auroet lieu le mardi 23 février, à 11 heures, en l'église de Clemoni (Cher).

Ranhael.

le 16 février 1993.

41, rue Monge, 75005 Paris.

Mariages Anna et Bernard

se sont dit l'essentiel à la mairie de

Pulcaux, samedi 20 février 1993. Il était 11 heures et des poussière nous étions tous très heureux.

Décès - Louis et Thérèse Campion-Chartiez, Francis et Monique Campion-

erhaeghe, Denis et Annette Campion-Caulliez, Catherine et Claude Soulssy-Campion,
Jacques et Germaine Campion-Dalle,
Vincent et Nicole Campion-

/amberghe, Véronique et Renaud Vincent-Campion, Christine et Hervet (†) de Parscau-Campion, font part du décès, le 19 février 1993,

Genevière CAMPION-TACQUET.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 23 février, à Chocques (Pas-de-Calais), à 10 heures.

L'Abbaye, 62920 Chooques.

- Christiane et Bochko M. Givadinovitch, Liliane et Svetislav M. Givadinovitch,

Brigitte et Jean-Milan Givadinovitch. Bochko S. Givadinovitch, Hélène et Gilles Genain, Ivana et Bernard Champet

Olivier, Charles, Marie-Aude, Amand, Nicolas et Grégoire, ses arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, le 16 février 1993, de

Miles G. GIVADINOVITCH, ancien bâtonnier da barrean de Belgrade.

surveau dans sa quatre-vingt-dix-bui-

Les obsèques ont en lleu le 19 février, en l'église orthodoxe serbe de Paris.

Cet avis tienl lieu de faire-part. 14, rue Wilhem,

75016 Paris. 160, rue de Longchamp, 75116 Paris.

- Esther et Jean-Michel, Et les familles Feldmae, Kravetz,

Mincreles, Radsez, ont l'immense chagrin de faire part du

Les obsèques auront lieu lundi 22 février 1993, à 16 heures, au cime-tère de Bagneux, porte principale.

Les obsèques religieuses de M. Bernard LAUTIER, décédé le 19 février 1993, à l'âge de

sa fille. M. et M= Lautier,

es parents, Et toute la famille.

Condoléances sur registre Rue des Fosses-Jolies,

- M= François Rénouard, son épouse, Marie, Louis, Antoine, Jacques,

ses enfants, Et toute la famille, out la douleur d'anno François RÉNOUARD, directeur général de la SOPAREMA, croix de la Valeur militaire,

survenn le 18 février 1993. La cérémonie religieuse aura lieu le

lundi 22 février, à 13 h 45, en la basili-que Saiete-Clotilde, 23 bis. rue Las-Cascs, Paris-7. 6, nue de Solferino, 75007 Paris.

Anniversaires

- Il y a dix ans, en février 1983, Achille ADDA

nous quittait. Sa famille demaede à lous ceux qui

M= Mathilde ARIÉ

nous quittail le 21 février 1983. Soe souvenir est demeeré vivant

dans le cœur de sa fille Rachel (Ella). - Il y a un an, le 21 février 1992.

Habert FLAVIGNY

Sa famille el ses amis, qui par la prière ou la penace gardest son mes-sage: « L'amour ne disparaît jamais », sont levités à se réunir le samedi 27 février, à il h.30, en l'église Notro-Dame de-l'Espérance 13, rue Paul-Bert, à l'vry-sur-Seine (Val-de-Marne)

41, rue Maurice-Berteaux, 94200 Ivry-sur-Scine.

- Il ya un an, Maxwell Frederick STERN

nous a quittés.

Que tons cenx qui l'ont connn et apprécié aient une pensée pour lui. Conférences - Dans le cadre de cycle de confé $\underline{v} = y + y$

7

\$7 (2. a)

78217

23 to 11 to

Baren in in

Band ein friger

24-22

April 10 years

g71 (41.) 2 E 156 17 11 11 11

terms .

15 78 'vs

Ent. Killer

trans in the same of the

Cassa les rect es .

conside du . - " Au Cours des

Planes arroved of the second

1995 et 3/14 ----

Mars 6(% 72-5

Media Mousi 1-2

gas et 0''9 ;0

ALAIN VERNADOUS

The finance afficience in a constraint of the finance of the finan

tales Canies nes

BREF BREF

darg5: Das par

rences sur le thème de la défense, orga-nisé par la Fondation Charles-de-Gaulle, le professeur Alain Larcan pronoecera la première : « Les idées per-

manches et fondamentales du général de Gaulle en matière de défense». Elle sera présidée par Pierre Mess-mer, le mardi 23 février 1993, à 17 b 30, 5, rue de Solferino, Paris-7, Entrée libre.

PROBLÈME Nº 5981

HORIZONTALEMENT

I. Des jours qui n'en finissent pas. Le pays de Clairette. - II. Eau. Quelque chose de r renversant ». Sarcelles pour Colombes. - III. Manières d'envoyer au diable un aujet peu catholique. Point dans l'esu. - IV. Qui ne tombe pas aoua is sana. Sym-bole. - V. Blé jaune. Aller à droite. Chères



1. Il reste bianc en peasant eu bleu tout ce qui peut la noircir. -2. «Pas» dépassé. Manque d'objectif. Pique ou pointe. — 3. Plus d'une y 0 fait et y fara encore le point. Le bureau ou le secrétaire. — 4. Préposition. Pour le travail ou le jeu. Liau de culture de cartains légumss. - 5. Faira preuve d'un bon goût pour en salisfeire un

autra. Se complaisent au milieu du danger. Peut qualifier un régime. -8. Se prend au voi eu cours d'acro-beties sériannes. Géniess. -7. Végétal. Peut filer à toutes jambes. Quartler da Naplea. -8. Symbola. On y Irouve parfois des tas de « types». - 9. Introduire l'ennemi dans la place pour mieux le combattre. Part d'un cercle. -10. Energie. Herbe parfois recherchée par des chartreux. Emis par une personne entêtée. - 11. Cercle nautique, Ravenir à de plus justes mesures. - 12. Une de ses deux parties est plus rouge que l'autre. Chance peu commune. – 13. Plus d'un a croqué à sa table. Contraria l'information. Atome. – 14. Maître d'école. Qualificatif dépréciant un travail. - 15. Englobe tout ce qu'on ne dit pas. Ouvre les portes. Ne

Solution du problème nº 5980 Horizontalement

1. Réponse. - II. Unenimité. -III. But. Goret. - IV. Ire. Egée. - V. Se. Al. Sa. - VI. Sallse. - VII. Bille. Ott. - VIII. Uélé. Suri. - IX. Egiefin. - X. Tuer. Eros. -XI. Essor. Es.

Verticalement

1. Rubis. Buste. - 2. Enurésie. Us. - 3. Pâte. Allées. - 4. On. Allegro. - 5. Nigelle. - 8. Smog. Sée. -7. Eire. Sourre. - 8. Tees, Trios. -9. Net. Etains.

GUY BROUTY

in pulling

. watered to

a safadidi 170 the same of

Santa Property Touristation . . 1 . . /w. 14 14 900 1.1 to entit 8.5

- that die reitel t as parault 4 F. Wall 1981 die geneutwick transa i gegende

A. Alterete in 1

(restricted to the file tien au Wandell Carring baren . # 1846

Sept Bell

les taux d'intérêt à court terme?

A F SATAL

10.13.23

A y regarder de plus près, les entreprises ne semblent pas en cause puisque les prix à la production continuent d'augmenter faiblement. Et si de fortes hausses dans la vente au détail - comme celles enregistrées en janvier sur la viande et l'habillement - se produisent de temps en temps aux Etats-Unis elles sont le plus souvent sans lendemain. Les risques d'un redémarrage de l'inflation sont d'autant plus faibles que la croissance économique, si elle s'est nettement accélérée depuis l'été 1992, passant d'un rythme annuel de 1,5 % à presque 4 %, pourrait se relentir dena

quelques mois malgré le plan de relance annoncé par la nouveau président. On voit mal, en effet, comment les Américains pourraient continuer de beaucoup dépenser alors que leurs revenus réela n'augmentent plus depuis des années et que leur taux d'épargne est au plus bas. La croissance, qui devrait · avoisiner 3 % en 1993, sera en grande partie tirée par une forte reprise des investissements.

Non aeulement M. Clinton vient de confirmer que des aides fiscales seraient accordées aux dépenses nouvelles . d'équipement du secteur privé sous forme de crédit d'impôt, mais les entreprises se sont désendettées et se trouvent en bien meilleure situation financière qu'à la fin des années 80. La phase ascendante du

nouveau cycle conjoncturel

a'amorçant aux Etats-Unis apparaît moins flamboyanta qu'au cours des reprises précédentes qui enregistraient des taux d'axpansion de 6 % pendant plusieurs trimestres. Mais c'est probablemant la prix à payer par les Américains pour assainir durablement leur économie. En ce sens, les hausses d'impôts at de taxes annoncéas par M. Clinton, qui prendront effet en 1994, limitent elles aussi les risques d'un redémarrage da l'inflation. En réduisant eu cours des prochaines années le déficit budgétaire, elles assurent aux entreprises et aux ménages que a politique monétaire restera Jouce et que la prix de l'argent sera bas. Ce n'est pas un mince ₃vantage.

ALAIN VERNHOLES

EN BREF

1 Air France attaque la Comm propéense devant le tribunal de la EE. - Air France a attaqué la Commission enropéenne devant le ribunal de première instance de la CEE, pour obtenir l'annulation de ses écisions sur les prises de contrôle de AT et Dan Air par British Airways, insi que le notifie le Journal officie es Communautés européennes. La commission avait autorisé, en ovembre 1992, le rachet de la comagnie régionale française TAT par ritish Airways et donné son feu vert la fusion entre British Airways et la ompagnie britannique Dan Air. Ces écisions avaient suscité une vive olémique entre le PDG d'Air rance, M. Bernard Attali, et le comtissaire européen britannique, Sir zon Brittan, à l'époque chargé de la incurrence.

o GATT: M. Soisson opposera le veto de la France à une limitation de la production d'oléagiseux. - La France opposera son veto au volet de l'accord CEE-Etats-Unis qui limite la production européenne d'oléagineux si la Commission demende l'approbation formelle des ministres de l'agriculture des Douze les 16 et 17 mars prochain, a indiqué vendredi 19 février le ministre français, M. Jean-Pierre Soisson. «J'ai appris que la Commission souhaite presenter formellement la ratification d'une partie de l'accord de Washington (entre la Commission earopéenne et les Etats-Unis sur le volet du GATT) sur les oléagineux», a déclaré M. Soisson lors de la présentation da prochain Salon de l'agriculture.

La politique économique de Washington

M. Alan Greenspan approuve le programme du président Clinton

de notre correspondant

L'intervention de M. Alao Greenspan le 19 février devant la commission bancaire du Sénat était doublement attendue. En général, elle constitue un exercice important, auquel le président de la Réserve fédérale est tenu de se livrer deux fois par an, dans la mesure où il fournit l'occasion au Congrès d'écouter le diagnostic de la banque centrale sur l'économie américaine et d'éclairer l'opinion sur la politique monétaire de la Fed.

Cette fois, deux jours après la présentation du programme budgé-taire de M. Bill Clinton, cette auditaire de M. Bill Clinton, cette audition de celui qui est souvent considéré comme le deuxième
personnage de la nation en matière
économique, devait permettre
d'apprécier son soutien eux efforts
du président démocrate pour
réduire de façon drastique le déficit. M. Greenspan, un républicain
nommé par la précédente administration, ne s'est pas dérobé. e Si

Signe annonciateur

d'un retour à la normale

La masse monétaire

a diminué

en Allemagne

au mois de janvier

La masse monétaire s'est réduite

en Allemagne nu cours du mois

ntraction de 2:3 % de l'agréga

M3, survenant après les fortes

hausses des mois précédents (entre 8,7 % et 10,3 %), a été connuc ven-

dredi 19 février. Elle a immédiate-

ment déclenché une vague d'opti-

misme sur les marches qui y ont

vu la possibilité d'une baisse des

taux d'intérêt en Allemagne puis en

Europe. L'optimisme est retombé

quelques heures après, quand la

Bundesbank a expliqué que le

contraction de M3, qui comprend

les liquidités, les comotes à vue et

les comptes à terme ou d'épargne

de moins de quatre ans, s'expli-

quait en grande partie par des fac-

Le taux de croissance mensuel

de M3 est calculé par rapport à la

moyenne de la eroissance de le

masse monétaire lors du quatricmo

trimestre de l'année précédente. Or

les crises monétaires à répétition

qui se sont produites fin 1992 ont

force la Bundesbank à acheter des

quentités importantes de devises

étrangères attaquées (conronne

danoise et franc français notam-

ment), afin de les soutenir. Ces

interventions se sont traduites per

marks qui out gouffé la masse

monétaire et done d'une certaine

Il n'empêche qu'un certain ralen-

tissement est probablement en

train de se produire. En comparant

janvier 1993 à janvier 1992, on

voit que la masse monétaire a aug-menté de 7,5 % et que sur les six derniers mois, le gonflement de M3 e été de 6,5 % en rythme annuel.

La Bundesbank, qui s'est fixé

comme objectif pour 1993 une

croissance de la masse monétaire

comprise entre 4,5 % et 6,5 %, a

souvent rappelé qu'uoe baisse

importante des taux d'intérêt

dépendait du ralentissement de.

l'inflation, l'évolution de M3

n'étant qu'un indicateur.

façon faussé la base de référence.

des injections importantes de

teurs techniques.

l'opportunité qui nous est offerte n'était pas saisie aujourd'hui, nous serions contraints de faire demain des éhoix beaucoup plus difficiles », e indiqué M. Greenspan.

Le programme Clinton « est un programme sèrieux, ses fondements économiques sont plausibles et il a l'avantage de comporter une liste détaillée de recommandations, programme par programme», a fait valoir le président de la Réserve fotérale aux épateurs dont on sait fédérale aux sénateurs dont on sait qu'ils vont passer à la loupe cha-que ligne budgétaire.

Commentant les effets que cette nonvelle politique fiscale (composée d'un programme de réduction de dépenses et d'importantes augmentations d'impôts) pourrait avoir sur l'économie, M. Greenspan a ajouté que la crédibilité du plao dépendra essentiellement du respect des enpagements de tréusrespect des engagements de réduc-tion à long terme du déficit budgétaire contenus dans ce programme et de la réaction des marchés. Il a également mis l'accent sur la néces-sité de contrôler fermement les dépenses de santé sous peine de

voir le déficit repartir à la bausse au milieu des années 1990.

M. Greenspan a sjonté que la Fed souscrirait à cet effort collectif, refusant de répondre avec précision aux questions des sénateurs sur une éventuelle nouvelle baisse des taux d'intérêt. «La stratégie en matière de politique monétaire doit consister à fournir les liquidités dont l'économie a besoin pour pour-suivre son expansion tout en comprimant les pressions inflation nistes », 2-t-il répondu.

M. Greenspan e indiqué que le comité de l'Open Merket, qui pilote la politique monétaire de la Fed, tablait sur un taux d'inflation de 2,25 % à 2,5 % cette année contre 3,1 % en 1992. Quant à la croissance, elle ne devrait pas dépasser 3 % à 3,25 % pour l'enpetit de contre de la croissance, elle ne devrait pas dépasser 3 % à 3,25 % pour l'enpetit de cette de la croissance de la croissanc semble de cette année, a-t-il ajouté, un poorcentage légèrement infé-rieur aux prévisions de M= Laura Tyson, la présidente des conseillers économiques du président Clinton.

SERGE MARTI

272 millions de francs d'aides

Le secrétaire d'Etat à la mer annonce un plan d'urgence pour la pêche

Le secrétaire d'Etat à la mer, M. Charles Jossalin, a annoncé vendredi 19 février un plan d'urgenca pour la pêche assorti d'une enveloppe de 272 millions de francs. Celui-ci a été qualitié d'e insuffisant » par M. Pascal Boccou, président du comité de survie des pêcheurs bretons, qui a annoncé la poursuite des menifestatione jusqu'eu 25 février, date de la réunion des directeurs européens des pêches à Bruxelles.

RENNES

de notre correspondent

Le secrétaire d'Etat à la mer, M. Charles Josselin, a présenté, vendredi 19 février à Rennes, un plan d'urgence face à la crise qui frappe les pêches. En matière d'organisation des marchés, le secrétaire d'Etat en appelle à Jacques Delors - qu'il e rencontré mercredi - et à la Commission européenne pour appliquer une clause de sauvegarde

chard, PDG de Casino, qui ene croit pas qu'une Europe coupée en douze petits marchés puisse faire quoi que ce solt contre la puis-sance américaine, La France n'a pas d'autre choix que d'accèlèrer le processus de monnaie unique. Il faut éliminer les Anglais et aller, avant 1997, sur une monnaie commune avec ceux qui y sont prêts», Allemagne et pays du Benelux. «Vu de Tokyo, Hongkong ou Sin-gapour, le franc appartient à la zone mark», lance M. Miebel-Edouard Leclerc, coprésident des Centres do même nom.

Parce qu'enfin, et peut-être surtoot, la sortie du franc du SMI n'aurait pas les effets attendus. Ni relance immédiate - «Vovez le temps qu'il a failu aux Etats-Unis pour sortir de leur récession», remarque M. Joël Vérité, des meubles IFI, - ni, surtont, baisse durable des taux. Ou, plutôt, pas de diminution des taux «longs», ceux eppliqués pour les emprunts à cinq on sept ans, les plus importants pour le financement des investissements : les incertitudes monétaires nourrissent la spéculation, et contraignent les pays à monnaie « fragile » à mieux rémunérer les capitaux internationaux « Les Anglais n'ont pas vraiment réuss! à réduire leurs taux d'intérêt à long terme », constate M. Fourtou.

Le repli des taux allemands

Pour tous ces partisans du «franc fort», en revanche, tenir, résister à nne spéculation que la proximité des législatives ne saurait manquer de relancer, n'anrait que des vertus. D'abord, parce que, tous en sont convaincus, les taux allemands vont poursuivre leur mouvement de repli.

Ensuite, parce qu'une France démnns, reconvrirait une marge de manœuvre, « Une fois les élections passées, nos taux devraiens pouvoir baisser plus fortement qu'outre-Rhin e, affirme M. Heilbronner, président dn GAN. « D'ici septembre, j'en prendrais le pari, ils auront diminué de quatre points. Une diminution double de points. Une diminution dou celle de l'Allemagne, renchérit le PDG de Rhone-Pnulenc, M. Fnustou. Jamais, la cooperation franco-allemande n'a été aussi forte. Il faut qu'il y oit au niveau européen une plus grande convergence économique. Il faut convergence sociale.»

Use baisse programmée, donc... A moins que, dans sa longue attente de l'Allemagne, la France n'ait elle-même perdu le nord. Après M. Pierre Suard, PDG 'Alcatel-Alsthom, qui le premier tire la sonnette d'alarme, de plus en plus de partisans do k frane fort y s'inquietent d'une dérive budgétaire - 230 milliards de francs de 1992, plus de 300 milliards prévna cette année - qui met à mal la politique officielle.

Une dérive qui contrain! l'Etat emprunter, donc à drainer l'épergue per des taux d'intérêt élevés, ell faudra choisir entre le déficit ou le franc fort», lance M. Georges Jolles, vice-PDG du groupe de confection Bidermann International Partisans et adversaires da la politique monétaire seront-ils départagés par un «échec et mat» budgétaire?

> PIERRE-ANGEL GAY et MICHEL NOBLECOURT | mission).

qui, provisoirement, suspendra les importations. Il n suggéré la mise en place de prix minima en dessous desquels les produits importes seraient lourdement taxés. Ces réso-lutions françaises pourraient, selon le ministre, être appuyées par le Royaume-Uni, l'Espagne et le Por-tugal, nux prises avec les mêmes problèmes, et bénéficier de la non-opposition des Danois et des Alle-

Pour les entreprises de pêche, un report des échéances fiscales et sociales, avec application immé-diate sur les bulletins de salaire, sera complété par un allongement de trois ans des prêts bonifiés (actuellement sur douze ans) et par la réduction des échéances mensuelles nuec report d'une annuité en capital. L'enveloppe dégagée est de 80 millions de francs pour les pêcheurs industriels et de 100 milorganisations de producteurs vont bénéficier de 90 millions débloqués sous forme d'avance de trésorerie garantie par le FIOM (Fonds d'in-tervention et d'orientation des mar-

Un appei est lancé vers les régions et les départements pour qu'ils participent au renforcement des fonds propres des entreprises équipées de navires récents. Quant à l'aide aux pêcheurs et à leurs famille aux pêcheurs et à leurs de leurs et le leurs de l'aide aux pêcheurs et à leurs de l'aide aux pêcheurs et à leurs de l'aide aux pêcheurs et à leurs de l'aide aux pêcheurs de 2 millions de l'aide aux pêcheurs de l'aide aux pêch familles, une somme de 2 millions de francs immédiatement mobilisa-ble est confiée à l'arbitrage des pré-fets, qui seront informés par les comités locaux, les affaires maritimes et le service social des pêche maritimes. En attendant un complé-ment des collectivités territoriales sensibles au drame de la pêche. Les centrales d'achat vont être contac-tées tout comme les transformateurs pour qu'ils n'aggravent pas la situation des producteurs.

Les contrôles sont confiés au ser vice des douanes qui les multibliera. Ils ebercheront à remonter les filières qui bénéficient de passe-droits dans certains pays d'Afrique et d'Amérique du Sud. Dans le Sud-Finistère, en trois jours, deu contrôlés : « Nous n'avons constat que deux cas tout juste douteux», a révété, vendredi, M. Jean Sauvée, le directeur régional des affaires maritimes qui, tout comme son ministre, rêve d'une prise spectaculaire.

CHRISTIAN TUAL

Réorientant ses aides à la télévision haute définition

L'Europe pourrait renoncer à la norme D2 Mac

Plus de six ans après le lancement du programme de recherche. européen sur la télévision haute définition, la Commission semble actuellement prête à réorienter ses aides, au détriment des normes de transmission D2 Mac et HD Mac, fer de lance de la politique européenne de TVHD. A l'instar des Etats-Unis, l'Europe pourrait opter oour une transmission entièrement numérique, abandomant de ce fait D2 Mac et HD Mac, partiellement analogiques.

Les décinrations de M. Martin Bangemann, vice-président de la Commission chargé de la politique industrielle, au Financial Times du 19 février, vont dans le sens de ce changement stratégique. Elles confirment les positions déjà prises par M. Bangemann quelques jours après que le groupe Philips eut dnetion de téléviseurs HD Mac (le Monde du 16 février).

Cette réorientation permettrait de lever l'opposition des Britanniques à l'octroi d'une aide communautaire à la TVHD de 500 millions d'écus (3,35 milliards de francs) sur cinq ans. Londres bloquait cette subvention en raison des progrès accomplis ces dernières années dans le domaine de la TVHD numérique. Les subventions européennes à la TVHD se sont élevées à 625 millions d'écus depuis le lancement du programme de recherche en 1986.

Les deux principaux industriels concernés, Thomson et Philips, ont mené en parallèle des recberches sur la télévision numérique. Ils sont reunis aux Etats-Unis avec la chaîne américaine NBC, au sein d'un consortium, pour obtenir une licence d'émission de la FCC (Federal Communications Com-

Les patrons divisés par le «franc fort»

en cascade de l'automne. Si, par exemple, M. Henri Lagarde, PDG de TEM (filiale de Brandi Elecde janvier. La nouvelle d'one troménager), s'inquiète des facilités nouvelles de ses concurrents italiens, si M. Blondot déplore les e avantages considérables » des papetiers scaodinaves, beaucoup s'affirment capables de supporter les cooséquences des désordres monetaires: 5

lis snat anmbreux, meme, à estimer comme M. François Heilbronger, président du GAN, qu'« une dévaluation seroit contraire aux données objectives, non justifiée au régard des écarts réels de compétitivité. La France a des atouts; les Français sont bien armes. A terme, le franc est plutôt plus fort que le mark, à condition toutefois qu'un ne se luisse pas aller à des politiques de facilité».

L'échec des Britanniques

Est-ce le souvenir des dévaluations à répétition des années 80? Est-ce le fruit de la véritable cure de désintoxication imposée à une France inflationniste? La dévareance initationniste? La deva-luation n'a pas bonne presse. « Ce n'est pas en faisant baisser notre taux de change et en s'alignant sur la position anglaise que l'un sortira des difficultés, explique ainsi le président des AGF. M. Michel Albert. Le ballon d'oxygène d'une dévaluation cède site la place à ser effets nervers vite la place à ses effets pervers. Les Britanniques n'ont jamais été plus ce ascients qu'aujourd'hui de leur propre échec.»

Un avis partagé, relayé, amplifié même parfois par les défen-seurs du traité de Maastricht devant conduire à une union monétaire des pays européens.

«Je suis pour le respect de ce qui
a été signé, explique ainsi
M. Jean-René Fourtou, PDG de
Rhône-Poulenc. Les Anglais n'ont sans doute pas choisi in bonne solution. Ils risquent de roir leur inflation redémarrer. Il faut avoir des nerfs et construire l'Europe.»

Ce qui pose problème, ce n'est done ni le franc, ni sa parité. Mais le prix à payer pour le meintenir au sein d'un système monétaire européen (SME) déstabilisé pur le... mark. Ou, plus exactement, par le choix des auto-rités de Bonn de financer l'énorme coût de la réunification allemande par l'emprant. Un choix égoiste qui a contraint les gendarmes de la Bundesbank à utiliser l'arme de taux d'ioteret très élevés pour attirer les capitaux étrangers, freiner la faite en avant et tenter de rétablir les

Un égoisme qui a contraint les aatres pays européens, soit à s'ali-gner – comme les pays du Bene-lux et la France – soit à décroeber. Un égolsme sévèrement jugé Pour un Jean-René Fourtou qui prone « compréhension » et « solidorité », la plupart des patrons pensent, comme le président du groupe ngro-alimentaire franco-italien Eridania Beghin-Say, M. Renato Picco, que « la politique monétaire allemande, on

agrands a équilibres.

peut cherches à la comprendre. mais pas à la partager».

Les avis sont, en revenche, plus opposés sur la conduite à edopter.
Faut-il jeter l'éponge et se mettre
en congé du système monétaire
européen? Ou s'accrocher en tabiant sur le refinx - déjà amorcé - des taux allemands? a Une dévaluation n'est pas nèces saire, mais nous n'avons pas, not plus, à payer lo réunification alle-mande, tranche M. Eduardn Malone, PDG de Chargeurs Textile. Jamais le prix de l'argent n'a été quesi élevé à l'heure où nos concurrents américains et japonais bénésicient, eux, de conditions tout à fait privilègiess. » Une analyse que partage, en privé, un PDG d'un grand groupe nationa-lisé: « Le problème n'est pas de

les PME » L'inexorable montée du chômege alarme. Et conduit cer-tains patrons à réclamer un changement rapide de politique écono-mique. C'est le PDG de La Rochette, M. Blondin, qui parle de «déflation en Europe» et estime qu'avec 3 millions de chômeurs, 550 000 «RMIstes» et 1.6 million de personnes en stage, notre société est « à la limite de la

défendre le franc comme des fous en pratiquant des taux qui tuent

rupture a. C'est ce PDG, souvent accusé pourtent d'être trop proche du pouvoir, qui voit la France dériver « vers six millions de sans-em ploi si on ne change pas de politi-que et qu'on fait du Bérégovoy-bis et du Bérégovoy-ter». Bret, h eroire ces chets d'entreprise, Paris, après avoir découvert la rigueur, pratiquerait le rigorisme Et, s'enfoncerait — à contre-conrant d'Anglo-Saxons soldant enfir les méfaits de l'ère Respan-Thateber, - dans « un monetarisme

Un problème social.

Pour d'autres en revanche plus numbreux semble-t-il, que « le problème du chômage n'est pas économique, mois social », comme l'assure le président d'une entreprise publique Parce que c'est possible : « Je serais très content de voir les taux baisser, mals ils sont encore sup portobles », commente sobrement M. Jean-Pierre Quéré, PDG dn papetier Kaysersberg.

Parce qu'on prête aux taux des essets qu'ils n'ont pas : « Le manque d'appétit des Français pour la consommation n'a cien à voir avec leur niveau élevé», remarque M. Bertrand Dupont, directenr général du groupe SEB. Parce qu'aussi - on l'onblie parfois - le «franc fort» est favorable aux entreprises importatrices comme le chimiste CFPI, par exemple, dont le PDG, M. Claude Hess, se juge simplement «pratique» « Notre beou pays ne produit aucune matière première. Je règle mes achais en monnaie forte.

Autant que le franc le soit. » Parce qu'aussi, on oe peut pas faire autrement... « Croire qu'on peut jouer cavalier seul est utopi-que, assure niusi M. Fourtou, PDG de Rbone-Poulene, PDG de Rhône-Poulene, approuvé par M. Antoise Gui-

Suite de la première page Moins nombreux qu'on pourrait le croire soot ceux qui jugent insupportable la concurrence étrangère depuis les dévaluations

A CHANGE DES CAL

Emprunts recoi

PARIS

Une foi de charbonnier

INDICE CAC 40 baisse des taux a été le plue fort. Pourtant, les élé-+ 1,32 % ments qui auralent pu entraîner Parie vere là bas n'ont pas manqué : le baisse de près de

100 points de la Bourse de New-York, par exemple, le jour de la présentation du programme économique du président Clinton, aurait pu être très mal perçue de ce côté de l'Atlantique, mais rien n'y fit. La Bourse de Parie e réagi avec una reletive sérénité. Cette sérénité n'est trouvée renforcéa lors de la demiàre séence par quelques bonnes nouvelles venues d'outreponnes nouvelles venues d'outre-Rhin. En effat, en Allemagne, la masse monétaire M3 a affiché un recul de 2,3 % paur le mais de janvier, après evoir fortement augmenté au cours des trois mois précédents, notamment en raison da le crise au sain du systèma

Si ce recul s'explique « essentiellement par des facteurs techni-ques», selon les analystes, ca «bon chiffre permet au marché de jouer une baissa des taux d'intérêt allemendas au coura du prochain mois. La Banque de France, qui progressivement reconstitue ses réserves de changes, pourrait alors emboîter le pas de la Bundesbank. Alors, de là à anticiper...

La semaine avait débuté dans un calme relatif. Wall Street chômait en raison du président'e Day; les vacances scolaires éloignaient tem-

19-2-93

2936

19-2-93

553 1 158

Diff.

+ 38 + 16 + 52 + 120

Diff.

Agroalimentaire

Assurances

L'espoir de la porairement quelques opérateurs : pas de nouvelles particulières. Bref, au terme d'une séance très hésitante, les valeurs françaises abandonnaient 0,65 %. Le lendemain, l'accès de mauvaise humeur de Wall Street (- 2,45 %), après l'intervention du président Bill Clinton et le perspective d'une hausse des impôts, pesa nettement sur le place parisianne qui, au final, balssa de 1,12 %. Le racul s'arrêtera là, les trois séances qui suivirent furent toutes positives et pretiquement sur la méme pretiquement sur la meme echéma: une matinée plus ou moins moyenne et une accélération de la haussa è partir de la mi-journéa. Ainsi, l'indice gagna 1,43 % mercradi, 1,13 % jeudi et 0,55 % pour la demiàre séance de le

> D'une période è l'eutre, le principel indicateur de la place se sera finalement apprécié de 1,32 %. En s'inscrivant à la cote 1 937,17, l'indice CAC 40 retrouve dea niveaux qu'il avait délaissé depuis le mois de mai 1992 et les valeurs françaises portent leurs gaine è 4,27 % depuis le début de l'année.

CarnaudMetalbox et la SCOA

La demière séance de la semeine étalt auesi la dernière du terme boursier de février. Cette liquida-tion, gagnante de 6,41 %, permet d'inscrire la première performance positive de l'année après le demier terma qui, pour mémoire, s'était soldé par un score symbolique-ment négatif de 0,04 %.

19-2-93

Electricité et électronique

Diff.

+ 37 + 93 79 1.50

4. 37,70 Inch. + 35 - 50

Distribution

tion, è commencer par ceux de l'armement, tels Dassault Bectronique, SFIM ou Sagem dens le stilage de la signature du contrat passé entre Giat-Industries et les Emirats arabes unis, Puis ce fut le tour de CamaudMetalbox dont la cotation fut suspendua lundi, è la suite de la décision de MB Caradon, fun de ses actionnaires de vendre sa participation de 25,3 %. A l'occasion de ea désengagement, CGIP, autre actionnaire de CarnaudiMetalbox, a envisagé d'ac-croître se participation. Si son acquisition ne dépasse pas 7 %, la Société des Bourses françaises dis-pensera la CGIP de lancer une offre publique d'echat (OPA). En effet, en acquérant 7 % du capital, la CGIP resters en dessoue du seuil des 33,3 % dans le capital de Car-

La SBF n également ennoncé cette semaine la radiation da la cote officiale des actions de la Financière Truffaut à partir du 23 février. Cette rediction intervient après l'ebsorption per le groupe privé Worms et Cie de sa filiale Financière Truffeut à l'automne dernier. A compter du 24 février, les actions Financière Truffaut pourront faire l'objet de négociations sur le marché hors-cots.

naudMetabox qui nécessite, seion

le règlement, le lancement d'une

Centrest, première société de développement régional française a, elle aussi, été suspendue jeudi è un dernier cours de 50,50 francs. A sa raprise des cotations, le len-

Immobilier et foncier

Investissement

et portefeuille

19-2-93

272 348 207

624 · -

19-2-83 DIM.

488 51,60

DHf.

+ 0,80

- 60 - 4 + 12 - 1,80

DÉC. 1993

115,70

115,70

118,02

Plusieurs titres ont retenu l'atten- demain, elle a'inscrivait en tête des plus fortes baisses avec un recul de 4,6 %. Ses principeux action-naires (GAN, UAP, AGF et Crédit Lyonnais) ont décidé de ne pas recapitaliser la société, donn les pertes devraient atteindre en 1992 quelque 450 millions de francs (- 66,9 millions de francs en 1991). Première SDR de France d'avec environ 8 millerés de france d'ancours), elle devrait devenir une simple société de participations et casser son activité de crédit.

Une opération sur le marché hors cote, OCP, premier répartiteur pharmeceutique français va faire l'objet d'une offre publique d'achat (OPA) amicale de son concurrent ellemand Gshe au prix de 800 francs per action. Cette offre, qui porte sur. 100 % du capital, valorisa l'OCP è 2,12 milliards de francs. Avec un cours moyen, sur les trois derniers mois, de l'action OCP de 557 francs, la prime offerte aux actionnaires ast done de 44 %. Le capital d'OCP est composé de 2,65 millions d'ac-tions de 25 francs de nominal.

Notons encore l'intérêt spéculatif suscité per la SCOA qui termine la semeine à son plus haut cours ennuel è 17,20 francs avec des volumes de transactions qui sont loin d'être négligeables. Les analystes, comme la direction, ne s'expliquent pas ces mouvements. Certains opérateurs avancent l'hyputhèse d'un renforcement du GPG, déjà actionnaire à 5 % du groupe de négoce.

FRANÇOIS BOSTNAVARON

Métallurgie, mécanique

19-2-93 DHf.

206,50 - 2,10

NEW-YORK

Réservée

siers.

- Wall Street e fait NOCE DOW JOHES preuve de réserve face eu programme

- 207 % sente par le président Bill Clinton et qui prévoit une sug-

qui prévoit une sug-mentation des impôts pour réduire le déficit budgétaire américain. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé vendredi 20 février à 3 322,18, en baisse de 70,25 points (-2,07 %) par rapport à la semaine dernière. Les cours nveient chuté mardi, après l'intervention télévisée de M. Clinton, la veille, dans laquelle il avait eppelé les Américains à

faire des sacrifices. La Bourse new-yorkaise evait clôturé sur une baisse de près de 83 points, la plus forte en une séance depuis quinze mois. Per le suite, une chasse aux bonnes affaires et une première réaction positive des marchés à le

reaction positive des instances à le présentation, mercredi soir devant le Congrès, du nouveau plan écono-mique de M. Clinton avaient per-mis un raffermissement temporaire de Wall Street. Les investisseurs ont craint tou-tefois que des impôts plus élevés ne provoquent une nouvelle stagnation de l'économie, selon les analystes. Pour Steven Einhorn, analyste chez Goldman Sachs, le plan Clinton a mis un frein à une hausse poten-

tielle de la Bourse « pour les pro-

	Course 12 Nev.	Cours 19 Key.
Alcos	74 53 7/8	71 1/8 53 7/8
Booing	34 1/4	33 5/8 30 3/4
Du Pont de Nemours	48 1/2	47 3/4 50 1/4
Extran Kodek	51 5/8 81 1/4	84 1/4
Ford	49 1/4 84 7/8	46 1/2 82 1/4
General Motors Goodyner	40 5/8 71	38 3/4 66 1/2
IBM	50 5/8 75 3/8	50 1/2 74 3/4
Mobil Oli	64.7/8 64.1/4	66 54 1/2
Schlumberger	57 1/8	55 5/8 52 1/4
UAL Corp. (ex-Allegie)	126	113 3/8
Union Carbide	17 1/2 46 1/8	16 5/0 44 3/4
Westinghouse	13 7/8	13 1/8

chains mois». Mais il a ajouté que

des indicateurs économiques posi-

tifs et une fermeté fondamentale

des marchés pourraient limiter une

baisse éventuelle des titres bour-

Les perspectives d'une heusse des

dépenses gouvernementales et d'une

réglementation plus sévére ont

inquiété les investisseurs, selon Tim Love, enalyste chez Merinvest.

D'entres analystes ont cité une inquiétude du marché en ce qui concerne les chances d'adoption au

Congrès du programme Clinton. Indice Dow Jones du 19 février :

3 322,18 (c. 3 392,43).

TOKYO

Petite reprise

net de 2,78 % enre-gistré le semeine dernière, le Bourse 0,94 % de Tokyo s'est reprise cette semaine mais sans

grande conviction,
poussée à le hausse
essentiellement par des achats d'investisseurs institutionnels. L'indice...
Nikkei est tout de même repassé
au-dessus de la barre des 17 000 points. En tout, le Nikkei sanne d'un vendredi à l'autre 158,52 points (+ 0,94 %) à 17 010,03

Les achats orchestrés à la fois par les investisseurs institutionnels et certains étrangers attirés notam-ment par la remontée du yen face au dollar ont permis au volume de ransactions de progresser. Ainsi, le colume moyen quotidien s'est amé-ioré par rapport à la semaine préédente, avec 224,9 millions de itres échangés contre 218 millions le titres. L'appréciation du yen a otamment bénéficié aux valeurs lomestiques consommatrices l'énergie importée. Elle a en

Après le recul assez revanche entraîné à la baisse les valeurs liées à l'exportation. Selon le directeur de la firme de

courtage Tokyo Securities, M. Shohashi Daisho, le yen pourrait conti-nuer à s'apprécier sous la pression des partenaires de Tokyo, avant la tenue de la réunion du G7 la semaine prochaine à Londres. « On pourrait anticiper une hausse mode-tée [du yen]; mais une progression brutale pourrait être évitée », a-t-il estimé. Il prévoit par ailleurs que l'indice Nikkei avoisinera toujours les 17 000 points à la fin du mois de mars.

MATIERES PREVIEWES

: 1

Barana da Garana Jawa da

... 13.

į.j

January

\$200 m ...

lien.

₩1.00.

ps

ier Sielu

ithe in Sections

See of the see

20 F (3)

ante.

A SAME AND AND AND ADDRESS OF THE PARTY NAMED IN COLUMN

Tapacana

AND PERSONAL

ia ang paga tana mgi 🍇

× 11 1000

2. 1. 1. Ex 2364

Saint Shulder

ान्यक्रमध्येत्रकेष्ट्रम् वृत्ति । des jeige mentel WITH SHARE SHARE SE · ALERAN SOUR

in Mann

ladices du 19 février : Nikkei 17 010,03 (c. 16 851,51); Topix 1 294,06 (1 288,95).

	Cours 12 fév.	Cours 19 fév.
Alai Bridgestone Caron Full Bank Hoode Meters Muturoshita Electric Mitserbishi Heevy Sony Cop.	1 220 1 130 1 370 1 800 1 320 1 070 501 4 080 1 400	1 230 1 160 1 360 1 770 1 290 1 070 506 4 000 1 370

ONDRES Léger repli

-0.1%Les valeurs ont peu bougé pen-ant la semaine nu Stock schange, la chute de mardi pro-

oquée par le plongeon de Well trect ayant pris le dessus sur les tusses des autres séances. L'indice Footsie des cent grandes leurs e perdu trois points à 840 points, soit un repli de 1 %. Il a plongé de 1,2 % mardi près-midi, en réaction à la forte isse de Wall Street, due aux quiétudes des investisseurs sur le ogramme économique du prési-nt Bill Clinton. Dans son disurs sur l'état de l'Union, le présiat nméricain avait annonc usse des unpôts et les opérateurs doutent que celle-ci ne fasse

orter la reprise économique. Outre l'influence de Wall Street, s facteurs de baisse ont été in ainte de nouvelles augmentations capital par de grandes sociétés itanniques et le sentiment que les ex d'intérêt britanniques ne baisront pas dans l'immédiet

Indices «FT» du 19 février: 30 valeurs, 2 840 (c.2 843); 30 deurs, 2 200,80 (c.2 187,60); nds d'Etat, 96,32 (c.95,72); ines d'or, 93,50 (c.94,30).

	Cours 12 fév.	Cours 19 fév.
ed Lyons	5,82, 2,74 5,48	6,08 2,65 5,54
Beers	4,68 10,88 7,05	4,65 10,63 6,68
**************************************	25,13 11,60 12,38 5,61	25,50 11,20 13 15
	5,89	5.82

FRANCFORT Poursuite de l'envol + 0,97 %

La Bourse de Francfort a poursuivi son envol cette semaine malgré un léger recul à mi-parcours après le discours du président américain Bill Clinton. L'indice DAX des trente valeurs vedettes a atteint vendredi son plus haut de l'année à 1 677,39 points, soit une hausse de 0,97 % par rapport à la clôture de la semaine passée. Les cours avaient progressé de 1,22 % et de 5,21 % les deux semaines précé-

Le discours de Bill Clinton, dans legnel il a annoncé des honsses d'impôts plus importantes que prévu, a fait chuter Wall Street, qui a entraîné mercredi Francfort dans son sillage, indique la banque WestLB. Les cours sont toutefois repartis à la hausse grâce à échéance, ce vendredi, du marché à terme allemand. Selon la Commerzbank, le marché est soutenn par l'importance des liquidités dont disposent les investisseurs pri-vés et institutionnels. Elle souligne, par ailleurs, que seulement 25 % des fands d'investissements allemands sont places sur le marché des actions, ce qui constitue nn tanx très bas. Indice DAX du 19 février: 1 677,39 (c.1 661,43).

(43).					
	Cours 12 fév.	Cours 19 fév.			
LEG	173,60 227,30 278,60 273,10 675,50 267 536 289 645 297,70	174,00 230,86 280,00 274,00 686,00 272,48 \$38,00 286,70 682,00 278,80			

Clark Colification Fauthority Jenta Jenta Self Salin Self C Air I ELF Gam Institution Risks Rose Rose System Charles Charle

	19-2-93	Diff.
omp. bencaire NP CI	483,50 488	+ 38,50 + 20
rtale@ PR DE	1 170 275 219	+ 6 - 7
¥	238,10 1 085 380,80	+ 8,50 - 8 + 10,60
édit Iyon. Cl	537 1256	- 13 + 23
ciésé générale VAC	629 1 125	- 6
78 Locabal C	275 457,50 247	+ 29,50 - 14,50

<u> Bâtiment</u>	et maté	riaux		19-2-93	Diff.	CGP	100		75
	19-2-93		Alcatel Cible	639 481 518	+ 7 + 6 - 12	Gaz et Esta Lagardère Mili Marine-Word	140	9,60 -	19 5,50
eneats français	637 296	- 13	intertechnique	476	+ 20,10	Merigation mi			78
Diag	919	+ 34	Labinal	4 444	+ 219	Nord Est		0.20 -	2,40
roturnel	39,10		Matra	296,30	+ 219	Originy-Determined			inch.
wgarolia	720	+ 24	Radiotechnique		- 5.50	Paribes	16	5.00 +	12.60
TM Entrepose	410	+ 27	Sagem	2 950	+ 274	Pleast	29		18.50
umoh. Phink vaa Lefebyra	143	+ 2 + 138	Schneider	693	+ 19	SPEP	40		23
farge-Coppée	1 125	- 2.30	Sextant Avionion		+ 21,50	3-mc		4,70 +	11,80
McC	345 290	+ 17	Thomson CSF	164,20	+ 7,70	Woman et Cle.	24	7 +	2 60
une-Gobain	538	+ 2							
ie-Betignolies _	224,10 387		VALEURS I	E PLUS ACT	TVEMENT	LES PILI	S FORTES	VARIAT	COME
Maria Mirrias -	301	+ 17	TR	ATTÉES AU R	M	DE COUR	HEBDOM	ANABE	C DLA
<u>Chimie</u>				Nombre	Velour en	Valours	Hause	Valens	Belisse
	19-2-93	Ditt.		de titres	cap. (MF)		7	15	*
r Equido (L.)	776	+ 1	Alcatel Alethons	1412200	384306	300A		100 pm	
F Secoti	1 007	- 6	Rhigne-Poulenc A.	969948	544706 627644	Sea Marchi		90 (Me 1976	54
mcogne	389	- 22	ELF Analisia	1026300	453 666	C5600	+12.1	Calpurgo	- 5,0
ethut Mårleux	6 700	+ 870	ELF Aquitains	1 122 720	425 800	99C	+ 11.9 Ros	dette fai .	
ichelir	184,3 841	- 6,8	Eren (glicalinate des		431 562	Jean Lutaires .		daibe	- 42
one-Poulenc A	563	+ 200	Forgett	1430 000	431 32E 406 90B	Ge Entrept		da	
doe Poulenc Ct.	559	+ 17	Total	1423200	342965	Secret Joka	+ 11,4 80	agne Colbert	- 3
uesel-Uciel	516	+ 28	Michalls	1738 860	322137	Paris Est. Part.		Comme	- 42
mili-Webo	1 230	- 21	Saint Cabala Air Ligaide	660810	301325	UFB Located	. + 10.3 Zor		
onsommat	ion non a	limentaire	A=	301 630 245 795	292253	Eidenin Degbin Decemit Aries.	+ 9.2 Ge	upe André .	- 3
		писисии с	Lyons, Emor-Dume		Z72885	Decks France		taging COP	
	19-2-93	Diff.							
C	1 135 1 356	- 10 + 10	<u></u>			TIONS (en mi			
ristian Dior	257,50	+ 20,60		12-2-93	15-2-93	16-2-93	17-2-93	18	.2.93
rina ,	558	+ 18	RM	2 511 810	1 912 410	224 005	2 000 40	2 24	40.047
F	303,50 700	+ 17	Comptant	2311410	1312410	2 311 665	2 996 42	4 34	13 047
Ĭø	458	+ 27	R. et obl.	22 633 416	16 170 589	20 846 790	18 510 77	2 100	73 820
supe André	670	- 25	Actions	235 038	154 133	187 275	163 49		05 235
799	1 089 90,50	+ 23						_	
laman	1500	- 45	Total	25 380 264	18 237 132	23 325 730	21 670 68	5 23 5	92 102
	306	+ 9							
e Rossignal	943 1 360	- 1 - 25		סאו	ICES CAC (du	kondi au vendr	edij		
n Seint Laurent	770	. 6		15-2-93	16-2-93	17-2-93	18-2-93	110.	2-93
Sec	1629	+ 14							
rédit et l	anques		hadice gén		501,20	497 i Sécembre 1987	505,70	50	9,60
			1-E 040 40 1			1 904,97		1 4 4	
	19-2-93	Diff.	MINISTER CALCAU.	1 633,43	18/8,1/	1 904,97	1 926,52	1 1 93	37,17
np. bencaire	483,50	+ 36,50				TIE			
P.Cl	488	+ 20	Man	-1404 4		TIF			
def	1 170 275	+ 6	MODON			pourcentagn		rier 199	13
E	219	ne ne		Nombe	e de contrati	s: 157 128 e	UALIAN		

COURS

Compensation

MARS 1993

113,28

113,80

113,80

De Dietrich	382 1434 306 380	+ 22,30 - 2 - 11	י ן
lagis jakstria Mitalawap	172,80 81,10	7.60	ie.
Pachiney Cl	296,50 222,60 635	+ 0,40 + 5,60 + 28	N
Propert SA	582 780	+-10-	p
Mines d'a	r. diam	+ K.50	p
	19-2-83	Diff.	Pa
Angle-American Buffelefuntsk: De Beers	128 29,50	+ 2,80 + 2,75	et m au
Driefostein	88,90 43,90 11,85 13,75	+ 0,30 + 1,30 - 0,40	tr
Heatony	13,75 17,45 27	+ 0.55 + 0.35 + 2.75	lic
Pétrole	83	+ 6,80	de
<u> гецине</u>	19-2-93	Diff.	do d'
BP-France	83,6 361	- 1,3	-
Eng-EV Engc Coupon 25 F	255 732 542	- 0.0 + 6 - 1	L
Total	542 242,4	- 34 - 1,8	
Sicomi ou	ex-sico	<u>mi</u>	
	19-2-93	D(ff.	ia Ex
Serielle Instrobel STP	716 280 335	+ 7 inch. + 2	St
Kiepierre Locindus	447 500 747	+ 16	ha
Selectiberque	141 336	: 1	2 8
Transports	loisirs,		O, I
	19-2-93	DUR.	inq
SIS	720 148	8,50	der
Cap Germania	1256 177,50 370	+ 68 + 0,50 - 13	han
Cità Miditarante Cità Miditarante Dannie Cra		9,00	2vc
Dauphin Ots	NC	+ 50	les
Eccu Sure Dismay		- 11,30 - 2,15 + 7	de
OGF	550 695	+ 17 inch. + 25	tau
SITA	820 565	inch.	L
Silges Sodedio (F1		- 5,30 + 16 - + 3,50	vale fon
Valeurs à 1	revenu fi	ixe	min
ou indexé			.
10 % 1870	18-2-93	DHY.	BP BTR
9 % 1978 9 % 1978	100 100 99,65	+ 0,20 inch. inch.	Cada De B
10,80 % 1978 CNE 3 % CNE 5000 F	101	+ 0,50	GEN.
CNS Per. 5 000 F.	98,40 97,50 97,50	loch.	RIZ
CHI 5 000 F	98,95	0,06	Shell Unife

SEPT. 1993

115,56

115,84

116

ÉCHÉANCES

JUIN 1993

115,30

115,80

115,80

Emprunts records en dollars

L'attention se porte présentement sur les marchés en dollars améri-cains et canadiens où les nouvelles cains et canadiens où les nouvelles émissions prennent des proportions gigantesques. Une société du groupe Toyota vient d'annoncer son inten-tion de lever pour 1,5 milliard de dollars des Ents-Unis en une seule opération d'une durée de cinq ans. Cet emprunt verra le jour sur l'euro-marché où il constituera un record dans sa catégorie. A New-York, une institution dépendant du gouverne-ment allemand, Kreditanstalt für Wiederantbau, s'apprête à lever des Wiederanfbau, s'apprête à lever des fonds à très longue échéance, vingt ans ou davantage. Faisant la jooctioo cotre les deux marchés et s'adressant en même temps aux investisseurs do moude entier, la Suède draine pour 2 milliards de dollars pour une durée de dix ans.

\$ 1 Table 1

Reservee

42

.....

75

to a parent of the parent of t

20. 20.

....

 $\xi_{i,j}^{(i)}$

Police reprise

200

April 18 (1977) April 1977

10.07%

ŧ.

Dans le compartiment de la mon-naie canadienne, le Québec vient de lancer une transaction qui fera date. Elle porte sur 1,4 milliard de dollars canadiens pour une durée de trente ans et, comme l'emprunt suédois c'est une opération qui est à cheval sur l'euromarché et le marché de New-York, L'intense activité de ces derniers jours s'explique par l'attente d'uoe remontée du niveau de l'intérêt qui pourrait se produire, outre-Atlantique, dans le courant de cette année et qui fait se précipiter les débiteurs. Pour leur part, les investisseurs, en dépit de l'évolution de la semaine qui vient de s'écouler, sont nombreux à tabler sur un nouveau et sensible raffermissement du

Pour ce qui est des principales devises européennes, le calme de ces derniers jours pourrait bien faire place prochainement à une grande animation. Le compartiment le plus en vue à la fin du mois de février sera certainement celui du deutsche-mark où la Communauté économique européenne devrait contracter, pour le compte de l'Italie, le plus grand emprunt obligataire de soo histoire. L'affaire portora sur près de 3 milliards de marks et sa durée scra de sept ans. Elle devrait être très des principales sociétés qui jugent

les rendements des titres libellés en les rendements des titres libelés en marks ont fortement baissé ces derniers jours. Cette évolution reflète le très mauvais état de l'économie allemande. Elle a été accentuée par l'affaiblissement soudain du dollar. Les spécialistes évoquent tons la possibilité d'une consolidation, d'une réaction du manufé d'apprendie de l'accentification de manufé d'apprendie de la facentie de la consolidation, d'une réaction de manufé d'apprendie de la facentie de la consolidation de l'apprendie de la facentie de la consolidation de la facentie de la consolidation de la cons tion du marché allemand à la forte baisse récente des taux d'intérêt mais, à la veille du week-end, rien de tel n'apparaissait imminent.

> Le mark demeure en redette

Les derniers emprunts internatio-naux sont tous de dimensiou raison-nable. En d'autres circonstances, ils ne parviendraient guère à se distin-guer. Dans la conjoncture actoelle, malgré leur faible taille, ils n'ont guère de peine à sortir du lot. Ainsi, il a été fait un accueil chaleureux à l'Andalousie qui cherchait à se pro-curer pour 400 millions de marks en offrant en souscription publique des offrant en souscription publique des titres qui devaient rapporter à leurs détenteurs 70 points de plus que les bons du Trésor de la République fédérale. Le succès de cette transacfédérale. Le succès de cette transac-tion a été tel que, vendredi, les obli-gations oe rapportaient plus que 55 points de plus que les foods d'Ent allemands. C'était la première fois que l'Andalousie sollicitait l'eu-romarché. Son émission était dirigée par un groupe de quatre établisse-ments tinanciers placés sous la conduite de la Dresdoer Bank. D'au-tres régions espagnoles sont atten-dues bientôt, et la réussite de l'An-dalousie devrait leur permettre dalousie devrait leur permettre d'obtenir des conditions très avanta-

Leur exemple o a guère de chance d'être suivi à grande échelle par les collectivités locales françaises. Celles-ci sont soumisés à des contraintes administratives plus sévères que leurs homologues espa-gnoles. En outre, l'iofluence des notes que décernent les grandes mai-sons d'évaluation de crédit commenpeu coûteuse pour l'emprunteur, car du crédit des emprunteurs, vient

d'abaisser de deux crans (de 3Aaa à Aa2) celle qu'elle décerne à la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. En fait, les appréciations de ce genre portent sur la qualité de la dette et non pas sur le débiteur. Ceux qui o empruntent pas directement mais qui obtiennent les ressources nécessaires auprès des banques n'ont pas besoin de telles notes et ne risquent donc pas de se voir ainsi dépréciés on critiqués publiquement. Il convient de préciser que la note que Moody's attribue aux emprunts provençaux est encore très bonne et qu'elle est supérieure, par exemple, à celle des obligations de l'Italie ou de l'Andalousie qui, dans l'échelle de cette maison, se situe à Aa3.

Sur le marché de l'eurofranc, les meilleurs emprenteurs français, ceux dont les emprunts sont notés à Asa, se suivent à tour de rôle et leurs opérations sont fort bien accueillies. Comme, pour des raisons de change, le niveau de l'inzérêt demeure élevé, ces titres de qualité sont très recherchés à l'étranger. La Caisse nationale des autoroutes a levé pour 2 milliards de francs pour une durée de onze ans en proposant, par l'inter-médiaire de Paribas, un rendement supérieur de 30 points à celui des fonds d'Etat. Si le débiteur s'était adressé au marché national des titres français, il hii aurait fallu offrir une rémunération nettement plus élevée. En sollicitant l'euromarché, un emprunteur de tout premier plan est mieux à même de faire valoir sa qualité. La Caisse autonome de refinancement est attendre prochaine-

Parmi les autres événements de ces derniers jours sur les marchés financiers internationaux, la percée de la Société générale en Pologne a été remarquée. Cette banque s'occupera de la privatisation des quatre unités de production de caoutchouc qui, cosemble, emploient 13 300 personn pertie du groupe Stomil.

CHRISTOPHE VETTER

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 15 AU 19 FÉVRIER 1993 (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

							_	
PLACE	Liero	SEUL	Franc français	Franc	D.mark	Franc balge	Plorin	Lieu Stallenne
lander	-	1,4545	8,0390	2,1176	2,3752	48,9148	2,6763	28L25
-	-	1,4246	7,9509	2,1730	2,3462	48,4587	2,6479	ZhALM
New York.	1,4545	-	18,8930	66,4894	61,23 FB	2,9735	54,3478	0.00643
(MA-101"	1.04	-	17,9099	65,3308	60,6408	2,9386	\$3,5793	Carried I
Paris	8,0396	5,5270	-	367,4867	338,4568	16,4347	300,3804	1.000
	1,993	5.5835	-	365,0539	338,5952	16,4876	300,8351	1675
Z=++	2,1876	L.5340	27,2119	-	92,1004	4,4722	81,7391	3,9677
- A-1	2,1788	1,5795	27,1932	-	92,7532	44846	\$2,4084	0,835
Franciert	2,3752	1,6330	25,5459	188,5771	-	4,855\$	88,7500	Ling
MARCOL.	23482	1,6494	25.5334	107,8130		48457	28,5470	2,0722
	4014	33.63	6.0547	22,3604	20,5940	-	18,2772	1367
blanchia	44.4587	34.83	6,0947	22,3491	20,6367		18.3351	2.383
	2,6763	1,3400	332.91116	1,22340	112,6760	5,47131	-	1802/97
Windson'd	2,6429		332,40798	121347	112.5530	5/5/01		1.3844137
	2261,75	1555	221,3461	1033,3456	90.2352	45,23343	845,1087	-
	2194.38	1501		1007,5188			38.2802	-
	173.30	115.15		79,12367		15087	64,75503	3,814634
Jaky	171 57			72,75723			64.89763	RATES A

. A Paris, 100 yeas étaient cotés, le vendredi 19 février 1993, 4,63869 F contre 4,63553 F le vendredi 12 février.

DEVISES ET OR Livre en hausse, lire en baisse

«affaires» et des accusatinos qui

pleuvent sur les nommes politiques

italiens (cent cinquante députés et einquante sécateurs inculpés).

baisse des inscriptions au chomage,

contraction du défieit commercial en décembre, hausse de la produc-tion industrielle en janvier. Même l'augmentation de 0,5 % des prix de détail en janvier (peut-être uoe «aberration statistique») a été

accueillie comme le signe d'une reprise de la demande. Vendredi.

les déclarations apaisantes de M. Alan Greenspan, qui estime que la contraction de l'économie

Cette semaine, les marches ont racheté de la livre sterling, très déprimée huit jours auparavant, et vendu de la lire italienne, affectée par les scandales politiques, tandis que le dollar, perturbé initialement par la qublication du programme écocomique du président Clintoo, reprenait un peu de vigueur après l'anconce d'uo vif recul de la masse monétaire allemande. La livre sterling a done repris un peu de haning a done repris un peu de nan-teur après avoir, la semaine der-nière, battu son record historique de baisse, à 2.32 DM. On a noté de gros rachats d'opérateurs qui jouent une lente reprise de l'économie bri-tannique à la suite de la dévaluation de la livre et de l'aba de 4 points des taux d'iotérêt à court terme, ramenés de 10 % à 6 % en trois mois. A la veille du weck-end, on retrouvait la devise britannique à 2,38 DM et à 8,04 francs, contre 7,83 francs huit jours auparavant

La lire italienne, en revanche, a perdu brutalement du terrain, tom-bant à 0,35 franc contre 0,36 franc et à 952 lires pour un mark contre 934 lires, après la démission, ven-dredi, de deux ministres, dont celui

des finances, M. Goria, après celle du ministre de la justice la semaine dernière, pris dans le tourbillon des entraînée éventuellement par le plan Clinton serait contrebalancée par la baisse des taux à long terme froir ci-lessous), unt un peu rassuré les operateurs qui redoutaient une nouvelle diminution des taux direc-teurs de la Réserve fédérale. Cet einquante sécateurs inculpés). Quant au dollar, il a commence par fléchir sur les premières indications filtrant à propos du programme du président Clinton privilégiant la réduction du déficit budgétaire par rapport à la relance de l'économie. De 1,66 DM et de 5,58 francs, la devise américaine reebutait à 1,6250 DM et 5,51 francs, avant de remonter à 1,6380 DM et 5,54 francs, et même, jeudi, à 1,6550 DM et 5,60 francs sur uoe série d'iodicateurs favorables: baisse des inscriptions an chomage, appui du président de ladite Réserve, pour lequel les effets secondaires de la ponetion liscale pourraieot être tout à fait positifs dans la mesure où ils contriboe-raient à contenir l'inflation, a fait bonne impression sur les marchés. Le recul momentané du dollar, au profit du mark, a poussé à 3,3920 francs le cours de la devise allemande à Paris, qui revenait à 3.3880 francs à la veille du week-

La Banque de Fraoce récupère petit à petit ses devises perdues, l'équivalent de 14,5 milliards de francs dans la semaine du 11 février 1993 : elle estime qu'à l'heure actuelle elle a repris 40 % des 150 milliards de francs vendus par la spéculation.

F. R.

SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN

MATIÈRES PREMIÈRES

L'atonie du cobalt

Malgré les émeutes qui ont enslammé le Zaîre, le marché du cobalt est resté étrangement paisible ces jours-ci, même si les cours oot gagné quelques dollars durant la semaine écoulée. Dans les faits, le metal bicu est cote à deux oiveaux: il existe un prix dit « producteur », sorte de mioimum indicatif que fixent les pays producteurs, et un prix « marché libre » plus couram-ment pratiqué et en général supérieur au prix producteur. Les cours, qui s'élevaient cette semaine à eoviroo 16 dollars la livre sur le marché libre - le prix produeteur s'établissait à selon les analystes, «s'envoler comme en septembre 1991», date de troubles importants dans le Shaba (l'ancien Katanga) au sud du Zaïre.

A cette époque, la livre de métal bleu était passée d'un peu plus de 13 dollars la livre à 20 dollars, pour finir l'année à plus de 30 dollars! Dans le mêtne temps, le Zaîre et la Zambie avaient fixé leurs prix à 25 dellars le livre un civreau qui 25 dollars la livre, un oiveau qui n'avait pas été égalé depuis 1979.

Utilisé dans la composition d'une infinité de matériaux pour sa résistance à l'érosion et aux températures les plus élevées (alliages magnétiques, les paus elevees (amages magnetaques, aciers de coupe, etc.), le cobalt se conjugue sur les modes les plus divers, de la préparation des colo-rants au traitement des tumeurs can-

PRODUITS	COURS DU 19-2
Cuivre k. g. (London)	1 527,50 (- 54,50)
Trois mois	Livres/toane
Alegainian (Loudes)	1 226 (- 8)
Trois prois	Dollars/tonne
Nickel (London)	6 285 (+ 133)
Trois mois	Dollars/tounc
Sacre (Pais)	267,30 (+ 6,30)
Mai	Dollars/tonne
Caff (Lookes)	952 (+ 27)
Mars	Dollars/tonne
Cacao (Ner-York)	897 (+ 5)
Mars	Dollars/tonne
Blé (Chicago)	366 (+ 2)
Mars	Cents/boisseau
Mails (Chicago)	212 (inch)
Macs	Cents/boissess
Soja (Chicago)	176,90 (- 0,50)
Mars	Dollars/t, courte
Pêtrele (Loudes)	18,24 (~ 0,19)
Brent avril	Dollars/baril

cércuses (cobait radioactif). Il n'en de la guerre froide, les changements

quier moodial. Saos que le marché s'en émeuve, le Zaire se retire peu à peu, ci y a sculcanent deux ans, quand ce pays déterminait la saison des cours. Aujourd'hui, il a perdo sa place de premier producteur, ao point de ne livrer l'année dernière point de ne livrer l'année dernière que 3 000 tonnes de la production mondiale. «Il y a cinq ans, le Zaire en assurait 60 %». Quand le Zaire toussait, les prix aussitôt... s'emballaient. Ce scénario s'est reproduit jusqu'en 1991 où les prix oot décollé avec les émeutes dans le Shaba. En février 1993, les émeutes enfanment le Zaîre et le marché, loin d'attraper la grippe, se montre d'une atonie déconcertante.

Ventes intempestives

Que s'est-il passé? An début, fort logiquement, les difficultés du Zaire ont entraîné une tension grandissante des cours et les producteurs ont vu fondre leurs stocks. Parallèlement, nontre leurs stocks. Parallelle de la provisonne-ments, les utilisateurs de cobait ont constitué quelques réserves. En 1992, devant la cherté persistante de ce métal, les pays iodustriels se prennent d'un regain d'intérêt pour des substituts de toutes origines et recou-rent plus volontiers à la récupération et au recyclage. Ainsi la conjoncture s'est-elle retournée au détriment du Zaire avec d'autant plus de rapidité que de nouveaux producteurs, encore très confidentiels, émergent du conti-neot ooir. Pis : comme pour le nickel, les grands producteurs (la Zembie, mais aussi le Canada, la Norvège et la Fmlande) se tivrent à une bataille de prix viruleote pour augmenter ou simplement conserver

leurs parts de marché. Cause première de cette lutte féroce : la Russie. Ce pays s'est imposé, l'année dernière, comme premier fournisseur avec ses ventes intempestives (5 000 tonnes en 1992) à des prix systématiquement inférieurs aux prix en cours. Lorsque le prix producteur de la livre de cobalt est de 13 doilars, par exemple, les Russes la vendent 12 dollars. La fin

. - -.

subit pas moins de plein fouet la crise de l'industrie moodiale, aéro-oautique eo particulier. L'accelera-lement évoluer la demande moooautique eo particulier. L'accélération du désarmement accentue son dédin.

A dire vrai, la relative sérénité des cours actuels dessine plus nettement encore le nouvean visage de l'échiquier moodial. Saos que le marché gite comme pourvoyeur de cobait quier moodial. Saos que le marché gite comme pourvoyeur de cobait quier moodial. Saos que le marché gite comme pourvoyeur de cobait quier moodial. Saos que le marché gite comme pourvoyeur de cobait quier moodial. Saos que le marché gite comme pourvoyeur de cobait quier moodial. Saos que le marché gite comme pourvoyeur de cobait quier moodial. Saos que le marché gite comme pourvoyeur de cobait quier moodial. Saos que le marché gite comme pourvoyeur de cobait quier moodial. Saos que le marché gite comme pourvoyeur de cobait quier moodial. Saos que le marché gite comme pourvoyeur de cobait quier moodial. Saos que le marché gite comme pourvoyeur de cobait quier moodial. Saos que le marché gite comme pourvoyeur de cobait quier moodial. Saos que le marché publication du programme économique du président Clinton, comportant, entre sutres, des relèvements que le pris le du week-end : l'annonce d'use diminution de la masse monté determinants que le pris le du week-end : l'annonce d'use diminution de la masse monté determinants que le pris le du week-end : l'annonce d'use diminution de la masse monté determinants que le marché de le marché de la masse monté de la masse mon giée comme pourvoyeur de cobalt pour l'industrie militaire. Aujour-d'hui, la loi du moinore coût préd'hui, la loi du moincre coût prevaut. Même si, de notoriété publique, le cobalt russe est de qualité inférieure, les acheteurs l'estiment sur le long terme. En Allemagne, donc, la masse monétaire M3 a diminué de 2,3 % monétaire M3 a diminué de 2,3 % cour le premier mois de l'anoée, rythme «acceptable». Forte de cette assu-rance, la Russie o'en finit plus de déstocker. Les professionnels s'atten-

mique mondial et, surtout, par l'absence de dynamisme des industries de biens d'équipement. Baisse sensible s'il en est, prisque la consommation est passée de 24 000 tonnes il y a trois ans à 20 000 tonnes à peine à présent. Encore les analystes n'ont-ils pas compté avec la privatisation en cours des mines de la Zambie, qui, investis à courte durée sontant ainsi masse de capitaux qui s'étaient investis à courte durée sontant ainsi masse de capitaux qui s'étaient investis à courte durée sontant ainsi mique mondial et, surtout, par l'abimmanquablement, aura pour effet d'en augmenter la production.

Qui oserait dans ces conditions parier sur uoe prochaine effervescence du cobalt?

MARIE DE VARNEY

MARCHÉ LIBRE DE L'OR					
	Cours 12-2-93	Coors 19-2-93			
Or the different hearts!	59 100	59 1 00			
- Bidio est linguis	59 400	59 150			
Pièce française (20 fc)	240	344			
· Price Impaire (10 fr.)	338	337			
Pièce saisse (20 fz.)	341	340			
Pièce lutine (20 fr.)	340	239			
o Pièce tenisiente 20 tr.	343	240			
Source -	433	437			
a Serveria Harbeth II	435	430			
		320			
Demi-scorrenic	315				
Piers de 20 deles	2 200	2 105			
- 10 dollars	1 105	1 170			
s - 5 dollers	582,50	706			
- 50 peace	2.205	2 195			
e - 20 marks	425	454			
- 10 Soles	355	351			
e - Szadies	290	290			

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Un bon vent d'est

Deux événements cette semaine,

rance, la Russie o'en finit plus de déstocker. Les professionnels s'attendent cette année à «une présence nussi forte que celle de l'année demière...»

Les ventes de l'ancien empire des tsars dépassent les pertes du Zalire ainsi que la production de la Zambie (4 800 tonnes en 1992) et grossissent une offre unodiale qui, sans elle, o'ezcèderait pas une demande déjà affectée par le ralentissement économique mondial et, surtout, par l'abinvestis à courte durée gonflant ainsi M3, ont rejoint les placements à cinq ou dot ans.

De toute façon, après cette «normalisation», la masse M3 augmenters, en février, et son recul de janvier, seloo M. Otmar Issing, éconnmiste en chef de la Bundesbank, «ne justifie pas une nouvelle baisse des taux directeurs», a-t-il déclaré à la FAZ de Francfort. Pour la hangue contrale l'inflation sous iala banque centrale, l'inflation sous-jacente reste trop forte, d'autant que les prix de gros eo Allemagne ont augmenté de 0,5 % en jahvier. Toutefois, l'accord sur une augmentation de 3 % des traitements de la fonction publique au début de ce mois pave la voie pour un assouplissement supplé-mentaire, rendu possible par l'abais-sement à 8 % (cootre 8,50 %) du taux d'escompte, le 4 février, qui fait reculer le «butoir» s'opposant à un tel assouplissement. Pour l'instant, la baisse des taux à court terme s'effec-tue à doses homéopathiques (0,07 poiot).

- 20 marts 425 484 7 Aux Etats-Unis, le plan de compression du déficit budgétaire du président Clinton, qui pourrait diminuer la président Clinton, qui pourrait diminuer la président clinton, qui pourrait diminuer la président clinton pour financer la président de la présid

41

le déficit en question, a poussé à la beisse les naux à long terme. Le ren-dement de l'emprunt du Trèsor amé-ricaio (T Bond) à treore ans est revenu à 7,02 %, au plus bas depuis la mise en adjudicatioo de cet emprant en 1977, il y a seize ans. Quant au T Bond dix ans, il ne rapporte plus que 6,15 %. Selon Phi-lippe Ithurbide, économiste à la direction des marchés de capitaux de la Société générale, les investisse-ments étrangers, y compris amériments étrangers, y compris ameri-cains, très présents sur les marchés européens, pourraient revenir sur le marché des Etats-Unis, sur le court terme. A long terme, néanmoias, estime-t-il, la diminution fature des apports du Trésor américaio aux marchés de capitaux, contribuerait à une détente des taux longs.

En attendant le repli

Une telle perspective, couplée avec le recul de la masse monétaire allemande, a de quni stimuler le MATIF, où le cours de l'échéance de mars a boadi d'un point complet en deux jours, passant de 112,70 à près de 113,80, au voisinage du plus haut niveau depuis 1986. Il faut dire que, sur les trois cent mille contrats en position acquierten (en spérulation) position «ouverte» (en spéculation) sur le notionnel dix ans du MATIF, les vendeurs ont pris peur et oot racheté, beancoup plus que sur le contrat Pibor trois mois, où les contrat Pibor trois mois, où les thances d'une diminution des taux sont plus réduites, du moins dans l'immédiat. A long terme, toutefois, on ne peut guère compter que sur un tecul de 0,5 à 0,7 point par rapport aux 7,75 % cotés à la veille du weekend sur l'OAT dix ans, c'est dire la disparition, totale ou partielle, de l'écart avec le Bund allemand à dix ans, coté vendredi à 6,90 %. D'où le danger d'une « implosion » larvée des danger d'une «implosion» larvée des marchés obligataires français (cer-tains redoutent même un krach) si les anticipations de baisse du rendoment sur le long terme étaient déçues.

En Allemagne, on ne voit guère les rendemeots à dix ans glisser beau-coop au-dessous de 7 %, en raison des écormes besoins d'emprunts pour financer le déficit fédéral allemand et les besoins Treuhand Anstalt aux lins de reconstruction de l'ancienne RDA. A court terme, en revanche, il est plausible de revenir, d'abord des 11 1/4 % au jour le jour et des 11 1/2 %-7/8 % à un mois et trois mois, aux 9 % et 9 1/4 % de la

dans leur recul, les taux allemands court terme. Ces derniers, de 8,60 % actuellemeot, pourront revenir à 7,50 % à îm 1993, selon le servict des études de la Caisse des dépôts, dirigé par Patrick Artus, nu à 6,50 % comme certains l'estiment à Franc-fort. Cela permettrait aux taux français à court terme de reculer presque aux mêmes niveaux à la fin de cette année, soit un repli de quatre à cinq poiots, ce qui est considérable et de nature à mettre fio au désastreux phénomène de l'ioversion des taux (court terme supérieur au long terme) dont les conséquences néfastes se feront longtemps sentir.

fin de l'été dernier, avant de suivre

Selon toute vraisemblance, le taux de base des banques fraoçaises, relevé de 9,45 % à 10 % le 18 décemreleve de 9,45 % a 10 % le 18 décembre dernier, oe devrait pas être rehanssé à nouveau. La Rue de Bercy s'y oppose discrètement et la Banque de France oe le juge pas nécessaire (le Monde du 17 février 1993) malgré les protestations des banques. L'Institut d'émission continue à refinancer, partiellement, le marché à 9,10 %, laissant de côté les prêts aux promoteurs, accordés à plus de 12 % ce qui teurs, accordés à plus de 12 %, ce qui alourdit, 10us les jours, une facture déjà trop lourde. Il faudra bien trouver une solution, si les taux ne bais-sent pas vite, qu'on le veuille ou non.

Sur le marché obligataire domestique, on percoit quelques signes d'essoufflement, après un démarrage sur les chapeaux de roue depuis le début de l'année. Le marché concurrent du mark a littéralement explosé ces dernières semaines, et les émetteurs autres que l'Etat ont tendance à différer leurs emprunts au-delà des élections législatives. Cela n'a pas empêché le Trésor d'émettre, cette semaine, un montant record de bons à cinq ans, à 7,52 %, pour 15 milliards de francs et à deux ans. : 7,92 % pour 7,8 milliards de francs, soit 22,8 milliards au total. La fac-ture du déficit budgétaire a allonge et le Trésor devra crever son plafond de 220 milliards de francs d'émissions en 1993. Le seul emprunteur a été la Caisse de relinancement hypothécaisse de rethancement appoint caire (CRH) qui a levé, sans grandes difficultés, 1,3 milliard de francs sous la houlette de BNP, à 8,13 % réel, 8,33 % à l'offre, soit 0,49 point au-dessus de l'OAT dix ans (en fait 0,53 % sur le marché). Le placement a été facilité par la hausse du MATIF en fio de semaine.

FRANÇOIS RENARD

Le Monde

En dépit de l'échec des négociations parisiennes

Le conflit de La Poste n'a suscité qu'une faible mobilisation

Aucun accord n'est intervenu, vendredi 19 février, à l'issue de la troisième séance de négociations engagée entre la direction de La Posto de Paris et quatre syndicats de postiers (CGT, FO, CFTC, de postiers (CGI, FO, CFIC, SUD autonomes) pour metre un terme eu conflit qui perturbe le distribution du courrier parisicn depuis le 17 février. Parallèlement, la grève nationale à laquelle avait appelé la seule CGT n'a suscité qu'une faible mobilisation des 300 000 postiers, la direction de La Poste ne relevant que 8.5 % dn La Poste ne relevant que 8,5 % da grévistes au niveau national.

A Peris, où la direction enregistrait 9 % de grévistes, des assem-blées générales devainnt, selon les syndicats, être organisées lundi matin afin de décider de la suite du mouvement. De son côté, M. Rémy Hély, directmur de La Poste de Paris, a proposé aux syndicats de participer le 1st mets à une «toble ronde» afin de définir « une nouvelle méthode de réorganisation du travail » des postiers pari-siens. Pour le reste, les négociations ont de nouveeu nchoppé, selon les délégués CGT et SUD, sur le souci de le direction de Paris de «limiter lo nègociation à la seule restructuration du 9 arrondis-

Au niveau national, l'ordre de grève a, selon la direction, « été très bien sulvi » au Havre (Seine-Maritime), où l'on relevait encore 54 % de grévisses au dix-huitiéme jour du consiit. De même, dans les Bouches-du-Rhône, le taux de par-ticipation à la greve s'élevait à 36 %, tandis qu'une manifestation de plusieurs centaines de postiers était organisée à Marseille,

a Lloyd's va supprimer 600 emplois en 1993. – Lloyd's of London, le marché de l'assurance londonien, va supprimen 600 postes administratifs en 1993, pour ramener ses effectifs à 1 600 personnes, a indiqué le directeur général, M. Peter Middleton, dans une lettre aux salariés. En décembre 1992, le marché evait adopte un budget d'austérité pré-voyant 200 suppressions d'emplois et une réduction de 18 % des dépenses de fonctionnement. «Je crois qu'il est possible de servir effi-cacement le morché avec un effectif de 1 600 personnes», a estimé M. Middleton. Le plan d'austérité répond aux lourdes pertes subjes lors des dernières années et au mécontentement des « names » (membres individuels), qui daivent compenser ces pertes sur leur patrimoine personnel.

Barrages et incendies dans la capitale Mamoudzou

Des troubles ont éclaté à Mayotte à l'occasion d'une grève générale

Giraud, à la gare maritime, à l'agence Air France, à l'hôtel des

Mayotte a été secouée, vendredi 19 février, par une vague de troubles au deuxième jour d'une grève générale à l'occasion de laquelle des manifestants ont érigé des barrages et incendié des véhicules et des bâtiments. Plusieurs membres des forces de l'ordre auraient été légère-ment blessés. Alors que les négociament blesses. Alors que les négocia-tions entre le patronat, la préfecture et les syndicats devaient reprendre, lundi 22 février, sur la question du SMIG, des groupes de manifestants ont mis en place, vendredi matin, plusieurs barrages, bloquant la plu-part des routes qui mênent à la capi-tale Mamoudzou.

Débordant les consignes de la Confédération intersyndicaln de Mayotte, ces groupes incontrôlés ont mis le feu à des véhicules, à la chambre professionnelle, à une boîte de nuit appartenant au président de la chambre professionnelle, M. Adrien

Création contestée

d'une section syndicale

Un délégué CFDT

molesté à Guingamp

SAINT-BRIEUC

de notre correspondant

La délégué syndical CFDT da l'usina Bistro Quick instal-

léa à Guingamp (Côtes-d'Ar-mor) e été molasté, fundi 15 février, par das collègues de travail à l'issue d'une réu-

nion du comité d'entreprise de l'établissemant. M. André Menou participait à cette réu-

nion en qualité de délégué de

la nouvelle section CFDT qu'il avait créée trois jours aupara-vant. Jusqu'alors, aucuna

structure syndicale n'existait

dans cette usina de fabrication

d'alimants pour rastauration rapide employant 130 per-sonnea, Le délégué CFDT a été pris à partie et frappé par d'autres ouvriers eprès que le

responsable da l'usine eut

ennoncé son intention de ces-

ser les activités de sa société

en raison de la création de la

Le délégué syndical a porté

plainta après qu'un certificat d'incapacité de travail de plus de dix jours lui eut été délivré.

L'Union départemantala CFDT

des Côtes-d'Armor e dénoncé

l'ambience anti-syndicala

entretenue dans l'entreprise».

PATRICK LE NEN

section syndicale.

l'agence Air France, à l'hôtel des impôts, au siège de la caisse de prévoyance sociale et ont dévasté le palais de justice. Composés essentiellement de jeunes gens, les manifestants ont aussi attaqué la gendarmerie de Mamoudzou avec des pierres, conduisant les forces de l'ordre à répliquer à coups de grenades lacrymogènes et se sont livrés à des déprédations contre le siège du conseil général. Une cinquantaine de gendarmes mobiles sont arrivés en provenance de la Rénnion, vendredi en fin de journée, afin de rétablir l'ordre tandis que les syndicats levaient le mot d'ordre de grève. Ces troubles ont été qualifiés d'« événements extrêmement graves » par M. Louis Le Pensec qui

syndical». Le ministre des DOM-TOM n'a toutefois cité personne.

Certains observateurs locaux font état de l'influence probable sur les manifestants des indépendantistes du Front démocratique comorien (FDC) dont le journal, *Uhuru*, a durci le ton ces dernières semaines. Mais les sur-enchères liées à la campagne pour les élections législatives ne sont égale-ment pas étrangères à ce climat de tension. Le duel entre M. Mansour Kamardine, candidat proche du RPR, et M. Henry Jean-Baptiste, député (UDC) sortant, investi par l'UPF, se déroule en effet dans une atmosphère passionnée. M. Kamardine a notamment soutenu la reven-dication syndicale d'un SMIG à 2500 F (au lien de 1900 F mjourd'hui) tandis que M. Jean-Baptiste la jugesit difficilement acceptable, compte tenu de la concurrence impo-sée par les pays de la région.

A la suite d'irrégularités dans la gestion du port

Le maire de Saint-Jean-Cap-Ferrat est inculpé d'ingérence

a mis en cause d'«évidentes tentatives de destabilisation de la part de cer-tains», «dépassant» le «mouvement

de notre correspondant régional Le maire (ex-RPR) de Saint-Jean-Cap-Ferrat et conseiller général des Alpes-Maritimes, M. Jean Vestri, e été inculpé du délit d'ingérence, mer-credi 10 février, par M. Didier Beau-vais, conseiller à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon, Cette inculpation fait suite à plu-sieurs dénonciations ouprès des auto-rités de certains faits reprochés à M. Vestri, notamment par un administrateur du nouveau port privé de Saint-Jean-Cap-Ferrat,

> Fourniture de télécopieurs

Dans une lettre du 21 août 1991. cet administrateur evait accusé M. Vestri de s'être délibérément immiscé dans le fonctionnement de iminisce dans le ionicionnement de la société d'exploitation du port. Non content d'evoir imposé deux de ses adjoints et sa propre épouse dans le conseil d'edministration de cette société, il evait ensuite provoqué la démission de l'un de ces élus – qui demission de l'im de ces eus - qui evait, euparavant, quitté le conseil municipal - puis obtenu le licencie-ment du directeur du port sans qu'aucune faute n'ait été retenue con-tre celui-ci. M. Vestri avait aussi fait

supporimer la collecte des orderes du supportmer la collecte des orderes du port par la municipalité pour impo-ser un eulèvement par l'une de ses propres sociétés. Le coût de cette prestation était alors passé de 35000 ou 40 000 francs à plus de 150000 francs par an.

Le maire de Saint-Jean-Cap-Ferrat est également accusé d'avoir fait pression sur la société du port pour qu'elle confie des travaux d'installa-tion de téléphone à une entreprise amie, Gordolon Lumière, dont la sous-traitatée était assurée par une autre société, la SIRTEL, dirigée par son épouse. Par ailleurs, M. Vestri aurait usé de ses fonctions de président d'un syndicat intercommunal à vocation multiple, le SIVOM de Villefranthe-sur-Mer, regroupant six communes du canton pour faire amie, Gordolon Lumiére, dont la communes du canton, pour faire obtenit à cette même société un marché de fourniture de télécopieurs (facturés 30 % plus chers que la

Il est enfin avéré que la société de travaux publics qu'il dirige à Saint-Jean-Cap-Ferrat e réalisé, en tant que sous-traitante, de nombreux travaux pour le commune. L'instruction en cours pourrait faire opparaître plu-sieurs autres irrégulantés commises ou couvertes par M. Vestri.

GUY PORTE

Le meurtre d'un enfant par des enfants en Grande-Bretagne

La police attend...

Le meurtre du petit James Bulger bouleverse Liverpool et la Grande-Bretagne : pourquoi deux jeunes de onze et treize ans ont-ils tué un enfant de deux ans? La télévicion et la police coopèrent pour dénicher les meurtriers. Deux «suspects» sont actuellement interrogés par la police, mais la «chasse à l'homme» continue.

LONDRES

de natre correspondant, Pourquol? Pourquoi lui at pourquoi eux, les gens de Liver-pool? Il y a bien sûr le crime lui-même, ineouteneble, tellement incompréhensible lorsqua des enfants tuent des enfants. mais aussi le reste : cette indifférence des adultes, des citadins, de la ville. Combien da gens ont-iln vu le petit James Bulger en pleurs, l'autre jour, encadré et traîné sur lea trottoirs par deux jeunes adolescents qui l'emmenaient vers le mort, et n'ont rien dit, rien fait? Combien ont parlé aux meurtriers et n'ont rien remarqué, ou n'ont pas voulu? C'est à cette Image d'eux-mêmes, avec ces

questions, que les Britanniques ont été confrontée, jeudl 18 février, lorsque la BBC e dif-fuaé, an fin da aoiréa, cetta émission si priséa, Crimewatch (témoin du crima), qua l'on peut, eu choix, considérer comma la manifaatation du fameux civisme anglo-saxon ou d'una certaina tendenca à le délation collective.

> **Indifférence** de tout le monde

Des millions de Britanniques donc, ont vu cest images floues da James et dea deux assassins, l'un; dit le police, agé de traize ans environ, mince, les cheveux courts et noirs, l'autre, agé de onze-douze ana, joufflu, plus petit. Ils ont écarquillé les yeux pour raconnaître les gamine et enaulta faire laur devoir... Le commissaire Albert Kirby e damandé aux parents d'identifier leurs propres enfants et da les «livrer» (qual autre mot?), «aussi douloureux que cela nuissa être ». Crimewatch.

comme d'habitude, e rempli son office : les vingt-cinq lignes téléphoniques de l'émission ont été vita encombrées par das témoignages ou prétendus tels. Quarante-trois noms exactement sont sortis des souvenirs des paesanta, patinmment reconstitués avec ces photographies exclusives obtenues grace nux caméras vidéo du « shopping center» de Bootle, quartier populaire de Liverpool.

penicile consults

10ULOUSE E

C'est là, vendredi 12 février. que Jamas e été enlavé. Les caméras ont tout retanu : James attendait sa mère, occupée au reyon épiceria. Quelques minutes d'attente seulement... Lea deux gamma se aont approchés at sont partis avec James, main dans la main. Pas à pas, jusqu'à la sortia du supermarché, les caméras de sécurité ont filmé le trio. Commence ensuite le voyage le long des trottoirs, deux heures d'erranca at da rencontres : unn famme remarqua, une nutra s'anquiert, une fleuriste indique una direction, una autre aida à traverser le rue. James semble blessé. Il pleure. Rien. Les trois gamins passent le réservoir, le cimetière, arrivent dans le quartier de Walton, non loln du poate de polica, et disparaissent. La corps da James sere retrouvé dimanche, à 15 h 15, sur la voia ferrée, abominablement meurtri. Après le mort, précise la police, le corps e été heurté par un train.

Pourquol? Livarpooi raeta avec sa question, asa quastiona. La police et le presse a'étonnent de tant d'indifférence, celle des passants, celle da tout le monde. A Liverpool, des attroupements se sont formés près du poste da police, dee témoins retanua quaiques heuree pour interrogatoire ont été conepués, le foula e retrouvé ses réflexes de populace. Les mères ont pris peur, beaucoup ont echaté das laissea pour promanar les très jeunes enfants. L'horreur le dispute à l'incrédulité : les petits meurtriers, dit la prasse populaire, courent le ville l'Et chacun regarde encore ces photos qui en disent trop ou pas assez. La police attend...

LAURENT ZECCHINI

a Les parents de deux hémophiles

SOMMAIRE

DATES

Il y a cinquante ans : les premiers Français errivent à Suchenwe par Maurice Braun

ÉTRANGER

Deux livres de Mikhatl Gorbatchev. 3 Australin : dix ma de eocialisma pragmatique 4 La fin de la visite en France du premier ministre algérien La tournée du eacrétaira d'Etat eméricain au Proche-Orient 4

POLITIQUE

La deuxième intervention télévisée du chef de l'Etat sur France 3..... 6 La préparetions das élections Livres politiquea, par André Lau-rens : « Passions publiques at dis-

SOCIÉTÉ

Les urologues da Toulouse inculpéa n'muraient pas traité six de liturs malades e de façon adaptée »....... 8 Las propositions de réforme des avocats de la capitale ... Un Conseil supérieur de l'activité de la police pourre être saisi par Inn essociations de défense den droits de l'homma.....

Trois partis politiques s'eccordent sur les futures actions à mener en Rugby : la Tournoi des einq

Musiques : festival africain « Ouideh 92 » Cinéma : des films des années 30 asaortis da chanaons, eu Studio 28 restauré11

ÉCONOMIE M. Alan Graenspan epprouva la Le sacrétaire d'Etat à le mar

annonce un plan d'urgence pour le Téléviaion hauta définition : l'Europe pourrait renoncer à la norme Revue des valeurs Crédits, changes at grands mer-

HEURES LOCALES

 Toulousa nn son miroir
 Régions : domicile collectif pour personnes âgées e lle-de-France : concours d'idées pour le viaduc de l'avenir e Paris : des bouquinistes trés parriculiere; des prehitectes au couvent des Récolleta e Don sier : les pollutions de l'industrie e Citée : Périgueux, l'avenir sane

Services

.... 10

Abonnements Méréorologi Mots croisés

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ca numéro comporte un cahier «Heures locales» folioté de 17 à 24 et un cahier «Radio-télévision» folioté de 1 à 32 Le numéro du « Monde » daté 20 février 1993 a été tiré à 458 028 exemplaires.

La catastrophe du stade de Furiani

Le parquet requiert six non-lieux et douze renvois devant la chambre d'accusation

Le parquet du tribunal de grande instance de Bastin, a requis, ven-dredi 19 février, six non-lieux et douze renvois devant la chambre d'accusation dans le cadre de la catastrophe du stade de Furiani qui avait fait 15 morts et 2 177 blessés avent le match de coupe de France de football Bastia-Olympique de Marseille, le 5 mai 1992 (le Monde du 7 mai 1992).

Les non-lieux ont été requis en faveur du président de la Fédéra-tion française de football (FFF), M. Jean Fournet-Fayard, d'une fonctionnaire de la préfecture de Haute-Corse, M= Mireille Gindicelli, de deux officiers du service incendie et secours de HauteCorse, MM. Miehel Andrei et Christian Fili, et de deux employés de la société Montalève-Entrepose, MM. Jean-Claude de l'Estoile et Claude Daugan.

En revanche, des réquisitions de renvoi ont été prises à l'encontre de MM. Jean-Merie Boismond, directeur technique de le société Sud-Tribune, Bernard Rossi, direc-teur départemental de la Société de contrôle technique (SOCOTEC). Michel Cagnion, directeur général de le FFF, Luc Pilard, président de la commission d'organisation de la Coupn de France, Etienne Galéazzi, secrétaire général de la Ligue corse de football, Ange Pao-lacci, directeur adjoint de cette

ligue, Yvon Bartolini, bénévole de cette ligne, Jean-François Filippi, président du Sporting Club de Bastia, Michel Lorenzi, vice-président da club, Engène Bertucci, maire de Furiani, Raymond Le Denn, directeur de cabinet du préfet de Haute-Corse an moment des faits et Didier Cauville, ancien directeur départemental de l'équipement.

La chambre d'accusation devra prononcer les 11 on 12 mars l'ordonnance définitive de renvoi devant la chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Bastia, indique-t-on de source judi-

A l'université de Picardie Jules-Verne

Le conseil scientifique refuse de siéger en présence d'un élu Front national

Le conseil scientifique de l'uni-versité de Picardie Jules-Verne a refusé de siéger, vendredi 19 février, lors de sa séance d'installation pour protester contre la nomination d'un élu Front national, M. Lionel Payet, comme représentant du conseil régional. Par trentetrois voix et trois votes blancs sur trente-sept présents, les membres du conseil scientifique ont adopté une motion indiquant qu'e un défenseur des thèses du Front national n'avait pas à sièger dans le conseil scientifique d'une université ». Ils demandent le remplacement de M. Payet

cas de refus, le consell scientifique serait dans l'impossibilté de fonc-tionner.» Le président de l'université de Picardie, M. Bernard Némitz a déclaré ane pas être surpris de cette réaction, et demande au conseil régional de prendre la mesure de l'opposition massive de la communauté universitaire à la présence d'un élu du Front national comme représentant de la région».

M. Charles Baur (UDF), président du conseil régional de Picardie, a refusé de commenter la décision du conseil scientifique de

l'université. Depuis l'eutomne, la désignation des élus du conseil régional dans les organismes extérieurs s'effectue selon la règle de la proportionnelle. Les conseillers régionaux socialistes, communistes et de Génération Ecologie avaient accepté, au lendemain des élections régionales, ce principe pour les organisations non liées à la jeunesse. Mais ils avaient refusé de l'appliquer dans les lycées et à l'université. Les représentants de la région dans les instances de ces établissements sont done exclusivement des élus UDF, RPR et FN. Dalear.

grecs victimes da sida portent laiete. - Les pareets de deux hémophiles grecs décédés du sida en 1992 à l'âge de vingt et vingtdeux ans ont déposé une pleinte, mardi 16 février, pour «coup et blessures mortels » contre les ex-responsables socialistes du ministère grec de la santé, la direction d'un hôpital publie d'Athènes et la société Gerolymatos, distributrice des produits de l'Institut français Mérieux en Grèce. M. Alain Mérieux avait reconnu, le 2 novembre dernier, avoir distribué des produits anti-hémopbili-ques non chanfiés, donc éventuelleques non chanftes, donc éventuelle-ment contaminés, à onze pays, dont la Grèce, jusqu'en novembre 1985. Une information judicinire evait alors été ouverte par un pro-cureur d'Athènes (le Monde des 2 et 7 novembre 1992).—(AFP.)

 M. Tenbon président dn
 Club 89. - M. Jacques Toubon,
 député RPR de Paris, a été élu, mercredi 17 février, président du Club 89. La majorité des membres du comité directent de ce elub l'ont préféré à M= Nicole Catala, antre député RPR de Paris. Le maire du treizième arrondissement succède à M. Miehel Aurillac, ancien ministre de la coopération, qui avait fondé le Club 89 en 1981, pour en faire un organe de réflexion proche dn RPR, et qui s été élu président d'honneur.

D SÉNÉGAL: une soirée « spéciale-présidentielle » snr RFI. – Radio France Internationale (RFI) devait suivre, en direct de Dakar, du dimnnebe 21 au lundi 22 février, l'élection présidentielle sénégalaise, offrant à ses auditeurs une soirée «apéciale présidentielle», commençant dimanche, à 23 heures et s'schevant à 1 heure du matin, lundi, avec les principaux résultats. RFI s'écoute en modulation de fréquence sur 89 MHZ, à Paris, et 92 MHZ, à

6.5 is discount of · 北京市 经产品的 · 通 Paint Com List in the

2

· Wosition

I was not The same of the same - THEFFE The latest of the control of · - conserve was same

and totals find

THE REST OF THE PARTY.

Rappedi

is inte 4

. .

A STREET

Domicile collectif pour personnes âgées

A SECOND TO SECO A Contract of the Contract of

The same of the same

11 1 1000

. Vist. 7

with the second

20 20 20 20

 $(x,y)\in \mathbb{R}^{n\times n}$

.....

.....

a . 45

The second of the second 1 444 5 19 251 Saint-Herblam a choisi de favoriser l'autonomie et le liberté 19 Concours d'idées pour le viaduc de l'avenir

Deux autoroutes de trop à Joinville le Pont

Les pollutions de l'industrie

Le nettoyage des sites industriels contaminés a commencé

Périgueux : l'avenir sans détour

Belles rues et traditions gourmandes 24 n'empêchent pas les ambitions

TOULOUSE EN SON MIROIR

A la recherche d'une nouvelle image, la ville rose s'interroge sur son développement avec l'ambition de concilier dynamisme et qualité de la vie

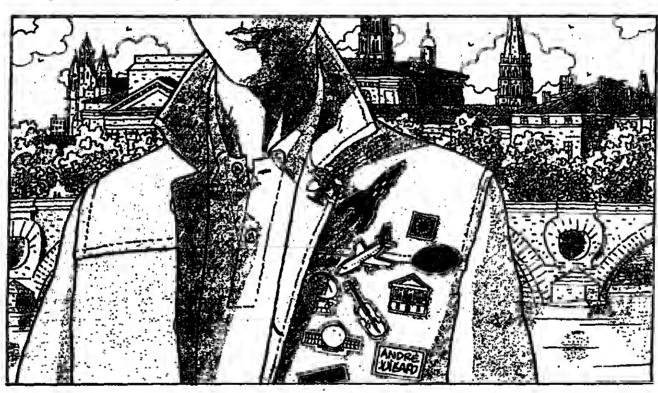
EST probablement la première fois depuis les années 80, marquées par le décollage économique, que Toulouse tente de trouver des réponses aux questions que pose soo développement. Métropole forte, représentant, agglomération comprise, presque un tiers de la population de la région, concentrant une part des activités iodustrielles et commerciales, la cité estime feire béoéficier la région Midi-Pyrénées de soo rayonnement. Contestée dans ce rôle par certains départements, Toulouse se rêve comme une des grandes eurocités de cette fin de siècle.

Mais cette quête pose des problèmes aux Toulousains, témoins et acteurs de la transformation radicale de la vieille cité des violettes en capitale régionale. Ils assistent à une frénésie immobilière et ils se demandent comment associer développement urbain et environnement. Le projet de ville. que le conseil municipal a approuvé, après les responsables socio-économiques, prétend concilier une double ambition : « celle d'une ville forte, et celle d'une ville douce», du

dynamisme et du bien-vivre.
« La ville, lit-on dans le document, doit disposer de points d'appul forts. » Parmi ceux-ci, le centre-ville, qui, par des opérations d'amélioration de l'habitat ou le plan d'occupation des sols (POS), conservera un \$ 2.50 Mg - 245 habitat locatif à caractère social, en partic récupéré sur des bureaux transférés en périphérie. Même ambition pour les commerces de proximité. La réalisation d'équipements culturels, comme le centre d'Art contemporain, qui sera installé dans les anciens abattoirs, ou encore l'aménagement de l'hôpital Larrey, devraient conforter la vocatioo d'un centre qui doit protéger son patrimoine et maintenir des pôles d'activité. Mais, pour l'instant, le centre se vide de ses habitants les plus modestes. Une situation que l'arrivée du métro, eu mois de juillet, risque

> Mais le centre oe peut pas rester enfermé dans ses limites historiques. Quatre points d'appui vont l'aider à s'en échapper. Le premier d'entre eux, Compans-Cafarelli, anciennement occupé par des cascrnes, est situé sur les boulevards de première ceinture. Il fait déjà l'objet d'opérations immobilières dont la cohérence est loin d'être

> prouvée. Autre pôle: Jolimont, à l'est de Toulouse, le terminal de la ligne A du métro. Là sont prévues des opérations d'urbanisme que la proximité de la rocade devrait consacrer comme lieu d'échange. Avec les Récol-lets, la ville parie sur l'avenir. Elle espère, s'appuyant sur la proximité du complexe scientifique de Rangueil, ou de l'hôtel de



Empalot, qui bénéficie actuellement d'une opération de développement social des quartiers. Enfin, le quartier des Arènes, sur l'emplacement duquel a été édifié un lycée, se veut un espace en mutation, dont les activités industrielles ont été partiellement

Rapprocher l'emploi de l'habitat

Après d'autres cités, Toulouse découvre la vertu des portes de ville. Il y en a cinq: la porte nord, dite porte de Paris, celles d'Auvergne, de la Méditerranée, des Pyrénées, ou encore de l'Atlantique, à l'ouest de la ville. Mais si les potentialités de ces zones sont parfaitement décrites, aucun projet ne leur prépare une identité, qui en ferait, au-delà des activités déjà installées, des points d'ancrage du tissu urbain.

Le projet de ville souhaite éviter les ruptures territoriales et sociales en rapprochant l'emploi de l'habitat. Des objectifs déjà inscrits dans la loi d'orientation pour la ville en 1991. Par ailleurs, le caractère des s'affirme prête à libérer d'importantes

région, requalifier des quartiers comme quartiers sera mieux affirmé par la création de places, « cœurs » d'ensembles résidentiels, doot l'environnement paysager sera amélioré. Neuf mille logements sociaux ont été réhabilités en 1992, un effort à poursuivre.

Après de longues années de bouderie avec le fleuve, la ville se tourne à nouveau vers la Garonne qui « participe à son image et à son identité ». L'arrivée du métro facilite une révision des transports en commun et permet de penser aux piétons. « L'élargis-sement de la base productive de Toulouse est la condition de son développement », précise le rapport, qui souligne la fragilité du tissu industriel, fondé pour l'essentiel sur l'aeronautique et l'espace. Il convient donc de conforter ces secteurs, même si l'industrie de la santé permet d'espérer un développement de l'emploi.

En attendant, la ville a fait des efforts, couronnés de succès en ce qui concerne la Météo et Air France, pour obtenir une partie des emplois publics que l'Etat a prévu de décentraliser. Toulouse bénéficie d'une certaine expérience annoncée en 1970 par la DATAR, avec l'implantation du Centre national des études spatiales. Enfin, la ville

réserves foncières au sud-est, près du compiexe spatial de Rangueil, au nord-ouest, à proximité du pôle aéronautique, au nordest, en direction d'Albi, au nord enfin, avec la plate-forme de fret Eurocentre, une initiative du conseil général de la Hante-Ga-

Ce projet de ville qui ne présente pas d'échéancier apparaît surtout comme une mise eu clair des politiques initiées depuis 1983 par le maire, Dominique Baudis (CDS). Pas d'idées révolutionnaires qui redessineraient le visage de Toulouse pour les décennies à venir, mais une approche prudente des problèmes qui se posent à une cité dont les ambitions dépassent les fron-

La véritable œuvre de cette fin de siècle, le métro VAL, est investie de toutes les vertus, dans le domaine de l'aménagement et dans celui de l'ouverture des quartiers périphériques sur la ville. Mais la deuxième ligne de métro entrera en service après l'an

> de notre correspondant à Toulouse Gérard Vallès

Partenariat

ES chambres de commerce sont-elles spolées par la décentralisation? Les collectivités locales exercent des missions économiques et das tâches d'aménagement qui, il y a dix ans, incombaient traditionnel-lement aux institutions consulaires. Tel est le sentiment qui prévalait à l'issue de la réunion de l'Assemblée des chambres francaises de commerce et d'industria (ACFCI) réunia à Paris le 16 février sur le thème : « Aménagement du territoire, décentralisation et partenariat ». Une rencontre placée sous le signe de l'Auvergne, avec la présence soulignée de nombreuses personnalités politiques ou économiques connues dens cetta

Personnan'en doute ; villes, départements et régions marchent maintenant allègrement sur les plates-bandes des chambres. La concurrence, voire les divergences, ne sont pas rares, avivées ici ou là par des rivelités politiques. Les chefs d'entreprise élus n'apprécient pas toujours que les élus territoriaux du peuple disposent d'un budget (700 milliards) considérable. Ils dénon-

cent, pêle-mêle, l'enchevêtrement des compé-tences, l'émiettement des communes et la poids des prélèvements fiscaux, notamment par la taxe professionnelle. Il est vrai que sur le dossier de la formation et de l'apprentissage il peut y avoir confusion voire désordre.

Par souci d'efficacité, plusieurs présidents de chambre ont pensé qu'il leur fallait siéger dans les assemblées politiques. C'est le cas aux conseils régionaux d'Aquitaina ou de Franche-Comté.

Aussi, guand René Monory et Valery Giscard d'Estaing ont vibrants en faveur de la décentralisation et d'une « politique musclée » d'aménagement du territoire, le premier parlant des venus de «la gestion de proximité», le second d'un système qui permet « de faire mieux et moins chers, des patrons ont tiqué. Seule solution : le partenariat. A tous niveaux, avec tout le

François Grosrichard

UNE VILLE POUR L'EXEMPLE

La salade nîmoise, spécialité architecturale et urbaine, sujet d'une exposition à Paris

Centre de création industrielle (CCI), au Centre Pompidou, consacre une exposition non à uo architecte ou un designer, mais à une ville daos sa dimension considérée comme la plus complexe : l'urbanisme. C'est Nîmes qui est l'élue du CCI, dont la politique d'exposition semble ainsi s'orienter vers un louable parti de pragmatisme, en ce temps volontiers dominé par un esthétisme architectural passablement mondain. Facheuse époque, Fâcheuse, en effet. A peine les édiles municipaux français commençaient-ils à découvrir les vertus de la décentralisation,

.

OUR la première fois, le l'ivresse, redoutable, des projets urbains, qu'ils se voient rattrapés par la sordide réalité. Les voilà confrontés à la

double responsabilité de leurs choix politiques et de leurs eogagemeots finaociers, au moment d'uoe crise oetionale sans guère de précédent, au momeot où, précisément, la pureté de leurs choix politiques se trouve volootiers obscurcte par des intérêts financiers largement liés à ce que le pudeur commaoderait de résumer au mot de coostruction. Uo mot derrière lequel apperaissent cependant, en ombres chinoises, les silhouettes plus ou moins heureuses de l'architecture et de les plaisirs de l'architecture, et l'urbanisme, près de celles, aux larges parts de sa substance pit-

publics.

Il faut garder à l'esprir que tout ne se vaut pas, et qu'au sortir de dix ans d'euphorie les villes françaises n'ont pas seulemeot pour perspective le montant de leurs impôts locaux, mais également des villes aux visages durablement bouleversés, dotées ou non de projets urbains doot la cohéreoce est elle-même varieble.

Faux chic provincial

Chaque cité est à cet égard un cas d'espèce : Paris, bien servie par sa municipalité, et vigoureusement épeulée par l'Etat, est entrée dans cette dernière décennie du millénaire à le fois armée pour la compétitioo européenne et absurdement enfermée dans son périphérique; la capitale est ainsi contraiote à une manière d'autophagie qui fait disparaître de

si manyaises réputations, de la toresque et diverse au profit spéculation et des travaux d'une image de feux chic provincial Marseille - et son énorme

territoire (une des plus vastes communes de France?) - ne paraît pas avoir trouvé dans l'arsenal de la cormalité les outils de gestion adaptés à sa taille. Lyoo, meurtric par d'immenses pâtés architecturaux (ses gares), s'offre le luxe de vouloir accueillir le « futur» (?) Institut netional d'urbanisme. Lille, prise d'une bouffée délirante, est montée sur ses grands cheyaux avec l'arrivée du TGV et nous promet un petit Manhattan signé des noms les plus présents dans le catalogue de la

Redoute architecturale. Bordeaux s'est rasée la rive droite d'une main hésitante et change de barbier tous les ans, se demandant si, tout comptes fait, un lifting en bonne et due forme ne ferait pas plus jeune. Et ainsi de Velence, de Montpellier, de Brest, ou de Nancy...

> Frédéric Edelmann Lire la suite page 19



HORS SÉRIE

ANNÉE 1992: LES CLÉS DE L'INFO

Retrouvez toutes les « clés de l'info » 1992, regroupées en un seul numéro, et complétées d'une chronologie et d'un index. Vous disposerez ainsi d'une collection complète des clés et des repères indispensables pour comprendre les grands événements de

En vente dans tous les kiosques - 20 F

INVESTISSEMENTS

LES EMPLOIS DE L'AMÉRIQUE

Selon la DATAR, des sociétés américaines en France ont permis de créer 5 300 emplois en 1992

LORS que s'avive la querelie à propos de la délocalisation des entreprises étrangères en France, avec, notamment l'épisode de l'affaire Hoover, le bureau new-yorkais d'Invest in France Agency (IFA), l'organe de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) à l'étranger, vient de publier le bilan et de dresser la carte des investissements américains opérès en France en 1992.

Au total 104 projets, le double du chiffre réalisé l'année précédente, ont abouti au cours des douze derniers mois, permettant la création de 5 323 emplois, un score, il est vrai, pratiquement inchangé par rapport a 1991.

Les Etats-Unis ont représenté l'armée dernière près de la moitié (41 %) des 241 projets étrangers localisés et enregistrés par la DATAR en France, loin devant l'ensemble de la Com-munauté européenoc (95 proiets) et le Japoo (9 projets). A l'heure actuelle, l'investissement américain représente à lui seul 25 % de l'ensemble des compagnies sous contrôle étranger en France et 38 % des emplois créés l'année dernière par des investisseurs étrangers.

«La détérioration de la situatian économique tant aux Etats-Unis qu'en Europe pouvait laisser craindre une chute sévère des initiatives américaines sur le

CIRCULATION

FEUX BLEUS:

Saint-Brieue, Evreux et Niort.

Le 16 février, la ville de

La Rochelle a inauguré un dispo-

sitif de 15 feux bleus en présence

de Georges Sarre, secrétaire d'Etat

résulte de l'analyse des accidents

dont sont victimes les enfants.

Grace à la signalisation tradition-

nelle, aux aménagements de la

chaussée et des trottoirs qui obli-gent les véhicules à ralentir, grace

aussi aux policiers et au personnel

municipal qui y gèrent la eireula-

tion, les sorties d'école sur l'en-

les endroits les plus dangereux

Aucun accident mortel n'y a

L'installation de ce dispositif

aux transports.

pour les écoliers.

ATTENTION, ENFANTS

LS sont bleus, clienotants et accidents qui touchent en

tournent doucement sur cux- moyenne chaque année les jeunes

mêmes : ces cubes d'une cin- piétons sur le chemin de l'école,

quantaine de centimètres de côté en faisant 10 tués et 350 blessés

sur lesquels est inscrit d'une écri- graves. Disposés à différents

ture scolaire le mot «enfants» ont endroits d'une ville, les feux bleus fait leur apparition en mai 1991 à ont done essentiellement pour but

semble du territoire ne sont pas tenus de respecter le code de la

été signalé en 1992, et on n'y a ler aux conducteurs que les recensé que le quart des 1 750 enfants de la ville sont soit sur le

La revue des experts

DOSSIER

Pric au N. . 100 F fhance de paris. Abennement exception rel 1 de la sumeras) : 350 l

RENSEIGNEMENT:

Institut de la Décentralisation (Laurence Tétard-Ivanikow)

2, rue des Longs-Prés 92100 BOULOGNE - Tél.: 47 61 92 48 - Fax.: 47 61 92 47

LES POUVOIRS Luc Ferry Ségulône Buyat

Une nouvelle signalisation pour inciter

les automobilistes à la prudence

s'est pas produit, indique Hugues Parant, directeur exécutif d'IFA North America. Les créations d'emplois en France. d'origine étrangère, ant représenté 14 148 postes de travail en 1992, sait une baisse limitée à 8 % par rapport à l'année précédente. Dans cet ensemble, les Etats-Unis se sont bien compor-tés, et l'essentiel de la baisse constatée provient du Japon et. à l'intérieur de la Communauté européenne, de l'Allemagne, deux pays qui ont freine leurs investissements à l'étranger en raison de difficultés internes.» En revanche, les perspectives pour 1993 risquent d'être plus sombres, en raison à la fois des échéances électorales en France et de la mise en place d'une nouvelle administration aux Etats-Unis qui a déjà fait de la relance de la concommation intérieure l'une de ses prineipales priorités, estime le spécia-liste de la DATAR.

Un relatif rééquilibrage

En passant en revue la liste des projets américains réalisés co France en 1992, einq secteurs apparaissent privilégiés : l'électronique-informatique (et les télécommunications), l'automobile (et la mécanique), la chimie lourde et fine, la santé et l'agro-

d'induire, à certains moments de

la journée, un réflexe chez tous les

usagers de la rue afin qu'ils modè-

reot encore plus ieur vitesse et

leur comportement pour la sécu-

Campagne d'information

d'une nouvelle réglementation de la circulation. Cet équipement

n'est pas obligatoire, et les auto-

mobilistes restent simplement

route et les vitesses limites eo

feux bleus ont pour but de signa-

vigueur dans ces communes. Les

Il ne s'agit pas pour autant

rité des enfants.

à Saint-Brieuc

Vieux Continent, mais cela ne alimentaire. « L'attrait de la France dans ces damaines s'explique par l'existence d'une main-d'œuvre campétente, natamment dans l'électronique et dans la mécanique, par la dispombilité d'espaces pour l'activité chimique, par une courbe démographique qui intéresse les secteurs pharmaceutiques et médicaux, enfin par l'importance du secteur agroalimentaire dans natre pays », estime Hugues Parant, ajoutant que les « fonetions tertiaires » (recherche, logistique, distribution), auxquelles sont actuellement attachées les firmes américaines, semblent trouver un débouché naturel dans l'Hexa-Dans le même temps, à l'in-

térieur du territoire français, un relatif rééquilibrage géographique semble s'opérer. Le grand Bassin parisien cootinue à centraliser la majeure partie des projets (30 % d'entre eux eo 1992), tandis que l'ouest et le centre de la France réussissaient à attirer davantage d'implantations américaioes qu'auperavant. Mais la véritable percée provient de la région Sud-Est (eoglobant la région Rhône-Alpes), laquelle, assure-t-on. est en passe de faire bientôt jeu égal. avec la régioo parisienne.

> de notre correspondant à New-York Serge Marti

Les villes équipées de ce dis-

chemin de l'école, soit sur le trajet

positif méneot des politiques

ambitieuses en matière de circula-

tion. «Le secrétariat d'Etat aux

transports nous avait proposé de nous équiper en feux bleus alors

que nous étions associés à un plan

départemental de sécurité routière, raconte Gérard Blanchevoye,

directeur des services techniques

de la ville de Saint-Brieuc, dans le

département des Côtes-d'Armor,

Nous n'avions pas enregistré d'ac-

cidents graves aux sorties des

écoles les années précédentes, mais

il y avait une demande des parents

d'élèves pour développer la prèven-tian. Les seux bleus ont eu le

placé les feux bleus aux environs

immédiats de 22 écoles, et e

accompagné cette installation

d'une campagne d'information à

soit bien compris des automobi-

Les feux bleus de Saint-

Bricuc ont quelquefoie été instal-

mêmes. La ville de Niort (Deux-

améliorer la circulation et la sécu-

tière. Il y aura une quarantaine de

feux bleus à Niort dans les deux

prochaines années, contre 14

qu'empruntent les enfants sur le

chemin de l'école. La municipalité

chemin de l'école le 20 novembre

attendre l'invite du secrétaire

d'adresser uo courrier dens ce

sens à tous les maires de France.

équipement

680 000 francs à la ville.

La ville de Seint-Brieuc a

mérite de frapper les esprits.»

de retour vers kur domicile.



INVESTISSEMENTS

AMÉRICAINS

EN FRANCE

EN 1992

Ecologie et politique locale, L'institut de la décentralisation et la revue Pouvoirs locaux, avec le concours du conseil régional de la Haute-Normandie, orgenisant, mardi 23 février à Rouen, le septième Club des enjeux locaux sur le thème des « pouvoirs verts.». Pierre Lascournes (CNRS), Didier Anger (Vert) et Dominique Simonet (GE) doivent analyser l'influence des écologistes sur les politiques publiques

► Reneelgnements au (16-1) 47-61-92-48.

■ Dépendance. -- L'a Maison des collectivités locales, société privée que dirige Christian Julianna, organisa un colloque intitulé: « Maintenir à domicile les personnes âgées dépendantes et créer des maisons de retraite médicalisées de proximité», à Paris, merdi 2 mars. Les participants seront des fonctionnaires (affaires sociales, personnes agées), des élus, des responsables d'associations et des mutualistes. lis feront un panorama de la dépendence en France, présenteront des expériences de maintien à domicile et évoqueront la planification gérontologique départementale.

Renseignements au (16-1) 45-35-00-00.

destination des automobilistes de Les services de l'environnement. la ville et de la région à travers la - L'Association des éco-maires, que presse locale. « Il faudrait que ce préside André Labamère, maire (PS) de dispositif soit étendu à l'ensemble Pau, organise une journée de formation du territoire pour que le message sur «les services environnement dans les municipalités » à l'Assemblée natiolistes de passage», souhaitent nale, jeudi 4 mars. Comment organiser aujourd'hui les responsables de la circulation de la préfecture breles services pour répondre à des exigences nouvelles? Renseignements au (16-1)

40-63-84-02.

lés sur les bâtiments scolaires eux-Directeurs d'établissements pour personnes âgées. - La Fédération nationale des associations de directeurs Sèvres) les a au contraire intégrés dans une politique d'améoege-ment urbain qui comporte 22 d'établissements et services pour personnes agées (FNADEPA), qui rassemopérations différentes destinées à ble 500 directeurs de maisons de retraite, organise son prochain congrès à Angers, jeudi 18 et vendredi 19 mers. La ville, qui accueille les S'estiment « oubliés » par la filière sociale de la fonction publique territosièges de nombreuses mutuelles et compagnies d'assurances, a déjà riale, ces directeurs réclament un statut consacré 5,8 millions de francs à

spécifique.

Nenseignements au (16) 91-54-16-60. ous actions et ces aménagements en faveur de la prévention rou-

CONTACT

actuellement, et l'ensemble de cet ■ Communes « cobayes » pour la contera réforme comptable. - La ministre du budget, Martin Malvy, et le secrétaire A Niort, comme à La Rochelle, les feux bleus sont disposés dans les rues de la ville d'Etat aux collectivités locales, Jean-Pierre Sueur, ont ennoncé à la fin du mois de janvier que la réforme comptable serait expérimentée dans quinze communes, volontaires, de moine de de Pontault-Combault (Scine-ct-Marne), où deux fillettes ont été 3 500 habitants. Il s'agit da Toury (Eure-et-Loir), Bosmie-l'Aiguille (Haute-Vienne), Saint-Martin-le-Beau et Ligueil tuées et trois autres blessées sur le (indre-et-Loire), Mont-près-Chambord et 1992, a d'ailleurs décidé de Saint-Gervais-la-Forêt (Loir-et-Cher), La s'équiper de ces feux bleus dans Varenne (Maine-et-Loire), Bazancourt et les prochaines semaines, sans Muizon (Mame), Ouroux-en-Morvan (Nièvre), Jaulzy (Oise), Norrent-Fontes d'Etat aux transports, qui vient (Pas-de-Calais), Les-Grandes-Ventes et Londinières (Seine-Maritime), La Rochette (Seine-et-Marne). Le syndicat à vocation multiple, d'Ingrendes-le-Christophe de Chenay Fresne, (Maine-et-Loire), expérimentere comptable, qui devrait favoriser le NOMINATION

lui aussi cette nouvelle instruction

Nouveau secrétaire général à Valenciennes. - Bruno Leclercq vient d'être nommé secrétaire général de la mairie de Velenciennes, dens le Nord

(40 000 hebitants). [Bruno Lectarcq est né à Lille la 20 février 1954. Titulaire d'une maîtrise d'histoire, il passe le concours d'attaché de la Ville de concours d'attache de la vulle de Paris et intègre les services adminis-tratifs de la capitale. En 1989, il rejoint la ville de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), en qualité de direc-teur financier. En 1991, il devient secrétaire général adjoint de la ville de Valenciennes.]

CONCOURS

Eviter l'asphyxie urbaine. - La ville de Clemont-Ferrand, en liaison avec la Club des ouvreurs, organise un concours destiné aux étudiants et «Asphyxie des grandes cités, engorgement du trafic, poliution, accidents) est le thème retenu cette année. Cinq étudiants ou groupe d'étudiants, dont les dossiers auront été retenus, recevront une bourse d'exploration de 15 000 F pour mener une étude dans une villa étrangère. Le meilleur mémoire qu'ils en rapporteront sera publié et récompensé par un prix de 25 000 F. Date limite d'envoi des dossiers, le mardi 30 mars. Renseignements eu (16) 73-42-63-67 ou 73-42-63-63 posta 6446.

, PUBLICATIONS

Références culturelles. - Il s'agit de la troisième édition de ce guide très

rain, que les compagnies chorégraphi ques, les instituts culturels français à l'étranger. Au total plus de 3 000 Vivant, du livre, du cinéma..... ► Guide annuaire des acteurs culturels, 640 p., 350 F. ANFIAC, 19 nie du Renard 75004 Paris, Tél. : (16-1) 42-77-33-22 Les finances locales. - Les élus, qui doivent voter leur budget avant le 31 mars, peuvent s'aider d'un ouvrage fort utile, les Finances locales. Ce guide concerne surtout les communes, mais il

complet édité par l'Association natio-

nale pour la formation et l'information enissique et culturelle (ANFIAC). L'ou-

vrage peut intéresser à la fois les pro-

fessionnels et les élus, puisqu'il aborde

de multiples aspects de domaines qui

les intéressent comme l'eide à la diffu-

sion culturelle, la formation ou l'organi-

sation sociale des entreprises de ce

secteur. La pertie annuaire recense

sussi blen les centres d'ert contempo-

propose aussi deux chapitres sur les départements et les régions. La préparation du budget, son adopcion, le recettes, le role de l'ordonnateur et celui du comptable, ainsi que les modaités financières de l'emprunt sont exposés en détail.

Les Finances locales, 412 p., 210 F., Dalloz, 35, rue Tournefort, 75240 Paris.

■ Précision. - A la suite de l'article intitulé « Galeries d'audaces à Suresnes» (le Monde daté 7-8 février), le maire de cette ville des Hauts-de-Seine nous précise que José Bériot, conseiller municipal, est responsable des affaires culturelles, « tandis que Grégoire de La Fouchardière, au sein des services de la ville, e en charge notamment les arts plastiques et la galerie Courtieux, qui fait l'objet de l'article ».

PROPOS

CONCURRENCE

« Alain Carignon e passé des journées avec le vice-président mondiel de Xeros, lui faisant visiter le site de Grenoble en hélicoptère, le mettant en relation evec l'université, les autres patrons. A Sophie-Antipolis, rien de tout cels n'a été fait.

Bruno Peuch, président de la technopole de Nice, Nice Matin du 12 février.

■ AUTOROUTE «Nous evons du mal à nous faire comprendre, personne ne prend position contre l'autoroute : ce que nous voulons, c'est l'autoroute autrement. Michel Péricard, (RPR) maire de Saint-Germain,

■ STRASBOURG «La ville est un mélange d'esprit français, allemand, italien. Mon objectif est de garder cette variété. Strasbourg bénéficie d'une grande diversité architecturale, fruit d'une lente évolution. » Catherine Trautmann (PS), maire de Strasbourg. Architecture du mois de février.



STRATÉGIE OE MARQUE ÉTUDE DE POSITIONNEMENT CREATION DE NOM DE MARQUE CREATION O'IMAGE OE MARQUE LIFTING O'IMAGE INSTITUTIONNELLE CREATION PACKAGING ET DESIGN SEMINAIRES DE FORMATION LEM.

Tel. (1) 40 28 00 92

strategie et développement d'image de marque

DOMICILE COLLE POUR PERSONNE

POUR L'EXEMPLE

452.0

2.5

Notice of the

25,5

Sec. 1.

2012/2012/2012

44.57

2000

3.

Martin La

72 CA . .

1

Car . Tr

Cr. Francisco

The world of the control

Jr 21.

A Section

Sec.

See I Notice .

the war bearing the AND THANK YE ir a faired form

15 474

197-197 7 4 WHE to the comment to the second fel er Rue greente ge Late Age designation でいては、大学学科学 御 Williamste wet 1 ****** 1840 CHES die a La hatte. trabita de la 🕬 fred day parts and 2 12 44 Boiles

Schallegreife in topic a . translige die wie er mit ber ber gentemmen. Er werten. "-It gematte de la ** ** ** ** *** *** fen best. 16 · Fill vielt allen f WALLE IN THE PARTY OF STREET THE RESIDENCE TO STREET Later St. Charles St. Cont. Committee of the section is in parint dans

To resident \$1 to a company, \$44 "小学生"的特别,而此一种概念 Total Continues in le the sety comment the the Lines Secure of the second "Links brings with regentig iche Meine

- St 🎥 🗯 🏞 bbarie ibr fein

· ·· S. yes to de de

The sample of

Course the Bertiffe there with the same A substitutions in

DOMICILE COLLECTIF **POUR PERSONNES AGÉES**

La municipalité de Saint-Herblain a choisi de favoriser l'autonomie et la liberté

N début d'après-midi, il n'y haltes plus agréables que d'autres. «Là où la bique est attachée, il faut qu'elle broute», commente toires. Au fil des heures, le cercle formé autour de Pascal, le responsable du domicile collectif pour personnes âgées dépendantes du Tillay à Saint-Herblain (Loire-Atlantique), s'est agrandi. D'autres locataires out rejoint le groupe, des expansifs et des discrets, comme ces «deux ieunes amoureux » qui oot récemment fêté soixante-neuf ans de vie com-

Chacun parle de tout et de ces riens qui comblent les journées et illustrent les années. Du passé, des vies dont les chaos soot devenus des victoires. Les récits s'entrechoquent : ceini d'une lavandière devenue teinturière, celui d'un carrier, boulanger avant de terminer sa vie professionnelle comme agent hospitalier. Des histoires peuplées de souvenirs qui se terminent au Tillay, sous la pression de l'âge et de la dépendance.

On ne quitte jamais de bon cœur les murs qui vous ont vu mûrir et vieillir. Mais il y a des rester le plus longremps chez eux projet a pu être réalisé grâce à un peler le collectif quand ses clientes

une pensionnaire, dans un éclat de rire, en regardant sa fille. Au Tillay, la corde est nouée lâche et l'herbe semble plus grasse qu'ailleurs. Même le temps paraît plus clément. A tel point que la Commanauté européenne, intéressée par le lieu, a décidé de le distinguer pour l'année européenne des personnes agées.

Il v a deux ans que ce domicile collectif a ouvert ses portes. C'était une nécessité. En huit ans, le nombre des personnes âgées de plus de soixante-quinze ans est passé de 842 en 1982 à 1 498 en 1990. Les infrastructures ne Plutot que se lancer à l'aventure dans une politique gérontologique, Charles Gautier (PS), maire de Saint-Herblain, dans la banlieue de Nantes, a préféré organiser une commission de travail avec les différentes associations et institutions de la ville. Très vite les désirs des

et, lorsque ce n'est plus possible, trouver un logement, dans le quar-tier, pour y vivre en sécurité jusqu'au dernier jour dans un contexte stimulant pour préserver un maximum d'autonomie. Ainsi est née l'idée du domicile collectif.

Apporter la sécurité sans infantiliser

La construction d'un groupe de petits immeubles autour d'une nouvelle place et d'un centre commercial était programmée au Tillay. La commune, qui compte 42 774 habitants, a décidé d'y louer deux étages, qu'elle a transformés en quinze studios d'une répondaient plus à la demande. trentaine de mètres carrés. Une mezzanine agrémente le premier étage et an rez-de-chaussée, une vaste pièce commune regroupe, sans autre cloison que des plantes vertes, le salon, la salle à manger et la cuisine. Ascenseur et escalier joignent le premier à la pièce commune, des rampes le long des Herblaisois se sont manifestés: murs permettent d'évoluer. Le accueillir dans son salon et d'ap-

prêt locatif (60 % du coût, qui s'élève à plus de s'élève à plus de 3 800 000 francs), un apport du conseil général (29 %) et un autre de la ville (11 %). Saint-Herblain et la Fondation de France nnt financé à eux deux le mobilier et le matériel (207 000 francs).

Apporter la sécurité sans infantiliser. Laisser ehacun se débrouiller, en gardant un œil sur tous. Les réliexes poussent généralement à aider, pour aller plus vite ou pour être plus efficace. Au Tillay, pour le moment, l'expérience est réussie. Pour faire partie de l'encadrement, il faut adhérer au projet, que l'on soit agent de service ou étudiant assurant une garde de nuit, une fois par

semaine, ou le week-end. Le domicile n'a que vingtquatre mois d'existence, mais déjà Pascal, le responsable, peut raconter des histoires de locataires arrivés dans un état de grande dépendance, retrouvant en l'espace de quelques semaines l'autonomie nécessaire pour se rendre seuls de

leur studio à la salle à manger. Chacun beneficie d'une grande liberté. Ceux qui préfèrent l'isolement restent dans leur studio meublé et décoré avec leurs affaires. Ceux qui se sentent la force d'aller dehors bénéficient de la vigilance des commercants qui ont participé, avec les locataires des immeubles voisins, à une réunion d'information. Le coiffeur, qui craignait qu'oo lui demande d'aller peigner « les petites vieilles» chez elles, est content de les

sont prêtes. Le souci de préserver l'ancrage dans la vic quotidienne va jusqu'à favoriser la continuité des relations entre les locataires et leur médecin personnel et même l'aide ménagère qui les assistait avant leur venue. Cette concention de vie à la fois collective et autonome, ouverte sur l'extérieur, aurait beaucoup plus de mai à se concrétiser sans l'aide active des

Mais là encore la participation fait partie d'une conventinn. passée entre la direction, le nouveau locataire et les familles qui s'engagent à venir aux réunions trimestrielles et surtout à assurer, à tour de rôle, une permanence le week-end pour les repas et l'animation. Ce mode de fonctionnement a aussi l'avantage de réduire les coûts et donc le prix de journée, qui s'élève à 212 francs. Certaines personnes bénéficient de l'aide personnalisée au logement, et une d'entre elles a obtenu l'aide sociale.

Les repas du midi sont fournia par la ville et améliorés sur place. Le soir, chaque résident faisait sa propre cuisine. A leur demande, depuis le début du mois, ils font ensemble leur repas du soir. Alors chacun participe, Deux dames présèrent rester chez elles et ne se joignent aux autres que pour les sêtes. Elles ne sont pas pour autant oubliées. L'agent de service ira leur apporter les

> de notre envoyée spéciale à Saint-Herblein Christiane Chombeau

HAUTE-NORMANDIE

Un parc pour les « éco-industries » près du Havre

Le Havre et ses environs ne manquent pas d'espaces pour accueil r des entreprises. La zone por nuaire dispose à elle seule de 8 000 hectaras disponiblas. Et pourtant le syndicat mota composé du conseil général de Seine-Maritime, de la ville du Havre et du canton de Saint-Romain-de-Colbosc prépare l'aménagement d'un parc d'activités de 125 hectares sur les plateaux du pays cauchois. Un équipement d'un genre nouveau, «Éco-Normandie», devrait accueillir en priorité des entre-prises tournées vers le marché de l'environnement. Pour donner le ton, le syndicat mixte a'engage à mener une «politique d'aménage ment axemplaire», en valorisant les atouts paysagers avec «haies brise-vent» traditionnelles et arboreturn. L'investissement s'élève à 9 millions de francs pour le syndicat mixte, complété par une aide de 5 millions de la part de la Communauté européenne et de 3 mil-lions du conseil régional. Ouvrir un perc technologique supplémen-taire peut sembler embitieux. Les responsables de la société d'économie morte créée pour l'occasion se montrent pourtant optimistes. La région havraise, terre de chimie et de construction automobile, n'est-elle pas un site judicieu pour implanter des «éco-indus-

LIMOUSIN

Bus gratuit de Brive

Grace à la ville de Briva et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise da l'énargia (ADEME), les habitants de la cité corrézienne ont pu prendre le bus stuitement durant la premièr semaine du mois de février. Pour la ville, cette expérience aura permis de faire découvrir aux habitants les six lignes mises à leur disposition et da promouvoir la Société des transports urbain (STUB), qui, chaque année, véhicute 200 000 personnes sur les 80 kilomètres du réseau. Elle espère aussi convaincre d'autres

intesateurs. «Nos voyageurs, précise la directeur da la STUB, sont jeunes (70 %), scolaires at féminins Viennent ensuite les personnes âgées. Pour les déplacements domicile-travail, l'incidence est encore minime. » Pour l'ADEME. s'agissait de faire comprendre aux usagers que le bus pollue vingt cinq fois moins que la voiture. A cette occasion, 5 000 dépliants comportant un plan et un mode d'emploi du réseau ont été distribuéa et des étudiantes ont recueilli les remarques des pessa gers. Le coût de l'opération (100 000 francs) a été partagé

LORRAINE Rivalité entre associations de maires

entre les deux acteurs.

Le vote du budget primitif du conseil général de Meurthe-et-Mo-selle a ouvert une polémique, teintée de rivalitéa politiques, entre maires (ADM) et l'Association des maires ruraux (AMR) de ce dépar tement. Pour répondre à la sollici tation de Salvatore Balestrucci (divers droite), président de l'AMR, qui regroupe 162 com-munes, la président du conseil général, Jacques Baudot (UDF-CDS), a décidé de puiser dans l'enveloppe traditionnellemani accordée à l'ADM, dirigée pa Charles Choné, qui préside la sec tion départementale du CDS. Battu de 10 voix aux dernières

élections sénatoriales au profit de Jean Bernadaux, un ami de Jacques Baudot, Charles Choné e vivement réagi en voyant dans cette décision une attaque personnelle. C'est en pure perte qu'il a rappelé le bilan de l'ADM en faveur de ses 596 adhérents, notamment en metière de formation des personnels municipaux. Il n'a pes pu convaincre la majorité départementale UDF, dont il est membre, de revenir sur le projet de Jacques Baudot, qui a déjà accordé à l'AMR des locaux dans l'enceinte du conseil général Cette betaille des subventions se traduit par l'octroi da 504 000 francs à l'ADM et de 15 000 francs è l'AMR.

UNE VILLE POUR L'EXEMPLE

Suite de la page 17 .

Dans cet océan d'interrogations urbaines, très peu de villes ont su aller assez vite pour faire de la phoseo architecturale et urbaine un élément identifiable et lisible de leur stratégie. Nîmes en est l'exemple le plus probant, le plus passionnant aussi parce que, faute de trouver ailleurs ses modèles, cette ville a longtemps joué les laboratoires, n'bésitant pas à changer de parti lorsque les erreurs devenaient manifestes. La taille de l'agglomération s'y prête vraisemblablement: 135 000 Nîmois stricto sensu, 200 000 habitants avec le voisinage, soit dix fois le nombre de places des fameuses arènes.

Mais combien de villes comparables ont su donner une telle image de dynamisme, sans que la fiction des services de communication dépasse par trop la réalité du terrain? Ainsi, à chaque instant de son histoire récente. Jean Bousquet (UDF), élu maire en 1983, s'est trouvé dans la situation de joner sur la scène francaise l'arbitre des élégances. C'était le moins qu'on put attendre, il est vrai, du patron de Cacharel.

C'est peut-être aussi l'élégance qui, en 1988, lors de l'inondation catastrophique qui a submergé une partie de la ville, aura été l'atout d'uo maire qui sut, dans le flot des images qui sub-mergèrent alors les écrans, éviter tout misérabilisme et donner an moins à Nîmes l'apparence d'une ville capable de répondre à une

telle urgence. Est-ce l'élégance qui conduisit aussi cet homme taciturne, au physique lourd, mais capable d'être présent sur tous les fronts, cordial et amateur de fêtes, mais volontaire jusqu'à la brutalité, ou est-ce une prise de conscience d'un autre ordre qui le conduisit à cacher ce qui semble être un véritable changement de perception sur la gestioo à long terme de sa ville? Il est en tout cas révélateur que, à moins de six années d'écart, deux publications prises au hasard dans la multitude de celles qu'a suscitées la ville inversent les importances relatives de

l'architecture et du projet urbain. Janvier 1986, CREE, qui ouvre de façon prémocitoire «Autour d'une source», sur ces jardins de la Footaine, d'où jaillira plus tard une eau destructrice, met en avant la véritable collection d'objets architecturaux qu'avec un bonheur variable, et

tent de disposer sur le territoire incongru de la commune, mai cerné sauf par les escarpements du good. Og y trouve Nemausus éperdu de chic parisien, mais efficace au point d'avoir engendré en France et au-delà, des dizaines de clooes variablement beureux, hâtiments albatros aux grandes ailes, doot les fonctions se sont perdues sous des cieux différents. On y voit ou plutôt prévoit la converture des arenes, que réaliseront Michelin et Geipel, et qui contribueront à la célébrité hivernale de ce qui commence à devenir un haut lieu de la tauro-

Une pure vacuité architecturale

Foster offre un bel exemple de pure vacuité architecturale, de probité candide et blanche, «prête à remplir» dans son projet de médiathèque qui, face à la Maison carrée, désespère les habitués des colonnes célibataires du vieux théâtre calciné. Starck et Wilmotte ont le nez de donner à Nîmes un enthousiasme de créateurs à l'échelle de la ville, bien au-delà de la dimension de designer qui leur est encore accolée.

Enfin, Bousquet entreprend d'endiguer la tendance de sa ville à inonder de constructions hété-. rochites la campagne alentour. Au Japonais Knrokawa, coqueluche temporaire de la scène française, est confié le soin da colmater l'une des brèches de la ville en cernant l'uo des combreux rondspoints dont s'est dotée l'agglomératioo nîmoise. Les amateurs les plus sceptiques observent l'absence de coqueiuches pourtant plus persistantes, comme, exemple parmi d'autres, le Catalan

Bofiii... Novembre 1991, le Moniteur Architecture. La plupart des édifices mis en œuvre ont été achevés, Quelques pages, en fin de dossier, vantent les mérites d'un Wilmotte omniprésent à l'Auberge du Cheval-Blanc ou Via Alesiana, jouent deux brèves pièces musicales, l'une en gris et métal, de Brunet et Sauoier (l'école de la Placette), l'autre en blanc et béton, de Cusy et Maraval (résidence des Côstières).

Mais, de fait, la vedette est pour l'essentiel retirée à l'architecture au profit de l'agence d'urbanisme de la ville et singulièreun inégal soutien de la popula- ment au profit de deux puis une large et longue zone déjà tion, le maire et son équipe ten- personnalités, Joseph Juvin et

premier de l'équipe de Delouvrier et Millier, done garant de la l'ensemble des éléments qui l'occupent.

On retrouve bien sûr ia mardu gord. Ca y nouve restau que de ces denx nommes a de Nouvel, presque au plus que de ces denx nommes a moche des franges de la ville, vers l'exposition que présente actuellement le CCI, et l'on y actuellement le CCI, et l'on y retrouve aussi Jean Bousquet, qui passe plusieurs heures quotidiennes avec l'équipe de l'agence. Mais on v découvre surtout les résultats d'une démarche assez largement fondée, une forme d'effacement des individus devant les enjeux de la ville. Fini le temps des stars, des balises lumineuses qui se font concurrence aux quatre coins de la cité. Voici celui des synergies, celui des érudes, celui de propositions à long terme qui intègrent leur propre évolu-

Il ne s'agit au demeurant ni de rapiècer ni de bouleverser. mais de repérer les dysfonetionnements, les aberrations petites ou grandes qui font la souffrance de tant de villes, et d'y porter remède, de donner des limites et une forme à une cité qui avait à peu près tout pour rester une merveille dans un paysage de rêve avant les dégâts de l'urbanisation d'après guerre et des diverses zones d'habitat ou de commerces qui en sont issues. Au demeurant, le projet Bousquet est un mélange fleuri de de concret et de théorie, flirtant même avec une sorte de rhétorique autour d'une de ses grandes compo-

santes, l'axe Foster. Foster, du nom de l'architecte anglais dont l'agence achève ces jours-ci la médiathèque : c'est en effet la même équipe qui, en liaison avec l'agence d'urbanisme de la ville, a défini cette ligne partant des jardins de la Fontaine et allant se perdre, via l'avenue Jean-Jaurès et une large tranche de franche campagne, dans les splendides Costières de Nîmes. Des Costières, au-delà desquelles commence la Camargue, on surplombe uoe plaine qui reste remarquable et le restera si les communes voisines de l'ancienne métropole romaine acceptent de négocier avec leur grande sœur pour éviter la prolifération des zones industrielles et commerciales, ces terribles prédatrices des paysages qui massacrent autant les abords des villes que la sérénité des campagnes. Bousquet tente au moins ce pari intercommunal inévitablement fondé sur une péréquation des ressources fiscales, qui définit une nouvelle

dimension de l'agglomération. Au nord, la ville ancienne, «sacrifiée», mais qui sera retra-

Nicolas Soulier, venues, pour le vaillée, constituant le deuxième grand axe de travail urbain pour la ville. Au sud, sud-est, sudlongévité des projets urbains, le . ouest, les bourgs et villages aux second, architecte expatrié de marches des Costières qui pour-Paris pour contribuer à réconci- raient se consacrer à un habitat lier ici, on pour valider les retrou- ou à des activités respectueuses. vailles de l'urbanisme et de l'ar- et profitant done, des richesses ebitecture, du territoire et de du paysage. Au cœur de cette l'ensemble des éléments qui l'oc-sorte d'arène urbaine, une belle pièce de campagne qui aurait

vocation à être protégée

comme telle. Un matou régissant une tribu de chats

Certes le maire de Nîmes paraît ici agir en matou régissant nne tribu de chats qu'il aimerait dociles. Pourtant, on sent bien que e'est dans de tels dispositifs urbains que pourrait se développer de façon équilibrée l'avenir du territoire français, au-delà des prérogatives de chaque commune. A cet égard, Jean Bousquet tente aussi de travailler avec d'autres matous. C'est ainsi qu'il a proposé à la SNCF et à ses voisins de Montpellier et d'Avignon un dispositif qui semble logique à l'échelle oationale et régionale, moins peut-être dans le contexte de concurrence interne des régions. Il estimait on au lieu de trois gares TGV, qui mutileront inévitablement les trois villes presque équidistantes, deux gares intermédiaires (et plus ou moins équidistantes), entre Nîmes et Avignon, et cotre Nîmes et Montpellier, représentaient une économie de temps (un arrêt en moins), et d'argent. Sans parler d'un moindre impact écologique et urbain. On ne s'étonnera pas qu'uoe telle proposition, qui certes ne servait pas trop mal les intérêts de notre ville, n'ait retenu l'attention d'aucun des matous coocernés. Au moins Jean Bnusquet s'efforce-t-il de faire modifier le tracé du TGV pour qu'il n'impose pas une oouvelle saignée au grand «jardin» que traverse l'axe Foster. Il imagine un passage, également logique, à proximité de l'aéroport de 44-78-12-33, tous les jours.

blocages : ainsi se définit aujourd'hui le territoire français. On appréciera au Centre

Pompidou l'autre grand projet urbaio nimois, conduit par l'architecte Emilio Donato. Il s'agit là de gommer, ou plutôt de surmooter la rupture engendrée par la rocade sud de la ville. Projet simple en ce qu'il répond au bon sens, projet complexe par la multitude des micro ou macrostratégies nrbaines qu'il implique. Il faut en effet compter avec les flux automobiles comme avec le dessin de chaque fragment, et substituer des franchissements naturels à ce qui est actuellement un véri-

table barrage. Notons que l'agence d'urbanisme nimois n'a pas résolu au moins un problème, qui est celui de la pédagogie et du dessin d'ur-banisme : ainsi deux électeurs de la ville visitant l'expositioo, au lendemain de son ouverture, en sont sortis persuadés qu'on supprimait «leur» rocade sans solution alternative de circulation.

La ville fourmillant d'autres projets architecturaux et urbains, réhabilitation de la ZUP jadis construite par Arsèce Henri, transformation du fort Vauban en université, aménagement de la place Montcalm et du bassin Bérard, etc. Mais pour ne pas laisser la ville, son maire et son agence sur un sentiment d'émerveillement trop inconditionnel, nous signalerons que la liste des bévues est longue, elle aussi, dn projet de villa Roma, à côté du vénérable temple de Diane, à l'hôtel Séguier, qui a mia Jean Bousquet en porte à faux avec une partie de la population, certes traditionaliste mais pas totalement sotte. Même si l'on a chaussé les lunettes de Laurent de Médicis (le Monde du 3 mars 1989), on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs.

Frédéric Edelmann

➤ « Expérience Nîmes ». Galeria du CCI, Centre Georges-Garons. Autres intérêts, autres sauf le mardi. jusqu'au 10 mei.

Le Monde Editions **COMMENT PENSER** _'ARGENT

Sous la direction de Roger-Pol Droit

EN VENTE EN LIBRAIRIE

4



PAYSAGE

Chasse à la pub sur les Champs

Près d'une centaine de publicités lumineuses, un bon nombra d'ensaignes at deux kiosques à journaux vont disparattra das Champs-Elysées. Un arrêté signé Jacques Chirac (Bulletin municipal offi-cial du 5 février) vient ramenar un peu de décence dens la «réclama» qui a envahi la cálèbre avenue. Depuis 1986, un « plan de le publicité à Pans» détermina zone par zone le degré de liberté qui est laissé aux annonceurs et aux commerçants pour accrochar l'œil du pessent. Ca document, au départ fort libéral, a déjà été modifié quatre foia dans un sans restrictif. Voici la cinquième révision. Entre la Rond-Point at l'Arc de triompha, lee annoncea lumineuses devront s'effacer das facades. Les affiches na sont plus autorisées que sur les pelissades de chantier. Quent eux anseignas, leur nombre est limité à deux pour les commerces de rez-dechaussée at à une seula pour les activités situées en étage. Hauteur maximum das lattres : 80 centimètree. Largeur de l'anseigna : celle de le fenêtre. Les panneaux du type « Bureaux à louer » ne pourront plus rester qua six mois maximum. Las propriétairea d'immeubles et las commarcants accaptant. Les ennonceurs protestent et parlant de présenter une contre-proposition. Trop tard.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

Le Monde L'ÉCONOMIE

COMMERCE

DES BOUQUINISTES TRES PARTICULIERS

Les modestes forains du bord de Seine font partie, depuis quatre siècles, des originalités de la capitale

E petit peuple des bouquinistes est en émoi. Va-t-on ehanger le statut et les habitudes d'une corporation qui, au moins depuis Henri III, fait le bonheur des flâneurs du bord de Seine (le Monde du 19 septembre 1992)? Jacques Chirae devrait signer, dans les mois qui viennent, un arrêté réglementant leur activité, encore régie par un texte datant de 1859, lorsque le préfet Haussmann « régnait » sur la

Officiellement, il ne s'agit que de moderniser des « dispositions anachroniques » afin de « développer l'animation des quais » tout en évitant qu'elle ne dérive vers une sorte de « brocante». Tous ces termes chatouillent l'emour-propre des bouquinistes, qui sont particulièrement jaloux de leur singularité. Ces marehands forains tiennent justement à conserver leur caractère « rétro » qui attire le chaland. Ils forment le tout deruler carré des petits métiers d'autrefois et exbibent d'incontestables titres d'ancienneté.

C'est évidemment face à l'île de la Cité que, au seizième siècle, leurs ancêtres colporteurs étalèrent les premiers grimoires. Puis, dès que le Pont-Neuf fut lancé et devint le promenoir le plus fréquenté de la capitale, ils eoururent y planter des échoppes démontables (1). Chassés du pont vers le milieu du dix-huitième siècle, ils revinrent sur les quais, où, à la veille de la Révolution, le «reporter» philosophe Louis-Sébastien Mereier décrit l'étalage des « brochures et des volumes poudreux y que les bouquinistes sont allés « déterrer dans tous les coins de Paris » (2). Une gravure représente l'un de ces marchands en perruque poudrée s'abritant, lui et ses in-auarto. sous une méchante tente.

Tenir son étal en bon état

La profession invoque encore le fait que Paris fut, jusqu'à ces darnières années, la seule ville de France à utiliser ses bords de fleuve pour y faire commerce des œuvres de l'esprit. Tonlouse, Bordeaux, Tours, Nantes, Rouen, Avignon - qui pourtant se mirent dans des plans d'eau autrement plus importants que celui de la Seine n'ont jamais eu cette idée-là. Lyon n'y a songé que tout récemment, et avant d'oser ses édiles sont venus consulter leurs confrères de la capitale. A l'étranger on ne eite guère que Londres qui a ouvert les rives de la Tamise aux négociants en vieux bouquins, Bref. il n'est bon bouquiniste que de Paris.

Même s'ils sont peu nombreux (245 exactement), les membres de la corporation se targuent discrètement d'un autre privilège. Parmi les nombreux occupants de la voie publique, ils sont les seuls à ne point payer redevance à la ville. Et cela - on ne sait pourquoi -

depuis 1913. Mais, est-ce une cootrepartie, on leur défend de posséder une boutique ayent pignon sur ruc et, pour s'installer sur les quais, ils doivent obtenir deux autorisations. L'une de la ville pour occuper mètres maximum du parapet, l'antre de la préfecture de police pour vendre sur la voie publique. Chaque titulaire de ces deux documents peut alors ouvrir, sur un emplacement localisé et numéroté, quatre boîtes. Dimensions : 2 mètres de long, 75 centimètres de profondeur et 60 centimètres de haut. Couleur imposée, le vart

La couverture co zinc et la solidité des cadenas sont tout de même laissés à la convenance des concessionneires. Mais il e l'obligation de tenir son étal en bon état. L'intérêt même l'y contraint. Si les cambriolages sont rares, les boîtes de meuvaise mine sont vandalisées et parfois lancées sur les quais en contre-bas. D'évidence les livres défraîchis et de modeste valeur ne tentent guère les voleurs

leur les seuls risques du métier. Mais, comme le dit Véronique Legoff, présidente du Syndicat des bouquinistes professionnels des quais de Paris : « On s'endurcit. » Cette femme de trentecinq ans, qui occupe un bout de trottoir face à la préfecture de police, fait partie d'une famille qui, de mère en fille, exerce à l'air libre depuis quatre générations. Elle connaît mieux que personne les règles et les ficelles

de la profession. Celle-ci par exemple : de tradition, les bouquinistes colonisent les rives de Seine sur environ 1 700 mètres de part et d'autre de l'île de la Cité. André Mairaux, alors ministre de la culture, les a délogés des abords du Louvre au motif que leurs boîtes offensaient un noble paysage. Ils ont donc gagné vers l'est, au-delà de l'Hôtel de Ville. Inversement, de jeunes audacieux ont voulu conquérir le quai Anatole-France pour profiter des visiteurs du Musée d'Orsay. Ils ont du refermer leurs boîtes, faute de clients. Ceux-ci n'osent pas traverser l'espèce de voic rapide qui déshonore les alentours de l'ancienne gare.

Campant sur ses positions ancestrales, la profession ettend donc le nouveau règlement de Jacques Chirae. En vérité celui-ci ne changera pas grandchose à la situation présente Les bouquinistes seront toujours obligés d'ouvrir au moins quatre joura par semaine. Ils ne pourront consacrer qu'une seule de leur boîte à la vente d'objets, timbres et monnaies anciennes. Tels sont avec le coryza, les Mais ils pourront y ajouter des

rhumatismes et le coup de cha-disques (en polyvinyle seulement). Autre nouveauté, ils scront autorisés à prendre six semaines de congé et à se faire remplacer pendant ce temps-là, ce qui était jusqu'iei proscrit. Enfin, ils devront être inscrits au registre du commerce, obligation légele que certains, paraît-il, négligent de remplir. Ces menues servitudes ne

CONCOURS D'ID

POUR LE VIADUC

and the second section is a second section in the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a section section in the second section in the section is a section section in the section section in th

THE REAL PROPERTY.

THERM

The second second

Cinq variantes pour frai

THE RESIDENCE

· * # # **

r_{ay} on treasure beinger

ifte Ermirettage.

A-14-41-41-44

DE THE COLUMN

....

les découragent nullement. Cent candidats sont sur une liste d'attente alors que les abandons d'emplacement ne dépassent pas dix par an. Conforté par l'afflux des touristes, l'un des métiers les plus spécifiques de la capitale se porte bien. Il compte, pendant longtemps encore, concourir au charme des quais et constituer, avec ses 200 000 volumes, la plus graode biblio-

thèque linéaire du monde. Seule inquiétude, mais de taille : les axes rouges, décrétés par la ville sur les quais, les a transformés en un parcours de vitesse. Au milieu du vacarme et des gaz d'échappement lâchés par les bolides, la flânerie o'est plus qu'un mot. « Ce n'est pas le nouveau reglement Chirac qui nous menace, dit Véronique Legoff, ce sont les voitures dont il o accéléré lo course sur un site pourtont classé par l'UNESCO comme patrimoine mondial. On ne peut vouloir à la fois fovoriser l'animotion des quois et les transformer en outoroutes. »

Marc Ambroise-Rendu

(1) Paris/Seine, de François Beauin, Nathan 1989.

: ::::: ·

.

....

(2) Tableau de Paris, de Louis-Sébastien Mercier, Ed. Louis Michard.

URBANISME

DES ARCHITECTES AU COUVENT

La réhabilitation du couvent des Récollets soulève de vives contestations

couvent abandonné, ont été expulsés, le 18 février 1992, manu militari par des policiers. Quelques jours plus tard (hasard ou calcul?) le feu prenait dans les combles du vieux bâtiment et détruisait une partie de sa toicootroverses qu'elle a provoquées entre le propriétaire, le ministère de l'équipement, les artistes et leurs défenseurs, n'oot pas été inutiles : le sort de ce couvent, situé dans le dixième arrondissement de Paris, qui semblait promis à une spéculation immobilière désastreuse, a été inflécbi.

Le maire de Paris, dans un mouvement d'enthousiasme, a même annoncé que le jardin Vil-lemin, qui s'étend devant la façade du couvent, scrait étendu jusqu'au canal Seint-Martin. Deux architectes spécialisés la rénovation de l'«arcbitecture mineure», Ber-nard Reichen et Philippe Robert (on leur doit l'aménagement de la Grande Halle de La Villette, du pavillon de l'Arsenal et celle, en cours, de l'ancienne piscine Molitor), furent choisis pour trouver un emploi à la bâtisse. Une association de quartier, dénommée Vi. V. Re. pour Villemin, Valmy, Récollets, prit la relève des Anges dispersés et proposa un contre-projet.

Un état général calamiteux

Que reste-il aujourd'bui de l'ancien couvent fondé au début du dix-septième siècle par Marie de Médicis pour abriter un ordre mendiant? Après la chapelle, achevée en 1614, des bâtiments plus vastes lui furent adjoints, au fil du temps, jusqu'an dix-neuvième siècle, où l'ensemble sert d'hôpital. En 1926, l'extension de la gare de l'Est entraîne une « rectification » de la rue du Feubourg-Saint-Martin. Cette correction provoque la destruction d'une partic du couvent. La moitié du eloître disparaît, la future avenue de Verdun menace ce qu'il en reste, mais la voie, jamais achevée, tourne an cul-de-sac, et, pour finir, le cou-

ES Anges des Récollets, vent décati abrite à partir de

artistes qui occupaient le 1975 une école d'architecture. Au cours des âges, les ajouts, replâtrages, réaménage-ments divers sont légion, eu point qu'il est difficile aujourd'bui de dater précisément les différentes interventions. Ainsi la façade sud, la plus classique et ture. Cette occupation et les la plus cohérente, a-t-elle été élevée pour moitié au cours du dix neuvième slècle. A' l'intérieur, presque toutes les salles ont été remodelées, tantôt divisées, tantôt agrandies au gré des utilisateurs. Aujourd'hui, l'état général

du bâtiment est calamiteux. Bien que les façades, les toitures. la chapelle et l'escalier d'bonneur soient inscrits à l'inventaire des Monuments historiques, le couvent tient plus du taudis que de la Galerie des glaces. Parois lépreuses, parquets disloqués, moignon de cloître aux fenêtres murées : relever les Récollets ne serait pas une entreprise facile. Faut-il pour autant le détruire? Non. sans doute. Le restaurer? Certes, mais pour retrouver quel état, celui dn dix-septième, celui dn dix-buitième on du dix-neu-

Pour Reichen et Robert, les étapes de l'histoire du bâtiment doivent être lisibles. « Retrouver un état d'origine est impossible ». constate Bernard Reichen, qui défend son projet (un projet de 370 millions de francs environ) déterminé par le programme du ministère de l'équipement. La chapelle sera préservée et deviendrait un centre culturel ou un lieu d'exposition pour le quartier, qui en manque. Le reste serait affecté à des ateliers, une douzaine, et à des logements sociaux. La façade sud serait res-taurée à l'identique, la chapelle et le gros pavillon carré également, et encore ce qui reste de cioître. En revanche, les murspignons ébréchés qui ponctuent la façade nord, côté gare de l'Est, céderaient la place à trois bâtiments résolument contemporains.

Ces modules géométriques seraient scandés par des balcons au-dessus de la rue et s'ouvriraient en boutique sur le trottoir, à l'emplacement actnel du mur d'enceinte. Uo jardin mi-

elos serait aménagé devent le pevillon cerré. A en juger d'après les premiers dessins, la greffe du contemporain sur le elassique ne semble pas impossi-

C'est pourtant sur ce point que l'association Vi. V. Re et son président, Jean-François Blet, ont d'abord décidé de faire résistance. Ils contestent l'esthétiqua des erebitectes et propo-sent une solution « plus simple et plus conforme à l'esprit du couvent » : détruire la clôture, restaurer la façade de façon minimaliste, gagner sur la rue l'espace d'un jardin et faire en sorte qu'ainsi le couvent se dresse entre deux espaces verts...

Concertation difficile

« Ce qui est plus grave encore, ajoute Jean-François Blet, c'est la destruction des volumes intérieurs, des solles de 250 m2. Ces espaces pourraient accueillir le centre culturel qui fait défaut au dizième arrondis-sement. Le ministère de l'équipement propose des logements soitdisont socioux qui seront attribués en réalité à quelques privilégiés. Si les permis de démolir et un permis de construire sont octroyés, nous les ottaquerons. Car si l'on veut réellement construire de nouveaux appartements, il existe une friche immobilière en face du couvent pour édifier deux petits immeubles. Du reste, la moirie o donné un avis défavorable au projet de Rei-

chen et Robert.» Du côté des architectes, on rétorque que « les associations qui défendent, à juste titre, leur quartier se crispent souvent sur des problèmes mineurs et leur ottitude de guérilla rend lo concertation difficile ». Bernard Reicheo poursuit : « Il est utile de réimplanter dans Paris des logements sociaux. Leur attribution ultérieure est un outre sujet. Le Paris intra muros est largement suréquipé sur le plan culturel par rapport à lo banlieue. Quant au square que les associations réclament, il serait préférable de l'implanter de l'autre côté de lo rue du Faubourg-Saint-Mortin, où existe déjà un terre-

plein qui pourrait être agrandi. » Côté canal, les choses se compliquent également. Il semble que l'extension du jardin Villemin soit en partie remise en cause. La Ville de Paris a en effet acquis une parcelle qui permet de l'ouvrir sur les berges du canal. Mais une autre portion du terrain resterait soumise à une opération immobilière.

> Emmanuel de Roux et Philippe Dagen

Le Monde L'EUROPE FACE A LA GUERRE Comment s'explique l'impuissance de l'Europe à rétablir la paix dans l'ex-Yougoslavie? Les points de vue et les analyses des généraux Jean Salvan et Claude Le Borgne, des experts militaires Pascal Boniface et Lothar Ruehl, du philosophe Marcel Conche et du psychanalyste Daniel Sibony. LA RUSSIE DE L'AN II Hélène Carrère d'Encausse. Youri Roubinski et Michel Tatu croisent leurs analyses sur l'avenir de Tex-URSS. BAISSER LES TAUX D'INTÉRÊT Une mesure nécessaire mais insuffisante pour sortir de la crise. Les points de vue de deux économistes: Christian de Boissieu et Maurice Baslé.

ART CONTEMPORAIN

CRÉATION OU IMPOSTURE

NUMERO DE FÉVRIER 1993 - 30 F

Deux critiques d'art. Jean-Philippe Domecq

Philippe Dagen vident leur querelle.

Le Monde des

CONCOURS D'IDÉES POUR LE VIADUC DE L'AVENIR

Joinville-le-Pont subit les nuisances de deux autoroutes. La direction de l'équipement a demandé à des architectes d'imaginer des scénarios

OUR sortir de la capitale, pour y accéder ou pour la contourner, les antomnbilistes disposent, à l'est de Paris, de deux antoroutes, l'A4 et l'A86. Ces deux vnies rapides traversent la commune de Juinville-le-Pont en empruntant un tronçon commun, qui franchit la Marne grâce à un viaduc et se confondent sur une longueur de 2 720 mètres, mais le résultat se traduit par un goulet d'étranglement qui provoque embouteillages et ralentissements. Dès la construction de l'A4, dont la mise en service e précédé de plusieurs anoces celle de l'A86, il était envisagé de doubler la largeur de ce troncon commuo. Dans cette perspective, des propriétés avaient été préemptées. Mais les années ont passé sans changement notable.

Il y e sept ans, le projet d'élargissement ressortait des tiroirs de la direction départementale de l'équipement (DDE) du Val-de-Merne. Des Joinvillais, regroupés dans un comité de défense, aujourd'hui présidé par le meire, Pierre Aubry (divers droite), ont alors demandé le passage des voies en souterrain.

Vinking.

sion prise en juin 1992 par l'Etat et la réginn Île-de-France, la DDE a actualisé, l'été dernier, les données du trafic. Puis, elle a fait réaliser des sondages géotechniques pour connaître la nature du sous-sol à traverser. Il faileit déterminer la faisabilité et le coût de réalisation d'une voirie

souterraine, une étude qoi o'evait jamais été réalisée avec

Sous le feu des critiques

Mais, en même temps, les services de l'équipement ont décidé d'offrir une page blanche à des architectes, evec pour mis-sion d'Imaginer un franchissement de la Marne d'un style nouveau, sans leur imposer de modalités particulières. Ils devaient proposer un viaduc design ou habillé de verdure oo d'eau, susceptible de modifier le point de vue des habitants. Cinq

projets sont nés de ces études. Présentés au comité de défense des Ininvillais et aux élus régio-naux, ils ont essuyé le feu de la critique. Pourtant, leurs idées étaient originales.

Ainsi Rolend Castrn ct Sophic Denissof nnt imaginé d'isoler partiellement l'ouvrage per des vitrages en arc de cercle partant du pied du viaduc. L'espace libre sous les piles est destiné à accueillir un musée on des plateaux d'exposition. Charles Lavigne, lui, a envisagé d'installer des écrans phoniques en verre réfléchissant nû viendrait se

refléter le paysage. Recouvert, le viedue prend, avec Alain Sarfati, une forme très design, rappelant celle du TGV. Jean-Paul Viguier et Régis Masson ont créé la «forêt mécanique». Une structure reposant sur une multitude de poteaux, recouvre la quasi-totalité du vie-

Le projet le plus surprenant est cependant celui de Jean Nouvel. Afin de masquer le bruit de la circulation autoroutière par un son natorel moins agressif, l'ar-

chitecte a imaginé un véritable mur d'esu de 700 mètres de long. alimenté par la Marne. Pompée jusqu'au faîte d'une structure qui recouvre l'anthroute, l'eau retombe sur des parois de verre dans un lac artificiel, situé au pied des piles du viaduc.

A travers ces derniers projets, la DDE a voulu montrer qu'elle était à l'écoute de tnute proposition nriginale. Bico que tardif, ce concours d'idées lancé à Joinville-le-Pont risque de faire des émules. Il n'est pas exelu que, pour des chantiers de ce type, l'Etat et les collectivités locales fassent appel à des erchitectes rennmmés, pour proposer des idées nriginales qui peuvent servir de base à la discussinn et évitent les blocages de riverains.

Bien des réunions seront encore nécessaires avent que le projet définitif ne soit arrêté. La mise en service du futur ouvrage n'est donc pas imminente, Cioq ans de travenx sont co effet nécessaires pour réaliser uo des projets «aériens»; six ans et demi pour creuser un tunnel. Des années qui semblent encore bien longues aux babitants de Joinville-le-Pont confrontés aux

nuisances sonores des véhicules. Entre les propositions des architectes et le souhait des Joinvillais, la solutioo est maintenant entre les mains des bailleurs de fonds: l'Etat, qui finance ce projet à hanteur de 40 %, et le région, qui le subventionne à

Francis Gouge

DEBAT TRANQUILLE A LEVALLOIS-PERRET

Les élus ont choisi les orientations budgétaires sans trop de difficultés

IN d'après-midi d'hiver à la ment par ces ehnix sortir de la liste des villes éligibles à la dotation de solidarité urbaine?

(RPR), ses adjaints, les ennseil
Les élus prévoient aussi des lers municipaux et une dizaine de functionnaires territoriaux prennent place dans la salle du conseil couverte de boiseries et décorée de trois grands vitraux du dix-neuvième siècle. Le public, lui, occupe les sièges d'une tribune.

L'objet de la réunion est un débat d'orientation budgétaire, mesure désormais obligatoire dans les communes de plus de 3 500 babitants. La discussinn doit se tenir « dans les deux mois qui précèdent l'examen du budget », afin que la majorité présente les ebnix politiques et financiers retenus pour l'ennée à venir. Dans cette commune des Hauts-de-Seine, la séance a cu

lieu le 21 janvier, Jeao de Grissac (RPR). adjolot ebargé des finences, expose d'abnrd sa propre conception du débat, qui, selon lui, « possède des vertus pédagogiques ». « La majorité est obligée de clarifier ses choix, indique cet ancieo banquier devenu consultant en finances locales. Mais l'opposition municipale ne devra pas v voir l'occasion de remettre en cause la politique engagée dans notre ville depuis dix ans.» Les limites de la discussioo sont einsi clairement indiquées. Elles o'en seront pas moins transgressées. Le représentant du groupe socialiste ne manque pas de rappeler qu'il conteste « le choix du tout-bureaux, tout-béton et grand standing opéré par la majorité» depuis que celle-ci a pris la ville

au Parti communiste, en 1983. Document de quatre pages à l'appui, la majorité présente la situation financière passée et à venir de Levallois-Perret. Cette cité de l'Ouest parisien nu se sont implantés de nombreux sièges socieux n'e pas enenre subi les effets de la récession. La taxe professinnnelle, qui représente 75 % des recettes fiscales. ne devrait pas diminuer. Au contraire, après une année charnière d'arrivées et de départs, la ville devrait faire le plein de oureaux en 1993.

Le gel de la deuxième piscine

Pourtant, Jean de Grissac se fâcbe inrsqu'il entend dire qua Levalinis-Perret est une ville riche. En effet, ce qualificatif vaut à la commune d'être taxée, depuis l'an dernier, au titre de la solidarité intercommunale. L'élu qui tient les cordons de la bourse prévnit une « aggravation » des prélèvements, qui devraient atteindre 27 millions de franes en 1993. Pour faire comprendre l'ampleur du méfait commis par un gouvernement de gauche sur les finances d'une centaine de communes comme la sienne, il mulóplie les comparaisons : « Ce que nous perdons équivaut à un an de taxe d'habitation ou 5 % des dépenses de fonctionnement. Imaginez qu'on vous prélève 5 % de votre salaire!»

En période de crise, Levalinis-Perret va dnnc, «comme tout le monde », se serrer la ceinture en geleot deux nouveaux projets: une piscine sur le front de Seine et vo « etrium » municipal. La commune va se contenter d'achever les programmes mis en route et d'entretenir l'existant. Les dépenses d'équipement devraient diminuer de près de moitié. En 1992, elles ont atteint 400 millinns de francs, ce qui représente un ratio cinq fois plus élevé que dans les communes de 50 000 habitants. Elles ont porté sur les « quatre S : scolaire, sport, stationnement, social ». La ville a finencé pour plus de 100 millions un lycée (de compétence régionale) et un collège (de compétence départementale). Elle possède un Palais des sports et elle agrandit maintenant son parc de Ingements sociaux, qui représente 10 % des habitations. Espère-t-cile secrète-

Les élus prévoient aussi des économies sur le fonctionnement. Pnurrant, les dépenses de personnel augmenteront de 10,5 %, snus l'effet de certains recrutements (bibliothèque, centre de loisirs, ennservatoire), de nouveaux régimes indemnitaires (sportifs, culturels, sociaux), et « du coup de bambou sur les cotisations à la caisse de retraite des agents ». Pnur économiser 5 à 10 millions de francs, la municipalité va par ailleurs concéder à une entreprise privée son service de restauration, enjourd'hui en

Le budget sera vnté à la fin du mois de mars, lorsque trutes les informations nécessaires à sa confection seront réunies. Les élus attendent notamment que la direction générale des impôts leur antific le montant des «bases» fiscales, recettes prove-nant de l'activité professionnelle et immobilière et qui permet le calcul des taux. Ils tablent sur uoe augmentation de 6 % à 8 %. qui leur éviterait d'accentuer la pression sur le contribueble. Celle-ei est nujnurd'hui moyenne, avec une taxe d'habi-

tation de 6,99 %. Après l'exposé de la majorité levalloisienne, les responsables des trois groupes de l'opposition - communistes, socialistes et défenseurs de l'environnement disposent chacun d'une demiheure pour faire valoir leur point de vue. La politique de prudence du meire fait l'objet d'un assez large consensus. Bien qu'ils soient affectés « cruellement » par le report de la nouvelle piscine. les écologistes saluent la saine gestinn des finances municipales. Le représentant des enmmunistes demande une pause de la pression fiscale, qui lui est accordée « dans la mesure du possi-

De débat, il n'y en a pas eu vraiment, les choix à opérer n'étant pas absolument cornéliens. Le public est resté ettentif et silencieux. Les discussions pourraient être plus animées dans les communes où une situatinn financière tendue exige des contribuables des efforts supplémentaires comme à Yerres (Essonne) ou Conflans-sur-Seine (Marne).

Refaële Rivais

LOISIRS

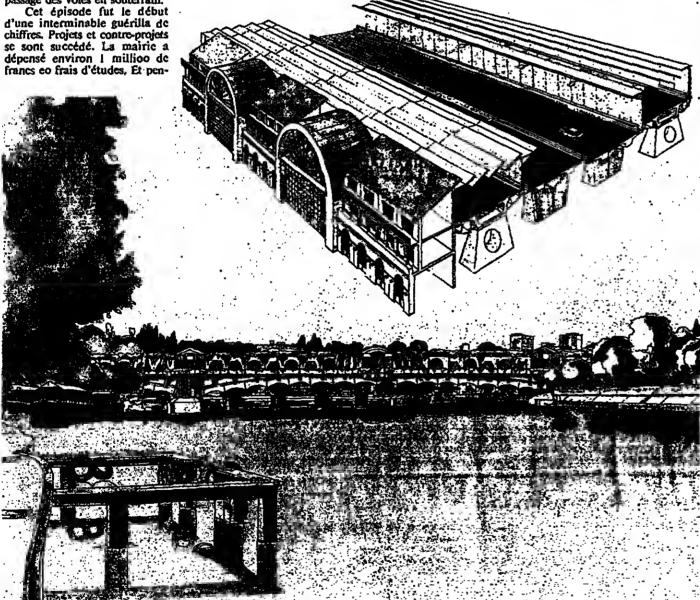
Un billet tout compris RER Euro Disney

Après L'opération de séduc-tion en direction des Franciliens et des Parisians, la société Euro Disnay fait un nouvel effort pour améliorer la fréquentation de son parc de laisirs pendant l'hiver.

Le géant américain des loisirs s'est associé à la RATP pour proposer à l'ensemble du public, dès le samedi 20 février et jusqu'au 31 mars, un nouveau tarif préférentiel de 200 125 francs pour les enfants de moins de 10 ans. Ce forfait comprend non seulement l'entrée au parc (respectivement de 225 at 150 francs en période normale) mais le billet aller-retour en RER jusqu'à la gare de Chessy à Mame-la-Veilée. La tarification normale de la RATP est de 66 francs au départ du Châtelet et de 97 francs au départ de Saint-Germain-en-Lave, la care située le olus à l'ouest sur la ligne du RER. Ces billets sont en vente dans les agences commerciales de la RATP dans les statione Garedu-Nord, Gare- de-Lyon, Châtelet-les Halles, Montparnasse et République, dans les deux points de vente place de la Madeleine et 53, quei des

Grands-Augustins, ainsi que

dens les magasins de la FNAC et de Virgin-Megastore.



Cinq variantes pour franchir l'eau

1. Solution de base : lea deux fois trois-voies ectuelles de l'A4 sont encadrées per deux viaducs latéraux supportant les voies de l'A86, ce qui double la lergeur de l'ouvrage existant. Des écrans phoniques de 7.50 mètres de haut, en verre et ecier brossé, réduisent le niveau du bruit de 65 à 60 décibels. Son coût est estimé à 750 millions de

francs. 2. Cette solution est une variante directe de la première. L'aepect extérieur reste identique, mais l'accent est mis sur la protection phonique. Les deux viaducs de l'A86 sont totelement couverts par des auvents orientables en verre transparent, leissent passer l'air. L'A4 est très partiellement isolée par un euvent formant

visière au-dessus des vnies extérieures. Ce qui a valu à ce projet le sumom de « Casquette du père Bugeaud ». Le coût de cette couverture s'élevant à 250 millions de francs, le projet atteint le milliard de francs.

3. La troisième solution ejoute une intention pittoresque au pragmatisme : le viaduc se trouve «enfermé» per de petits immeubles d'ectivités qui font office d'écran. Dans la traversée de la Marne, l'ouvrage est doublé d'une passerelle paysagère pour piétons, reliant einsi le bois de Vincennes et le parc du Tremblay. Une abondante végétation est censée engloutir les murs antibruits. Le projet e'élève à 1,2 milliard de francs. dans l'hypothèse où une partie des constructions serait finencée par les futurs utilisateurs.

4. Le quatrième projet as veut le plus futuriste. Tube de verre aplati englobant les douze voies eutoroutières, il s'apparente à un tunnel aérien. La circulation se fait à la lumière naturalle, laquelle est filtrée par le toit transparant. Les nuisances sonores s'en trouvent totalement supprimées. Les études n'ont pas dépassé le seuli de la simple faisabilité. Meis techniquement difficile à réaliser, Il est d'un coût trèe élevé pour un projet de type sérien : environ 2 milliards de

francs. 5. C'est la solution en souterrain, réclamée depuis tnujours par des Joinvillaie et leurs élus. Des aménagements paysagers (chemins piétonniers, plantations, aires de jeux pour enfants) 'sont réalisés aux ebords de l'ouvrage. Les sondages effectués l'été dernier ont supprimé toute meuvaise surprise géoingique. Snn coût est évalué à 2,8 millierds de francs par la DDE. Sachant que la totalité des impôts locaux annuels payés par les Joinvillais s'élève à 37 millions de francs, le coût du tunnel représente le versement intégral de près de trois générations. Le montant du projet est done vivement conteeté per le comité de défense, qui le considère surestimé. De leur côté, divers techniciens font remarquer que le passage des voies en souterrain n'effacerait pes le viedue existant du paysage, et surtout, que les nuisances sonnres ree-

teraient à leur niveau actuel.

CENTRE

Les nouveaux vitraux de Biois

L'un des plus grands chantiers de création de vitraux d'Europe s'est ouvert, jeudi 4 février, à Blois. Dens is nef de le cathédrale Seint-Louis, l'artiste néerlandeis Jan Dibbets présentait les cartone des trente et une baies vitrées qui seront réelisées d'ici à juillet 1997 pour le tricenteneire du diocèse. Pour habiller cette cathédrale, Dibbets s choiei le lumière et le

signe. Conservant le treme en losanges des actuels vitrages, il y pose, en traits légers de coueur, des mots et des signes; sur les hessas beiee des phraees latines, grecques et hébrarques de la liturgie, de le première phraee de l'évangila selon saint Jean au demier mot de l'Apocalypse; eu-dessus, les symboles premiers de la chrétianté, le chardon, l'épée, le pain ou l'agneau. Le ministre néerlandais de la santé, du bien-être et de le culture, Hedy D'Ancona, a célébré l'Europe de la culture en marche. Pour Mgr Cuminal, évêque de Blois, le cathédrale redevenait, «comme elle l'est souvent, une maison du peuple ». Selon le maire, Jack Lang (PS), cette commende publique « renoue evec la tradicion de la Reneis-

PAYS DE LA LOIRE L'histoire de Cholet s'expose dans un nouveau musée

En mémoire des guerres fratricides qui opposèrent les républicains aux royelistes catholiques, le célèbre mouchoir rouge de Cholet sa rehaussa, plus tard, de carreaux blancs. Cholet était, à l'époque, capitale de la Vendée militaire, depuis elle n'a pas fini de se souvenir. Aussi la ville vient d'ouvrir un nouveau musée d'art et d'histoire. 'Cet espace moderne offre, certes, aux visiteurs de retrouver les collections de deux anciens musées, présentées dans des conditions appréciables, il permet surtout d'exposer dignement les œuvres qui témoignent des épisodes noirs de l'histoire de France, particulièrement violents dans la région. Des tableaux sux titres évocacoul», «La bataille de Cholet et le suicide du général Moulin», y figurent à côté des portraits des

généraux vendéens. Cet équipement de 4 000 mètres carrés e coûté 26 millions de francs, financé essentiellement par le municipalité, par l'Etat et grâce à un apport de mécénat (13 %). Il a été conçu par les architectes Frencis Dubois et Antoine Jeanneeu. Un service pédegogique sccuelliere les scolairas et les enseignants, un auditorium des conférenciers.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Montpellier fête son Jardin des plantes

C'eet un poumon vert de 4,7 hectares eu cœur de Montpellier qui sbrite l'institut de botanique, plusieurs serres tro-picales, et toutes sortes de végétaux témoins des siècles sée. Le Jardin des plantes de Montpellier fête cette année sas quatre cents ens dens un concert de floralies, expositions et colloques. Conçu en 1593 eu sein de l'université de Montpel lier par un jeune médecin, Pierre Richer de Belleval, avec l'eppui d'Henri IV, cet outil de pédagogie at de recherche n'a cessé de e'embellir au point d'obterir en 1992 un classement parm les monumente historiques

La faculté de médecine veille jalousement sur sa propriété, avec la complicité de la municipalité, qui lui fournit notamment un gardien, et l'eau nécessaire à l'arrosage. Mais la ville propose meintenant une convention fixant les droits et devoirs de chacun, dans l'espoir que le parc, essujetti eux contraintes universitaires, puisse être enfin ouvert eu public le dimanche.

LES POLLUTIONS DE L'INDUSTRIE

Les sites industriels contaminés n'ont pas tous la même dangerosité, certains sont même nettoyés



de pyralène dans une ancienne usine de Metz (le Monde daté 24-25 janvier), Ségolène Royal, ministre de l'environient, a demaodé à ses services de fournir, toutes affeires cessantes, une liste des sites industriels contaminés en France. Opération réussie, en termes

médiatiques, mais fondamentalement trompeuse. Car on ne peut établir une liste unique des sites contaminés, comme s'il s'agissait du recensement d'unités simples. Rien de commun, en effet, entre l'entreposage de fûts de produits chimiques découverts dernièrement dans une grotte de Canteleu appartenant à une filiale du géant allemand Hoechst et, par exemple, l'imprimerie du Monde à Ivry-sur-Scine (Val-de-Marne), installéc sur le site d'une ancienne usine de roulements à billes (SKF) qui a été entièrementnettoyé avant reconstruction.

ministere prévenait d'ailleurs le lecteur que la liste des 553 sites est uo inventaire «volontairement trés ouvert», qui «couvre des sites de nature variable, avec ou sans effet sur l'environnement ». Plus préciscment, cet invcotsire a comprend aussi bien une centaine de sites déjà traités qu'il convient de surveiller et donc de garder en memoire, que des lieux où un impact réel sur l'environnement exige une action immédiate».

mémoire des hommes. C'est

en grende partie eur la base

des témoignages recueillis

suprès d'anciens ouvriers de

Pechiney è La Prez, dans la val-

lée de la Maunenne, qu'il e été

possible de déterminer l'origine et la neture des éléments

enfouis dens une décharge de

12 000 mètres carrés déga-

geent des émissions redio-

actives supérieuras è la nor-male, sur un sita déseffecté,

non loin du torrent de l'Arc.

compris des responsebles de

l'entrenrise netionale, on a

découvert que les traces de

béryllium ainsi mises au jour

pourraient être le cause du

décèe d'une proche psrente d'un encian salerié de cette

vellées alpines, evec ses

usines sidérurgiques, chimi-

ques et électro-métallurgiques

implantées au eiècle demier,

n'a pes fini de révéler ses

secrets. Plus de le moitié des

quatre-vingt-six sites « pol-

lués » recaneés an Rhône-

Alpes dessine la carte de cet

héritage. Et plus encore que le

célèbre couloir da la chimia de

le vallée du Rhône, la Sevoia,

L'histoire industrielle des

A la surprise générale, y

ou élus, cloués à tort eu pilori, est d'autant plus comprébensible que l'inveotaire du scrvice de l'environcement industriel n'établissait aucune hiérarchie dans le la neture ou le degré de pollu-

d'exercice, a donc brouillé la réalité qui, elle, est parfaitement palpable daos la France de 1993. Car les points noirs existent, les industricle sont les premiers à le , n'a jameis exploité! reconnaître. Avent l'arrivée de Ségolène Royal au gouvernement, ils avaient justement créé l'association Entreprises pour l'environnement, sous la houlette de Jean-René Fourtou, le président de Rhône-Poulenc (le Monde daté 22-23 mars 1992).

Les membres de l'association s'eogagent à contribuer à une financer la décontamination des «points noirs orphelins», c'est-àdire les ancienoes friches industriclles et les décharges deveoues dépotoirs à risques. Les plus graodes entreprises fraoçaises soot donc aujourd'hui d'eccord pour financer elles-mêmes le nettoyage de sites dont elles n'ont pas la responsabilité directe, meis dont elles assument le responsabilité morale. Cet accord de principe, toutefois, tarde à être appli-

noirs, l'Isère et la Haute-Savoie

sont particulièrement concer-

nés. Certee, pour Jérôme Goel-iner, chergé de l'environne-ment à la direction régionele de

l'induetrie et de la recherche

(ORIRE), plus d'une querantaine de ces décharges industrielles,

enfouiee ou à ciel ouvert, font

l'objet de mesuree de survail-

lance particulières. Au fil du

temps, on s'est aperçu que ces creeeiers de réeidus de fonde-

rie, da poudres d'allisges

d'électro-métallurgie, apparem-

ment inactife, ont infiltré les

neppee phréatiques ou, par effet de ruissellement, les tor-

sccidants industriels ou de

trensport de metières dange-

reuses. Les récentes catse-

trophes ferrovieires de Chava-

nsy, dene la Loire, ou de La Voulte (Ardàche), au mois

ds janvier, avec des milliers de

litres de carburents déversés à

même le sol, ont, per leur

caractère spectaculaire, mobi-

lisé des moyens considérables

faire oublier ces pollutions

accidentelles occasionnées par

l'incendie d'usinee ou encore

Maie elles ne sauraient

La région e aussi subi des

rents de montagne.

Rien ne remplace la avec ses vingt-trois points

E saisissant d'une affaire L'émotion de certains industriels qué, car il suppose des sommes considérables. Ainsi, par excinple, la famcuse décharge industrielle de Montchanin (Saone-et-Loire). Mise en exploitation en 1979 sur un terrain communal niveau de pollution des sites loué à un particulier, elle a été recensés, ni aucuoe précision sur partiellement rachetée en 1988 par la société Esys, une filiale du groupe Elf-Aquitaine, juste nvent La précipitation, ajoutée à la la décision préfectorule de ferme-difficulté inhérente à ce geore ture du site pour insalubrité. Voilà donc une société rebaptisée Elipol, filiale du plus grand groupe petrolier trançgis, obligee de décontaminer un site qu'elle,

> Les travaux de « mise en sécurité», continencés en l'évrier 1992, ont permis de recouvrir les 5 bectares du dépotoir d'un couverele étenche. Mais il a fallu aussi installer dans les déchets un réseau de drainage des gaz, qui sont brûles sur place dans une installation ad hoc, ainsi qu'un résceu de collecte des jus de camion-citerne. Cette première phase de travaux a coûté 25 millions de francs à Elipoi, qui n'a aujourd'hui plus de budget pour procéder à în deuxième phase : entre 100 et 200 millions de francs pour le confinement total du site.

ment, Ségolène Royal ne décolère pas contre le groupe Elf-Aquitaine, aqui s'offre Yres Saint Laurent et refuse de payer pour

Au ministère de l'environne-Le lourd héritage de Rhône-Alpes

> 1.3 million de francs. L'Inventsire publié per Ségolène Royel s fsit grincer des dents dens les communes concernées. A Temey, une décherge, bien contrôlée, e été déplacée pour leiseer passer l'autoroute. A Cren-Gevrier une base de loisirs a remplacé un ancien dépôt d'EOF. La DRIRE eetime toutefois que cette quinzaine de lieux, parfaitement identifiés, justifient une surveillance, même si le traitement de certeins s été jugé

per le déversement de PCB

ssus de transformateurs EDF

dens le canal de la Loire è

Roanne, dont le curege a coûté

∉ exemplaire ». En dehors des décherges dangereuses et non eutorisé qui ont provoqué la colère des nvereins – à La Roche-la-Molièra (Loire) ou à Artemare (Ain), actuellement en cours de réhebilitation, - six eccteurs « orphelins » inquiètent perticulièrement les responsables de la DRIRE. Installés en toute illégalité par des personnes « non identifiées ou non solvables », ces sites nécessitereient un traitement d'urgence.

> de notre bureau de Lyon Michel Delberghe

nettoyer Montchanin!» Chcz Elf, on fait observer que, aux termes de le loi de 1975, les déchets industriels appartiennent à lours producteurs jusqu'à leur élimina-tion compléte. La décharge n'étant qu'un entrepôt, il revient à ceux qui l'oot approvisionnée de fioancer la mise aux normes du site. Or Elf n'a jamais mis de déchets dans cette décharge ni non plus exploité le site...

L'autre site exemplaire, en metière de contamination des sols, est l'usioe Gerber de Sermaise (Essonne). Cet établissement, qui régénère aujourd'hui des solvants dans un vieux moulin installé sur le cours de l'Orge, e connu bien des vicissitudes depuis son installation en 1973. C'est en 1983 que les services de la santé ont repéré des micropolluaots dans la neppe phréatique ct arrêté les ceptages. Des contrôles dans l'usine oot montré que des fûts de produits chimiques divers (peintures, solvants. huiles usagées) étaient entreposés n'importe où, de sorte qu'en 1989 l'agence nationale des déchets (ANRED devenue ADEME) lance les premières études approfondies du site, au sens propre du terme!

Les premiers sondages sont édifiants : non seulement des fûts fuyerds gisent épers sur le site à deux pas de l'Orge, mais d'eutres ont été enfouis sous terre, sans aucune précaution - uo millier, croit-on! En janvier 1992, un arrêté préfectoral confie l'exécution d'office des travaux de nettoyage à l'ADEME, car les établissements Gerber, dont le chiffre d'affaires plafonne à quelque 3 millions de frenes par an, sont incapables de financer des travaux estimés à 20 millions. Or le budget total de l'ADEME pour le résorption des points ooirs se monte à 10 millions! Il fant donc solliciter l'Agence de l'eau Scine-Normandie, qui verse 4,2 mil-lions, et l'associetion Entreprises pour l'environnement, qui offre 15 millions.

Eo fait d'un millier de fûts. on en a déjà découvert plus de trois mille, qu'il feut extreire evec un luxe de précautions - et des masques à gaz - pour éviter de les crever et d'ajouter à la pollution déjà considérable du site. Les décontaminateurs - de 15 à 18 personnes en permanence sur le site - en récupèrent ainsi une soixantaine par jour, qui soot soit transvasés et entreposés sur place, sur sol étanche, soit évacués dans un centre de stockage à Beynes (Yvelines). Et pendant les (filiale de la Lyonnaise) sur un site entièrement bouclé, l'entreprise Gerber poursuit ses ectivités à côté, comme si de rieo n'était!

Des points noirs la France en connaît des centaines voire des milliers

Des exemples de sites ainsi dégradés par l'activité iodustriclle, la France en coonaît des centaines, voire des milliers. Certeins sont découverts fortuitement, comme les terrains de l'ancienoe usine à gaz de Nantes vendus à un promoteur immobilier. D'autres se retrouvent pollués accidentellement, commo l'entrepôt Total de Saint-Herblain (Loire-Atlantique).

Chaque jour qui passe, de nouvelles découvertes sont faites. Le 3 fevrier, on s'est aperçu que la nouvelle usine FS Télécom de Mootceau-les-Mines (Saone-et-Loire), était construite sur une ancienne carrière traitée pour l'étaochéité avec des produits dangereux à respirer.

Le 7 février, les pompiers de Port-Saint-Louis-du-Rhone, en Camargue, ont décelé une fuite d'environ 200 litres de pyralène dsos uoe ancienoe aciérie co liquidation judiciaire. La terre cootamioée sera expédiée à l'usine Tredi de Seint-Vulbas (Aio), spécialisée dans le retraitement des polychlorobiphényles (PCB).

On comprend qu'à ce rythme l'administration ait du mal à suivre. Surtout lorsque les personnalités politiques s'en mêlent pour cause d'élections proches.

Roger Cans

Les angoisses rouennaises

La crise aidant, les rapports se dégradent entre les milieux industriels et leur environnement, particulièrement les collectivités locales, de plus en plus sensibles à la qualité du cadre de vie. Dans. l'agglomération de Rouen, le problème se pose svec acuité en raison de l'imbrication des eites industrials, le plus souvent classés «Seveso», dens des quartiers à forte densité

de population. Les panachas de fumée qui sortent des unités de fabrication da la Grande Paroissa (engreis) è Grand-. Quevilly noient par moment un centre commercial dans un épais brouillard. Les accidents internes aux entreprises rappallent régulièrement que le nsque existe.

Le plus récent e'est produit à Petit-Quevilly lors de l'incendie qui a entièrement détruit une usine qui stockait des enrobés.

Aux contraintes élémentairas de sécurité pour les populations que vient de fixer le plan particulier d'intervention (PPI) de la zone Rouen-Elbeuf, vont progressivement s'ajouter les réglementations européennes sur la protection de l'environnement svec, en plus l'influence croissante des élus écologistes.

Mauvaises surprises

S'ils restent relativement discrets en public, les directeurs des sites industriels incriminés sont beaucoup plus profixes dans les cercles rastreints. « Ils se servent du contexte de crise, Si cartains sont en réelle difficulté, la question de l'anvironnement sere la goutte d'eau qui fera déborder le vase, explique un fonctionnaire de la diraction régionale de l'Industrie. de le recherche et da l'environnement (DRIRE).

Parsonne n'ignore en Haute-Normandie que l'industrie des engrais est le plus menacée, mise en cause à la fois pour ce qu'elle produit et Hydro a fermé un site au Havre (300 emplois), Grande Paroisse multiplie les plans FNE. Pour le président de la chambre de commerce et d'industrie de Rouen, Jacques Mouchard, le tiesu industrie est même menacé de dispantion par ceux qui critiquent les industries poliuentes et dengereuses « sans qua l'on mesure ce qu'elles apportent

en richesses et en emplois». Deux prises de position eu plus haut niveau viennent d'alimenter la polémique. Tout d'ebord, la publication par le ministère de l'environnement d'une liste de 39 sites pollués en Haute-Normandie, parmi les 550 recensée en France. « Approximatif », ont répliqué en chœur industriels, techniciens et écologistes. Meis pour des reisons opposées.

« Des efforts ont été faits dane le cadre du secrétariat permanent pour la prévention des pollutiona industrielles (SPPPI) qui associe administretion et entreprises », commente-t-on à la DRIRE.

Pourtant, les meuvaises surprises restent à venir. Ainsi à Canteleu, commune de la banlieue de Rouen en bordure d'une forêt domenials, on vient de découvrir fortuitement 1400 tonnes d'insecticides stockés depuie vingt ans dans une grotte murée...

Le demier « coup dur » vient de Bruxelles, où le Commission des Communautés européennes vient de reprocher è la France d'avoir la « réaliser ou projeter (...) des aménagements qui ont pour effet de détruire (...) ou de porter atteinte à l'estuaire de la Seine ».

de notre correspondant a Rouen Etienne Banzet LES VACHES SAI

Land to the state of the state

4 4 44

a paterate

12. 13.5.27 连续

1 4. 1 MAG

. . . . L=150

array, of the W

130 ANT 4 🍇

SAME.

rent George 🦓

April ...

ecr.

- A. 14 ... • N M 1 pegige 1.1.17 to the charge and the results.

100 A and the large of Andre. B 40 -में के अस्माई 141.0

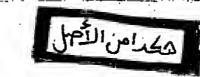
A rathery

(本) (1) (2)

distance:

A Copper





et rapides.

LIMOUSINES

277

to the state of

.. E.

Section 18

17.14

7.5

-7 .:£5

 $\Delta \sim 7.65$

de Daniel Meiller et Paul Vannier. La Manufacture. 264 p. 395 F.

L existe en Limousin un rite singulier. Au sommet de l'une des plus boisées et des plus isolées des collioes de le Creuse. l'église romane de Saint-Goussaud, si trapue qu'elle se confond ou crépuscule ovec les affleurements de granit alentour, enferme une statue de bois primitive d'on sains eccompagné d'un taureau. L'évangéliste saint Luc, sans aucun doute, Mais ce n'est pas lui qu'on vient prier, e'est le teureau. Les filles qui veuleot se merier doivent lui planter une épingle dans le corps. L'animal ressemble encore parfois à un hérisson. Et le clergé local, lorsqu'il y eo avait encore un, s'eccommodait fort bien de

cette pratique païenne. Ce rite de Saint-Goussaud est révélateur de l'importance de l'élevage boyio dans l'inconscient de cette région. L'écrivain occitaniste André Dexet y a même parlé d'une véritable «civilisation de la vache » ancestrale. Autour de se race indigéoe que le Limousin considère aujourd'hui comme l'un de ses meilleurs atouts de développement écono-

Un bel ouvrage vient de lui être consacré, qui porte ce simple titre: Limousines, Les Paul Vannier, qui ont déjà commis voici deux ans un livre intitulé lo Grande Exposition des fruits et des légumes. Daniel Meiller, directeur de l'Agence netionale-de-créations rurales (ANCR), est un spécialiste de ces realisations thematiques - expositions ou livres - à multiples entrées et lectures : l'histoire, le peioture, la photographie, les documents anciens, les graphiques et les fiches techniques.

En quelque 250 illustrations, ce nouvel ouvrage conduit le lecteur des peintures magdaléniennes de Lascaux (pas vrai-

ment limousines mais si proches...) à l'architecture que vient de terminer Jean Nouvel pour regrouper les instances professionnelles qui se consacrent à l'écocomie de l'élevage bovin limousin, dans la banliene de Limoges. Autour d'un grand ring de vente où les éleveurs viennent quatre fois l'an, de l'Europe entière et au-delà, se disputer les espoirs de la race à des enchères parfois stupéfiantes. Il y a trois ans un taureau nommé Don Juan s'y est vendu 61 000 francs, un record absolu.

Significations ancestrales

Mais Limousines est aussi une histoire de l'art. Des mosaiques et des fresques romaioes. des miniatures persanes à la peinture de Rosa Bonheur, Courbet, le Douaoier Rousseau, Picasso, Dubuffet, Rauchenberg, Warhol, Cueco, les photos de Raimond-Dityvon, de Deidl voo Scheeven; les célébres images publicitaires de Cappiello ou Savignac... La mythologie du bovio est aussi socieone que l'histoire elle-même. Elle symbolise la fécoodité et la naissance de la civilisation, et ce livre promène son lecteur dans ces pratiques millénaires.

* Le nouveau-né zooloo est enduit de sang de taureau. En Chine, le taureau est le génie du vent. Et dans les laogues iodoeuropéennes des origines, il était né nar le vocah Comme Dieu dans les langues scandineves et germaoiques. L'élevege limousin oe eultive plus, bien sûr, ces significations ancestrales. Il a maintenant le souci de le géoétique et de la conformation sux techniques. Ce qui n'est pas indifférent dans une région qui tire 85 % de son revenu agricole final de l'élevage.

Daniel Meiller et Paul Vannier ont souhaité retracer l'eutre volet de l'aventure. Car une race animale, e'est eussi une création burnaine. A force d'observation et de sélection empirique dans naires parce qu'ils se réapproles siècles passés, puis de plus en prient la ville. Jeunes le plus teurs, locaux et nationaux.

plus rationnelle, les bovins limousins – libérés du dur travail des champs par l'arrivée du tracteur - ont doublé de carrure et de poids. Ils ont eussi conquis le vaste monde, et nne soixantaine de pays élèveot sujourd'bui un troupean limousin. Des reproducteurs surtout qui améliorent particulièrement la conformation des races rustiques, zébus ou brahmenes. Trente-deux de ees pays sont fédérés depuis viogt ans dans un conseil international limousio dont les assises ont eu lieu au mois de juillet 1992 à Fortworth (Texas); les prochaines seront accueillies par l'Irlande en 1994.

Ces éleveurs de partout, du Caoada au Zimbebwe, y confrontent leurs résultets et leurs problèmes. La race évolue différemment, en bonne logique darwioienne, selon les climats, les méthodes d'élevage, les généalogies. Le Limousin, lui, reste la terre des origioes d'ou parteot périodiquement les gènes régénérateurs de ces lignées lointaines. Ce o'est pas tellemeol pour le profit, surtout depuis que les massifs taureaux, naguère encore exportes à grands frais per jumbo jets, cedent peu à peu le place à l'exportation de paillettes de sperme par simple colis postal. Mais l'opération a toujours lieu pour la gloire.

Aujourd'bui le bovio limousin, cette belle bête à la robe conleur de châtaigne, fait autant dans le monde pour le prestige de sa région que la porcelaine et l'émail de Limoges ou la tapisserie d'Aubusson. Et les éleveurssélectionneurs, qui forment l'aristocratie professioocelle de la race, en sont fiers. Eux aussi sont des artistes.

Georges Chatain

RENCONTRES **AVEC DES CITADINS** EXTRAORDINAIRES Douze expériences culturelles artistiques et sociales en milieu órbain Collectif sous lo direction de Bénédicte Mathieu. Préface de Robert Lion.

Le Monde Editions,

144 p., 140 F.

■ Ces citoyens sont extraordi-

souvent, exclus par le chômage, l'échec scolaire et la déprime, ils soot, comme le plupart des couches sociales défavorisées, rejetés à la périphèrie, en marge. Ce livre réalisé par des journalistes décrit des expériences par lesquelles des exclus, aidés par des animateurs, parfois euxmêmes des créateurs, tentent de redeveoir des eitoyens à part entière. Une opération qui passe par l'organisation d'un concert de rap aussi bien que psr le redéconverte des jerdins ouvriers, ou encore par la folle aventure du théâtre avec un

Gatti. La majorité des exemples que les auteurs oot choisi de rapporter sont d'essence culturelle, comme s'il s'agissait de faire mieux toucher du doigt le potentiel créatif de chacun et se prouver à soi-même qu'il o'y pas de fatalité à l'exclusion.

visiooneire nommé Armand

La leçoo qui se dégage alors ces reportages menés du Musée de Meaux à la prisoo de Saint-Meur, du MELA de Bordeaux au Festival de danse de la Paillede à Montpellier, en passant par Avignon, Lorient, Fresnes, Toulouse ou Oyonnax, c'est que si les populations soot marginalisées il n'y a pas, il oc peut y avoir, pour elles et evec elles, de culture su rabais.

Plus volonliers analytiques que critiques, ces Rencontres démootrent queiques règles plus simples à énoncer sans doute qu'à respecter vraiment. Parmi celles-ci, le fait que l'on doit tendre vers le plus de qualité, le plus d'exigeoce qu'il est possible d'atteiodre (en clair : si uo tag peut être une œuvre d'art, jeter des signes sur un mur o'est pas obligatoirement eo soi une démarche artistique...). Eo secood lieu, plus on est amateur, de professioooalisme, qui est le véritable signe du respect des autres. Enfin, on s'apercevra qu'un festival, temporaire par

asseoir une actioo dans la durée. Rencontres avec des citadins extraordinoires n'est évidem-meot pas « le » livre sur la politique de la ville, qui reste à écrire. Plus modestement, il se présente comme uo outil pratique, comportant de combreuses adresses et références bibliographiques, qui devrait intéresser nombre de décideurs et d'ac-

définition, ne suffit pas pour

COURRIER

Ne pas confondre Jura et Doubs

J'ai plaisir et grand intérêt à la lecture chaque semaine d'« Heures locales ». Tous les points de vue ne me conviennent pas forcement, mais la solérance pallie sans difficulté les diver-igences. Cependant le numéro daté 7-8 février me fait sortir de ma réserve. Sans être exhaustif, trois réflexions me viennent à 'esprit.

Le dossier en premier lieu. Il manque le point de vue et la thèse de la disparition des cimetières au bénéfice de la erématioo. Cela rendait ridicules et cadues les autres propos.

Le débat de Paul Chevel. J'ai des doutes sur sa compétence en metiére d'admioistration. EDF o'est pas une administration, les PTT n'existeot plus, la religion n'est pas coocernée, les pares sont régionaux, comme leur nom l'iodique... Dans ces conditions, l'administratioo vue de Plouharnel peut opparaître monstrucuse.

Enfin, et c'est le eri du cœur. C'esi impardoonable de la part du Monde, dans l'article « Les lycéens imagineot leur région », vous situez le lycée Xavier-Marmier de Pontarlier dans le Jura. En météorologie, on peut admettre région ou massif du Jura. En géographie, Mouthe, Sochaux, Besançoo et Pontarlier sont dans le Doubs.

GUY MAIRE Mouthier-Haute-Pierre (Doubs)

Défense des départements

Supprimer les départelecteurs (le Monde daté 7-8 février), qui reconnail néanmoins que ses moyens d'enquête et d'information, donc de jugement, sont limités. Plusieurs aspects militent au confraire pour uo renforcement de la. décentralisation et, de fait, du rôle du département.

En effet, à l'heure où de plus en plus de décisions sont prises à l'échelon européen, il est indispensable que la mise en œuvre de ces politiques soit assurée à un oiveau territorial proche des eitoyens et de leurs préoccupations, et ce, de façon efficace. Or, la proximité et l'efficacité se retrouvent, plus qu'ailleurs, dans

l'organisation départementaie. Qui, mieux que les conseils géoéraux, dont c'est d'ailleurs la compétence, peut s'occuper efficacement de l'action sociale en feveur des persoones âgées dépendantes et des haodicapés, des transports scolaires interurbains, de l'améogrement rural...

et les exemples sont numbreux. Que des améliorations, des elarifications sur des compétences soient nécessaires, c'est un fait; mais, de là à parler de suppression du département, il y a uo pas que le raison oous

empêche de franchir. De plus, le département o'est an rien une originalité française, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne... tous ces pays oot cux aussi trois échelons de collectivité territoriale. En Allemagne ou en Italie, un mouvement en faveur du renforcement des collectivités équivalentes aux départements a même poussé les législateurs de ces pays à revoir les compétences de chacun.

Aussi, l'Assemblée des présidcots des conseils généraux (APCG) propose-t-elle la création d'un conseil national des collectivités territoriales afin de clarifier la répartition des charges et des compétences octuellement partagées entre Elat, régions et dépar-

JEAN PUECH président de l'APCG

Retour à Troyes...

Maire de Sainte-Savine, une commune de l'agglomération troyenne et vice-président du conseil général de l'Aube, j'avoue avoir été extrêmement surpris par l'article sur Troyes (le Monde daté 17-18 janvier). Sans nier les difficultés

de son chef-lieu, il me semble un énorme gâchis économique et que cette page manquait de réa- bumain. lisme et de justice pour Troyes. Le journaliste est sans doute

venu à Troyes quelques heures au lendemain des festivités de fin d'année. Il a trouvé une ville ayant l'allure de toutes les villes au lendemain des fêtes. Il émet des jugements définitifs comme si, toute l'année, la physionomie de Troyes était celle des 4 et

≨ janvier. Notre ville est reconnue comme une des plus vivantes de Champagne-Ardenne (interroger les étudiants venant de Reims ou de Chalans pour étudier ici, et dont un grand nombre choisissent de s'installer dans l'Aube à la fin de leur cursus noiversitaire). Pourtant, vous ne trouvez que des rues désertes (alors que Troyes accueille plus de 450 000 touristes par an), un musée d'art moderne vide (alors qu'il recoit plus de 380 000 visiteurs), des magasins d'usine sans elients (alors que la fréquentation annuelle est supérieure à un mil-

lion de chalands). Pour vous, la ville s'est endormie il y a deux siécles. « Troyes, écrivez-vous, n'a jomais été à la pointe de la modernisation industrielle textile, ce n'est même pas elle qui a découvert le métier à tricoter... » L'ergument me paraît facile, ce n'est pas à Sochaux, par exemple, qu'on inventa l'automobile, ce n'est pas à Paris qu'est parue la première gazette, el pourtant le Monde est un bon journal... Vous oubliez de dire que les ingénieurs troyens ont déposé en ceni trente ans sutant de brevets textiles que ceux du reste de la France... C'est iei qu'on élé inventés, par exemple, le mélier circuleire et la «diminution» utilisés encore maintenant dans

le monde entier. Pour être exact, il faudrail dire que Troyes revient de loin. Notre ville avait été quement oubliée en haut lie sous la IV République - pas de capitale régionale, pas d'électrification ferrée, pas d'université, pas de projet autoroutier... Par leur combat, les Aubnis oot obtenu la rectification de la plupart des grands projets el n'oot pas attendu 1987, comme vous le dites, pour se préoccuper des autoroutes (le passage de l'A26 par Troyes a été décidé en 1973...) .

ALAIN COILLOT maire de Sainte-Savine (Aube)

... cité active

Rafaèle Riveis écrit, en parlant de Troyes (le Monde daté 17-18 janvier) : « Piqué par la quenouille de lo bonneterie. Troyes s'est endormie pour deux siècles... » Piquant en effet : c'est exactement le contraire! Avant la bonneterie, Troyes dormait du sommeil des anciennes foires de Champagne, déchues depuis le quinzième siècle. C'est son industrie de le maille qui fit d'elle, à nouveau, uoe cité active, vivante, au rayonnement international par le biais de ses firmes et de ses produits célèbres. Et e'est précisément la crise profonde de ce pilier économique et les dix mille emplois perdus qui rendent la ville bien morne aux yeux de la journaliste de passage.

« Troyes n'a jamais eté à la pointe de la modernisation industrielle textile. » Cruellement faux : au contraire, la ville a été le cœur technologique de cette iodustrie nationale, dès son origine, et a assis de cette façon une suprématie tranquille (trop!) jusgo'il y s peu. C'est à Troyes qu'on a industrialisé, an dix-neuvieme siècle, le femeux métier artisanal de l'anglais Lee, c'est à Troyes qu'on a inventé le métier circulaire, de loio le plus répandu aujourd'bui, qu'on e introduit «l'organisation scientifique du travail», pour la première fois ians la bonneterie, après 1945, qu'on est passé du bas au collani (1966), qu'on e proposé les premiers métiers à commende numérique (1971), etc.

Des remarques uo peu acides, parce qu'une fois de plus l'industrie de la maille est chorgée de tous les maux, et la ville industrielle présentée comme la dernière des tares d'un monde finissant. Je ne sais pas si Troyes a un avenir solide dans le textile. mais je sais que l'abandoo lotal actuelles de notre département et de son industrie bistorique serait

MARTIN VANIER Rives (Isère)

DEBAT

LES ÉCOLOGISTES ET LA DÉMOCRATIE LOCALE

par Jean-Marc Ohnet

'IRRUPTION des écologistes dans le débat politique, depuis 1988, eure ouvert bien des interrogations sur le nature et la portée d'un mouvement qui bouleverse schémas établis et alliances traditionnelles. L'écologie peut-elle être une politique, ou n'est-elle que l'expression poli-tique perodique d'un lobby d'un nouveau type, prospérant sur l'espace dévasté par l'effondrement des idéologies, la crise de la représentation et l'effaiblissement de tous les grands partis de gouvernement? Est-elle soluble dens l'exercice des responsabilités et le praxis démocratique? Cinq ens plus tard, ca sont ces mêmes quescons que se posent les exécutifs régioneux, contraints de négncier euprès des élus écologistes le vote de leur budget, evec d'eutant plue de difficultés que les stratégies des écologistes diffèrent d'une région à l'autre, selon les hommes, les situatione, les dossiers et le poids reepectif des formations auxquelles

Les collectivités locales, habituéee eu fonctionnement notabilieire de la démocratie de représentation, et désormais confrontée à la montée d'un véritable pouvoir vert appuyé sur un tissu associatif solida, font einsi l'apprentissage du compromis evec une force chors système », à géométrie politique variable et sans véritable cohérence Idéologique. A cet égerd, le débet entre écologie « radicale » (visant un changement de modèle de développement) et éco-logie « raisonnable » (acceptant l'économie de marché et recherchant une Intégration dans les institutions démocratiques), s'il se pose localement dene les mêmes termes qu'au plan national, n'induit pas forcément des comportements plus conciliants d'une formation à l'autre.

Comme le souligne Luclen Chabasson. ancien directeur du cabinet de Brice Lalonde au ministère de l'environnement et conseiller régional Génération Ecologie en Provence-Alpes-Côte d'Azur, la branche modé-

rée de l'écologie est aussi, souvent, «la plus radicale sur le terrain», car il ne s'egit pas seulement de tenir un discoure, meis eussi de mener un combet politique sur des dossiers concrets, en pesant sur les décisions, les orientations, les budgets, voire en pilotant la mise en œuvre de politiques publiques. Bref, de se livrer à une lutte de DOUVOIr.

Ne pas bloquer les institutions

Ce redicalisme local constitue, à bien des égards, une condition de survie pour les écologistes, tantôt mouches du coche, tentôt conseillers ou lobbyistes auprès des exécutifs locaux, tantôt partenaires, mais evant tout soucieux de conserver leur autonomie, leur identité propre, de ne pas servir de caution morale et, surtout, de ne pas se dissoudre dans la politique locale | La puissance d'attraction des gouvemements loceux n'en demeure pas moins considéra-. ble; et le rôle importent que jouent les régions dans l'aménagement du territoire, la formation et l'emploi local contraint peu à peu les écologistes à préférer infléchir les grandes options de développement plutôt que de bioquer le fonctionnement des insti-

Cette Insertion, assez atypique, dans la vie politique locale n'est, à l'évidance, pas seulement dictée par des considératione tactiques. Les epécificités de le gestion locale, plus proche des réalités et de l'attente des citoyens, plus concrète, sont aussi (eu-delà de laurs propres cliveges idéologiques) profondément conformes à la phase actuelle de développement des écologistes, à la nécessité d'opérer une rupture avec un ensemble de comportements issus de la marginalité, d'acquérir une expérience de la gestion publique et de la négociation politique. Plus encore, cette spécificité de la gestion locale, dens le diversité de ses domaines de compétences, correspond l locaux.

assez largement à leur culture militante et au caractère essentiellement transversel de l'écologie elle-même, qui implique le diversité des approches et des interventions.

Le mouvement écologiste a-t-il, spécifiquement, une vocation politique territoriale? Le question mérite d'être posée parce qu'elle conditionne le pérennisetion d'un enrecinement local des écologistes, leur capacité à exister sans disparaître, è survivre, eussi, aux eléas d'une stratégie politique netionale, non exempte d'ambiguités et inévitablement semée d'embûches. Ensuite parce qu'elle détermine l'évolution du lent processus d'effirmetion d'une scane politique régionale.

Dix ans après la mise en œuvre d'une décentralisation à lequalle on a souvent reproché eon déficit démocratique, six ens après la transformation des régions en collectivités de plein exercice et au moment où apparaissent de nouveaux clivages européens et régionalistes, cette configuration d'une scène politique locale où les écologistes font leur gamme n'est peut-être pas une si mauvaise nouvelle i En contraignant les - notables » à s'interroger sur la précarité de luir « sacre », en habituant les formations politiques traditionnelles au débat public. à la négociation, elle peut ouvrir le voie à cette démocratisation de la vie locale qui demeure encore largement pour l'instant un vœu pieux. Elle peut eussi, il est vrai, eccélérer la fragmentation et la décrédibilisation

politique des assemblées régionales. L'émergence des Verts dans le paysage local ne modifie pes seulement l'équilibre provisoire de microclimats locaux; il pèsera à l'évidence sur l'avenir de la décentralisa tion et déterminers pour une lerge pert le développement d'une véritable démocratie régionale, qui constituerait un vériteble eéisme politique dans notre République

➤ Jean-Marc Ohnet est délégue général de l'Institut de la décentralisation et rédacteur en chef de le revue Pauvoirs

supposer qu'il y ait des problèmes à Périgueux et, bien sûr, ici comme ailleurs, il s'en trouvera eo fouiliant un peu - le premier. le plus reconnu, est qu'il est difficile d'y venir et d'en partir. Le chef-lieu de la Dordogne continue de se tenir à l'écart des grands axes, par la route comme par le train, et ne rompt cet enclavement que grace à la modeste ligne aérienne qui le relie quotidiennement à Paris. Ah, cer enclavement ! La

eorvée du train de Paris, le TGV qu'il faut aller prendre à Angnulême, l'enfer de la route de Bordeaux, celle de Limoges qui ne vaut guère mieux! Cha-eun s'en plaint mais le temps s'en est accommodé car, d'une certaine manière. l'isolement a, même si ce n'est plus tout à fait le cas, même s'il n'en fut pas toujours ainsi, protégé Péri-gueux des misères du monde. A dire vrai, ee n'est pas qu'un problème de transport : il existe un autre et tenace motif de repli peut-être plus enraciné. Comment se détacher de la douceur de vivre qui baigne les bords de l'Isle, où la ville s'est établie? Du ealme qui se dégage des jardinets de la rive opposée, au pied du pont Saint-Georges, de la présence proche et rassurante des collines boisées au bout du faubourg.

Cet univers tranquille s'inscrit dans le hublot de l'ATR d'Air littoral lorsqu'il se pose sur la piste de Bassillae et stoppe ses moteurs, à portée de main d'un village blutti entre ses coteaux, à l'abri de son clocher : on croirait une affiche touristique ou électorale, suivant la saison...

L'accès par la route de Bergerac produit la même impres-sion : les toits de Périgueux semblent placés sous la protection maternelle de l'imposante cathédrale de Saint-Front, toute en rondeurs byzantines, façon dix-neuvième siécle. A l'ouest de la ville, une eoupole plus authentique, belle de son austérité, celle de Saint-Etienne-dela-Cité, confirme une propension aneienne à arrondir les angles, même ceux de la romanité quand elle ineamait la modernité.

Eocore un signe qui ne trompe pas : de l'antique cité gauloise, puis gallo-romaine, ne reste debout que le vestige d'une puissante tour ronde, vaine défense contre les bar-

bares d'une autre époque. Dans ce pays, qu'il a choisi comme lieu de vie, sinon de villégiature, depuis la préhistoire, l'homme a appris à se méfier des envahisseurs de toutes sortes. Il ne se cache plus dans les cavernes, dès lors qu'elles attirent tant de eurieux comme à Lascaux, mais il est enclin à ménager sa tranquillité. Témoins les nombreux Péri-

Le fonds Fanlac

Ca n'ast point un coup de cœur, una découverta, mais plutôt des retrouvailles. Il y a un

peu plus de vingt ans le Monde s'intéressait, par la plume de Philippe Decraene, à la balle

aventure de Pierre Fanlac, impri-

meur-édheur-auteur, qui avait quitté Paris pour aller implenter

son entreprise, chez lui, dans la

Périgord. Plus précisément à

quelques pas de la tour da

comma l'on dit, en fait reloca-

isé, partagaait sa production

entre des ouvrages traitant du

Périgord, sous tous ses

aspects, des assais at daa œuvres de fiction, romanesque

ou poétique, pour lesquelles il s'enflammait, sans oublier ses

1991, après avoir cédé l'impri-

merie à ses ouvriers organisés

en coopérative. La belle histoire

allait-elle s'arrêter là ? Non, car

sa fille et le mari de celle-ci,

dien, se sont éloignés de l'en-

seignement pour reprendre la

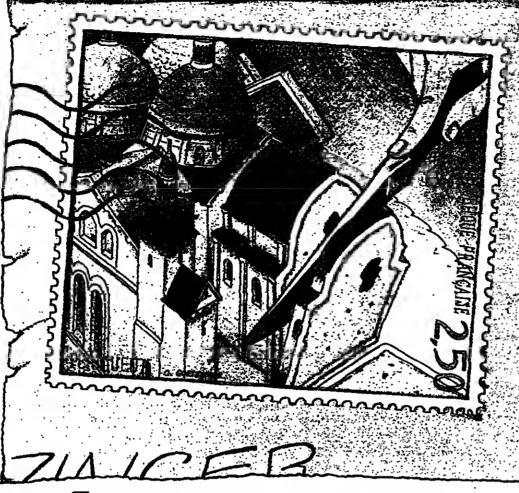
Pierre Fanlac est mort en

Déjà, l'éditeur délocalisé,

Vésonne à Périgueux.

propres écrite

ancien et nouveau



PÉRIGUEUX

babitants.

Dans ce pays,

l'homme a appris

des envahisseurs

de toutes sortes

illustré iei sa vocation d'éveil-

leur culturel, est travaillée par

le tempérament baroque de ses

depuis la Préhistoire

L'avenir sans détour

gourdins qui ont quitté le pays pour aller chereher fortune ou renommée ailleurs, ou ceux qui en ont découvert les charmes : ils se coulent discrètement dans le paysage lorsqu'ils le retrouvent. Cela vaut pour l'ensemble du Périgord, mais peut-on distioguer Périgueux de soo ter-

Bernard et Marie-Françoise Tardien, qui dirigent les éditions Fanlae, pour lesquelles le à se méfier Périgord n'a plus de secret, ne le croient pas. Comme si la ville de Périgueux n'existait pas par elle-même! Oo serait tenté d'en dire autant du département : la Dordogne ? Non. le Périgord d'abord! Périgueux ne serait-il, dans son environnement rural, qu'uo centre administratif, uo lieu de regroupement scolaire, un rendez-vous des marchés? Une grosse bourgade eonformiste qui, selon Alain Bressy, premier juge

suite de la maison d'édition; ca

qui n'est pas rien. Car il ne

a'agit pas seulement de cher-

cher les auteurs, les thèmes,

d'imprimer les ouvrages, mals aussi de distribuer les livres,

avec les moyens du bord, et de

C'est peu dire que l'aven-ture continue, avec les mêmes

risques et incertitudes. Heureu-

sement, il y a toujours le beau

fond Fanlac, un public solide, en

Périgord bien sûr mais aussi en

Aquitaine et très au-delà, et les

projets en cours.

La prochaine livraison sera

un guide du Périgord, culturel,

touristique, gourmand, pratique et impertinent, rédigé par des

auteurs vivant dans le pays. L'esprit Fanisc, en somme. On

le trouvers, comme les autres

seur-Peyrot, à Périgueux, ou au

31, rue Faidherbe à Paris, dans

les bonnes librairies et signalé

dans les archives du Monde

pour un nouveau cycle de vingt.

A. L

ouvrages, au 12, rue du Profes-

Au reste, comment les appelle-t-on? Périgourdins. Périgordains, alors qu'ils devaient se réclamer des Petrocores, par référence à leurs origines gauloises, observe Marie-Fraoçoise Tardien. S'agissant de cette question d'identité, un d'iostruction à Bordeaux après autre enfant du pays est encore plus réducteur : « Périgueux. assure-t-il, c'est truffe et foie gras, point final!

Le maire, Yves Guéna (RPR), n'accepterait pas ce jugement sans appel. « L'image de morque de notre ville est désormois celle de son quartier historique », souligne-t-il sans masquer une fierté doublement justifiée. L'entreprise de réhabilitatioo menée depuis les années 70 est une réussite et la mooicipalité en a été le maître d'ouvrage. C'est un bijou qui a jailli de la gaogue d'un ghetto insatubre. Les passants le découvreot au basard d'un dédale de rues et de ruelles pavées, de places et de courettes dissimulées, en se promenant eotre le Moyen-Age et le dix-buitième via la Renais-

La tradition gourmande s'exalte dans ce décor surgi du passé et marie étroitement uoe estbétique séculaire aux appétits du jour. Empruntons. par exemple. la rue Limo-geanne, qui tient son nom de l'ancienne route de Limoges. Au ouméro 5, le regard s'arrête sur l'élégante façade de la maisoo Estignard, ses lucarnes et frontons, ses fenetres à meneaux, pilastres à chapiteaux, mais aussi sur les vitrioes de la coutellerie Favić et leur aboodance de lames, de plats et soupières d'argent ou

avoir exercé dans sa ville et d'étain, tandis que, de l'autre côté de la rue, la sobre charcuterie Dumas semble proposer ses produits maison aux instruments culinaires d'en face. Au 7. le célèbre traiteur du dix-septième, Antnine Courtois, qui mitonnait iei ses pâtés de perdrix, a laissé le bail à la fromagerie de La serme périgourdine; au 20, c'est une fabrique artisanate de sièges qui expose une simple chaise paillée, de celles qui tiendront sous le poids; au l'aristocratique bôtel de Méridieu abrite la chareuterie Meynard: au 31, une boulangerie-salon de the porte le beau nom de Truchassout. Des portes sculptées du quinzième. des vnûtes du seizième, des enjolivements du dix-sentième. s'exhalent des parfums de truffe, de chareutailles et de croissant, qui, autant que son plan, guident le chaland.

La réhabilitation a offert un cadre prestigieux à l'activité eommerciale, au risque de la déplacer, et a généré une vocatinn touristique. «Arant, on ne faisait que passer, on ne s'arrêtnit pas o Périqueux ». reconnaît le maire. D'autres ajnutent que l'on y passait et que l'on y passe trujours dans la mauvaise bumeur en raison de la difficulté d'y circuler, et qu'en plus la capacité hôtelière est insuffisante. Hélas, deux bitels récemment créés (Altéa et Arcades) ont mal géré leur lancement et attendent d'être repris. Un enjeu d'importance. «S'ils ne rouyrent pas en avril. c'est toute la saison touristique qui sero compromise», dit le

Yves Guéna est, en réalité, plus que le maire : sénateur. après avoir été député de 1962 1981. plusieurs fois ministre, ce gaulliste des Forces francaises libres est, dans son terroir, uo grand féodal, à la manière de Jacques Chaban-Delmas à Bordeaux. Ce Breton venu en Durdngne en est devenu le patron, suivant l'appellation qui le désigne. Ne doit-on pas à l'ancien ministre des PTT la délocalisation à Périguenz de l'imprimerie do timbre (700 emplois)? De même, l'un de ses lointains prédécesseurs avait fait installer dans cette ville, au demeurant mal desservie, des ateliers d'entretien de matériel ferroviaire (eelui du Paris-Orléans) qui existent toujours.

Ce sont des choses qui comptent dans cette vieille terre de tradition radicale et de clientélisme, dans une population où le goût du plaçou, c'està-dire d'un emploi sûr et tranquille, demeure fort. Les ministres socialistes représentant la région l'ont-ils assez compris? Réponse sous peu.

En attendant, Yves Guéna est entré, avec jubilation, en campagne et compte bien faire battre le député socialiste de Périgueux, Bernard Bioulac, déjà écarté de la présidence du conseil général dans des conditions propres au folklore local.

« lci, c'est truffe et foie gras, point final! » Un jugement sans appel qu'Yves Guéna n'accepterait pas

Dans sa ville, Yves Guéna déclare s'être employé à donner à ses administrés toutes les commodités dont ils ont besoin, du berceau au tombeau. « Je crois qu'ils sont heureux, mois peut-être ne sovent-ils par? » estime le maire, sans s'attribuer tout le mérite de ce bien-être. « C'est, ajoute-t-il. celui d'une rille moyenne où chocun a l'impression, sousse bien entendu, de connaître cout

le monde. »
Ces dernières années, la municipalité à répondu à l'« engouement culturel » de la population, selon l'expression quelque peu étonnée du maire, qui a accepté les initiatives de ses jeunes collaborateurs et adjoints, « mes garçons ». dit-il. Ainsi sont oés Mimos, festival du mime désormais coté, le festival de la chanson française, issu des concours de chant dans les quartiers, le Salon du livre gourmand.

Périgueux possède son conservaloire de musique, un nouveau théâtre, une troupe de comédiens professionnels à demeure. que dirige Pierre-Orma, uo palais des congrès et la ville s'apprête à lancer un concours d'architecture pour la construction prochaioe d'un musée gallo-romain au pied de la tour de Vésonne. Sans doute fallail-il se mettre au diapason d'un éveil culturel qui a touché tout le pays.

En vrai politique. Yves Guéna tire davantage de fierté de la conduite d'un « ottelage un peu disparote», celui qui associe Périgueux à huit autres municipalités limitrophes (dont trois communistes et trois socialistes) dans le cadre d'un syndicat intercommunal à vocation multiple.

La gestion s'est étendue aux transports urbains, à l'assainissement, au ramassage des ordures ménagères, au câblage. Il faudrait, dit le maire, passer à un statut moins lourd pour organiser ensemble le développement économique. Et aussi l'action sociale, suggère de soo côté Christian Chasseriaud, directeur de l'APARE, uoe association qui se consaere à

l'insertion et la lutte contre l'exclusion sociale. Car. 00 s'en doute, il n'y a pas que des gens heureux dans le Périgord : les évaluations estiment à 35 000 le nombre des habitants de la Dordogne en situation de précarité et de pauvreté. « La paurrete ne se visualise pas comme ailleurs, elle ne se désigne pas en tant que telle, mais elle est lo », assure Christian Chasse-

C'est à Périgueux qu'est né premier centre d'insertion et l'APARE a créé cinquante-cinq emplois dans le bâtiment et dans une entreprise de repas-sage. La repasserie, installée dans ses locaux. Christian Chasseriaud se félicite de l'esprit de coopération qu'il rencontre auprès des chefs d'entreprise et de la municipalité de Périgueux, mais il souhaite que l'action sociale se hausse au niveau intercommunal car, precise-t-il, « ce ne sont pas l'argent, on les dispositifs, qui manquent, c'est leur mise en

cohérence ». Le président de la ehambre de commerce. Charles Figini, tient, dans son domaine, un discours analogue : il faut agir de concert avec les autres organisations consulaires, notamment celles de Bergerac, explique-t-il, pour participer à la reconstruction du schéma aquitain, lequel était fondé jusqu'à maintenant sur l'axe Bordeaux-Pyrénées-Atlantiques, et le rééquilibrer en faveur du Nord. Cette coopération intercommunale est en bonne voie et la réflexion s'engage sur la recherche de nouvelles voies de développement et de « projets structurants (biologie, tourisme, agroalimentoire, décors de cinémo, par exemple) » pour compenser la faiblesse ou la disparition des industries traditinnnelles et l'inéluctable déclin de l'activité agricole domi-

« Trop de gens ont été trop bien trop longtemps en Périgord. Nous devons sortir de notre malthusianisme »

bien, trop longtemps, en Périgord. dit Charles Figini. Nous devons sortir de notre malthusionisme, nous ne derons plus nous refermer sur nousmêmes. » Faut-il préciser que le président de la chambre de commerce et d'industrie souligne, lui aussi, le rôle capital que joueroot, dans cette perspective, les infrastructures routiéres si longtemps attendues, avec, peut-être, trop de sereine résignation? Sous peine de péricliter, Périgueux ne peut plus se contenter de valoir le détonr, elle doit avoir la volonté de s'imposer dans le

De notre envoyé spécial Andre Laurens

Prochain article: VESOUL

Chiffres

 Préfecture de département de la Dordogné Périgueux compte 30 280 habitants.
 L'agglomération, qui réunir heir communes, compte 63 322 habitants, et se classe au quaire ringi quisto signe early du classement effectué par l'INSEE des cent premières agglomérations de France métropolitaine.

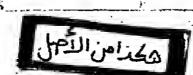
S Résultats des élections munici-

1989
1, 21 025 V., 14 944 A., 28 92 % E., 14 339
Linovicholie (Guénet RFR, m.), 8 667 (50,44 %), 32 sins (24 febr.), 3 febr. (1987-CDS, 1 UDF-PR, 6 RPR)

White presidentialle (Leconne), 3 433 (23.94 %), 4 sins (3 PS, 1886-19)
Trion generie (Gorse, PC), 2 239 (15,61 %), 3 sins (2 PC, 1

a Résultats du référendant sur l'Inico européanne du 20-sementre 1992 : 4472; A., 30,43 % E. 13 986

Dans la série « Cités », le Monde a déjà publié : Arras (daté 15-16 novembre 1992) ; Saint-Malo (daté 22-23 novembre) ; Mêcon (daté 29-30 novembre) ; Perpignan (daté 6-7 décembre) ; La Rochelle (daté 13-14 décembre) ; Rodez (daté 20-21 décembre) ; Lisieux (daté 27-28 décembre) ; Valenciennes (daté 3-4 janvier 1993) ; Aurillac (10-11 janvier) ; Troyes (17-18 janvier) ; Tulie (24-25 janvier) ; Blois (31 janvier-1 » février) ; Albertville (7-8 février) et Angers (14-15 février).





illes hom**mes es**

WHETE CHIEF THE THE TAR diques, cesara in the mocertee Cur latier, les tect. et posson lacter ... des Doutze reven ociens pays saler à redress of the ston commen information se illustre 'a · · · in en marche ar co

4 aless grat .

N ACCOUNT